

صكا من الامل

Guide Arts et Spectacles

Le Monde

15, rue Falguère, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE ★★ ★

JEUDI 16 MAI 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

AND DE LA SANTÉ

Responsable
du laboratoire de
contrôle analytique

Winnie Mandela idole déchue

RECONNUE coupable d'enlèvement et de complicité de coups et blessures, Winnie Mandela ne s'est pas laissée abattre par la condamnation à six ans d'emprisonnement qui lui a été infligée par la Cour suprême de Johannesburg. L'épouse du vice-président du Congrès national africain (ANC), celle que l'on a appelée « le mère de la Nation », a amplement démontré par le passé qu'elle n'était pas du genre à se laisser décourager par ses détracteurs, et encore moins par un tribunal présidé par un Blanc.

Cette battante s'en est immédiatement prise aux médias, accusés d'avoir diffusé des « informations tendancieuses ». Elle n'a eu aucune peine à rallier ses supporters, qui considèrent comme une infamie la sentence qui a été infligée à celle qui pendant si longtemps a représenté la résistance au pouvoir blanc et la victime d'un système qui l'a séparée de son mari pendant plus de vingt-sept ans. Après dix ans de lutte sur le terrain, Winnie, devenue « la passionnée des townships », a connu huit années d'exil avant de braver les interdits et de retrouver sa liberté de mouvement au début de 1985.

UNE liberté durement reconquise dont cette rebelle ne fera pas toujours bon usage. En quelques années, elle contribuera par des propos malheureux, des provocations déplacées, une attitude de vedette au-dessus des lois, à élever son image d'idole.

Les événements qui l'ont conduite devant la justice sont l'illustration des dérives de cette « vœux politiques » qui n'en faisait plus qu'à sa tête. Avant d'être reconnue coupable par les tribunaux, elle avait été désavouée, en février 1989, par les siens, qui lui avaient publiquement fait grief d'« avoir violé l'esprit et l'éthique » du mouvement anti-apartheid.

Tel est bien le sens de la lourde peine infligée par la justice sud-africaine, qui a reproché à celle qui est en position de devenir la première dame du pays, de « jouer avec la vie des autres » et de « avoir montré « aucune compassion à l'égard des victimes de la bastonnade ».

QUELLE que puisse être la décision de la cour d'appel, dont M. Nelson Mandela espère qu'elle « levera son épée de toute accusation », son nom, mais aussi le mouvement tout entier, sort diminué de cette épreuve. C'est la mort dans l'âme que Nelson Mandela a suivi les péripéties de ce procès où les pressions sur les témoins ont illustré le sens très particulier de la justice de la frange dure de l'ANC, celle que représente justement M. Mandela. L'ancien chef d'état-major de la branche armée de l'ANC ne s'est-il pas vanté de faire immédiatement libérer « la femme du chef » quand le mouvement sera au pouvoir ?

Quelles seront les conséquences de cette malheureuse affaire sur l'avenir des négociations interraciales ? « Elle n'a pas de rapport direct », a affirmé le vice-président de l'ANC. Il n'empêche que M. Mandela se trouve fragilisée par la disgrâce de sa femme et que cette condamnation va contribuer à renforcer ceux qui voient d'un mauvais œil les pourparlers engagés avec le gouvernement.

Lire page 8 l'article de FRÉDÉRIC FRITSCHER

M0147 - 0516 0 - 6.00 F



M^{me} Edith Cresson remplace M. Michel Rocard

Ancien ministre socialiste, elle est la première femme à la tête d'un gouvernement en France

M. Michel Rocard a présenté, mercredi 15 mai, la démission de son gouvernement à la demande du président de la République. Il a été remplacé par M^{me} Edith Cresson, ancien ministre socialiste, qui est la première femme à occuper ce poste en France.

Nommé le 10 mai 1988, M. Rocard a été premier ministre pendant trois ans et cinq jours. Mercredi matin, il s'était entretenu avec le président de la République, comme chaque semaine avant le conseil des ministres, qui s'est réuni normalement. La veille,

des rumeurs persistantes et convergentes avaient accru la probabilité du départ de M. Rocard et de la formation d'un nouveau gouvernement.

A la Bourse de Paris, les valeurs françaises, qui avaient perdu 1,57 % mardi, ont connu une nouvelle baisse (- 0,85 %) mercredi en début de matinée, avant de se stabiliser dans l'attente du nom du nouveau premier ministre. (Lire page 15 le portrait de M^{me} Cresson par Patrick Jarreau et Eric Le Boucher.)

Préparer les échéances électorales

par Jean-Yves Lhomet

Le départ de M. Michel Rocard était périodiquement annoncé et commenté, soit son arrivée à Matignon le 10 mai 1988. Cette fois, il a vraiment présenté la démission de son gouvernement.

M. Rocard, plus que ses prédécesseurs, était exposé à ce genre de spéculations sur sa durée de vie gouvernementale, en raison de la nature de ses relations, tumultueuses ou d'incompréhension, avec M. François Mitterrand.

Incarnation de la « deuxième gauche », voire de la « gauche américaine », comme disait naguère M. Chevènement, de cette gauche chrétienne dont M. Mitterrand déteste, dit-il, le penchant pour l'autoflagellation, il était arrivé à Matignon avec, au regard du président de la République, le passif d'une concurrence tenace pour la présidence de 1981 et même, un temps, plus discrètement, pour celle de 1988.

L'etiquette a pourtant tenu trois ans. Pourquoi donc remettre sa démission aujourd'hui ? Depuis la



- Le gouvernement de la méthode et des grands chantiers par JEAN-LOUIS ANDRÉANI
 - Le dixième premier ministre de la V^e République par THIERRY BRÉHIER
 - L'homme des grandes espérances, par ALAIN VERNHOLLES
 - La petite histoire d'une démission présumée, par ALAIN ROLLAT
 - Dans les couloirs de l'Assemblée nationale, par PIERRE SERVET
- Lire pages 11 à 14
- Le dur jeu des trois familles, par PIERRE GEORGES
- Lire page 45

La peur des Arméniens soviétiques

Les hélicoptères et les parachutistes soviétiques sèment la terreur dans les villages arméniens situés à proximité de la frontière avec l'Azerbaïdjan

ARAVUZ
de notre envoyé spécial
Le paysage est d'une beauté à couper le souffle. On aperçoit, à bonne distance, une crête montagneuse recouverte d'herbe tendre. Elle marque la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. C'est de là qu'est venu l'hélicoptère qui a ouvert le feu sur le hameau d'Aravuz, minuscule point avancé arménien, à la limite entre les

deux Républiques. Les habitants qui accueillent notre petit groupe de journalistes racontent ce qui s'est passé, samedi 11 mai, probablement ce qui est arrivé de plus important à Aravuz depuis la nuit des temps. L'événement est minime du point de vue militaire puisqu'il n'y a pas eu de victimes, mais on comprend que, pour ces paysans montagnards, ce ne soit pas une mince affaire... Ils ont

perdu trois machines agricoles : la rafale lancée par l'hélicoptère et dont on nous montre les impacts a rendu les engins inutilisables. Le tir était bien ajusté puisque les balles ont touché les réservoirs d'essence, facilement reconnaissables sur ces tracteurs de fabrication soviétique, qu'on utilise des deux côtés de la frontière comme partout ailleurs en URSS.

DOMINIQUE D'HOMBRES
Lire la suite page 10

Une loi d'ensemble pour les écoutes téléphoniques

Les écoutes téléphoniques se pratiquent en France en dehors de tout cadre juridique ou légal précis, en dépit des engagements des gouvernements successifs de moraliser ces atteintes aux libertés individuelles. Pour remédier à cette situation, un projet de loi englobant tous les aspects du « secret des correspondances émises par la voie des télécommunications » a été soumis au Conseil d'Etat qui doit rendre son avis jeudi 16 mai.

Lire page 16 les articles d'ERICH INCIANY

Les efforts de paix au Proche-Orient

Coordonnant leurs démarches, les chefs des diplomates soviétique et américaine, MM. Alexandre Bessmertnykh et James Baker, ont poursuivi, mardi 14 mai, leurs efforts pour réunir une conférence de paix au Proche-Orient, le premier en retournant en Syrie, avant de rencontrer M. Yasser Arafat à Genève, et le second en allant de nouveau en Israël pour s'entretenir, mercredi et jeudi, avec les dirigeants de Jérusalem. En dépit de déclarations contraires, le climat n'était pas à l'optimisme.

Lire nos informations page 3

La Côte et questions

Le dossier du Monde consacré aux questions que nos lecteurs continuent de se poser sur la guerre du Golfe traite de la guerre aérienne, des énigmes qu'ont constituées le bombardement du « bunker » de Bagdad et le départ d'une partie de l'aviation irakienne, et revient sur l'euphorie qui a saisi les couloirs aux premières heures de l'offensive aérienne.

page 4

Changement à la tête de la CIA

M. Robert Gates, le nouveau directeur, est un ancien de la maison.

page 8

Seize nouvelles lignes de TGV

Après le Sud-Est et l'Asiatique, le gouvernement adopte un schéma directeur prévoyant 4 700 km de lignes TGV vers 2015-2025.

page 35

CAMPUS & EDUCATION

■ L'éveil tourmenté de l'école calédonienne. ■ Un entretien avec le ministre tchèque de l'éducation. ■ Le désarroi de l'élève Freinet.

pages 19 à 21

« Sur la réa » et le sommaire complet se trouvent page 46

MANIÈRE DE VOIR N° 12

ALLEMAGNE JAPON LES DEUX TITANS

Maître de voir 12

MODELES OU MENACES ?

100 pages 42 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Les yeux d'or

« La Belle Noiseuse », de Jacques Rivette, s'inspire librement du « Chef-d'œuvre inconnu » de Balzac

par Jean-Michel Frodon

Le film commence par un jeu qui semble dangereux (un chantage) et ne l'est pas. Le danger vient ensuite. Quand Marienne accepte de poser pour le vieux peintre Frenhofer. Ce n'est plus un jeu, c'est une ordalie, un jugement de vérité. Dans la somptueuse propriété languedocienne de l'artiste, qui semble une Thébaïde et sera un château des supplices, chacun mise, sur le tapis, sur la toile, sur l'écran, l'essentiel de lui-même.

D'abord elle ne veut pas, Marienne. C'est son ami Nicolas, peintre lui aussi et admirateur de Frenhofer, qui l'a offerte comme modèle, pour que le maître réalise cette « Belle Noiseuse » qu'il a renoncé à peindre depuis dix ans. Liz, la femme de Frenhofer, qui pose jadis pour le tableau, est inquiète aussi. Seul Balhazar Forbus, Méphisto fortuné, pousse

à l'acte. Puis Marienne accepte, et l'ineffable adviendra dans le huis clos de l'atelier, entre le peintre et son modèle.

« Oui, c'est de tableaux qu'il va être question », annonce la voix off. Cette voix sait quelque chose que le spectateur ignore, elle attire et séduit comme pour une hypnose. Jacques Rivette aussi sait quelque chose des envolements, quelque chose du cinéma : il suffit de voir comme il filme la circulation fluide de personnages qui semblent des danseurs devant sa caméra dansante (le contraire d'une caméra agitée) pour les entraîner vers l'immobilité contrainte de la pose. Il suffit de voir comme il organise les glissements ou les affrontements du caché et du montré.

Lire la suite page 18 ainsi que le dossier de guide Arts et Spectacles consacré au 44^e Festival de Cannes.

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 9 DH ; Tunisie, 70 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KR ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 200 DR ; Irlande, 1,10 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

Justice

Une révolution pour les tribunaux

par Jacques Barrot

L'ANNÉE de la justice commence par un saut. Les affaires se succèdent et se ressemblent. On peut déjà en prévoir le coût : au mieux, des citoyens encore plus désemparés, démotivés ; au pire, une nouvelle poussée des extrémismes. La journée d'action des magistrats du 16 mai nous le rappelle : s'il y a aujourd'hui un chantier urgent, c'est celui de la justice délabrée, de l'appareil judiciaire menaçant ruine. L'affaire Urbatech, au premier chef, a soulevé de justes indignations. Pour éviter, à l'avenir, de tels errements, un point doit être immédiatement résolu : l'intervention du Parquet.

Il est certes logique que le parquet dépende du pouvoir exécutif, puis qu'il est chargé de mener l'action de la société contre la violation de la loi. Mais cette dépendance est instaurée pour permettre l'action, non pour l'étouffer. C'est pourquoi il est impératif que, dans des conditions exceptionnelles, d'autres pouvoirs que l'exécutif puissent requérir un procureur pour ouvrir ou poursuivre une information judiciaire, nonobstant les instructions de ses supérieurs ou en leur absence. Le président du Conseil constitutionnel, les présidents des deux Assemblées, le Conseil supérieur de la magistrature lui-même, devraient disposer de ce pouvoir.

Mais le mal est bien plus profond : en haut, il y a les affaires ; en bas, il y a des dizaines de petits scandales quotidiens qui font que les Français perdent confiance dans la justice et, par-delà, leur foi dans la démocratie. La situation actuelle est le fruit d'un long avilissement, plus ancien même que notre République. La courtoisie des « chats fourrés d'hermine » comme la chousannerie des petits juges sont des constantes de notre organisation judiciaire. Ce n'est pas d'hermine, non plus, que la justice souffre de paupérisation.

Conséquences : lenteur des procédures, encombrement des greffes — il faut souvent plusieurs mois pour dactylographier des décisions de justice déjà délibérées — sous-effectif des tribunaux — difficultés de recruter

ment à l'Ecole nationale de la magistrature... Le judiciaire qui fréquente ce que l'on appelle, par euphémisme sans doute, les « palais » de justice, se trouve confronté à une administration poussiéreuse, inefficace, servie par des fonctionnaires démotivés. On a méprisé l'appareil judiciaire pour mieux le maltraiter. Et le mépris pour la justice induit le mépris pour le juge.

Résultat : tout le système qui part à vau-l'eau se voit peu à peu grandir jusqu'à la moelle, si bien qu'un bout du compte ce ne sont plus des réformes qu'il faut mettre en œuvre, mais une révolution. La réforme de l'aide légale, celle de l'instruction, celle du Conseil supérieur de la magistrature qu'on nous annonce, ne suffiront pas pour revitaliser profondément l'appareil judiciaire. Et pour cause : tout comme l'inflation de la corruption, le malaise de la justice tient à l'esprit même de nos lois, à l'équilibre de nos pouvoirs, et sont hors de portée de simples mesures techniques de plomberie ou de replâtrage. Le stade du rapiéçage est dépassé. Et tout comme il faut changer d'institutions et construire une VI^e République, il faut aujourd'hui changer de justice.

1. — Le judiciaire doit devenir un troisième pouvoir à part entière, à côté du législatif et de l'exécutif. La justice est adulte, et il faut la traiter comme telle.

Aujourd'hui, au contraire, le Conseil supérieur de la magistrature est curieusement présidé par la personne même qu'il est censé assister dans sa mission de garant de l'indépendance de la justice : le président de la République. Le soupçon politique qui pèse sur la justice trouve son germe dans cette contradiction. Remarquons au reste que ces deux voix, en dépit du devoir que leur confie la Constitution, sont restées muettes tout au long de l'affaire Urbatech. Toilettée le Conseil supérieur de la magistrature n'est qu'un alibi. A la tête du pouvoir judiciaire qu'il faut mettre en place, un Conseil supérieur de la justice digne de son nom doit être composé

selon les mêmes modalités que le Conseil constitutionnel. Il devra disposer, en outre, d'une large autonomie budgétaire.

Une telle institution sera plus à même de rendre la justice plus indépendante. Mais dans cet objectif, il faut aussi reconstruire un système judiciaire plus cohérent et plus performant.

2. — Procédure accusatoire ou procédure inquisitoire ? Le rapport Delmas-Marty, n'en déplaçant à M. Kiejman, a posé la question dans ces termes essentiels et a montré qu'il fallait, en tout cas, aller jusqu'au bout de l'une ou de l'autre logique. Notre choix est clair : le juge doit être rétabli dans son rôle fondamental : celui de trancher le litige.

L'équivalent d'un quart de porte-avions

3. — Le statut des magistrats doit être modifié. Il y a tant de juges en 1991 qu'il y en avait en 1918, et qu'il y a aujourd'hui d'avocats à Paris. Il est indispensable d'ouvrir plus largement le recrutement des magistrats.

Certes, la France préfère traditionnellement le fonctionnariat à l'échevinage. Mais on ne persuade personne qu'il suffit de vivre deux ans dans une école pour devenir un bon juge. C'est aussi l'accès aux plus hautes fonctions de la magistrature qui ne doit plus être réservé aux seules carrières « réussies » — ou, si l'on veut, aux seuls critères de cette réussite. — A cette fin, il faut des moyens sans commune mesure avec les efforts chichement entrepris jusqu'ici. Le budget de la justice est équivalent au déficit de Bull en 1990, à un quart de porte-avions ! Est-il inenvisageable de lancer un plan quinquennal de modernisation judiciaire ? Les tribunaux doivent être les grands travaux de la République.

Mais l'argent ne suffit pas pour rendre aux juges une place prééminente dans la cité. Si l'on veut attirer, pour des périodes temporaires, des avocats, des juristes de qualité, il

faudrait revaloriser les conditions de travail et mettre de l'ordre dans une hiérarchie trop pesante qui cumule les défauts de l'organisation militaire et les vices de la bureaucratie.

Lenteur, égotisme

4. — Enfin, les droits du justiciable doivent être mieux assurés. Le respect de la justice passe par la bonne exécution des décisions rendues.

La aussi beaucoup est à faire : l'insolvabilité des parties, leur mauvaise volonté, quand bien même il s'agit de l'Etat ou d'institutions publiques, la désorganisation des tribunaux et l'absence de suivi font qu'en matière civile ou administrative nombre de jugements restent lettre morte. Il en va de même en matière pénale où existe, paradoxalement et malheureusement, le travers inverse (peine exécutée en préventive et « confirmée » par le jugement).

Les procédures d'urgence et d'injonction doivent donc être renforcées : une justice lente est infiniment plus difficile à faire respecter que des jugements provisoires, réglant au moins les parties les plus évidentes des litiges. La lenteur est un des maux, l'égoïsme suranné le langage mané dans les prétoires en est un autre. Le vocabulaire et les procédures judiciaires doivent donc être simplifiés et rendus plus accessibles au citoyen, mais aussi plus adaptés à la société moderne et à l'ouverture européenne.

La justice est donc gravement malade. Avouons-le toutefois : ce n'est pas le seul Parti socialiste qui est en cause. Ces compromissions, les affaires étouffées, les détournements de procédure, n'ont pas manqué depuis trente ans. Le pouvoir corrompt, car il est aujourd'hui facile de corrompre. Qui pourrait prétendre rester sans tache après dix ans d'usure et de compromission, et avec, surtout, un système judiciaire comme le nôtre ? Ce qui est vrai aujourd'hui pour la gauche pourrait l'être demain pour la droite. On voit du moins que, dans le système actuel, seule une forme ou une autre d'alternance peut prévenir de telles dérives : la hiérarchie mettrait moyen d'empêchement à aller au-devant des désirs pressurés des gouvernants, les juges ne s'autocensureront pas si toute leur carrière n'était pas « surplombée » par un pouvoir qui, année après année, semble inamovible.

Si le pouvoir ne peut plus céder à l'attentisme systématique, l'opposition ne doit pas non plus se contenter de philippiques ou de chahuts parlementaires. Les éternels ping-pong médiatiques sur les affaires ne feront jamais que dégrader plus encore l'esprit public. L'entraine du ton ne sera jamais une garantie de sérieux. Il est bon de s'indigner ; il est mieux de réfléchir et d'agir.

► Jacques Barrot est député de la Haute-Loire, secrétaire général du CDS.

COURRIER

Les Assyro-Chaldéens, réfugiés oubliés

Au Proche-Orient, un groupe ethnique reste absent de la scène politique, les Assyro-Chaldéens.

Aujourd'hui, leur situation est dramatique. Plus de 200 000 Assyro-Chaldéens ont déjà fui l'Irak. Partis vers la Syrie, la Turquie et l'Iran. Beaucoup d'autres se sont lancés sur les routes, venus surtout de Bagdad, en direction de la frontière ou de la fameuse zone de sécurité.

Comme les Kurdes, les Turcomènes et autres minorités d'Irak, les chrétiens assyro-chaldéens (Assyriens, Chaldéens, Syriens), une communauté de 1,2 million de personnes, n'ont pas été épargnés par la reprise en main du pouvoir à Bagdad.

Plus de 35 000 d'entre eux ont trouvé refuge en Syrie où ils sont plutôt bien accueillis. Plus de 70 000 sont en Iran, à Piranshahr et ailleurs. Quant aux 20 000 réfugiés en Turquie, leur situation serait préoccupante. Ils se plaignent d'être maltraités ou carrément refoulés. Concentrés dans la région de Silopi, on les séparerait des autres réfugiés et certains se trouveraient dans des camps de l'armée. « Quand ils ont vu que j'étais Assyro-Chaldéenne chrétienne, ils m'ont repoussée », témoigne Djamilia, qui essaie à présent de fuir vers l'Iran.

Selon plusieurs sources, 5 000 fugitifs, surtout femmes et enfants, seraient morts sur la route. Quelques milliers d'indésirables attendraient à la frontière turco-syrienne.

JOSEPH YACOB Lyon

REVUES

FRÉDÉRIC GAUSSEN

Mourir pour son ethnie...

La fin des guerres coloniales et de l'affrontement Est-Ouest devait mettre un terme aux conflits entre Etats. Et pourtant les tensions sont toujours aussi nombreuses, opposant des groupes ethniques, au sein d'une même nation ou dans un cadre régional.

UNE guerre peut en cacher une autre... L'opinion internationale, qui s'était passionnée pour la libération du Koweït, se retrouve devant l'écrasement des Kurdes. Autant le premier cas était d'une classicité simplifiée, autant le second paraît inextricable. Un pays expansionniste, conduit par un dictateur conquérant, en envahit un autre, et une coalition de nations inquiètes se constitue pour le châtir. Les manuels d'histoire sont pleins d'épisodes de ce genre. Que faire, en revanche, des Kurdes ? Chacun sent bien que le sort de cette population, disséminée sur cinq Etats, est sans espoir. Qu'il n'y a pas de place pour eux sous le soleil des nations — puisque, précisément, ils n'ont pas vocation à devenir un Etat. Les Kurdes — comme bien d'autres sur cette planète... — n'étaient pas conviés à la grande fête anticolonialiste des années 60-70, pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Comme le fait remarquer Philippe Ardant, dans un numéro de *Pouvoirs*, consacré aux « nationalismes », ce droit était réservé aux peuples soulevés contre le joug des nations impérialistes occidentales : France, Grande-Bretagne, Portugal, Espagne, Belgique, Pays-Bas. Une fois libérés, ceux-ci se sont empressés de déclarer le problème résolu, même s'ils s'installaient dans des frontières artificiellement dressées par les anciens colonisateurs et englobant des populations fort hétérogènes, qui rien ne prédisposait à vivre ensemble.

« Les guerres liées à la genèse d'un Etat »

Ainsi la fin de la décolonisation, liée à celle de la guerre froide, devait conduire naturellement à l'extinction des conflits, leurs deux sources majeures ayant disparu. Or on voit qu'il n'en est rien, les tensions principales étant déplacées à l'intérieur des frontières.

S'il s'agit moins spectaculaires — car moins couverts par les médias — que les « vraies » guerres, ces conflits — souvent obscurs et interminables — sont largement aussi meurtriers. Le sociologue mexicain Rodolfo Stavenhagen, dans la *Revue internationale des sciences sociales*, rappelle que sur cent onze Etats en conflit armé, en 1989, on comptait seulement trois conflits internes et trente-six autres qui sont qualifiés de « guerres liées à la genèse d'un Etat », c'est-à-dire où s'affrontent un gouvernement et un groupe d'opposants réclamant l'autonomie ou la sécession pour une ethnie ou une région donnée. « Une autre étude, ajoute l'auteur, révèle que les massacres perpétrés avec l'appui d'un Etat à l'encontre de certains groupes ethniques ou politiques ont causé plus de pertes humaines que toutes les autres formes d'affrontement violent réunies. (...) En moyenne, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, entre 1,6 million et 3,9 millions de civils non armés ont péri chaque année du fait de l'Etat... »

Tous ces conflits naissent de la conviction qu'éprouvent certains groupes, caractérisés par une langue, une religion ou une culture communes, que leurs droits ne sont pas reconnus dans la société où ils sont contraints de vivre. Mais les situations dans lesquelles ils se trouvent sont elles-mêmes fort diverses et Rodolfo Stavenhagen identifie au moins sept cas de figure distincts, selon que l'Etat reconnaît ou non la caractéristique pluriethnique de sa population, que le groupe en question est installé dans un ou plusieurs Etats (il peut être minoritaire dans l'un et majoritaire dans un autre), qu'il est le plus ancien sur le territoire ou, au contraire, constitué par migrations ou déportations... Aucun continent, aucun type de société ne sont épargnés par ce genre de situations, de l'Inde à l'Afrique, de l'Europe centrale ou l'URSS à l'Irlande, du Canada à

l'Algérie, des Etats-Unis à l'Espagne ou à la France (avec les Basques ou les Corsas — voire les Bretons).

Ce qui gêne le plus dans l'appréhension de ces phénomènes est la conviction de leur archaïsme. Spontanément associée à des « tribus primitives » (comme l'on dit, lorsque l'on parle de l'Afrique), ils ont un côté désuet, antihistorique, qui les rend suspects. Le marxisme affirmait les avoir définitivement dépassés, en les dissolvant dans l'internationalisme prolétarien et la solidarité harmonieuse de la société communiste. De même, la République « une et indivisible » à la française pensait les avoir résolus dans l'universalité des droits de l'homme.

Et pourtant ils résistent, comme on peut le voir dans des pays aussi pacifiques et évolués que la Belgique, la Grande-Bretagne ou l'Espagne post franquiste. Et Marc Gjidara, dans *Pouvoirs*, relève la fragilité des solutions fédérales, même lorsqu'elles reposent sur des pratiques authentiquement démocratiques, la langue construisant l'élément déstabilisateur majeur, comme on le constate en Belgique ou au Québec. Seule la Suisse semble avoir réussi à préserver un équilibre miraculeux entre la nécessité d'un Etat central et le respect des particularités.

Faut-il pour autant désespérer de la capacité des hommes à cohabiter, dès lors que la langue, la religion ou les modes de vie les séparent ? Bruno de Witte, dans *Pouvoirs*, apporte à cette question inquiétante une réponse prudente. La coexistence, selon lui, est possible si les droits des minorités sont officiellement reconnus, en tenant compte des spécificités locales. Cette reconnaissance peut prendre, selon les cas, la forme d'autonomie territoriale, de droits particuliers, ou d'institutions particulières, à caractère religieux, juridique, éducatif, sportif ou culturel.

Enfin, les particularismes régionaux peuvent trouver plus facilement leur juste place dans un cadre politique plus large que l'Etat, telle la Communauté européenne, comme l'espère Maurice Duverger, ou une nation arabe débarrassée de son fanatisme religieux et de ses rivalités politiques, comme en rêve (sans trop y croire...) l'universitaire tunisien Kadh Ben Achour.

Cette « gent barbare qui vint de loin »

Reste une question de fond : l'ethnie est-elle une réalité « substantielle », constituée une fois pour toutes et impénétrable à l'histoire, ou est-ce une construction accidentelle, plus ou moins conditionnée par des intérêts politiques ou économiques ? Isabelle Combès et Thierry Saignes, dans les *Cahiers de l'Homme* esquissent une hypothèse intermédiaire, en étudiant le cas des Indiens Chiriguano, qui, surgis des montagnes des Andes, investirent, au seizième et dix-septième siècles, la côte atlantique de l'Amérique du Sud, avant d'être exterminés par les Espagnols. Cette « gent barbare qui vint de loin pour assujettir toutes les nations indiennes » avait la particularité de constituer un groupe fortement structuré, mais capable d'absorber et d'intégrer des tribus d'autres origines sur lesquelles il jetait son dévolu. Les Chiriguano parvenaient, à la fois, à former une nation homogène, jalouse de son identité, et à se transformer en se mélangant.

Ainsi les auteurs de cette étude veulent-ils soutenir l'idée que les « sauvages » ne sont pas à l'abri de l'histoire et que, si les ethnies semblent résister à la modernité, elles ne sont pas pour autant vouées à l'immobilité.

► *Pouvoirs*, 1991, n° 57, PUF.

► *Revue internationale des sciences sociales*, février 1991, n° 127, UNESCO/ERES, 115 F.

► *Les Cahiers de l'Homme*, « Alter ego. Naissance de l'identité chiriguano », Editions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, 140 F.

PARIS-NANTES.

55 minutes.

Record sur la distance.



AIR INTER

Renseignements et réservations Air Inter Paris (45 39 25 25) ou votre agent de voyages.

مكتبة ابن النجار

ÉTRANGER

Les efforts de paix au Proche-Orient

M. Baker tente à Jérusalem de sauver son projet de conférence régionale

JERUSALEM

de notre correspondant

Dans un climat de morosité évanescence, le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, devait s'efforcer, mercredi 15 et jeudi 16 mai à Jérusalem, de faire aboutir son projet de conférence régionale de paix au Proche-Orient, qui, en dépit de déclarations optimistes formulées çà et là, paraissait plutôt mal en point.

Depuis plusieurs semaines déjà, l'entreprise échappe sur deux points sur lesquels s'appuient la Syrie et Israël. Les Syriens veulent que cette fameuse conférence, co-présidée par l'URSS et les Etats-Unis, permette aux participants d'intervenir dans le cours des négociations israélo-arabes auxquelles elle donnera lieu. Ils souhaitent encore que l'ONU, d'une manière ou d'une autre, y tiennne une part active. Les Israéliens, eux, entendent que la conférence se limite à une cérémonie d'ouverture, inaugurant les pourparlers directs avec les pays arabes et les Palestiniens. Ils refusent tout rôle à l'ONU, organisation qu'ils accusent d'être systématiquement anti-israélienne.

Ces divergences quant à la procédure, apparemment insurmontables, masquent en fait les positions de fond traditionnelles des deux protagonistes. Les Syriens restent attachés à une formule de conférence internationale - sans le patronage des Nations unies - devant obliger l'Etat hébreu à se retirer de tous les territoires occupés en 1967 (plateau du Golan compris). Les Israéliens cherchent à obtenir un dialogue direct avec leurs voisins arabes, de manière à disposer d'une plus grande liberté de manœuvre par rapport aux décisions de l'ONU appelant au compromis territorial. Le gouvernement de droite que dirige Itzhak Shamir estime avoir fait suffisamment de concessions en acceptant le principe d'une conférence régionale réunie sous les auspices des Deux Grands. Le premier ministre a récemment multiplié les déclarations « dures », signifiant son refus de tout compromis sur la question des territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza. La gauche l'accuse d'avoir autorisé, cette fois encore, « l'élargissement » d'une implantation israélienne en Cisjordanie, la veille de l'arrivée d'une quarantaine de caravanes installées à Givat Hadasha, au sud-est de Jérusalem.

Coordination américano-soviétique

Les Etats-Unis et l'URSS ont coordonné leurs mouvements : le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Alexandre Bessmertnykh, avant de rencontrer M. Yasser Arafat à Genève, a tenté mardi d'assappler le positionnement syrien, lors d'une nouvelle visite à Damas, juste avant que M. Baker s'attache à convaincre ses interlocuteurs israéliens. Venant d'Am-

man, le secrétaire d'Etat est arrivé mardi soir à Jérusalem en franchissant le pont Allenby, sur le Jourdain, puis, via Jericho, en parcourant une partie de la Cisjordanie, comme l'avait déjà fait un de ses prédécesseurs, M. Henry Kissinger, au cours d'une de ses nombreuses visites dans la région.

Hamme du Texas, M. Baker a expliqué qu'il avait voulu se faire une idée de la « géographie du conflit » en mesurant l'éloignement des distances entre Israël et ses voisins. Apparemment très satisfait de cette expérience, il s'est ensuite enfoncé durant près de trois heures au consulat des Etats-Unis avec une délégation de personnalités palestiniennes : M. Fayçal Hussein de Jérusalem, M. Hans Ashrawi de Ramallah et le Dr Zacharia el Agha de Gaza, toutes proches du courant central de l'OLP.

ALAIN FRACHON

M. Bessmertnykh a rencontré M. Yasser Arafat à Genève

An terme de sa tournée d'une semaine au Proche-Orient, le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Alexandre Bessmertnykh, a rencontré le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, dans la nuit du 14 au 15 mai à Genève. Après deux heures d'entretiens à la mission soviétique auprès des Nations unies, le leader palestinien a déclaré que « la négociation » avait été « constructive ». M. Bessmertnykh n'a fait aucune déclaration. Il s'est quitté Genève en début de matinée mercredi pour Moscou. Le ministre soviétique des affaires étrangères arrivait de Damas où il avait été reçu mardi par le président Hafez el Assad. C'était la deuxième visite à Damas du chef de la diplomatie soviétique, qui s'était déjà rendu en Syrie mercredi dernier. A son arrivée, M. Bessmertnykh avait déclaré qu'il était « nécessaire

de revenir en Syrie et qu'il était également utile d'échanger des vues avec les responsables syriens après nos discussions avec les dirigeants des pays de la région ». « La Syrie, a-t-il ajouté, a un rôle-clé et nous accordons une grande importance à nos entretiens avec ses dirigeants ».

Le ministre syrien des affaires étrangères, M. Farouk el Charab, a indiqué qu'aucun progrès n'avait été réalisé : « Si l'il n'y a pas de progrès, c'est à cause de la politique d'entêtement adoptée par Israël et pour deux raisons : les déclarations israéliennes et les mesures prises par Israël dans les territoires occupés », a-t-il déclaré. « La paix doit être basée sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité et nous croyons aussi que l'ONU doit participer à une conférence de paix », a ajouté M. el Charab. - (AFP)

IRAK

Les négociations entre le gouvernement et les rebelles kurdes semblent piétiner

La signature d'un accord entre le président Saddam Hussein et l'opposition kurde continue d'achopper sur la question des garanties internationales et du contrôle de la région pétrolière de Kirkouk, a-t-on appris, mardi 14 mai, auprès de sources kurdes à Londres.

Le chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), M. Massoud Barzani, qui conduira la délégation kurde à Bagdad et s'était déclaré confiant, dimanche, quant au succès des négociations avec l'Irak sur l'autonomie du Kurdistan, continue de négocier le tracé des frontières du Kurdistan, ainsi que le rôle du gouvernement de Bagdad. « L'atmosphère est positive »,

selon les sources du PDK à Londres. « Les Irakiens sont pressés d'arriver à un accord et de l'annoncer. Nous ne sommes pas si pressés, ont-elles ajouté. Nous saurons dans les deux prochains jours s'il y a un accord ».

Par ailleurs, le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Pérez de Cuellar, a déclaré mardi que ses représentants en Irak négociaient la mise sur pied d'une petite force de police de l'ONU de 400 à 500 hommes équipés d'armes légères, pour protéger les réfugiés kurdes dans le nord du pays. Bagdad avait rejeté cette idée la semaine dernière, lors de discussions avec un responsable de l'ONU. - (Reuters)

La Pologne représentera les intérêts des Etats-Unis en Irak. Le ministre polonais des affaires étrangères a annoncé, mardi 14 mai, que la Pologne représentera les intérêts des Etats-Unis en Irak, à la demande de Washington et avec l'accord de Bagdad. La rupture des relations entre les Etats-Unis et l'Irak est intervenue le 6 février dernier. - (AFP)

Démenti du Canada sur la vente de 500 000 tonnes de blé à l'Irak. Le Canada n'a signé aucun accord pour une vente ferme de blé à l'Irak, a indiqué, le 14 mai, un porte-parole de la Commission canadienne du blé (CWB), à Winnipeg, démentant ainsi les informations en provenance de Bagdad faisant état d'un contrat de vente de 500 000 tonnes de blé canadien à ce pays (le Monde du 15 mai). Des représentants de la Commission canadienne du blé se sont rendus la semaine dernière en Irak afin d'étudier les conditions dans lesquelles les livraisons canadiennes de blé à l'Irak pourraient reprendre mais aucune vente ferme n'a été conclue. Les négociations échappent pour le moment sur la question du paiement. - (AFP)

TURQUIE : sept morts dans le sud-est de l'Aeolide. Sept Kurdes ont été tués, mardi 14 mai, dans une opération des forces de l'ordre près de Kahramanmaraş (ex-Maras) dans le sud-est de l'Anatolie. La fusillade porte à douze, dont sept militaires, le nombre de tués depuis le début du mois dans cette région lors d'affrontements entre forces de l'ordre et séparatistes kurdes. Dans le même temps, quarante-quatre personnes soupçonnées d'appartenir à des organisations terroristes ou illégales ont été arrêtées dans le même secteur notamment à Adana et à Ourla. - (AFP)

KOWEÏT : arrestation de cinq opposants. Un groupe d'opposition koweïtite, le Mouvement constitutionnel islamique (sunnite), a annoncé, mardi 14 mai, que cinq de ses membres avaient été arrêtés alors qu'ils collaient des affiches à l'aéroport de l'émirat. Selon un porte-parole du groupe, ces militants seraient les premiers opposants arrêtés au Koweït depuis le fin de l'occupation irakienne de l'émirat. - (Reuters)

Avant de se rendre en Israël

Le secrétaire d'Etat américain s'est longuement entretenu avec le roi Hussein de Jordanie

Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a eu, mardi 14 mai, à Amman trois heures et demie d'entretiens avec le roi Hussein, au terme desquels il a affirmé que toutes les parties concernées par le conflit israélo-arabe étaient d'accord pour entamer « des négociations directes » dans le cadre d'une conférence de paix paraincée par les Etats-Unis et l'URSS. Il a toutefois tempéré cet apparent optimisme en reconnaissant que le rôle de l'ONU dans cette conférence faisait toujours l'objet de désaccords.

Des « pouvoirs véritables »

« De mon point de vue, toutes les parties avec lesquelles nous avons eu des discussions pour participer à une conférence de paix paraincée par les Etats-Unis et l'URSS en vue de négociations directes entre Israël et ses voisins et de négociations directes entre Israël et les Palestiniens, dans le but d'aboutir à un accord d'ensemble basé sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité », a déclaré M. Baker lors d'une conférence de presse en présence du roi Hussein.

Qualifiant, comme M. Baker, ses entretiens de « fructueux et constructifs », le roi a affirmé l'engagement de son pays « sur la voie

de la paix dans la région, qui a d'ailleurs tardé à se réaliser ». Il a estimé qu'il fallait « saisir l'occasion qui s'offre pour instaurer la paix au Proche-Orient, car celle-ci ne se représentera probablement jamais ». Le souverain a cependant refusé de clarifier la position de son pays sur le rôle des Nations unies au sur la participation syrienne à la conférence de paix. Selon une source autorisée, Amman veut que la conférence de paix ait des « pouvoirs véritables » pour l'application de la légalité internationale et du principe de l'échange des territoires contre la paix. La Jordanie demanderait également qu'Israël s'engage à interrompre la colonisation des territoires occupés et considérerait la participation syrienne comme indispensable, en souhaitant que l'ONU ainsi que la Communauté européenne jouent un rôle influent dans le processus, et non celui de simples observateurs.

Tranchant sur le ton relativement optimiste de son secrétaire d'Etat, le président George Bush a, pour sa part, déclaré mardi ne pas pouvoir « donner un compte-rendu très optimiste » des dernières discussions de M. Baker au Proche-Orient. « Je ne dirais pas que c'est un échec », a-t-il dit, en ajoutant qu'il n'était « pas découragé » parce qu'il y a des hauts et des bas, il y en a toujours eu. - (AFP, AP)

La réunion du Conseil de coopération CEE-Israël

La participation de l'Europe au processus de paix n'est pas acquise

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

Le ministre israélien des affaires étrangères, M. David Lévy, qui assistait mardi 14 mai à une réunion du Conseil de coopération CEE-Israël, a écouté d'une oreille apparemment compréhensive les Douze lui expliquer qu'ils souhaitent participer pleinement au processus de paix engagé à l'initiative de M. James Baker. Mais il n'a pas été en mesure d'indiquer quelle place son pays entendait y voir occupée par la Communauté. « Je retourne chez moi. Je rendrai compte au gouvernement de mes conversations, le rôle à jouer par l'Europe sera décidé ensuite entre nous [CEE-Israël] de façon amicale, grâce à des pourparlers directs ».

Partenaire privilégié

D'autre part, M. Lévy s'est employé à relativiser les propos de M. Itzhak Shamir selon lesquels Israël ne rendrait jamais les territoires occupés. « Ces déclarations du premier ministre correspondent à l'idéologie du Likoud », a-t-il dit. Vous auriez voulu voir M. Shamir tenir des propos correspondant aux positions de la gauche israélienne ? Mais il n'empêche que M. Shamir a également indiqué que l'avenir des

territoires sera décidé au cours des pourparlers. Sa façon de voir ne doit pas être utilisée comme un alibi pour ne pas répondre à l'offre de paix d'Israël ».

« Les Douze ont le désir de ne pas être conviés comme des représentants d'une Europe au rabais mais de participer, ou contrôler, à part entière au processus de paix ; cela n'a pas paru choquer M. Lévy », a noté M. Roland Dumas qui, par ailleurs, a estimé souhaitable que la Syrie soit présente dans ces négociations. M. Gianni De Michelis, le ministre italien des affaires étrangères, a précisé que la Communauté était disposée à considérer l'Etat hébreu comme un partenaire privilégié, à tisser avec lui des liens très étroits, du type de ceux qu'elle entretient avec les pays de l'AELE (Association européenne de libre-échange).

Un différend concernant la demande - en suspens - de la Commission européenne pour installer un de ses représentants dans les territoires occupés a été aplani. La France, a-t-on prétendu en Israël, souhaite que ce fonctionnaire ait un rôle politique. M. Dumas a fermement démenti. Ce délégué aura pour principale mission de superviser l'acheminement de l'aide importante fournie par la Communauté aux Palestiniens des territoires occupés.

PHILIPPE LEMAITRE

A TRAVERS LE MONDE

ANGOLA

Le Parlement a ratifié l'accord préliminaire conclu avec l'UNITA

À Luanda, le Parlement a ratifié, mardi 14 mai, l'accord préliminaire de paix conclu avec les rebelles de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) le 1^{er} mai, à Estoril, au Portugal (le Monde du 3 mai). Les délégations des deux parties en conflit étaient attendues mercredi à Lisbonne (Portugal), pour rencontrer le médiateur portugais, M. Durao Barroso, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, et les observateurs américains et soviétiques, et signifier leur assentiment officiel à l'accord d'Estoril. Celui-ci prévoit, notamment, la cessation de facto des hostilités dès le 15 mai et la signature officielle au Portugal, vraisemblablement le 31 mai, du cessez-le-jeu par le président Jose Eduardo dos Santos et par le chef de l'UNITA, M. Jonas Savimbi.

Ce dernier, invité à s'exprimer devant le Parlement européen à Strasbourg, a déclaré, mardi, que ses hommes « avaient reçu l'ordre de suspendre toutes les opérations militaires » à partir de mardi minuit. Il a tenu à préciser que l'UNITA n'avait pas l'intention de prendre le pouvoir

par la force ». Le chef de l'UNITA a également confirmé son retour à Luanda, le 1^{er} juillet, où la direction du mouvement compte s'installer définitivement. - (AFP, Reuters)

BANGLADESH

Nouvelles inondations

Les mauvais temps continuent sur le nord du Bangladesh : de violents orages font déborder les cours d'eau, ce qui a submergé une zone estimée à 770 kilomètres carrés où habitent 500 000 Bangladais et provoqué la mort de plusieurs dizaines de personnes. Les secours internationaux continuent. L'aide américaine (8 hélicoptères, véhicules amphibies) devait arriver à Chittagong mercredi 15 mai. De leur côté, les ministres des affaires étrangères de la CEE ont décidé, le 14 mai, d'accorder au Bangladesh une aide d'urgence de 60 millions d'eus (72 millions de dollars). Une mission des Nations unies doit se rendre sur place pour évaluer les dégâts et estimer le montant de l'aide à plus long terme. Enfin, une équipe de techniciens de la sécurité civile française devait partir, mercredi 15, de Paris. - (AFP, AP, Reuters, UPI)

BULGARIE

L'opposition réclame des élections pour le mois de juillet

Un groupe de trente-neuf députés de l'opposition bulgare, l'Union des forces démocratiques (UFD), a quitté le Parlement, mardi 14 mai, pour dénoncer son « inefficacité » et exiger des élections anticipées en juillet. Ce groupe de députés avait fixé un ultimatum au 15 mai pour que le Parlement se dissolue et que le Parti socialiste (ex-communiste) restitue à l'Etat l'argent obtenu sous forme de subventions pendant qu'il était au pouvoir, depuis 1947. « Nous ne pouvons plus rester dans un Parlement dominé par les communistes », a déclaré mardi l'un de ces élus, M. Alexander Jordanov.

Le Parlement a entamé mardi l'examen du projet de nouvelle Constitution qui devrait faire de la Bulgarie une démocratie parlementaire dotée d'un président élu au suffrage universel. Par ailleurs, tous les procès d'anciens dirigeants communistes bulgares sont actuellement suspendus pour des raisons diverses. Celui de l'ancien numéro un Todor Zhivkov, notamment, est interrompu depuis le 15 avril en raison du mauvais état de santé de l'accusé. - (AFP, Reuters)

Pour la FINLANDE

suivez les cygnes...

"Vie du pays FINLANDE". La ville blanche du nord se dessine à l'horizon autour du Port sud d'Helsinki et son grand marché coloré.

Par la joyeuse ambiance marine de sa capitale, ses rues, ses monuments, ses boutiques, la Finlande dévoile une de ses facettes au touriste arrivant par la mer. Le pays du temps de vivre ses lacs par milliers et sa nature généreuse, vous attendent.

Et au Nord, la LAPONIE, un univers préservé : loin des bruits, vous n'entendez que l'eau, le vent, les chants d'oiseaux. Les paysages se succèdent avec harmonie : collines et bois clairs où filent les rayons de soleil, lacs où les cygnes chanteurs semblent annoncer quelque heureuse prophétie, cours d'eau touffus et transparents.

L'air du Nord y est tiède et le temps ne compte pas sous ce soleil de minuit, ombré par tout l'éte.

Et la Laponie vous donne envie de vous reposer un corps neuf : marche, canot sur le lac d'Iinari, pêche, randonnées en 4x4, bateau, mountain bike, autant de moments qui resteront inoubliables !

OFFICE NATIONAL DU TOURISME DE FINLANDE

13 rue Aubert 75009 PARIS

Tél. : (1) 42 66 40 13

Finlande

Quel que soit votre choix : votre voiture, train, voyage organisé, vous saurez tout sur vos prochaines vacances en nous retournant ce coupon.

Nom _____

Adresse _____

Ville _____

LE GOLFE EN QUESTIONS

La guerre aérienne

Après le 2 août, date de l'invasion-éclair du Koweït sans que l'armée de cet émirat - composée surtout de mercenaires - ne lui ait opposé une vraie résistance, M. Saddam Hussein a beaucoup bluffé. A lui seul, il a constitué une force militaire de poids, en ajoutant à sa propre armée.

Le chef de l'Etat irakien avait, avant l'attaque, dissimulé à ses vassaux arabes ses véritables intentions. Il avait usé et même abusé du mensonge pour les surprendre et les endormir. Après l'attaque, le bluff, donne la change et pratique l'illusion.

A ce bluff du président irakien sur ses capacités militaires réelles, a corres-

pondu - sans qu'on puisse parler de connivence - la tactique américaine qui a consisté à magnifier l'adversaire. Comme pour exorciser le cauchemar des opérations antérieures de l'armée des Etats-Unis qui s'achevaient sur des échecs : la guerre du Vietnam, la récupération des otages de Téhéran ou l'évacuation de la force d'interposition à Beyrouth. Témoin de la surappréciation de la situation par Washington le constat du secrétaire américain à la défense, M. Dick Cheney, selon lequel l'armée irakienne est la quatrième du monde.

Mais, comme tout homme qui bluffe, M. Saddam Hussein a commis une série d'erreurs de jugement, qui expliquent aussi ses défaites.

D'une manière générale, il n'a sans doute pas imaginé que les Occidentaux, associés de surcroît à des pays arabes, iraient jusqu'à lui faire la guerre. Certes,

avant l'invasion du Koweït, il est persuadé qu'un complot se tramait contre lui avec la complicité de certains des Etats arabes qui l'ont financièrement soutenu pendant les hostilités avec l'Irak. Mais il a cru que les Occidentaux ne réagiraient pas par la force, au Koweït, contre sa « prise de gages » territoriale pour faire fléchir ses voisins au Proche-Orient.

M. Saddam Hussein s'est probablement convaincu lui-même qu'on le laisserait agir à sa guise, tant qu'il avait pu le faire pendant son conflit avec l'Irak grâce à toute l'aide militaire reçue de l'Ouest. Accoutumé à la non-guerre que, depuis un demi-siècle, la dissuasion nucléaire procure à l'Occident, l'opinion publique dans cette partie du monde n'est pas prête à endurer les effets d'un affrontement qu'il croit prolongé. Au besoin, la président irakien calmera le jeu en libérant, le moment venu, des

otages de pays occidentaux. Avec le déploiement du dispositif allié « Bouclier du désert », M. Saddam Hussein prend conscience que la coalition qui lui fait face se « muscèle » progressivement. Mais il pressent que la guerre, si elle doit avoir lieu, se limitera au Koweït où - il en lance même le défi - l'armée de terre irakienne attend de pied ferme son adversaire.

C'est probablement l'erreur militaire majeure du « maître » de Bagdad, entre-tout qu'il est - depuis le conflit de huit ans avec Téhéran - dans l'idée que son armée de terre est la force de frappe d'un arsenal dont il surestime la capacité à résister au choc d'une force autrement plus moderne et manœuvrière que l'armée irakienne. Là, face au savoir-faire et à la technicité d'une coalition entraînée par les Etats-Unis, le bluff est sans effet. On a pu dire, en simplifiant, que l'armée

irakienne a « fait la grève de la guerre ». Plus exactement, l'aviation, frappée au cœur même de son dispositif de commandement, a refusé très tôt le combat aérien, ou s'est mise à l'abri. La marine, une force naturellement très modeste en Irak, a sombré à peine sortie de ses bases. L'armée de terre - à l'exception d'une percée de trente-six heures à Khafji - a été comme paralysée, dépourvue de cet esprit de surprise et de cette ardeur au combat qui font la différence.

M. Saddam Hussein n'a pas cru, de prime abord, à des raids aériens intenses de la coalition en profondeur sur l'Irak, y compris sur Bagdad, contre la « caravane » même de son dispositif. Ensuite, pour avoir attendu en vain le choc frontal, l'armée irakienne s'est moralement déflétrée malgré ses matériels de qualité dont elle n'a pas su se servir.

Des succès de l'avion « furtif » aux ratés du Patriot

● Au lendemain des premiers raids, l'euphorie des coalisés était-elle fondée ?

Une semaine avant la date fatidique de l'ultimatum « onusien » du 15 janvier, les alliés ont organisé des patrouilles aériennes au plus près des frontières avec l'Irak. Il s'est agi de relever les fréquences, dites opérationnelles, des centres irakiens de détection-radar et des sites de missiles ou des équipements de guerre électronique. A partir de ces mesures, dont le recueil a été d'autant plus facile que les matériels irakiens sont anciens ou d'origine soviétique parfaitement identifiée, les coalisés ont déduit des modes de brouillage ou de « leurrage ».

Le but de l'opération est de réussir à neutraliser les moyens adverses en leur envoyant, le jour de l'assaut, de faux échos qui perturbent leur capacité de détection, leur interdissent toute aptitude à désigner un objectif éventuel avec précision ou encore en « affolant » les centres de communications par des émissions parasites qui saturent et désorganisent la transmission adverse.

Après quoi, les moyens d'attaque peuvent entrer en action. Ce fut le cas les 17 et 18 janvier avec, principalement, des F-117A « furtifs » et des missiles Tomahawk de croisière air-sol ou mer-sol en mission de destruction des centres de commandement et de coordination de la défense aérienne (avions) et antiaérienne (rampes de missiles), de façon à affaiblir les capacités de résistance de l'Irak et à obtenir une maîtrise de son espace aérien.

Durant les premières vingt-quatre heures, les avions « furtifs » ont à leur actif 31 % des cibles atteintes, sans aucune perte de leur part. Le F-117A a été le seul avion à se voir assigner des objectifs à l'intérieur même de la ville de Bagdad. Durant toute la guerre du Golfe, qui a compté 109 376 sorties aériennes, avec la perte par la coalition de 42 avions de combat (non compris celle de 33 autres dans des circonstances qui ne relèvent pas directement des opérations), les F-117A ont pu toucher 43 % des cibles atteintes en Irak et au Koweït en n'accomplissant que 3 % du total des sorties aériennes.

Les avions « furtifs » ont surtout utilisé des bombes à guidage laser de 900 kilogrammes, comme la GBU-27 Paveway, à raison de deux engins du même modèle par raid. Les Irakiens n'ont été en mesure que de détecter le largage des bombes une fois effectuées.

Durant les mêmes premières vingt-quatre heures de la guerre, les Américains ont tiré 105 missiles Tomahawk et, au total, près de 450 durant le conflit contre des usines d'armement, des dépôts logistiques ou des installations de production chimique, nucléaire ou biologique. Autant de buts « durcis », c'est-à-dire fortement défendus, enfouis ou protégés. Malgré la vitesse subsonique des missiles de croisière, l'effet de surprise a été réel. Mais la destruction au sol occasionnée par les tirs de Tomahawk n'a été moins lourde que prévu, obligeant les B-52, qui en étaient porteurs, à pratiquer des bombardements plus classiques.

Au total, pendant la guerre, depuis le ciel, les alliés ont déversé sur l'Irak plus de 88 500 tonnes d'armements dont 81 100 tonnes d'armements non guidés et 7 400 tonnes d'armes guidées avec précision.

Il n'en demeure pas moins que les Irakiens ont été pris à partie, dans la nuit du 16 au 17 janvier, simultanément par une aviation « furtive » et

des missiles de croisière qui ont très largement obéré leurs capacités de détection et d'alerte. Une fois mis hors service les grands radars de surveillance et les radars propres à ses systèmes de défense anti-aérienne, le haut commandement irakien a été dans l'impossibilité d'avoir une vue d'ensemble de la situation et de pouvoir coordonner la riposte.

D'où cette euphorie des coalisés, illustrée par des propos optimistes de M. George Bush à la presse avant même que les pilotes alliés aient eu le temps de rendre compte de leurs missions. Des évaluations ultérieures ont montré que, si une bonne partie de l'aviation irakienne avait été effectivement annihilée en vol et au sol, en revanche des moyens de commandement et de transmissions - certes amoindris - restaient en place. Il s'agit des PC dits d'antenne, au contact des forces, dont le rôle est de monter des contre-attaques à partir d'un arsenal intact, comme les rampes de missiles sol-sol Scud ou des aéronefs (avions et hélicoptères) dans leurs abris.

A la fin de la guerre du Golfe, le 28 février, c'est l'armée de terre irakienne qui aura, en définitive, le plus souffert. Elle aura perdu 3 700 de ses 4 500 chars lourds et 2 900 blindés, 2 400 de ses 2 900 blindés d'accompagnement et 2 600 de ses 3 200 pièces d'artillerie. Sur ses 68 divisions, 42 auront été suffisamment désorganisées pour être considérées comme inefficaces en cas de reprise des hostilités.

● L'aviation irakienne a conservé intacts quelques moyens : comment et pourquoi ?

Des objectifs furtifs, enterrés, camouflés, voire mobiles, ont échappé aux premiers raids, et leur maintien a expliqué qu'il ait fallu attendre une offensive aéroterrestre pour que l'Irak, sévèrement bombardé par une aussi puissante armée, cesse de résister après quarante jours et quarante nuits de guerre sur son sol.

Encore aujourd'hui, la coalition n'est pas en mesure de dire avec précision quels dégâts elle a fait subir à l'aviation de M. Saddam Hussein. Trente-six avions et six hélicoptères ont été perdus, apparemment en combat. Mais on ignore le nombre de ces mêmes aéronefs qui ont été endommagés lors du pilonnage de bases aériennes en Irak et au Koweït. Les cibles en surface, parce qu'elles sont moins bien camouflées ou protégées et, surtout, parce qu'elles avaient été repérées et identifiées, n'ont pas échappé à la destruction. Mais dans quel état sont les avions et les hélicoptères que les Irakiens avaient placés sous des abris ?

La guerre du Golfe a montré qu'il était difficile de distinguer entre des objectifs réels et des leurs. Mais elle a aussi fait apparaître qu'il était délicat de vouloir s'en prendre - avec certitude - à des cibles potentiellement dissimulées dans des hangars ou des casernes, voire à des objectifs remis rapidement en état par des spécialistes du génie.

Dans le cas présent, la situation se complique en raison du savoir-faire des pilotes irakiens, qui sont parvenus à soustraire leurs appareils à une éventuelle destruction dans les convois jusqu'en Iran au nez et à la barbe des intercepteurs coalisés.

C'est aujourd'hui l'objet d'un litige entre Bagdad et Téhéran. Les Irakiens révoquent le transfert de 115 avions de combat (parmi lesquels 24 Mirage F1, 24 Sukhoi-24, 40 Sukhoi-22, 4 Sukhoi-20, 7 Sukhoi-25, 9 Mig-23, 4 Mig-29) et de 33 avions de transport (soit 15 Ilouehine-76, 6 Airbus, 3 Boeing-737, 2 Boeing-747, 1 Boeing-707, 2 Falcon-20, 3 Falcon-50 et 1 Jetstream), quand les Américains évoquent, à l'époque de ces mouvements, la « fuite » de 137 appareils de tous types. Laissons subsister une certaine ambiguïté, les

Irakiens préférant parler de 22 avions irakiens sans que l'on sache, avec précision, s'il s'agit de la flotte aérienne effectivement présente sur leur sol ou du nombre des appareils qu'ils restitueraient à l'Irak le jour où un traité de paix serait conclu entre les deux pays.

Quelle que soit l'issue de cette controverse, qui porte sur 18 milliards de francs si la comptabilité de Bagdad est exacte, il n'en est pas moins vrai que l'armée de l'air irakienne s'est mise hors jeu quand l'opération « Tempête du désert » a éclaté.

Pouvait-elle se conduire autrement dans un conflit où les rapports de forces étaient de 1 contre 4 ? Bien avant la guerre du Golfe, l'armée de l'air irakienne était considérée comme dédotée de 700 avions. La coalition, au total, en a aligné près de 2 800, dont 63 % sous les cocardes américaines. En se dérobant à une forme de conflit pour laquelle elle n'était pas entraînée - M. Saddam Hussein l'a toujours cantonnée à un rôle d'appui de son dispositif terrestre - l'aviation irakienne comme la flotte des hélicoptères se sont en quelque sorte « rétractées » pour l'après-guerre : ne dit-on pas, en effet, que le potentiel de la première comme celui de la seconde sont intacts à 60 % ?

● Les deux « vedettes » du conflit ont été le Scud et le Patriot. Quelle a été leur efficacité ?

C'est un couple désormais indissociable que celui du missile irakien Scud avec l'antimissile américain Patriot. Sur ce thème de l'épée défilant du cuirasse, on a beaucoup brodé et aussi beaucoup brocardé. Ces engins partagent la particularité d'avoir été bricolés par leurs servants pour les besoins de ce conflit.

Le Scud, un missile soviétique d'une technologie ancienne, a été transformé par l'Irak, qui a voulu en augmenter la portée au détriment de la précision de son impact et de la masse de sa charge embarquée. Le Patriot est à l'origine un missile destiné prioritairement à la défense contre avions à basse altitude, auquel on a rajouté, par la suite, une capacité secondaire de lutte antimissile. L'un et l'autre ne s'étaient jamais rencontrés encore. Sur les écrans du monde entier, tous les télespectateurs ont pu entrevoir en direct leur face-à-face.

Du duel, le Patriot sort vainqueur en première analyse. Mais il convient d'y regarder de plus près, surtout depuis que les Irakiens, qui ont usé

du Patriot contre les Scud que leur a destinés M. Saddam Hussein, ont fait valoir leurs réserves.

Selon des statistiques américaines, les Irakiens ont lancé 86 Scud pendant la durée de la guerre du Golfe : 47 en direction du territoire saoudien et 39 sur le sol israélien. Pour intercepter 45 de ces engins irakiens qui se sont présentés dans le champ d'action de leurs missiles au-dessus de l'Arabie saoudite, les Etats-Unis reconnaissent avoir tiré 158 Patriot coûtant quelque 6 millions de francs pièce. Délai d'interception après le départ du missile : de 15 à 18 secondes. Mobiles, les Scud se sont révélés difficiles à déceler avant leur mise en œuvre et aussitôt après leur tir, malgré les moyens d'observation américains : certaines batteries se dissimulaient sous les ponts des autoroutes et, parfois, c'est un avion A-10 antichar qui devait les en déloger.

Les Israéliens se montrent plus circonspects. A leurs Patriot, ils n'attribuent qu'un taux de succès de 20 %. Durant les quatre premiers jours de la guerre, 13 Scud sont tombés sur des villes en Israël, blessant 115 personnes et endommageant environ 2 700 appartements. Après l'installation de six batteries de Patriot, 11 autres Scud ont provoqué la mort de 4 Israéliens, blessé 174 autres et endommagé pas moins de 9 030 appartements. Les 15 Scud restants sont tombés en dehors de la zone d'action des Patriot.

Cancu pour défendre des sites militaires, le Patriot n'est pas adapté pour couvrir des zones à forte densité de population non protégée. Il est arrivé que des débris de Scud ou de Patriot retombent sur des régions habitées. Il reste à dénouer la querelle de fond entre Américains et Israéliens, à savoir le déploiement hâtif des batteries de Patriot en Israël, l'insécurité des équipes israéliennes qui les ont servies, des procédures différentes de mise en œuvre du matériel entre Tshahal et l'armée américaine.

Parce que sa cession à Tshahal a été la monnaie d'échange pour que Jérusalem se retire de la défense contre avions à basse altitude, auquel on a rajouté, par la suite, une capacité secondaire de lutte antimissile. L'un et l'autre ne s'étaient jamais rencontrés encore. Sur les écrans du monde entier, tous les télespectateurs ont pu entrevoir en direct leur face-à-face.

Du duel, le Patriot sort vainqueur en première analyse. Mais il convient d'y regarder de plus près, surtout depuis que les Irakiens, qui ont usé

Le bombardement du « bunker » de Bagdad

Le 13 février, dans le même temps où M. Saddam Hussein fait savoir à l'envoyé spécial de M. Mikhaïl Gorbatchev qu'il est prêt à collaborer en vue d'une solution pacifique du conflit, l'aviation américaine bombarde à Bagdad un abri souterrain, identifié comme étant un « bunker » militaire.

Ce bombardement, qui provoque la mort de nombreux civils à l'intérieur même de la casemate, soulève une intense polémique, tout autant que d'autres événements (comme l'accusation de tortures de pilotes alliés prisonniers des Irakiens) utilisés dans la guerre psychologique que se livrent Bagdad et la coalition par médias interposés.

Une bavure

L'affaire du « bunker » est, de ce point de vue, très caractéristique de ce qu'on pourrait appeler « les erreurs par défaut » commises par les services de renseignement et bientôt transformés en « manipulations » au service de cause à défendre auprès de l'opinion internationale. Camouflages, « leurrages » et enfouissements sont, en quelque sorte, les méthodes mises à l'œuvre par les services de renseignement de la doctrine soviétique. Contre ces techniques de dissimulation, les outils modernes de l'espionnage se révèlent moins efficaces que dans d'autres circonstances où le satellite d'observation, les avions de reconnaissance, les intercepteurs d'émissions radio-électriques ou les écoutes de toutes catégories font des merveilles pour dresser l'ordre de bataille adverse.

La « bavure » de Bagdad avait donc été identifiée par les moyens habituels de la technologie propre au renseignement comme étant un abri gouvernemental, à l'exemple de ce qui peut exister dans d'autres pays qui cherchent à prémunir leurs élites dirigeantes contre les

retombées d'un ennemi anodin, brutal et enut à la fois tout en leur permettant d'exercer leur autorité depuis ce même lieu. Ce que ces moyens-là du renseignement dits « techniques » - par opposition aux sources dites « humaines » qui sont actives sur le terrain - n'avaient pas relevé, c'est que en question hébergeait aussi des civils, comme des riverains ou des proches des familles élues par le régime pour y trouver une protection.

C'est cette défaillance ponctuelle du renseignement allié qui est à l'origine de ce que certains ont appelé une « bavure » des bombardements de la capitale irakienne. Ce jour-là, cependant, la coalition atteignait ses 65 000 sorties aériennes et l'Irak mettait le feu à une cinquantaine de puits de pétrole au Koweït.

En revanche, il est établi que des pilotes alliés tombés en Irak avec leurs avions ont été maltraités davantage par ceux des habitants qui furent les premiers sur les lieux à les recueillir que par les forces régulières de M. Saddam Hussein auxquelles ils furent ensuite remis. Certains de ces pilotes ont dû également malendurer leur éjection en catastrophe sous la mitraille d'un adversaire qui - de leur propre aveu - faisait feu de tous les calibres d'armes à sa disposition pour dresser une véritable muraille d'acier devant eux, depuis le missile sol-air jusqu'à des rafales d'armes automatiques, individuelles ou collectives.

Les premiers raids, le 17 janvier, d'avions français Jaguar contre l'aérodrome Al-Jaber et des dépôts de Scud au Koweït en portent témoignage. Quatre appareils atteignent à très basse altitude sont alors touchés et un des pilotes blessé par des tirs de canons antiaériens, de mitrailleuses et de fusils d'assaut.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Droits de la société :
cent ans à compter de
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Éditions
M. Jacques Lescaur, gérant.
Reproduction interdite de tout article,
sans accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux
et publications n° 57 437
ISSN : 0395-2037
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au [1] 40-65-23-33
Imprimé
du Monde
12, rue de Valenciennes
94852 IVRY-CEDEX
1990

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc. : 206.808 F

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lescaur, président
François Hugot, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
5, rue de Montesson, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléc. MONDOPUB 206 136 F
Téléc. : 45-55-04-70 - Société filiale
du journal Le Monde et Régie Presse SA

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composition : 20
du Monde
36-15 - Tapez LEMONDE
code d'accès ABO

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc. : 251.311 F

ABONNEMENTS

Tarif	FRANCE	SUISSE, BELGIQUE, LUXEMBOURG, PAYS-BAS	AUTRES PAYS via mandat-CCP
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 066 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse détaillés ou prolongés : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐
6 mois ☐
1 an ☐

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____

Code postal : _____
Localité : _____

Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les renseignements en capitales d'imprimerie.
PP Paris RP

Page réalisée par Jacques Amblie, Jean-Marie Colombani, Francis Corvi, Jacques Izard, Bertrand La Gandra, Véronique Mouras et Jacques-François Simon.

سك ان النصح

صكنا من الالامل

NS

Le bombardement du bunker de Bagdad

Le bombardement du bunker de Bagdad

Le bunker de Bagdad, le dernier rempart de Saddam Hussein, a été bombardé par les avions américains. Les images de la télévision montrent des explosions et des incendies. Le bunker est situé dans une zone marécageuse, ce qui rend sa destruction difficile. Les Américains ont utilisé des missiles de croisière et des bombes guidées pour tenter de détruire ce lieu de commandement. Les images montrent des flammes et de la fumée s'élevant du site. Les forces irakiennes ont tenté de défendre le bunker, mais elles ont été repoussées. Le bunker est considéré comme l'un des derniers bastions de la régime de Saddam Hussein.

Le bunker de Bagdad, le dernier rempart de Saddam Hussein, a été bombardé par les avions américains. Les images de la télévision montrent des explosions et des incendies. Le bunker est situé dans une zone marécageuse, ce qui rend sa destruction difficile. Les Américains ont utilisé des missiles de croisière et des bombes guidées pour tenter de détruire ce lieu de commandement. Les images montrent des flammes et de la fumée s'élevant du site. Les forces irakiennes ont tenté de défendre le bunker, mais elles ont été repoussées. Le bunker est considéré comme l'un des derniers bastions de la régime de Saddam Hussein.

Le bunker de Bagdad, le dernier rempart de Saddam Hussein, a été bombardé par les avions américains. Les images de la télévision montrent des explosions et des incendies. Le bunker est situé dans une zone marécageuse, ce qui rend sa destruction difficile. Les Américains ont utilisé des missiles de croisière et des bombes guidées pour tenter de détruire ce lieu de commandement. Les images montrent des flammes et de la fumée s'élevant du site. Les forces irakiennes ont tenté de défendre le bunker, mais elles ont été repoussées. Le bunker est considéré comme l'un des derniers bastions de la régime de Saddam Hussein.

Le bunker de Bagdad, le dernier rempart de Saddam Hussein, a été bombardé par les avions américains. Les images de la télévision montrent des explosions et des incendies. Le bunker est situé dans une zone marécageuse, ce qui rend sa destruction difficile. Les Américains ont utilisé des missiles de croisière et des bombes guidées pour tenter de détruire ce lieu de commandement. Les images montrent des flammes et de la fumée s'élevant du site. Les forces irakiennes ont tenté de défendre le bunker, mais elles ont été repoussées. Le bunker est considéré comme l'un des derniers bastions de la régime de Saddam Hussein.

Le bunker de Bagdad, le dernier rempart de Saddam Hussein, a été bombardé par les avions américains. Les images de la télévision montrent des explosions et des incendies. Le bunker est situé dans une zone marécageuse, ce qui rend sa destruction difficile. Les Américains ont utilisé des missiles de croisière et des bombes guidées pour tenter de détruire ce lieu de commandement. Les images montrent des flammes et de la fumée s'élevant du site. Les forces irakiennes ont tenté de défendre le bunker, mais elles ont été repoussées. Le bunker est considéré comme l'un des derniers bastions de la régime de Saddam Hussein.



CERTAINS CROCODILES ONT LA PEAU BIEN TROP DURE POUR FINIR EN MOCASSINS.

Lorsqu'il traverse un gué, les crocodiles s'écarterent. Lorsqu'il rencontre un hippopotame, il ne se laisse pas impressionner, et on dit même que les rhinocéros font un détour pour l'éviter. Pourtant, sous ses dehors bourrus et sa carrosserie tannée sous tous les tropiques, le Defender cache un bon fond.

Son niveau d'équipement lui confère en effet un intérieur beaucoup plus hospitalier

que le monde qu'il traverse. Afin de parer à toutes éventualités, le Defender dispose d'un nouveau moteur 2,5L turbo diesel de 107 ch, et même d'une petite lampe pour chercher sa boussole au fond d'un sac à deux heures du matin.

Quant à sa peau, le Defender l'a risquée sous des latitudes où peu d'hommes se sont encore aventurés.

Pour connaître votre concessionnaire: Tél. 05.102.102 - Minitel 3615 Land Rover.



BULLETIN D'ABONNEMENT

BSS Becker Spiegeln Bates

DIPLOMATIE

Deux ans après la visite à Pékin de M. Gorbatchev M. Jiang Zemin se rend à Moscou pour sceller la réconciliation sino-soviétique

Le secrétaire général du PC chinois a entamé, mercredi 15 mai, une visite officielle à Moscou, qui répond à celle que M. Mikhaïl Gorbatchev avait effectuée à Pékin il y a exactement deux ans pour sceller la normalisation sino-soviétique. M. Jiang Zemin a annoncé qu'il signera un accord sur le tracé de la partie orientale de la frontière entre les deux pays.

de notre correspondant

Même si son titre de secrétaire général du PCC ne fait pas de M. Jiang le chef véritable du régime de Pékin, la visite de cinq jours qu'il entreprend à Moscou évoque le lointain souvenir des deux seuls voyages que Mao Zedong effectuait jamais hors des frontières chinoises, en se rendant au Kremlin en 1949 et en 1957. La rupture allait intervenir peu après, et on ne verrait plus de «numéro un» chinois dans la capitale soviétique pendant trente-quatre ans. Le voyage de M. Jiang se veut donc l'ultime coconsécration - après celui de M. Gorbatchev à Pékin en 1989 - d'un retour à la normale dans les relations entre les deux grands pays communistes.

Cela n'empêche pas ces relations d'être à peu près aussi méfiantes, encore que pour de tout autres raisons, que celles que le fondateur de

la Chine populaire avait nouées avec Staline, après avoir dû patienter à la porte du Kremlin pendant une dizaine de jours pour être enfin reçu par le «Petit Père des peuples». Derrière les sourires que lui adressera M. Jiang, M. Gorbatchev sait qu'il y a la conviction de la direction chinoise qu'il est le fossoyeur du communisme en Europe, et un refus catégorique de Pékin de céder sur les vieux dogmes.

Dans une interview à la presse soviétique largement reproduite par les médias chinois, M. Jiang a chanté les louanges de Lénine, qui «a ouvert une nouvelle ère dans l'histoire humaine». Il s'est aussi lancé dans une apologie du parti communiste soviétique, sous la direction duquel «des accomplissements extraordinaires ont été réalisés au cours des quelque soixante-dix années d'édification socialiste».

Accord sur le tracé frontalier

M. Jiang s'est déclaré convaincu que «le grand peuple soviétique surmontera les difficultés et remportera la victoire finale», seule allusion, sur le mode stalinien, aux bouleversements en cours dans l'ex-URSS des travailleurs. Il a enfin réitéré la position selon laquelle «les affaires intérieures d'un pays doivent être réglées par le peuple de ce pays», principe qui permet au régime chinois de récuser toute critique extérieure.



Cependant, les deux anciens frères communistes sont à nouveau contraints à faire bon voisinage, et s'y emploient. S'adressant brièvement à la presse à l'aéroport de Pékin avant de s'envoler pour Moscou, M. Jiang a annoncé qu'il signerait un accord sur le tracé de la frontière sino-soviétique dans sa portion

orientale. C'est dans ce secteur, où la frontière suit le cours changeant et multiple des fleuves Amour et Oussouri, que s'étaient produits, en 1969, les incidents armés les plus graves entre une Chine alors en proie à la fièvre maoïste et une URSS considérée par Pékin comme une sorte de «grand Satan révision-

niste» aussi nuisible que l'Amérique «impérialiste».

L'accord que M. Jiang signera à Moscou, objet de laborieuses négociations depuis des années, devrait ainsi replonger l'île Zhenbao (Damanski pour les Soviétiques), sur le cours moyen de l'Oussouri, dans l'anonymat d'où l'avait sortie le premier de ces incidents, le 2 mars 1969. Il restera à Moscou et à Pékin à s'entendre sur le tracé de leur frontière dans sa partie occidentale, où d'importants espaces entre le Kazakhstan soviétique et le Xinjiang chinois restent contestés.

Si l'on excepte un séjour en Corée du Nord, à l'abri des regards de la presse internationale, la visite de M. Jiang à Moscou représente une première pour l'homme que M. Deng Xiaoping a choisi pour être le «noyau» de la direction appelée à prendre la relève de la vieille garde. Son passé d'ingénieur stagiaire à l'usine d'automobiles Staline de Moscou en 1955 lui permet de se prévaloir, de la qualité de «vieux ami du peuple soviétique». A l'aube de son voyage, il a toutefois préféré ne pas faire étalage, devant la presse occidentale, de sa connaissance de la langue russe, et a employé plutôt quelques mots d'anglais et de français. Une façon discrète, sans doute, de marquer que la Chine de 1991 n'est pas à la veille de renouer avec Moscou le même type d'alliance que pendant les années de fraternité.

FRANCIS DERON

M. Esmat Abdel Méguid, nouveau secrétaire général de la Ligue arabe

M. Esmat Abdel Méguid, ministre égyptien des affaires étrangères, a été élu, mercredi 14 mai, à l'unanimité secrétaire général de la Ligue arabe pour les cinq années à venir, a-t-on annoncé officiellement au siège de l'Organisation. M. Abdel Méguid est le cinquième secrétaire général de la Ligue depuis sa création, en 1945. - (AFP)

Un sommet américano-soviétique peut-être cet été. - Le président George Bush a indiqué, mardi 14 mai, qu'aucun accord n'avait encore été conclu pour qu'un sommet américano-soviétique ait lieu cet été à Moscou mais il a insisté en disant qu'une telle rencontre était possible. «J'ai dit clairement que j'aimerais aller à Moscou, à certaines conditions. J'aimerais penser que je le ferais», a-t-il déclaré. Le porte-parole de la présidence soviétique Vitali Ignatenko avait indiqué que M. Mikhaïl Gorbatchev souhaitait un sommet cet été «avec la signature d'un accord START» sur le désarmement nucléaire. - (AFP)

M. Gorbatchev à Oslo pour son discours de prix Nobel. - M. Mikhaïl Gorbatchev se rendra à Oslo le 5 juin pour prononcer son discours de réception du prix Nobel de la paix 1990, a annoncé, mardi 14 mai, M. Vitali Ignatenko, porte-parole de la présidence soviétique. M. Gorbatchev fera le lendemain une visite en Suède. Le président soviétique ne s'était pas rendu dans la capitale norvégienne à la fin de l'année dernière pour y recevoir son prix, invoquant un emploi du temps trop chargé. Le prix avait été remis en décembre au premier vice-premier ministre soviétique des affaires étrangères, M. Anatoli Koriakov. - (AFP)

Mission suisse en Chine sur la question des droits de l'homme. - La Chine a autorisé la Suisse à envoyer une mission chargée d'examiner la question des droits de l'homme, a déclaré à Genève, mardi 14 mai, le secrétaire d'Etat fédéral aux affaires étrangères, M. Klaus Jacob, au lendemain d'une visite à Pékin. La Suisse, a-t-il ajouté, souhaite encourager les réformes en Chine et va engager avec celle-ci des négociations sur l'octroi d'un crédit de 100 millions de francs suisses. - (AFP)

Nouvel échec des négociations frontalières entre la Chine et l'Inde. - Lors de leur quatrième série de négociations, qui se sont déroulées lundi 13 mai à Pékin, Chinois et Indiens n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur le tracé de la frontière entre leurs deux pays. Selon un membre de la délégation indienne, une solution est peu probable tant que le situation politique au Inde ne sera pas stabilisée. - (AFP)

Reprise des visites à haut niveau entre la Roumanie et la Hongrie. - Le nouveau ministre roumain de la défense, le général Constantin Nicolae Spirou, est arrivé mardi 14 mai en visite officielle en Hongrie à l'invitation de son homologue hongrois M. Lajos Fur. Cette visite confirme un certain réchauffement des relations binationales, en raison du différend sur la minorité hongroise en Roumanie. Une invitation du président Ios Iliescu en Hongrie a été transmise aux Roumains au cours de la signature, la semaine dernière à Budapest, d'un accord «ciel ouvert», portant sur des vols d'observation réciproques. - (AFP)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PECHELBRONN, WORMS et Cie, SIMER

Les conseils de surveillance de WORMS et Cie, ainsi que des sociétés SIMER et PECHELBRONN réunis respectivement les 13 et 14 mai, ont été informés par leurs gérants d'un projet destiné à simplifier les structures du groupe WORMS et Cie:

- en réunissant au sein d'une grande société cotée les différentes activités exercées dans le groupe,
- en rassemblant, après élimination des structures intermédiaires, les différentes sociétés concourant au contrôle du groupe,
- en facilitant l'identification, par les investisseurs français et internationaux, de la principale société cotée du groupe.

Dans ce but, seront soumises aux assemblées générales de SIMER et de PECHELBRONN du 28 juin 1991 un ensemble d'opérations dont le schéma général est le suivant:

- La société SIMER, détenue à hauteur de 95 % par WORMS et Cie et dont le principal actif est constitué par une participation dans PECHELBRONN, servira de véhicule à la restructuration.
- WORMS et Cie apportera à SIMER un ensemble d'actifs comprenant:
 - 26,3 % du capital de PECHELBRONN ainsi que le contrôle de deux sociétés intermédiaires détenant ensemble 32 % du capital de PECHELBRONN,
 - 41,7 % du capital de la Compagnie Nationale de Navigation (CNN),
 - 36,6 % de Demachy Worms et Cie Holding, société qui détient 50 % du capital de la banque du groupe, Demachy Worms et Cie.

SIMER dont la participation dans PECHELBRONN, compte tenu de ces apports et de l'exercice d'une option, sera portée à 44,5 %, fusionnera avec PECHELBRONN et prendra la nom WORMS et Cie, la société-mère du groupe changeant, elle, son nom en MAISON WORMS et Cie.

Il est actuellement prévu, sous réserve des vérifications des commissaires aux comptes, aux apports et aux fusions:

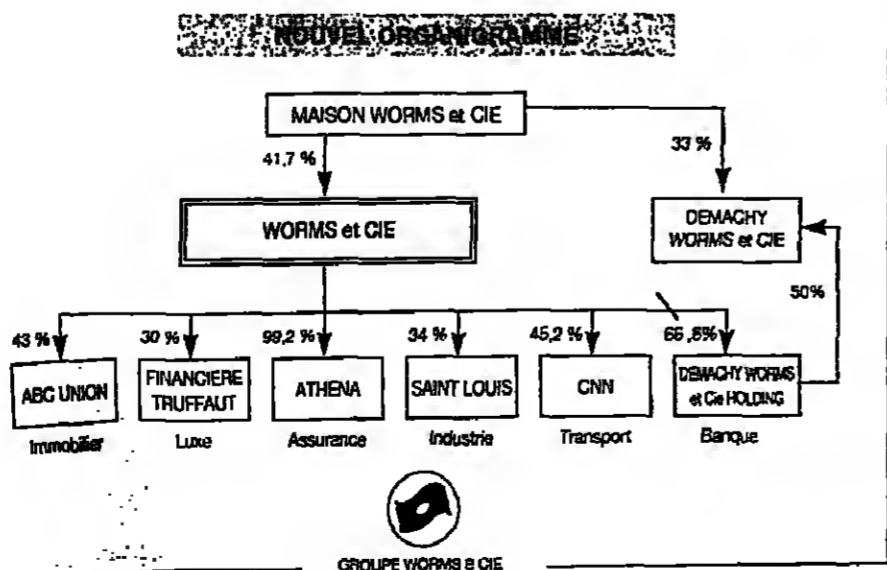
- que l'apport de WORMS et Cie sera rémunéré par le créateur de 1.125.000 actions nouvelles SIMER;
- que la fusion sera effectuée sur la base d'une parité de une action SIMER pour trois actions PECHELBRONN;
- que les certificats d'investissement et certificats de droits de vote PECHELBRONN encore en circulation seront transformés en actions SIMER sur la base des parités suivantes: une action SIMER pour cinq certificats d'investissement; une action SIMER pour sept certificats de droit de vote.

Il convient de noter que cet ensemble d'opérations:

- n'entraînera pas de dilution, l'annulation de titres PECHELBRONN dans la fusion faisant plus que compenser la création de titres SIMER résultant des apports. L'opération devrait, au contraire, provoquer un effet d'anti-dilution équivalant à une réduction d'environ 7 % du nombre des actions composant le capital actuel de PECHELBRONN,
- élargira la base de résultats récurrents de la nouvelle société WORMS et Cie qui pourra consolider sa participation de 45,2 % dans le capital de la CNN, et un intérêt de 33,3 % dans Demachy Worms et Cie. Il est rappelé qu'en 1990 le bénéfice net de la CNN s'élevait à 89 MF et celui de Demachy Worms et Cie à 106 MF.

Il sera demandé à la Société des Bourses Françaises que la nouvelle société WORMS et Cie prenne la suite de PECHELBRONN soit cotée au règlement mensuel de la Bourse de Paris. Ses principaux actionnaires seront:

- MAISON WORMS et Cie 41,7 %
- AGF 8 %
- IFIL (groupe Agnelli) 7,4 %



Malgré les réticences de la Grande-Bretagne

La future union politique européenne devrait être plus active dans le domaine social

BRUXELLES (Communautés européennes).

de notre correspondant

La charte des droits sociaux fondamentaux adoptée par onze chefs d'Etat et de gouvernement en décembre 1989 à Strasbourg (M^{re} Margaret Thatcher, alors premier ministre, restant à l'écart) est restée lettre morte: aucun texte d'application n'a depuis été adopté par le conseil des ministres de la CEE. Pour remédier à cette défaillance - qui risque, a souligné M. Jacques Delors, le président de la commission de Bruxelles, si elle perdure, de détourner les salariés de la construction européenne, - il convient que le nouveau traité instaurant une union politique élargisse les domaines où les décisions peuvent être prises à la majorité qualifiée et non plus à l'unanimité. Tel est l'avis exprimé par onze Etats membres lors de la réunion de la conférence intergouvernementale qui s'est tenue lundi et mardi à Bruxelles. M. Douglas Haard, le secrétaire au Foreign Office, s'est vivement élevé contre cette perspective.

Quoi qu'il en soit, onze pays, dont la France, sont disposés, moyennant quelques nuances, à fermement appuyer le projet de compromis présenté par la présidence luxembourgeoise. Celui-ci, tout en soulignant le rôle prioritaire que doivent jouer les partenaires sociaux (c'est uniquement si

leur dialogue échoue qu'il faudra légiférer au plan communautaire) suggère que désormais les décisions concernant les conditions de vie et de travail, l'information et la consultation des travailleurs, ainsi que leur participation à la gestion, l'égalité des chances sur le marché de l'emploi, l'intégration professionnelle des personnes exclues du marché, puissent désormais être prises à la majorité qualifiée. En revanche le système concernant la sécurité sociale, le protection sociale des travailleurs et les conditions d'accès à l'emploi des ressortissants des pays tiers continueraient à requérir l'unanimité. Enfin le droit syndical, le droit de grève, les dispositions concernant les rémunérations resteraient exclus du champ des compétences de la Communauté.

Ce dossier de la politique sociale apparaît, en raison de la position britannique, comme une des principales difficultés à surmonter par les Douze pour mener à son terme la conférence intergouvernementale sur l'union politique.

A propos de la citoyenneté européenne, proposition chère à l'Espagne, la plupart des Etats membres ont manifesté une certaine prudence, la majorité d'entre eux exprimant cependant un préjugé favorable à l'idée que dans chaque Etat les ressortissants des autres pays de la CEE puissent désormais participer aux élections locales.

PHILIPPE LEMAÎTRE

Des sœurs, des frères

Les méconnus du roman familial.

Un ouvrage collectif des éditions Autrement 192 p. 89 F. En librairie.

autrement

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction:

Jacques Lespérance, gérant directeur de la publication
Bruno Fraipont, directeur de la rédaction
Jacques Guille, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef:

Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferenzi, Philippe Herremann, Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs:

Hubert Beuve-Méry (1944-1959), Jacques Fauvet (1959-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL:

15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél.: (1) 40-65-25-25
Télécopieur: 40-65-25-99

ADMINISTRATION:

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél.: (1) 40-65-25-25
Télécopieur: 40-65-30-10

صلى الله عليه وسلم

هكذا من الامل



GANT DE FER. MAIN DE VELOURS.

Si vous étiez de ceux qui grimpaient aux arbres, escaladaient les murs, déchiraient leurs pantalons, écorchaient leurs genoux, salissaient leurs chaussures...

Si vous étiez irrésistiblement attiré par les flaques d'eau, les flaques de boue, les trous, les ornières...

Si vous n'avez pas tout à fait changé, vous adorerez le Discovery, ses 4 roues motrices permanentes, son châssis ultra-rigide, son couple fantastique, ses capacités de franchissement et sa robustesse typiquement Land Rover.

Avec le Discovery vous pourrez enfin libérer le baroudeur qui somnolait en vous.

Si malgré tout, les années passant, l'expérience est venue pondérer l'innocence...

Si vous appréciez mieux aujourd'hui la qualité des matériaux, la fiabilité des composants...

Si la bonne éducation et la sagesse vous incitent à rechercher, peut-être plus qu'hier, le confort, le raffinement, les équipements... vous serez séduit par le Discovery, sa luminosité inhabituelle, son espace modulable et une multitude de détails qui n'appartiennent qu'à la tradition Land Rover.

Avec le Discovery, vous pourrez enfin quitter la civilisation sans tout à fait la perdre de vue.

Pour connaître votre concessionnaire: Tél. 05.102.102 - Minitel 3615 Land Rover.

BULLETS
D'ABONNEMENT

DSB Becker Spielvogel Biele



AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : libérée sous caution

M^{me} Winnie Mandela fait appel du jugement la condamnant à six ans d'emprisonnement

M^{me} Winnie Mandela a été condamnée, mardi 14 mai, par la Cour suprême de Johannesburg, à six ans d'emprisonnement pour l'enlèvement de quatre jeunes Noirs, à Soweto, en décembre 1988, et pour complicité de coups et blessures volontaires. L'épouse du vice-président du Congrès national africain (ANC), qui a quitté libre le tribunal après le versement d'une caution, a décidé de faire appel. La direction de l'ANC a dénoncé la sévérité de la sentence, qui a également « choqué » l'archevêque anglican Desmond Tutu.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Le juge Stegmann a infligé une peine de six ans d'emprisonnement à M^{me} Xoliswa Falati et une peine d'un an avec sursis à M. Morgan, deux des coaccusés de M^{me} Mandela, elle-même condamnée à six ans ferme. Le juge a donc finalement suivi l'avocat général, qui recommandait que M^{me} Mandela, en dépit de sa position, soit traitée « comme un citoyen ordinaire », partant du principe que « nul n'est au-dessus de la loi ».

M^{me} Mandela et Falati ont cependant quitté, libres, le tribunal, après avoir acquitté respectivement des cautions de 200 et 500 rands (440 et 1.100 F). M^{me} Falati devra, pour sa part,

pointer toutes les semaines au commissariat de police d'Orlando, à Soweto. Toutes deux ont interjeté appel. Elles resteront en liberté jusqu'à ce que la Cour ait statué définitivement, à une date que le procureur général devrait fixer bientôt.

La petite salle lambrissée du tribunal était bondée, mardi en début d'après-midi, à la reprise de l'audience. En rendant publique sa sentence, le juge Stegmann a regretté qu'aucun des condamnés n'ait jamais manifesté « le moindre remords ». M^{me} Mandela, « le leader vers lequel on s'est tourné pour avoir des instructions dès que l'enlèvement a été projeté », porte « une lourde responsabilité », a-t-il remarqué. « Elle n'a fondamentalement pas compris quelles étaient ses responsabilités en décidant de priver les quatre victimes de leur liberté », a estimé M. Stegmann, concluant qu'elle avait donné « le mauvais exemple ».

« Le dernier mot n'a pas été dit »

Les six ans de prison n'ont été accueillis par quelques « We love you Winnie », fusant du public. A l'extérieur du tribunal, plusieurs centaines de personnes attendaient la sortie de M^{me} Mandela. Elle est apparue dans son manteau de cuir noir, le poing levé. En compagnie de son avocat, M. George Bizos, et de sa fille Zinzi, elle s'est frayé un chemin à travers la foule qui scandait « ANC, ANC, ANC », tandis que quelques placards, griffonnés à la hâte et habilement tournés vers

les caméras de télévision, affirmaient : « Les vétérans de l'ANC sont avec toi, Winnie ».

Deux véhicules blindés et de nombreuses voitures de police stationnaient discrètement dans les rues adjacentes, tandis qu'un hélicoptère survolait la Cour suprême et ses abords. M^{me} Mandela a eu quelques mots pour ses inconditionnels : « Nous avons été déclarés coupables par les médias », leur a-t-elle lancé, avant de les remercier pour ne pas s'être laissés influencer par les reportages, selon elle trompeurs, « que nous avons dû affronter au cours des deux dernières années ».

A l'université de Stellenbosch, près du Cap, où il donnait une conférence, M. Nelson Mandela, apparemment très affecté par la nouvelle de la condamnation de son épouse, a déclaré que la décision du juge n'avait fait que renforcer « la foi » qu'il avait dans « l'innocence de Winnie ». Malgré ses traits tirés, le vieux militant nationaliste a tenu à se montrer confiant. « Le dernier mot n'a pas été dit », a-t-il insisté, « je suis sûr que le nom de Winnie sera bientôt complètement lavé ». Le vice-président de l'ANC a souligné que la condamnation de son épouse ne remettrait pas en question les négociations avec le gouvernement du président De Klerk.

L'ANC a officiellement réagi, mardi dans la soirée, par un communiqué assez neutre de ton, dans lequel l'organisation antiapartheid exprime sa « consternation » à l'annonce des verdicts de culpabilité et de la sévérité des sentences infligées.

SOMALIE : d'une rébellion à l'autre

Nouveau départ de zéro

L'Egypte et l'Italie viennent de proposer aux différentes factions somaliennes de se réunir au Caire, le 8 juillet, afin de mettre un terme aux rivalités de clans et d'ouvrir la voie à la réconciliation nationale. En attendant, sur le terrain, les combats continuent, provoquant l'exode des populations civiles. Des milliers de personnes « déplacées » sont ainsi menacées de famine.

KISIMAYO

de notre envoyé spécial

La nuit de la ville a pris la fuite. Mais, une semaine après l'entrée des combattants du Congrès de la Somalie unifiée (CSU), la vie reprend son cours dans la capitale du sud. Sur les quais du port traînent encore valises, vêtements, boîtes de médicaments et une affiche, soigneusement encadrée, célébrant la « révolution pacifique », conduite par l'ex-président Siyad Barre.

Tenue, depuis deux mois, par les forces du clan Darod - celui de l'ancien président, - Kisimayo abritait près de 70 000 réfugiés qui avaient fui les massacres de Mogadiscio, conquise, en janvier, par le CSU. Le 23 avril la ville tombait, et commençait alors pour ces gens un nouvel exode qui devait les conduire en brousse, près de la frontière kenyane, où le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) s'apprête à leur venir en aide.

Aux terrasses des cafés, sur la place centrale de Kisimayo, on discute des récents événements. « Il

n'y a pas eu les saccages que l'on craignait », explique un témoin, « parce que les soldats darods avaient évacué la ville lorsque ceux de Mogadiscio y sont arrivés ». Les civils qui n'ont pu fuir à temps ont été placés dans des camps, mais, reconnaît le colonel Hussein Hurgab, « nous n'avons rien à leur offrir sinon de l'eau, et des gardes pour leur sécurité ».

La ville et la région alentour sont menacées de famine. Les villageois se plaignent des maquisards qui ont pillé leurs réserves. En attendant la prochaine récolte, en juillet, il leur faut survivre avec des bananes vertes que femmes et enfants cueillent dans les plantations abandonnées.

A Mogadiscio, les pédiatres du Village-SOS examinent, chaque jour, près de 400 enfants atteints de malnutrition. Deux fois plus que le mois dernier. Pour M. Willy Huber, responsable de cette organisation non gouvernementale (ONG) autrichienne, « l'aide humanitaire arrivera sans doute trop tard pour enrayer cette famine urbaine dans les enfants sont les premières victimes ».

Après nombre de missions d'évaluation et maintes hésitations, les secours se mettent en place. Directeur d'Edu-Care-Somalie, M. Laskey, estime que « pour éviter un désastre, il faut lancer au plus vite un programme d'aide alimentaire d'urgence ». A son avis, la sécurité est maintenant suffisante pour commencer à agir en utilisant le relais des ONG locales et des transporteurs somaliens. Edu-Care vient d'ouvrir un compte à la banque centrale qui avait été pillée. Il porte le numéro 0001. Le pays repart de zéro.

Les forces de police contrôlent le port et l'aéroport de la capitale, jusque-là gardés par des miliciens à la gâchette facile. Les premiers cargos ont accosté, il y a une dizaine de jours. Soutes remplies dans les émirats du Golfe, ils ont débarqué des vivres et chargé du bétail, des grains, des médicaments et des peaux. Grâce à un don des « pays frères », on peut maintenant trouver du carburant dans les stations-service devant lesquelles se forment de longues files d'attente. Presque un retour à la normale.

Les jeunes en armes se font plus rares dans les rues de la capitale, de même qu'à la nuit tombée les feux d'artifice des balles traçantes. « Le gouvernement provisoire se donne progressivement les moyens de faire respecter ses décisions », affirme, serein, M. Ahmed Jama, commandant des forces de police. Même optimisme chez le ministre de l'intérieur, M. Sheikh Hassan, qui évoque déjà l'après-guerre et « le retour de tous les maquisards dans leur village ou les casernes ».

Le spectre de la sécession

Dans le nord du pays, on veut croire aussi à la paix. Déjà, les réfugiés issaks qui avaient fui la répression gouvernementale commencent à rentrer. Après sa destruction pendant l'été 1988, par l'armée de l'air, Hargeisa, qui ne compte plus que 20 000 habitants au lieu d'un demi-million, a été systématiquement minée. Les moyens manquent pour tirer la capitale du nord de son état de ville-fantôme.

Les tribus du Nord, dominées par les Issaks du Mouvement national somalien (MNS) qui a mené la lutte contre l'ancien régime, se sont réunies, début mai, à Burao. Les dirigeants politiques du MNS sont favorables au maintien de l'unité du pays dans le cadre d'une fédération. Mais ils devront prendre en compte un fort courant sécessionniste au sein de la population qui s'est toujours sentie tenue à l'écart par les auditeurs.

La réconciliation nationale n'est pas encore à portée de main. L'Italie et l'Egypte ont invité tous les Fronts à se réunir au Caire, d'ici au mois de juillet, pour préparer une conférence de l'unité, déjà repoussée deux fois. C'est M. Mario Sica, le dernier ambassadeur d'Italie à Mogadiscio, qui, aujourd'hui, joue les médiateurs. A son avis, « il faut faire la différence entre l'aide d'urgence et l'aide à la reconstruction, qui ne pourra reprendre qu'une fois installé un gouvernement central capable de signer des accords internationaux ».

JEAN HÉLÈNE

AMÉRIQUES

ETATS-UNIS : un professionnel du renseignement pour une agence très contestée

M. Robert Gates est nommé directeur de la CIA

C'était le choix logique, et celui qu'on attendait : M. Robert Gates, ancien numéro deux de la CIA, et jusqu'à présent numéro deux du Conseil national de sécurité, a été désigné mardi 14 mai pour diriger les services de renseignements américains. Le président Bush a pourtant pris son temps avant d'annoncer sa décision puisque la démission de M. William Webster avait été rendue publique il y a près d'une semaine (le Monde du 10 mai).

WASHINGTON

de notre correspondant

A 47 ans, et après vingt ans d'une carrière faite de va-et-vient entre la CIA et la Maison-Blanche, M. Gates, a sans doute toutes les qualités requises pour diriger l'énorme institution qui coûte les différents services de renseignements. Mais il a aussi un défaut, ou du moins un handicap politique : il était un responsable éminent de la CIA au moment de l'irangate - le scandale des ventes d'armes clandestines à l'Iran pour financer la

Contrairement au démocrate du Nicaragua - et fut bientôt nommé adjoint du directeur de l'époque, M. William Casey. Cette circonstance lui avait coûté, en 1987, le poste qu'on lui avait promis de reprendre : le président Reagan l'avait nommé pour succéder à M. William Casey, alors agonisant, mais M. Gates avait préféré retirer sa candidature, ses chances de se voir confirmer par le Sénat lui paraissant trop aléatoires.

Beaucoup d'eau a coulé depuis, et le scandale de l'« Irangate », n'intéresse plus qu'une infime minorité d'Américains : mais certains se trouvent précisément au Sénat, et M. Bush a donc préféré procéder à certains « sondages » auprès des élus, pour éviter toute mauvaise surprise. Les résultats ont, selon toute apparence, été positifs.

En réalité, ceux qui, en 1977, s'opposaient à la confirmation de M. Gates ne lui reprochaient pas d'avoir trompé dans l'affaire, mais plutôt de n'avoir rien vu, ou rien voulu voir, ce qui se manifestait à l'époque, à l'insistance du lieutenant-colonel North, et très vraisemblablement de M. William Casey lui-même. On n'avait pas apprécié non plus qu'il ait supervisé le témoignage remis à ce propos par

M. Casey au Congrès, un témoignage aujourd'hui considéré comme mensonger.

Mais M. Bush, quant à lui, s'est déclaré certain de sa « totale intégrité » et il a vanté son « dévouement » et son « professionnalisme ». Spécialiste de l'histoire russe, formé à une époque où la CIA avait les yeux braqués sur l'URSS, et lui-même sceptique sur les chances de réussite du « gorbachevisme », M. Gates prend paradoxalement les rênes à un moment où la centrale de renseignements est appelée à se réorienter. Certains vont même jusqu'à

souhaiter la dissolution d'une organisation si intimement liée à la guerre froide, fort coûteuse (30 milliards de dollars par an), et qui n'a guère brillé par ses prévisions dans la crise du Golfe. Ils parlent de certaines de ses responsabilités (l'analyse politique et économique) au département d'Etat, le renseignement pur étant dévolu aux militaires. Mais ce genre de proposition, jugé totalement impraticable par les spécialistes, n'a aucune chance d'être retenu. M. Gates hérite d'une institution sans doute un peu désorientée, mais nullement moribonde.

JAN KRAUZE

o Première condamnation à mort en vertu de la nouvelle loi anti-drogue. - Le chef d'un réseau de trafic de marijuana est devenu, mardi 14 mai, à Birmingham (Alabama) le premier Américain à être condamné à mort en vertu de la nouvelle loi fédérale anti-drogue, pour avoir ordonné l'assassinat d'un informateur de la police. Les avocats du condamné, David Chandler, trente-sept ans, ont immédiatement fait appel, arguant du fait que cette loi, votée en 1988, ne prévoyait pas de méthode d'exécution particulière et était donc inapplicable. - (AFP)

o COLOMBIE : premiers entretiens directs entre le gouvernement et la coordination de la guérilla. - Les premières rencontres directes entre le gouvernement colombien du président Gaviria et la guérilla de la « Coordinadora guerrillera Simón Bolívar » (CGSB) devraient avoir lieu mercredi 15 mai à Cravito Norte dans la province d'Arauca, près de la frontière du Venezuela. La CGSB est principalement constituée par les FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie, communistes) et de l'ELN (Armée de libération nationale, guérilliste), les deux derniers groupes de guérilla en Colombie. - (AFP)

TUNISIE : pour régler la crise universitaire

Le président Ben Ali nomme un dirigeant de l'opposition à la tête d'une « commission nationale »

Le président Ben Ali a annoncé, mardi 14 mai, la création d'une « commission nationale » chargée de définir les moyens de mettre un terme à la crise des universités, et qui sera dirigée par un des principaux chefs de file de l'opposition légale, M. Mohamed Moade, président du Mouvement des démocrates socialistes (MDS).

TUNIS

de notre correspondant

Selon le communiqué rendu public mardi 14 mai, il s'agit avant tout, en instituant une « commission nationale », « de créer les conditions propres à permettre aux institutions universitaires et scolaires de continuer à assurer pleinement leur mission et à les prémunir contre toutes les formes de violence et de terrorisme ». Terrorisme dont nombre d'établissements viennent encore, tout récemment, d'être le théâtre (le Monde du 10 mai).

En confiant la présidence de cette commission à M. Mohamed Moade, président du MDS, principal parti de l'opposition, M. Ben Ali confirme sa volonté de consolider le consensus qu'il a longtemps vainement recherché, et dont les contours se sont progressivement dessinés à la faveur de la crise du Golfe.

Complot contre l'Etat

Pour que « le débat national » soit sans exclusive, tous les partis politiques mais aussi l'Union générale des étudiants tunisiens (UGET, qui se situe plutôt à gauche), des universitaires de toutes sensibilités, et même M. Ben Ali, ancien dirigeant du mouvement islamiste Ennahdha qui, en le quittant, voici trois mois, avait dénoncé sa dérive violente - vont siéger au sein de cette commission. Celle-ci devrait remettre ses conclusions d'ici la fin du mois de juin.

En attendant, l'année universitaire se termine moins mal qu'on ne pouvait le craindre, malgré les incidents sanglants de la semaine dernière sur le campus de Tunis. Parfois, les cours se sont poursuivis dans des conditions quasi normales. La grande majorité des étudiants n'a pas répondu aux appels à la grève de leurs camarades islamistes. Ces derniers, qui revendiquent maintenant ouvertement leur appartenance à Ennahdha, n'ont pas pour autant désarmé. Dans la nuit de samedi à dimanche dernier, une tentative d'incendie a eu lieu à la faculté des lettres de Kairouan. Lundi, deux étudiants islamistes ont été arrêtés à

Tunis, porteurs de sacs contenant quatorze cocktails Molotov. Selon eux, il s'agissait de « munitions » à utiliser lors d'une manifestation, prévue quelques heures plus tard, dans le centre de la ville - manifestation qui, finalement, n'a pas eu lieu. Peu après, une quinzaine de personnes, surprises en train de préparer des engins incendiaires, étaient arrêtées dans une villa de la banlieue sud. Dans les cercles officiels, on se dit de plus en plus persuadé qu'un véritable « complot contre l'Etat » était en train de se tramer.

Selon ces mêmes sources, ce « complot » serait le fait de militants d'Ennahdha, les instigateurs se trouvant à l'étranger, le plus souvent en Algérie et en France. Le premier ministre, M. Ahmed Karoui, qui a entamé mardi une visite à Alger dit, croit-on savoir, attirer l'attention de ses interlocuteurs sur ce sujet.

Le chef d'Ennahdha, M. Rachid Ghannouchi, a publié ces derniers jours, à Paris, un nouveau communiqué contre le régime tunisien. Ce document a été co-signé par quelques-uns de ses amis bénéficiant de l'asile politique en France, mais aussi de M. Mohamed Mzali, ancien premier ministre de l'ex-président Bourguiba, et de M. Ahmed Ben Salah, qui se voulait le champion de la collectivisation, dans les années 60.

La classe politique tunisienne ne cache pas son irritation devant l'accueil que ces opposants - « qui prêchent et organisent le terrorisme » - trouvent en France. Les autorités entendent-elles évoquer ce dossier avec le ministre français des Affaires étrangères, M. Roland Dumas, attendu, en principe la semaine prochaine, à Tunis ? La persistance de cette situation ne risquerait-elle pas, en effet, de jeter une ombre croissante sur les relations entre Paris et Tunis ? Malgré le médium officiel, il semble bien difficile de ne pas se poser la question.

MICHEL DEURÉ

o ALGERIE : élection au sein du FLN. - Le Front de libération nationale (FLN, au pouvoir) a massivement épuré les rangs de ses candidats, dans la perspective des élections législatives du 27 juin. Le premier ministre, M. Mouloud Hamrouche, se présentera aux élections avec des candidats acquis aux réformes économiques libérales, dont il est le maître d'œuvre depuis septembre 1989. Parmi les victimes figurent plusieurs « barons » du régime de l'ex-président Boumedienne, des dizaines de députés de l'Assemblée sortante et de membres du comité central. - (AFP)

BRÉSIL

Le général Pinochet fait du tourisme...

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Un visiteur quelque peu encombrant a quitté Rio de Janeiro, mardi 14 mai, à destination de Lisbonne. Au hasard de ses déplacements il fut parfois suivi par la presse brésilienne, da temps à autres reconnu par la population, mais le plus souvent ignoré. Logé dans la suite présidentielle de l'hôtel Cesar's Park, dans le quartier chic d'Ipanema, le général Augusto Pinochet - puis- qu'il s'agit de lui - a joué les touristes en visitant, accompagné de son épouse, les centres commerciaux de Rio Sul et de Fashion Mall, l'île de Paqueta, et en se livrant à quelques achats.

Le chef d'état-major de l'armée chilienne était en permanence précédé d'une demi-douzaine de gardes du corps chiliens, et de légères frictions ont eu lieu avec la presse à son arrivée lorsque son cortège, coince dans les embouteillages, a été abordé par

des journalistes. Mais dès le lendemain, selon le *Journal do Brasil*, « il a été montré aimable et de bonne humeur, distribuant des baisers aux enfants, et ne s'irritant pas des questions qui lui étaient posées ».

Peu de surprises dans ses réponses sur la torture, « qui est une accusation classique lancée par les communistes pour dénigrer les gouvernements militaires », ou pour expliquer son refus de parler politique, « étant un militaire », qui, malgré ses années au pouvoir, « n'a rien appris en ce domaine, car mauvais élève ».

Peu de précisions sur ses futures destinations qui restent toujours aussi mystérieuses. A peine a-t-il confirmé devoir se rendre en Afrique du Sud et dans « d'autres pays » avec lesquels le Chili maintient des relations militaires.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

هنا من الفصل

صكنا من الامل

Nouveau départ de 1990



SELON ISAAC NEWTON, LA POMME EST ATTIRÉE VERS LE BAS, SELON RANGE ROVER, L'HOMME EST ATTIRÉ VERS LE HAUT.

Mémorable est le jour où Sir Isaac Newton
coucha sur le papier les lois de l'attraction ter-
restre, après avoir reçu une pomme sur la tête.
Force lui fut alors de constater que cette loi

implacable se situait à l'opposé des aspirations
de l'homme. Mémorable sera le jour où vous
monterez dans le Range Rover et découvrirez le
plaisir de vous gausser de Newton et de ses lois.

Pour connaître votre concessionnaire : Tél. 05.102.102 - Minitel 3615 Land Rover.



RANGE ROVER

EUROPE

ALLEMAGNE

Le projet de traité avec Varsovie divise la coalition au pouvoir

BONN

de notre correspondant

On croyait la question des frontières orientales de l'Allemagne définitivement réglée avec l'adoption par le Parlement de Bonn du traité « relatif à l'Allemagne », rétablissant l'Allemagne dans son unité et de sa souveraineté. Or les forces politiques qui n'ont jamais vraiment accepté de renoncer aux « territoires de l'Est » perdus en 1945, ont trouvé une occasion de reprendre l'offensive en contestant certaines dispositions du projet de traité d'amitié entre l'Allemagne et la Pologne que les deux gouvernements projettent de signer avant l'été.

La CSU bavaroise, qui se fait pour l'occasion le porte-parole des associations de réfugiés, a fait connaître au chancelier Kohl son désaccord avec les clauses concernant les droits de la minorité de souche allemande vivant en Pologne. Le président du groupe parlementaire CSU au Bundestag, M. Wolfgang Bötsch, a adressé, le 8 mai dernier, une lettre au ministre fédéral des Affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher (FDP), dans laquelle il se plaint que le projet de traité ne reconnaisse pas le droit aux Polonais de souche allemande de jouir de la double nationalité, ni le « droit ou retour » des Allemands qui ont fui ces terri-

toires à la fin de la seconde guerre mondiale.

M. Bötsch se plaint également que le nom des localités situées dans les « régions traditionnelles d'implantation allemande » ne puisse être officiellement inscrit dans les deux langues sur les panneaux indicateurs. Si elles étaient acceptées par Varsovie, ce qui est hautement invraisemblable, ces dispositions reviendraient à créer, dans ces régions, une zone à part du reste du territoire polonais, où les Allemands, fiers de leur supériorité économique, pourraient racheter hectare après hectare les terres perdues tout en jouissant d'un statut juridique spécial. Une telle situation ferait, en fin de compte, redémarrer le mouvement de colonisation vers l'Est qui s'était développé depuis la fin du Moyen-Âge.

Mémoire d'un secret

Pour justifier leurs revendications, les dirigeants de la CSU s'appuient sur un mémorandum secret qui aurait été, selon eux, adressé par le gouvernement de Varsovie à la Lituanie qui demande que des mesures semblables soient prises en faveur de la minorité polonaise vivant sur le territoire lituanien.

Il ne semble pas cependant que la grogne des Bavarois et des associa-

tions de réfugiés puisse sérieusement mettre en danger la signature de ce traité auquel M. Helmut Kohl accorde une importance majeure. Pour le chancelier, il serait le pendant oriental du traité d'amitié franco-allemand de 1963 et devrait ouvrir une ère nouvelle dans les relations entre les deux pays, en mettant fin à quatre décennies d'hostilité et de méfiance réciproques. Mais il serait du plus mauvais effet que la ratification du traité par le Bundestag soit catéchisée d'un grand nombre de votes hostiles, qui laisseraient planer le doute sur la volonté réelle de l'Allemagne de renoncer à exercer, d'une manière ou d'une autre, une influence sur la Pologne et la Silésie. Pour tenter de désamorcer la contestation des « irréductibles », M. Hans-Dietrich Genscher a l'intention de joindre au traité une lettre à son homologues polonais résumant les points abordés au cours de la négociation. Il y appellerait notamment que la partie polonaise avait évoqué le fait que « la perspective d'une adhésion de la Pologne à la Communauté européenne allait créer des possibilités croissantes d'installation en Pologne pour des citoyens allemands ».

A Varsovie, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, M. Wladyslaw Kuczyński, a déclaré que les discussions relatives au traité étaient achevées et qu'elles avaient abouti à un compromis satisfaisant pour les deux parties.

LUC ROSENZWEIG

TCHÉCOSLOVAQUIE

M. Boris Eltsine s'est entretenu à Prague avec le président Vaclav Havel

Pour sa seconde visite à l'étranger en tant que président du Parlement russe, M. Boris Eltsine avait choisi Prague. Après quelques flottements, il y a été mieux reçu, notamment par le président Havel, qu'en France. Il est vrai qu'il affiche désormais la bonne entente avec M. Gorbatchev ; signe de cette entente, le grand journal de la télévision soviétique, Vremia, a largement couvert la visite du dirigeant russe en Tchécoslovaquie.

PRAGUE

de notre correspondant

La visite officielle du président du Parlement de la Fédération russe, M. Boris Eltsine, lundi 13 et mardi 14 mai en Tchécoslovaquie, où il était invité par le président de l'Assemblée fédérale, M. Alexander Dubcek, était la première dans un ex-pays communiste d'Europe de l'Est.

Les entretiens de M. Eltsine avec le président Václav Havel, M. Dubcek et les responsables tchèques et slovaques à Prague et Bratislava, ont surtout porté sur les questions de coopération économique et sur les problèmes d'intégration européenne. Le président russe a ainsi demandé à la Tché-

coslovaquie de participer, avec la Russie, à l'établissement d'un « pont » entre l'Est et l'Ouest, en cours d'un dîner devant l'une des deux chambres du Parlement tchécoslovaque.

Flottement chez les députés

« Il faut empêcher à tout prix que le rideau de fer se déplace aux frontières orientales des pays d'Europe centrale », a déclaré M. Eltsine. « Il faut éviter une nouvelle grande erreur, la division de l'Europe comme en 1945. La Russie doit revenir en Europe. Elle est l'une des pierres fondamentales de la maison commune, dont les frontières économiques ne doivent pas s'arrêter à l'Urals, offrant la possibilité de créer un espace économique asiatique-européen », a-t-il ajouté. Une partie seulement des députés tchécoslovaques étaient présents. Car l'arrivée de M. Eltsine a été précédée d'un certain flottement dans la classe politique tchécoslovaque, au point que des incertitudes ont pesé jusqu'au dernier moment sur son discours au Parlement : certains parlementaires avaient pris position contre une intervention du dirigeant russe devant l'Assemblée fédérale réunie en séance plénière, recommandant qu'il prenne plutôt la parole devant les assemblées régionales, le Parlement tchèque et le Parlement slovaque. Une poli-

mique avait d'ailleurs opposé, dans les coulisses de l'Assemblée le semaine dernière, les députés soucieux de ménager les susceptibilités de l'ex-grand frère soviétique et d'autres marquant leurs préférences pour « l'homme de l'avenir ». M. Eltsine a finalement eu droit à l'Assemblée fédérale, mais pas à la séance plénière. Le malaise avait même entaché la présidence, où l'on reconnaît que M. Havel avait bien invité M. Eltsine en juin dernier à l'occasion d'un petit déjeuner informel en marge d'une réunion du pacte de Varsovie, tout en préférant parler cette fois-ci de « visite amicale de travail ».

Le président tchécoslovaque s'est toutefois entretenu avec son hôte russe - qui lui a remis un message de salutations de M. Mikhaïl Gorbatchev - pendant une heure, au château de Prague, puis de nouveau dans la soirée, lors d'un dîner privé dans la résidence présidentielle de Laný, près de la capitale. M. Eltsine a signé avec M. Dubcek une « déclaration », qui prévoit un resserrement des liens entre la Russie et la Tchécoslovaquie et qui doit se concrétiser par la création de représentations mutuelles à Moscou et à Prague. Les ministres tchèque et russe des Affaires étrangères, MM. Jiri Dienstbier et Andreï Kozirev, se sont pour leur part mis d'accord, dans un « protocole », sur des consultations politiques « au moins une fois par an ».

MARTIN PLICHTA

Les Allemands de l'Est redécouvrent la culture française

BERLIN

de notre correspondant

Ce jour-là à Potsdam, l'ardeur francophile était presque religieuse. L'historien Rudolf von Thadden, professeur à l'Ecole des hautes études de Paris, dont l'attachement à la France est au-dessus de tout soupçon, provoque - bien malgré lui - un petit scandale en osant évoquer certains aspects négatifs de l'image de l'Hexagone dans l'est de l'Allemagne. « Nous ne sommes pas ici pour entendre des insultes », s'indigne un maître jardinier. Privés pendant si longtemps d'ouverture sur le monde, les Allemands de l'Est ont la foi des amoureux frustrés.

Plus de trois cents personnes étaient venues participer, fin avril, à un débat organisé par l'Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ) qui concluait, par un week-end dans la capitale du Land de Brandebourg, une tournée d'information commencée en janvier dans les nouveaux Länder de l'est de l'Allemagne. Pour témoigner personnellement de l'importance qu'il attachait à l'affaire, le ministre-président du Land, M. Manfred Stolpe, une des étoiles montantes de la politique allemande, était venu avec trois de ses ministres participer à la réunion et diriger lui-même les débats.

Pendant près de quarante ans, les relations entre la France et l'ex-RDA avaient été du domaine quasi réservé de l'Etat est-allemand. L'Association d'amitié était dominée par les partis communistes des deux pays, qui avaient organisé de nombreux jumelages entre municipalités. Ce qui donna aujourd'hui le spectacle assez pittoresque d'un maire est-allemand tout étonné, après s'être débarrassé de leurs propres communistes, de

voir arriver ceux de France dans les échanges officiels.

Le soir de contacts avec l'étranger était très forte après la chute du rideau de fer. Paris, le « gal Paris », s'est tout de suite retrouvé dans le peloton de tête au hit-parade des week-ends éclairés au bus proposés, à des prix défiant toute concurrence, aux assoiffés d'exotisme. Un peu partout, des groupes se sont formés pour tenter de recréer sur de nouvelles bases les associations d'amitié franco-allemande. La culture française bénéficie dans l'est de l'Allemagne d'un préjugé favorable. Par tradition et aussi parce que la France avait été le seul pays occidental autorisé par l'ancienne RDA à ouvrir un Centre culturel en plein Berlin-Est, sur l'avenue Unter den Linden. Un important travail y avait été réalisé et la Cantra était devenu avant la chute du mur l'un des hauts lieux de la vie intellectuelle est-berlinoise.

Succès d'estime

Pour l'Allemand de l'Est, la France - comme les autres pays occidentaux - reste pourtant quelque chose de relativement abstrait. Faut-il avoir pu s'y rendre, la vision du monde occidental limitée à l'horizon allemand, sans être bien réeliser l'importance des échanges survenus depuis la guerre dans les relations entre la RFA et ses voisins européens. On a de la France une image un peu vieillotte et lointaine. Il n'est pas rare d'entendre demander si, du fait de la guerre, on peut sans problème se présenter en France comme Allemand.

Les responsables des organisations de coopération dénu-

vrent un terrain à défricher, voient que leurs activités peuvent encore susciter un enthousiasme qui s'est éteint avec le train-train des relations France-RFA. Les tournées d'application de l'Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ) ont eu un succès d'estime qui a redonné du cœur à l'ouvrage aux dirigeants de l'organisme de Bad Honnef, près de Bonn. Ces tournées visant à informer les responsables de mouvements de jeunesse, d'associations culturelles diverses, des possibilités d'échanges, de stages et de coopérations de toutes sortes. En novembre 1990, 8 millions de francs avaient été déboursés pour implanter l'OFAJ dans les Länder de l'Est.

Paris a réagi à cet intérêt en ouvrant, l'année dernière, trois nouveaux centres culturels français dans les villes de Leipzig, Dresde et Rostock. La demande est importante. Près de mille inscriptions déjà pour le seul centre de Leipzig. Du coup, toutes les autres grandes villes ont jaloux. Halle, Erfurt, réclament leur Institut français. Potsdam a officiellement regretté, au cours de la réunion du 28 avril, de n'avoir pas été choisi, faisant valoir les vieilles relations du Brandebourg avec la France.

Baucoup reste à faire. L'enseignement des langues, notamment du français, est très faible. Le rapli sur soi, la peur de l'étranger imprégnent encore la société est-allemande. Face à une Allemagne de l'Ouest dominée, avec laquelle les rapports sont ambigus, des dirigeants comme M. Manfred Stolpe ont néanmoins pris conscience qu'ils pourraient trouver dans leurs relations avec les autres Européens de l'Ouest mais aussi de l'Est, un moyen de défendre leur propre identité.

HENRI DE BRESSON

POLOGNE

Polémique entre le gouvernement et Mgr Glemp

Pour la première fois depuis l'accession de Solidarité au pouvoir en Pologne, le ton est monté ces derniers jours entre le gouvernement et le primate catholique, Mgr Jozef Glemp. Dans une homélie très remarquée, prononcée dimanche 12 mai, Mgr Glemp a critiqué le limogeage, la semaine dernière, du ministre de la santé, M. Kazimierz Kasper, qui avait pris position contre l'homosexualité et la contraception. Le primate polonais a pris la défense du ministre en estimant que les autorités politiques n'avaient pas à se cacher derrière des « masques idéologiques » et que l'Eglise ne

devait pas capituler devant les « cris de vauriens de basse-cour » ; le cardinal Glemp a en outre alimenté la polémique en considérant les homosexuels comme des « déviants » qui propagent le SIDA.

Le premier ministre, M. Jan Krzysztof Bielecki, a riposté en défendant la décision prise à l'égard de M. Kasper : « Un ministre de la santé, a-t-il dit, doit être guidé par une sensibilité particulière à l'égard de divers problèmes humains ».

L'homélie de Mgr Glemp a été remarquée à un autre titre : le primate y a pris le contre-pied d'une attitude précédemment émise par l'épiscopat,

qui avait jugé, le mois dernier, que le principe de la séparation de l'Eglise et de l'Etat devait disparaître de la future Constitution. « L'Eglise et l'Etat se situent à des niveaux différents et doivent être indépendants l'un de l'autre », a estimé dimanche le chef de l'Eglise catholique polonaise.

Selon un sondage publié lundi par le quotidien Rzeczpospolita, à deux semaines de l'arrivée du pape pour une visite de dix jours en Pologne, 60 % des Polonais trouvent que l'influence de l'Eglise dans la vie publique est trop grande, et 66 % sont favorables à un référendum sur l'avortement. (Reuters, AFP)

URSS : selon le président de l'Azerbaïdjan

Une « vaste opération » est en cours dans le Haut-Karabakh

« Une vaste opération de vérification d'identité est en cours depuis deux jours » dans le Haut-Karabakh, a déclaré mardi 14 mai à Bakou le président de l'Azerbaïdjan et chef du Parti communiste, M. Ayaz Moutalibov, qui avait convoqué la presse étrangère. Mais les journalistes ne peuvent toujours pas se rendre dans cette région, où une interdiction de circuler frappe toutes les voitures civiles. « Les bandits arméniens risquent de tirer

sur les hélicoptères », a expliqué M. Moutalibov. Il a affirmé que les déportations d'Arméniens « auront lieu si les villages arméniens devaient devenir des bastions de la résistance contre le peuple azeri », tout en assurant que « rien ne sera fait à ceux détruisant respecter les lois azerbaïdjanaises ». Selon lui, « 70 % des Arméniens du Haut-Karabakh demandent à être libérés des bandes armées » arméniennes et Bakou se rendra à la table des

oégociations « que lorsque ces bandes auront été éliminées ». Selon Tass, cinq patrouilles militaires ont été la cible de tirs, dans la nuit de lundi à mardi, dans la région. Sept villages ont été « contrôlés » : ils ont été cernés par l'armée puis investis par la police azerbaïdjanaise qui procède aux arrestations. Selon Tass, un azerbaïdjanais a co outre été tué, mardi, au volant de sa voiture. (AFP)

La peur des Arméniens soviétiques

Suite de la première page

Heureusement, les réservoirs étaient vides (il n'y a pratiquement plus d'essence dans toute l'Arménie) et les machines se trouvaient à côté d'une grande fosse à purin. Quelques balles sont allées se ficher dans les murs de la ferme. On imagine la puissance de feu de cet unique hélicoptère qui, en une seule salve de quelques secondes, a réussi à immobiliser trois tracteurs et à terroriser un bœuf.

On nous dit de ne pas trop nous approcher du « no man's land » qui commence immédiatement après la dernière ferme. C'est un territoire qui appartient déjà psychologiquement aux gens « de l'autre côté » et sur lequel il ne faut pas bon s'avancer. La preuve en est apparue aussitôt. Deux silhouettes apparaissent sur la ligne de crête tandis qu'on entend le son des véhicules blindés qui se rapprochent. Le patron de la ferme s'éloigne et nous aussi.

Ce genre de scène se répète presque chaque jour dans les villages frontaliers depuis que l'armée soviétique, appuyée par des éléments azéris, s'efforce d'appliquer le décret présidentiel de juillet 90. M. Gorbatchev s'était alors donné l'outil légal qui lui permet de lancer les

parachutistes à l'assaut des « points chauds » ou plus exactement de ceux qu'ils considèrent comme tels. La frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan en est, conformément à une décision politique prise à Moscou, après la Géorgie en avril 1990, et la Lituanie en janvier 1991, l'Arménie a le douteux privilège d'être depuis le début du mois de mai l'objet de l'intérêt du « centre ».

A quelques kilomètres d'Araruz, se trouve un poste frontière abandonné sur l'unique route goudronnée qui relie l'Arménie à l'enclave du Haut Karabakh, une région autonome peuplée d'Arméniens isolée en territoire azeri. Là encore, on nous dit de ne pas nous approcher et outre chauffeur arménien préfère nous laisser y aller sans lui. Le bâtiment qui abritait les gardes-frontières a été détruit par une explosion.

Le sol est jonché de douilles de kalachnikov. On ne passe plus de toutes façons ici depuis au moins trois ans. Le Haut-Karabakh n'est distant de la république arménienne, à l'endroit le plus étroit, que de sept kilomètres. Les barrières mobiles du poste frontière sont intactes et ouvertes. Mais le lieu est totalement

désert, parfaitement silencieux et un peu inquiétant.

« La frontière ? Même un niveau n'arriverait pas à la franchir », explique avec un lyrisme tout arménien M. Robert Alexanian, président du conseil d'arrondissement de Goris, la ville dont dépend Araruz. L'arrondissement compte 12 000 âmes, et la ville 25 000. M. Alexanian nous reçoit dans l'immeuble administratif à l'allure encore très soviétique de Goris.

« Nous n'avons aucun contact avec le Haut-Karabakh, la frontière est totalement étanche, et pourtant la moitié des gens ici ont de la famille là-bas. Nous ne savons pas ce qui s'est passé... » poursuit-il. Aucune communication téléphonique n'est autorisée, le black-out favorise les rumeurs les plus pessimistes. Il y aurait de nombreux morts au Haut-Karabakh, qui est soumis à l'état d'urgence.

Le seul fait non controversé est que les Arméniens du Haut-Karabakh sont décidés à pratiquer l'auto-défense. Les forces soviétiques aidées par les policiers azeris ont entamé une opération de reprise en main. On tire pratiquement tous les soirs à Stepanakert, chef-lieu du Haut-Karabakh.

Pour comprendre ce qui se passe ici, il faut se rappeler que les distances ont significatif pas la même chose qu'en plaine. On entend un bœuf comme s'il était tout proche, alors qu'il est en réalité très loin et qu'on le distingue à peine. Lorsque la brume se lève, on peut voir des dizaines de kilomètres, tant l'air est pur, mais ce n'est que l'espace de quelques minutes, la brume recouvre tout et il est difficile d'avancer. La pluie défonce les chemins de terre et à Araruz, on se déplace uniquement en bottes.

« Quinze personnes ont été tuées depuis huit mois dans l'arrondissement », explique encore M. Alexanian. Et une seule phrase, tout est dit. Les hélicoptères sont aussi capables de tuer des villageois, et pas seulement de rendre hors d'usage leur matériel agricole. Cela est arrivé à plusieurs reprises ces derniers temps. Parfois aussi, les parachutistes interviennent directement et brutalement au sol. Cette communauté mi-agricole, mi-urbaine vit un drame, mais ce qui se passe, quelques kilomètres plus loin au Haut-Karabakh, semble bien pire encore.

DOMINIQUE DHOMBRES

ROUMANIE

La cleptomanie de Ceausescu

Alertés par le président français de l'époque, M. Valéry Giscard d'Estaing, la reine d'Angleterre avait pris la précaution de faire retirer tous les objets de valeur de la chambre qui devait accueillir le couple Ceausescu, lors d'une visite officielle du président roumain en Grande-Bretagne en 1978.

Selon le journal britannique Sunday Express, qui indique tirer ces révélations d'un documentaire de la BBC devant être diffusé prochainement, M. Giscard d'Estaing aurait raconté à la reine comment tout avait disparu de l'hôtel Mar-

gny après le passage d'Elena et Nicolae Ceausescu : vases, lampes, candéliers, appliques et même robinets. « C'est comme si des cambrioleurs s'étaient installés là pendant tout l'hiv », avait déclaré le chef du protocole français. Les hommes de la Sécurité avaient également perqué des trousseaux dans le mur pour rechercher des micro.

Très inquiète, la souveraine britannique avait mobilisé tout le personnel de Buckingham pour surveiller les hôtes roumains. (Reuters, AFP)

صلى الله عليه وسلم

LA DÉMISSION DE M. ROCARD

Le gouvernement de la méthode et des grands chantiers

Pourquoi diable M. François Mitterrand a-t-il choisi, il y a trois ans presque jour pour jour, de nommer M. Michel Rocard à Matignon ? Les relations entre les deux hommes étaient trop complexes, trop ancrées dans l'histoire, pour que la question ne soit pas posée avec insistance. Jusqu'à, le 10 mai 1988, le président réclame le maire de Conflans-Sainte-Honorine.

Il y a une réponse simple. Le président de la République la dira publiquement : M. Rocard était « en situation ». Le candidat Mitterrand avait promis l'ouverture, le premier ministre Rocard l'incarne à merveille. Mais il n'était pas le seul à être « en situation ». D'autres noms avaient couru les colonnes des journaux : ceux de MM. Pierre Bérégovoy, Michel Delebarre, Jean-Louis Bianco... Alors, pourquoi M. Rocard ?

L'ouverture

Au fil de la campagne présidentielle de 1988, son nom s'est de plus en plus imposé au côté de celui de M. Mitterrand. L'ancien ministre de l'Agriculture a vu, progressivement, ses espoirs de candidature s'évanouir. Il a renoncé à l'idée suicidaire de se présenter, le cas échéant, face à M. Mitterrand. De son côté, le candidat-président n'a pas cherché, contrairement à ce qui s'était passé en 1981, à faire avancer son chapeau à M. Rocard. Au contraire, il a reconnu son poids politique, à même, semble-t-il, de donner des consignes pour que les mitterrandistes ne partent pas à l'assaut de M. Rocard pendant sa pré-campagne présidentielle (1). Enfin, M. Mitterrand officialise cette nouvelle donne en faisant de M. Rocard son porte-parole pour la campagne. Cette mission restera plus théorique que réelle, mais c'est le geste qui compte...

Bref, M. Rocard est doublement « en situation ». Mais il y a une autre chose encore : plusieurs des proches de M. Mitterrand soutiennent, en privé, que le président a dit devant eux qu'il voulait « lever l'hypothèse Rocard ». Une telle formule suscite deux sortes d'explications : ou bien M. Mitterrand a voulu dire qu'il souhaitait avoir le cœur net sur les capacités de son ancien rival ; il fallait donc lui donner sa chance, sans a priori hostile. Ou bien au contraire, pour M. Mitterrand, « lever l'hypothèse Rocard » revient à dire qu'après son passage à Matignon le problème Rocard ne se posera plus, car le maire de Conflans-Sainte-Honorine n'aura pas survécu politiquement à l'épreuve.

Cette incertitude sur les réels desseins présidentiels pèsera sur les trois années que M. Rocard passera à Matignon. Au moins autant qu'une conjonction déterminée par des attentes sociales face auxquelles le président de la République réclame une attitude ambiguë qui contraste avec la fermeté de son premier ministre, arboré sur les « grands équilibres », l'œil rivé sur la tenue du franc.

Le premier chantier auquel s'attelle M. Rocard est celui de l'ouverture. M. Mitterrand l'a promise pendant la campagne électorale. M. Rocard doit la réaliser. Son premier gouvernement fait déjà la place à deux ministres issus de l'UDF et à des représentants de la société civile. Mais la dissolution de l'Assemblée nationale coupe court au processus. M. Rocard et Mitterrand font valoir qu'ils dissolvent faute de majorité parlementaire. Les centristes ont la trahison. Les électeurs de gauche, eux, font la moue, qui se transforme, pour certains d'entre eux, en une bouderie persistante face au mode de gouvernement consensuel du premier ministre. Les résultats des législatives s'en ressentent.

Nouvelle-Calédonie : le succès

Conformément au souhait exprimé par le président « il n'est pas vain qu'un seul parti gouverne », c'est une majorité socialiste relative qui sort des urnes. La moitié des membres du deuxième gouvernement Rocard ne seront pas des socialistes. Mais la recombinaison du paysage politique espérée par le premier ministre - et qui aurait dégagé, au fil des débats parlementaires, des convergences avec les centristes - ne se produira pas. Certes, les centristes quittent le giron de l'UDF pour fonder leur propre groupe, l'UDC. Mais lorsque M. Rocard, en mai 1991, quittera l'hôtel Matignon, les centristes, plus ou moins contraints et forcés, seront pratiquement renfermés dans les rangs de l'opposition.

En juin 1988 pourtant, le nouveau premier ministre impressionne tout le monde. Certes, l'op-

position sourit lorsque, le 29 juin, le premier ministre fait une déclaration de politique générale qui restera comme le discours des « cages d'escalier », celui où il annonce la volonté de son gouvernement de s'attaquer aux problèmes de la vie quotidienne des Français. Mais, trois jours à peine après sa nomination à la tête de son deuxième gouvernement, il fait une entrée en fanfare dans l'arène politique : le dimanche 26 juin, les accords Matignon sur la Nouvelle-Calédonie sont signés entre les ennemis de toujours, le député RPR, M. Jacques Lafleur, et le président du FLNKS, Jean-Marie Tjibaou. Ces accords, négociés dans le plus grand secret, ont été préparés par l'envoi d'une « mission de dialogue » que le premier ministre a envoyée sur le « Calilou » dès le 15 mai pour essayer de briser la spirale qui entraîne la Nouvelle-Calédonie vers la guerre civile.

Les accords Matignon résisteront même à la mort d'un des principaux signataires, Jean-Marie Tjibaou, assassiné en mai 1989. Lorsque M. Rocard quittera son poste de premier ministre, les accords Matignon sur la Nouvelle-Calédonie resteront le principal succès, et le seul vraiment incontesté, de la « méthode Rocard ». Mais en ce début d'été 1988, le premier ministre paraît justifier les espoirs que bon nombre de Français plaçaient en lui. L'automne, pourtant, ne tiendra pas les promesses de l'été. Si le front calédonien s'apaise, le front social s'enflamme dès la rentrée. Son premier objectif, à son arrivée à Matignon, était le rétablissement de la cohésion sociale. Le 7 juin il affirme : « La fonction principale des socialistes est la défense du monde du travail ». Mais l'image de « magicien social » qu'il voulait se forger ne résistera pas à cette première offensive.

Les infirmités et la méthode

Subitement, les attentes trop longtemps réfrénées, exacerbées par deux ans de cohabitation, attisées par l'espoir qu'a suscité la réélection de M. Mitterrand, explosent au visage du gouvernement. Les vagues déferlantes de grèves se suivent : infirmières, postiers, salariés de la RATP, agents de l'Éducation nationale. Le chef du gouvernement court d'un incendie à l'autre, essaie d'éteindre les foyers qui se rallument : c'est la première « méthode Rocard » en matière de conflits sociaux, celle de l'urgence et du coup par coup.

Le jeudi 13 octobre est l'un des jours où culmine la tension : ce soir-là, quatre-vingt mille infirmières sont dans la rue. Le premier ministre doit rendre visite à l'armée de terre, au camp de Mailly (Aube). Il annule son déplacement sans explication. Le soir, il apparaît au journal de 20 heures de TF1. Puis, à 3 heures du matin, il débouche par surprise dans les discussions entre les coordinations d'infirmières et le ministère de la Santé. Cette intervention spectaculaire doit hâter la conclusion. Mais la tactique rocardienne échoue. Les grèves continuent.

Communistes, trotskistes, tout le monde s'en mêle. Le président lui-même se montre compréhensif envers les infirmières. Certains de ses proches rapportent avec gourmandise des présumées confidences présidentielles peu charitables pour la fameuse « méthode » de son premier ministre. Mais M. Rocard serre les dents sous l'orage. La mobilisation du PCF et de la CGT contre le gouvernement autour de la grève de la RATP échoue. Le calme revient progressivement. Le premier ministre peut faire valoir qu'à la fin de 1988 la quasi-totalité des fédérations syndicales de la fonction publique ont signé des accords contractuels pour la fixation des salaires.

Pendant ses trois années à Matignon, il n'y aura plus de mouvements d'une telle ampleur. Mais l'automne et l'hiver 1988 ont donné le ton. Paradoxalement, M. Rocard, auréolé à son arrivée d'une image « sociale » - celle d'un ancien syndicaliste, animateur d'une « deuxième gauche » soucieuse de dialogue, de contractualisation des relations sociales - rencontrera ses plus grandes difficultés avec les questions sociales. Il parviendra, avec un « plan emploi » à chaque rentrée, à contenir le chômage, pas à le réduire de façon significative et durable. Les salariés s'en tiennent à leurs revendications quantitatives. Le premier ministre leur répond qu'il n'a pas de marges financières et que le social, c'est aussi le « qualitatif ». Dialogue de sourds qui ne cessera jamais vraiment.

A l'Assemblée nationale,

M. Rocard découvre les joies de la « majorité relative ». Son conseiller parlementaire, M. Guy Carcasson, se spécialise dans l'équilibrisme. Il avance sur ses fils, pesant sur son balancier une fois vers les centristes, une fois vers les communistes. C'est encore affaire de méthode. Le premier ministre bouclera sa première session parlementaire en affrontant une première mutation de censure que l'UDC vote avec la droite. Il aura recours à la procédure contraignante de l'article 49-3 de la Constitution pour faire adopter le projet de loi créant le Conseil supérieur de l'audiovisuel, mais le projet de budget pour 1989 passera le cap grâce à l'abstention du PCF.

Revenu minimum

Dès le deuxième jour de sa première session parlementaire, M. Rocard a fait examiner par les députés la création du revenu minimum d'insertion (RMI). Le projet de loi sera définitivement adopté le 30 novembre. L'administration produira un effort exceptionnel pour assurer sa mise en application très rapide. Effort perçu de cette efficacité : le RMI entrera tellement vite dans les mœurs, sera si rapidement considéré comme un « acquis », qu'il sera porté au crédit du gouvernement.



Après l'ouverture du « chantier » emploi de l'automne 1988, M. Rocard met progressivement en place sa politique des fameux « grands chantiers » : l'éducation nationale et la rénovation du secteur public, début 1989, puis la ville, l'Île-de-France, la Sécurité sociale, les retraites. L'ampleur de ces chantiers, leur nombre, susciteront l'enthousiasme. Chantiers ouverts, mais jamais fermés, dit-on, à gauche comme à droite, tandis que le premier ministre répète qu'il a besoin de temps.

En février 1989, l'actualité redonne son sens à la méthode Rocard. C'est très particulier. Ce sont les fonctionnaires de Corse qui se mettent en grève pour obtenir une « prime d'insularité » compensatoire d'une vie plus chère que sur le continent. Le premier ministre considère que saisir les revendications reviendrait trop cher et il redonne la contagion sur le continent. Bref, il n'est pas question de céder. On aura les Corsas « à l'usure ». Le conflit durera plus de deux mois sur une île paralysée, qui frôlera parfois l'insurrection, tandis que les nationalistes, qui avaient décidé, dès le retour de la gauche au pouvoir, une trêve de la lutte armée, tirent profit de la situation.

Sur le continent, ce sont les socialistes et le président qui gâchent le début d'automne de M. Rocard. Plus encore qu'en 1988, les discussions sont vives autour du projet de budget. La pomme de discorde est toujours la même : la justice sociale, la répartition de l'effort entre les salariés et les entreprises. Le 9 octobre, M. Mitterrand s'envole pour Caracas, accompagné par M. Louis Mermaz, le président du groupe socialiste. A l'Assemblée, certains socialistes s'apprêtent à déposer des amendements « maximalistes », avec, dit-on, les encouragements que M. Mermaz, qui est un proche du président, a agi avec sa bénédiction, le pas est vite franchi. C'est la crise de « l'appel de Caracas », la première période de tension avec l'Elysée, quelques jours pendant lesquels Michel Rocard a paru menacé.

Quand la tension politique retombe, c'est la tension sociale qui remonte. Les conflits de l'automne 1989 sont beaucoup moins nombreux qu'à l'automne précédent. Ils touchent essentiellement

deux catégories, les gardiens de prison et surtout les agents des finances. Mais le conflit des finances aura une durée record, cinq mois. Le gouvernement cafoille dans la gestion du conflit. Les grévistes finiront par rentrer, « à la rage au cœur », reconnaît le premier ministre. Ce conflit demeure comme le symbole de l'incompréhension suscitée dans une partie de la « base » sociale de la gauche par la politique de M. Rocard.

L'erreur de Rennes

En mars 1990, les socialistes tiennent congrès à Rennes. Ils s'y déchirent, donnent un spectacle qui les effraie eux-mêmes. M. Rocard et ses amis se tiennent d'abord au-dessus de la mêlée confuse qui oppose M. Jospin et M. Fabius. Puis M. Rocard a la tentation de s'allier à son ministre de l'Éducation nationale, ce qui rejeterait dans la minorité le président de l'Assemblée nationale, protégé par le président de la République. Il y renonce mais il a commis, vis-à-vis de M. Mitterrand, une grave erreur en oubliant que, même premier ministre, il n'a pas le droit de toucher au PS. Le congrès de Rennes sera suivi, en mai-juin, de quelques semaines de mauvaise humeur du président.

Fin novembre, la justice, fait rarissime, se met en grève. Le malaise des magistrats est aggravé par les affaires politico-financières, et la loi d'amnistie de décembre 1989. M. Rocard n'avait pas besoin de ce nouveau foyer de contestation, alors même qu'il affrontait la flamme des banlieues, commencée début octobre à Vaux-en-Velin, qui obligea à une relance de la politique de la ville et à la nomination d'un ministre chargé de ce dossier, M. Michel Delebarre. L'ambiance, de nouveau, n'est pas très bonne avec l'Elysée. Face au malaise multiforme qui semble saisir la société, le premier ministre traverse une brève période de doute. Certains rocardiens, qui prévoient des lendemains de crise du Golfe encore plus difficiles, disent ouvertement que le premier ministre doit partir pour préserver son image. D'autres, au contraire, pensent qu'il ne doit pas fuir ses responsabilités.

A l'automne, l'Assemblée nationale a adopté en première lecture le projet de statut pour la Corse. Mais sur l'île, plusieurs élus sont assassinés. L'opposition entame une violente campagne pour demander le retrait du projet, qui reconnaît l'existence du « peuple corse ». Le président et le gouvernement tiennent bon. Le déclenchement des hostilités dans le Golfe calme les esprits.

« Devoir de grisaille »

Après la fin du conflit armé, au bout de cinq semaines d'opérations, les rumeurs sur un changement de premier ministre repartent de plus belle. Mais la guerre n'a pas été longue et cruelle, comme on avait pu le redouter. Le premier ministre n'a pas démissionné. Dans les sondages d'opinion où il a constamment obtenu des scores exceptionnels, il profite, lui aussi, du regain de popularité dont bénéficie le président. Bref, un changement de premier ministre ne s'impose pas. Ses collaborateurs, M. Rocard lui-même, le répètent : le premier ministre veut continuer son travail. A Matignon, le mot d'ordre est toujours à la « durée ». Dans un entretien au Monde du

6 mars, M. Rocard répond, une nouvelle fois, en revendiquant un « devoir de grisaille » à ceux qui lui reprochent l'« immobilisme » de sa gestion.

Mais à l'Assemblée nationale, les choses se gâtent. L'équilibriste, sur son fil, trébuche. Il l'avait déjà échappé belle en novembre 1990, lorsque cinq voix avaient manqué à la censure déposée par l'opposition et votée par les communistes contre la contribution sociale généralisée. Le projet de réforme du mode de scrutin pour les élections régionales est retiré, faute de majorité. Il faut négocier l'abstention des communistes pour éviter d'avoir recours, en deuxième lecture, au 49-3 sur le projet de statut pour la Corse - qui sera définitivement adopté début avril - et l'on n'y échappe pas pour le projet de réforme hospitalière. De nouveau, le rumeur évoque le départ d'un premier ministre fragilisé par l'effacement de son assise parlementaire. L'opposition réclame la dissolution de l'Assemblée.

Les émissions de télévision programmées pour l'anniversaire du 10 mai le voient, loyal, un peu gêné de ne pouvoir être plus explicite, évoquer en termes parfois prudents, parfois plus directs, son action au côté du président. Sur TF1, il explique que, devenu « familier » du chef de l'Etat, il n'est toujours pas l'un de ses « intimes ». Le 10 mai, il est invité au dîner offert par M. Mitterrand aux « acteurs du 10 mai » 1981. En privé, le premier ministre rappelle qu'il a « le bail locatif le plus précaire de Paris » mais il affirme aussi qu'il se verrait bien rester à Matignon jusqu'en 1993, voire... après la victoire de la gauche aux élections législatives, pour continuer son travail en profondeur dans la société française. Il lui faut encore, au moins, plusieurs mois, ajoute-t-il en confidence, pour que ses « grands chantiers » atteignent le seuil de l'irréversible. Le 15 mai, il présente sa démission à M. Mitterrand qui l'accepte.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

(1) Voir Jean-Paul Liégeois et Jean-Pierre Bédet, *Le Feu et l'Eau*, Grasset, 1990.

JEAN-CLAUDE ROUYERAN
MÉMOIRES ET THÈSES
 L'art et les méthodes
 PREPARATION-REDACTION-PRESENTATION
 POUR RÉUSSIR MÉMOIRES ET THÈSES
 Un volume 15x21, 200 pages 98 F
 En vente chez tous les bons libraires et chez l'éditeur
MAISONNEUVE ET LAROSE
 15, rue Victor-Cousin 75005 Paris - Tél. 43 54 32 70

Hubert
Beuve-Méry
 676 p.
 150 F
 Laurent
 Greilsamer
 Une impressionnante biographie, pleine de pitié mais dénuée de complaisance.
 Alain Peyrefitte de l'Académie française.
 Un portrait à hauteur de modèle...
 L'auteur a réussi mieux qu'une brillante biographie. Il a su échapper aux images codées.
 Jacques Nabli, *L'Express*
FAYARD

LA DÉMISSION DE M. ROCARD

10 mai 1988 - 15 mai 1991 : les principales étapes

1988

10 mai : M. Michel Rocard est nommé premier ministre. « J'en tends faire mon métier dans le calme, avec sérénité », déclare-t-il le 12 mai.

25 mai : lettre circulaire du premier ministre aux membres du gouvernement. M. Rocard définit un « code de déontologie de l'action gouvernementale ». Il exige de ses ministres discrétion et discipline.

12 juin : après dissolution de l'Assemblée nationale, le second tour des élections législatives ne donne au gouvernement qu'une majorité relative. Les socialistes, avec l'appui des divers gauches, disposent de 276 sièges sur 577.

23 juin : M. Rocard est reconduit dans ses fonctions. Son nouveau gouvernement, constitué le 28 juin, comprend vingt-six socialistes, vingt-trois ministres et secrétaires d'Etat non socialistes, dont six centristes. Le Parti socialiste accueille sans plaisir cette « ouverture ». Le 14 juillet, M. Mitterrand met l'ouverture entre parenthèses.

26 juin : accord sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, conclu à Matignon, entre Jean-Marie Tjibane (FLNKS) et M. Jacques Lafleur (RCP). Les Français sont appelés à se prononcer par référendum - le premier depuis 1972 - sur cet accord, qui prévoit un scrutin d'autodétermination en 1998. Ils l'approuveront le 6 novembre. Le « oui » recueille 80 % des suffrages exprimés, mais il y a 62,96 % d'abstentions.

29 juin : déclaration de politique générale à l'Assemblée nationale. M. Rocard place son deuxième gouvernement sous le signe du « nouvel espoir », développe une vision concrète, terre à terre, de l'action gouvernementale, parle de la « démocratie de tous les jours » et des difficultés de la « vie réelle des Français ».

14 septembre : présentation, au conseil des ministres, du plan emploi. Ce plan marque un abandon du traitement social du chômage et privilégie le traitement économique en s'adressant notamment aux petites et moyennes entreprises.

21 septembre : le conseil des ministres approuve le projet de budget pour 1989. Priorité à l'éducation, la recherche, la culture et l'emploi.

2 octobre : le second tour des élections cantonales est remarquable par la stabilité. La gauche gagne 81 sièges, mais l'équilibre reste le même entre la gauche et la droite dans le nombre de présidences de conseils généraux. Au premier tour, l'abstention avait atteint un chiffre record, 51 %.

13 octobre : manifestation massive d'enseignants, en grève depuis une semaine, à Paris. Le 24, M. Rocard fait des concessions. Le mouvement cesse, bientôt relayé par une agitation dans la fonction publique, singulièrement dans les PTT, au mois de novembre, puis à la RATP. M. Rocard affirme que le gouvernement ne peut pas « distribuer du pouvoir d'achat au-delà de ce que permet l'état actuel de l'économie ».

30 novembre : adoption définitive du revenu minimum d'insertion (RMI).

10 décembre : quatre députés centristes, dont M. Barre, refusent de voter la censure avec l'ensemble de l'opposition. La censure ne recueille que 259 voix, la majorité requise étant de 286.

1989

22 février : M. Rocard présente, au conseil des ministres, son plan de rénovation du secteur public.

19 mars : les socialistes gagnent trente-cinq villes de plus de vingt mille habitants aux élections municipales. Cette consultation est marquée par la percée de personnalités dissidentes des partis politiques, notamment de M. Vigoroux à Marseille et de M. Nuir à Lyon.

4 mai : assassinat de Jean-Marie Tjibane et Yeiwéné Yeiwéné à Ouvéa. M. Rocard assiste aux obsèques, le 7 mai.

18 juin : aux élections européennes, la liste RPR-UDF, conduite par M. Giscard d'Estaing (28,87 %), devance celle des socialistes, conduite par M. Fabius (23,61 %). La liste de M. Le Pen obtient 11,73 %, et les Verts effectuent une percée, avec 10,59 %. L'abstention atteint 51,19 %.

29 juin-5 juillet : adoption définitive par le Parlement de projets de lois sur les rapports entre propriétaires et locataires, la prévention du licenciement économique, l'éducation, les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France. Cette dernière loi abroge une grande partie de la « loi Pasqua » de 1986.

25 octobre : prime de croissance de 1 200 francs pour les fonctionnaires.

27 novembre : le Conseil d'Etat rend son avis, demandé par M. Jospin, sur le port du foulard islamique à l'école. Cet avis et la circulaire publiée en décembre par le ministère de l'éducation ne montrent pas un terme à cette polémique qui déborde sur tous les problèmes touchant à l'intégration.

6 décembre : création d'un secrétariat général permanent à l'immigration. Le gouvernement met en place un dispositif pour l'intégration des immigrés.

22 décembre : adoption définitive des deux projets de loi sur le financement des partis et des campagnes électorales. Amnistie des délits politico-financiers, sauf pour les parlementaires. Au terme de cette session parlementaire, le gouvernement a dû engager sa responsabilité à treize reprises. Les communistes ont refusé de voter les quatre motions de censure déposées par l'opposition.

1990

9 février : accord sur la modernisation de la grille unique de la fonction publique. La CGT et FO refusent de signer.

9 mars : installation du Haut Conseil de l'intégration (des immigrés).

15-18 mars : congrès du Parti socialiste à Rennes. M. Mauroy est maintenu à son poste de premier secrétaire, au terme d'un congrès confus, marqué par de violents affrontements entre les partisans de M. Fabius et ceux de M. Jospin.

27 mars : M. Rocard présente un « plan national de lutte contre le racisme ».

4 avril : M. Christian Nucci, ancien ministre socialiste de la coopération, bénéficie d'un non-lieu dans l'affaire du Carrefour du développement. La polémique sur la loi d'amnistie est relancée. Des magistrats expriment leur désaccord.

11 avril : le conseil des ministres approuve deux projets de loi, réformant le statut des PTT et de la régie Renault.

2 mai : nouvelle relance de la polémique sur l'amnistie, après le non-lieu, ou l'amnistie, dont bénéficient huit élus dans l'affaire des fausses factures de la SORMAE.

10 mai : M. Mitterrand souhaite l'ouverture rapide de négociation sur les bas et moyens salaires entre les partenaires sociaux.

14 mai : deux cent mille personnes manifestent à Paris contre le racisme et l'antisémitisme, après la profanation, le 10 mai, du cimetière juif de Carpentras. M. Mitterrand et M. Rocard participent à cette manifestation.

23 mai : le plan de développement des universités est approuvé par le conseil des ministres. Il prévoit 16 milliards de francs supplémentaires pour l'enseignement supérieur de 1991 à 1995.

27 août : session extraordinaire du Parlement sur la crise du Golfe, ouverte le 2, jour de l'invasion du Koweït par l'Irak. L'opposition de droite approuve globalement la position définie par M. Mitterrand.

2 octobre : remaniement du gouvernement. M. Nallet devient garde des sceaux, en remplacement de M. Arpaillange. M. Cresson, ministre des affaires européennes, s'en va. M. Elisabeth Guigou lui succède.

6 octobre : émeutes à Vaulx-en-Velin, dans la banlieue lyonnaise, après la mort d'un jeune motard, entré en collision avec une voiture de police.

15 octobre : manifestations de lycéens contre l'insécurité dans les établissements scolaires, la dégradation des locaux, les classes surchargées. Ces manifestations atteignent leur point culminant le 12 novembre. M. Jospin promet alors un plan d'urgence.

19 novembre : une motion de censure, déposée par l'opposition de droite et votée par le PC, après que M. Rocard ait engagé la responsabilité de son gouvernement sur la contribution sociale généralisée (CSG), recueille 284 voix, soit seule-

ment cinq de moins que la majorité absolue.

13 décembre : adoption définitive du projet de loi sur la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme.

19 décembre : création d'un ministère de la ville, confiée à M. Michel Delebarre.

1991

16 janvier : le Parlement, convoqué en session extraordinaire, approuve l'engagement, qui sera effectif le lendemain, des troupes françaises dans le Golfe. À l'Assemblée nationale, seuls votent contre les communistes, dix députés de l'opposition et sept socialistes.

29 janvier : M. Chevènement, ministre de la défense, démissionne du gouvernement. Il est remplacé à ce poste par M. Joxe.

23-25 février : émeutes à Saint-Denis de la Réunion. Onze morts.

3 mars : la guerre du Golfe terminée, M. Mitterrand recommande au gouvernement un « nouvel élan ». Le 6, dans le Monde, M. Rocard explique comment il compte mettre en œuvre cette consigne présidentielle.

26 mars : affrontements à Sartrouville (Yvelines) après la mort d'un jeune Maghrébin, tué par un vigile.

27 mars : le conseil des ministres approuve un plan social pour les étudiants.

7 avril : le juge Thierry Jean-Pierre est dessaisi, après avoir perquisitionné le siège parisien d'Urban'Technic, bureau d'études chargé du financement du PS. La polémique sur les « affaires », le financement des partis et l'indépendance de la

justice, est relancée. L'Assemblée nationale décidera, le 14 mai, sur proposition du groupe socialiste, d'ouvrir une commission d'enquête parlementaire sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales.

9 avril : le projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale n'est adopté à l'Assemblée nationale qu'à une voix de majorité, les communistes ayant voté contre, ainsi que les centristes.

12 avril : adoption définitive du nouveau statut de la Corse. La reconnaissance de l'existence d'un « peuple corse » sera annulée par le Conseil constitutionnel le 9 mai.

17 avril : le projet de réforme du mode de scrutin pour les élections régionales est retiré de l'ordre du jour du conseil des ministres.

18 avril : adoption définitive du projet de loi sur la solidarité financière entre les communes.

24 avril : M. Rocard présente un Livre blanc sur l'avenir des retraites, qui suggère de porter la durée des cotisations de trente-sept années et six mois à quarante et une ou quarante-deux années.

5 mai : « Le président a fini par découvrir que j'étais capable de l'annoncer, et je m'astreins à obéir à ses injonctions », déclare M. Rocard à Radio 1.

L'homme

Les grands hommes politiques sont ceux de la chance au bon moment. Empêtré dans des réformes aussi coûteuses qu'ambitieuses, M. Michel Rocard aura perdu à l'été 1990 la chance qui lui avait souri lors de son arrivée à Matignon il y a trois ans.

Lorsqu'en mai 1988 éclatent les mouvements étudiants qui vont bientôt être relayés par de gigantesques grèves ouvrières, M. Michel Debré, alors ministre des finances, a presque gagné la partie. Il vient d'imposer au pays une longue cure d'austérité pour aligner l'inflation en France sur ce qu'elle est outre-Rhin. Ce plan a réussi : les prix augmentent faiblement, la productivité fait d'étonnants progrès. Mais le chômage s'est accru et le pouvoir d'achat a baissé. M. Debré est balayé par la vague de mécontentement de mai 1988 au moment même où l'économie repart. A quelques semaines près, le fidèle du général de Gaulle aurait laissé le souvenir d'un grand ministre et probablement d'un grand homme politique.

Une heureuse conjonction

C'est aussi le temps qui aura le plus manqué à M. Rocard pour mener à bien les réformes entreprises. Des réformes auxquelles on pourra tout reprocher : d'avoir été trop coûteuses, mal préparées, mal présentées. Mais sûrement pas d'avoir été peu nombreuses. De ce point de vue, le reproche de « déficit social » fait à la politique du premier ministre relève d'une étonnante méconnaissance des faits. Car si la France de mai 1991 compte encore beaucoup trop de chômeurs, de sinistrés, de mal-logés, bref d'inégalités, est-ce la faute d'un homme qui n'a cessé de parler de réformes économiques, sociales, urbaines ou la faute d'un pays qui, malgré les immenses progrès accomplis depuis dix ans, doit encore changer pas mal d'habitudes et consentir beaucoup de sacrifices ?

L'avenir tranchera. C'est lui en effet qui montrera si ce qui a été fait, lancé ou seulement annoncé répondait aux problèmes qui se posent ou vont se poser au cours des années à venir. C'est lui qui montrera si la France doit continuer sur le chemin emprunté ou si elle doit en prendre d'autres pour renforcer sa puissance économique, monétaire, industrielle dans le monde, tout en assurant à sa population une progression régulière et équitable de son niveau de vie. Poursuivre ou changer ?

Une chose est sûre : l'arrivée à Matignon de M. Michel Rocard fut l'heureuse conjonction d'une situation économique - exceptionnellement bonne avec une politique économique et sociale aussi coûteuse qu'imaginative. La chance est là en ces débuts : des réformes à accomplir et l'argent pour le faire. La formidable baisse des prix pétroliers de 1986, en enrichissant les Français, et d'abord les entreprises, a provoqué une vague impressionnante d'investissement puis de consommation. Les rentrées fiscales nées de cette activité sont tellement importantes qu'elles permettent à l'Etat de financer, sans trop regarder,

Réseau Premier : le conseil

RADIOCOM 2000

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS Mai 1991

SPÉCIAL EXAMENS

LE DERNIER ÉTAT DU MONDE ET DE LA FRANCE

Indispensable pour actualiser ses connaissances

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

صكرا من الامال

صحنه من اللاحل

L'homme

LA DÉMISSION DE M. ROCARD

des grandes espérances

une foule de dépenses nouvelles. C'est ainsi que le premier ministre fait participer la France à la construction de l'Europe, tout en cherchant à corriger les inégalités sociales avec la création d'un nouvel impôt sur la fortune, que l'Elysée lui impose d'ailleurs différent de ce qu'il voudrait.

Toujours est-il que M. Michel Rocard réduit la fiscalité sur les revenus de l'épargne et sur la consommation (les taux de TVA baissent), tout en dépensant beaucoup pour créer un revenu minimum d'insertion (le RMI). Il lance le projet d'une rénovation en profondeur du secteur public avec l'idée que les services d'Etat peuvent et doivent être aussi productifs que ceux du secteur privé.

Des politiques généreuses

Avec l'idée aussi que les pays qui gagneront dans une compétition internationale déjà féroce, mais qui le sera encore plus dans dix ans, seront ceux dont les économies pourront s'appuyer sur des secteurs publics efficaces et bien rodés.

En bon et vieux keynésien, M. Michel Rocard croit aux vertus de la dépense publique. Mais c'est en socialiste qu'il cherche sans trop le dire - la mode n'est pas à ce genre de politique en Europe - à réhabiliter le rôle de l'Etat dans l'économie. D'où ses déclarations insolites sur les réductions de TVA voulues par l'Europe, des réductions qu'il regrette et critique - à la grande fureur de M. Jac-

ques Delors - parce qu'elles risquent à terme de « paupériser » la puissance publique (il emploie l'expression) en tarissant les ressources de l'Etat et en réduisant les équipements collectifs qu'elles financent.

Cette inquiétude, ce pressentiment, n'ont pas empêché le premier ministre de dépenser beaucoup pour les salariés de l'Etat et ceux du secteur public. A une politique de revalorisation par profession (les infirmières sont les premières à obtenir des augmentations, mais d'autres professions vont se mettre en grève et en bénéficier, depuis celles des transports publics jusqu'à celles des PTT puis aux fonctionnaires des impôts) s'ajoutent des mesures générales. Le tout se chiffre en dizaines de milliards de francs et engage souvent l'avenir.

C'est le budget de l'éducation nationale qui pèse le plus. Atteignant 198 milliards de francs en 1988, il est passé à quelque 250 milliards cette année, soit une cinquantaine de milliards d'augmentation en trois ans, partagé pour moitié entre mesures générales et mesures catégorielles. C'est ainsi également que les mesures prises en faveur de la fonction publique coûtent sur les sept années à venir 42 milliards de francs (francs constants de 1990), dont 22 milliards seront à la charge du seul Etat, le reste devant être supporté par les collectivités locales et les hôpitaux.

A tout cela s'ajoutent des politiques généreuses de remise de dette aux pays du tiers monde et aux pays « protégés », comme la Pologne, ainsi que des politiques ambitieuses de

renovation des banlieues, de réaménagement de la région parisienne... M. Michel Rocard aura gouverné et décidé comme si la chance d'une conjoncture exceptionnellement favorable ne devait jamais l'abandonner. Avec des taux de croissance économique de l'ordre de 4 % l'an, le pays pouvait sans doute se payer un immense effort de rénovation. Mais les cycles conjoncturels ont la vie dure et l'année 1990 aura vu se ralentir la marche des affaires. Les recettes publiques - celles de l'Etat comme celles de la Sécurité sociale - ont commencé à faire défaut, les déficits à se creuser.

Il a fallu créer une cotisation sociale généralisée (CSG), sorte d'impôt sur le revenu numéro deux, dont la bonne réputation reste à établir et qui risque, avec la réforme de la taxe d'habitation et celle des plus-values immobilières, de faire dire que, décidément, les socialistes sont d'incorrigibles dépensiers. Risque d'autant plus important qu'il aura également fallu parler de l'avenir des retraites et laisser entendre qu'il sera probablement nécessaire un jour de cotiser plus longtemps que les trente-sept ans et demi auxquels nous sommes habitués.

Une situation fondamentalement saine

Ce renversement du cours des choses, l'inquiétude qu'il provoque, les difficultés qu'il annonce, ne peuvent faire oublier que, s'il fut trop ambitieux pour l'Etat, M. Michel

Rocard laisse le pays dans une situation fondamentalement saine, avec une inflation relativement faible et qui pourrait être inférieure en cours d'année à ce qu'elle sera en Allemagne; avec des entreprises moins prospères sans doute qu'en 1988-1989 mais en bonne santé financière, ouvertes sur l'extérieur et qui pourront - même publiques - trouver les ressources nécessaires à leur développement puisqu'elles ont été abandonnées début avril le rôle « présidentielle » empêchant les privatisations même partielles. C'est aussi pour mettre le secteur public au niveau de la concurrence internationale que le statut des postes et télécommunications a été réformé.

La réussite de la politique conjoncturelle - malgré le creux actuel - est plus visible et probablement plus profonde que celle des politiques structurelles qui ont été menées (on pense notamment à l'industrie qui exporte trop peu, aux efforts de formation professionnelle, à la réforme de la politique agricole). Cette réussite de la politique conjoncturelle doit beaucoup à la collaboration - même lorsque celle-ci fut conflictuelle comme pour la cotisation sociale généralisée - du ministre de l'Economie et des Finances.

En serrant les freins, c'est M. Pierre Bérégovoy qui empêche la dépense publique de dériver complètement, permettant au franc de prendre place parmi les monnaies fortes dans le monde. Rendant possible l'incertitude aventure de l'union économique et monétaire.

ALAIN VERHOLLES

Le dixième premier ministre de la V^e République

Dix hommes se sont déjà succédés à Matignon, depuis le début de la V^e République, mais l'un d'entre eux, M. Jacques Chirac, a occupé à deux reprises la fonction de premier ministre. Aucun d'eux n'a été nommé pendant une session du Parlement. Le record de durée appartient à Georges Pompidou, suivi de M. Raymond Barre.

M. Chabon-Delmas est resté à Matignon 3 ans et 15 jours.

● M. Pierre Messmer. - Son successeur est nommé le jour même de cette démission; il s'agit de M. Pierre Messmer. Le 28 mars 1973, dix-sept jours après les élections législatives, M. Messmer remet sa démission. Faisant entorse à la tradition, Georges Pompidou ne nomme pas immédiatement son successeur, mais charge M. Messmer d'expédier les affaires courantes. Ce n'est que le 3 avril, jour de la première réunion de la nouvelle Assemblée, que celui-ci est à nouveau nommé premier ministre. Le 27 février 1974, à l'issue du conseil des ministres, M. Messmer présente la démission de son gouvernement. Il est immédiatement renommé chef du gouvernement. Le 2 avril de la même année, Georges Pompidou meurt. M. Messmer présente sa démission le 27 mai, jour de l'installation de M. Valéry Giscard d'Estaing à l'Elysée. M. Messmer est resté à Matignon 1 an, 10 mois et 22 jours.

● Michel Debré. - Le 8 janvier 1959, le jour même de son installation à l'Elysée, le général De Gaulle nomme M. Michel Debré premier ministre. Au lendemain du référendum du 8 avril 1962, approuvant les accords d'Evian, et donc l'indépendance de l'Algérie, on apprend que le chef du gouvernement va remettre sa démission. C'est chose faite le 14 avril. La session parlementaire n'est pas encore ouverte, car jusqu'à une révision constitutionnelle du 30 décembre 1963, la session ordinaire de printemps ne s'ouvre que le dernier mardi d'avril. Depuis, elle s'ouvre le 2 avril pour s'achever le 30 juin, et celle d'automne commence le 2 octobre pour se clore le 20 décembre. M. Debré est resté premier ministre 3 ans, 3 mois et 6 jours.

● Georges Pompidou. - Dès le 14 avril 1962, Georges Pompidou est nommé premier ministre. Dans la nuit du 4 au 5 octobre 1962 l'Assemblée nationale vote, par 290 voix alors que la majorité requise était de 241, le transfert du pouvoir à celui qui est censé reprocher de soutenir le général de Gaulle dans sa volonté de modifier la Constitution, pour permettre l'élection d'un président de la République au suffrage universel direct. Le 6 octobre, Georges Pompidou est nommé premier ministre. Le 27 novembre, son gouvernement est renversé par une motion de censure déposée par le groupe de l'Assemblée nationale. Le 27 novembre, son successeur est nommé le jour même de cette démission. Le 25 octobre 1976, dans la nuit du 24 au 25 octobre, M. Raymond Barre, Le 28 mars 1977, il présente sa démission. Le soir même, dans une allocution télévisée, M. Chirac annonce qu'il sera chef du gouvernement. Le 31 mars 1978, pour permettre le record tour des législatives, M. Barre annonce la démission de son gouvernement. Le même jour, le secrétaire général du parti UDR, Jacques Chirac, est nommé premier ministre. Le 12 mars 1983, à l'issue d'un scrutin, M. Chirac est élu président de la République. M. Raymond Barre est resté à Matignon 4 ans, 6 mois et 20 jours.

● M. Raymond Barre. - Conformément à la tradition, son successeur est nommé le jour même de cette démission. Le 25 octobre 1976, dans la nuit du 24 au 25 octobre, M. Raymond Barre, Le 28 mars 1977, il présente sa démission. Le soir même, dans une allocution télévisée, M. Chirac annonce qu'il sera chef du gouvernement. Le 31 mars 1978, pour permettre le record tour des législatives, M. Barre annonce la démission de son gouvernement. Le même jour, le secrétaire général du parti UDR, Jacques Chirac, est nommé premier ministre. Le 12 mars 1983, à l'issue d'un scrutin, M. Chirac est élu président de la République. M. Raymond Barre est resté à Matignon 4 ans, 6 mois et 20 jours.

● M. Jacques Chirac. - Ce même 27 mai 1974, M. Jacques Chirac est nommé premier ministre. Le 28 octobre 1976, à la sortie du conseil des ministres, il présente la démission de son gouvernement. Pour son premier passage à Matignon, il est resté 2 ans, 2 mois et 22 jours.

● M. Valéry Giscard d'Estaing. - Le 27 mai 1974, M. Valéry Giscard d'Estaing est élu président de la République. M. Chirac est nommé premier ministre. Le 28 octobre 1976, à la sortie du conseil des ministres, il présente la démission de son gouvernement. Pour son premier passage à Matignon, il est resté 2 ans, 2 mois et 22 jours.

● M. Michel Rocard. - Le 17 juillet 1981, M. Michel Rocard est nommé premier ministre. Le 28 octobre 1976, à la sortie du conseil des ministres, il présente la démission de son gouvernement. Pour son premier passage à Matignon, il est resté 2 ans, 2 mois et 22 jours.

le service, la garantie

RADIOCOM 2000

RESEAU PREMIER regroupe environ 250 installateurs/distributeurs de radiotéléphones en France. Partenaires de FRANCE TELECOM pour le service Radiocom 2000, ces spécialistes de la radiotéléphonie s'engagent pour vous offrir la meilleure qualité de service pour la vente et l'après-vente de votre équipement.

Vous pouvez donc faire appel à eux en toute confiance pour vous conseiller dans vos choix et pour faire installer le téléphone dans votre voiture.

Pour connaître l'installateur/distributeur RESEAU PREMIER le plus proche de chez vous, appelez le "Service clientèle" de FRANCE TELECOM.

... n'a pas de propositions et n'a, il préfère, pour l'heure, susciter un débat.

... A l'Assemblée nationale,

... Quand la tension politique retombe, c'est la tension sociale qui remonte. Les conflits de l'automne 1989 sont beaucoup moins nombreux qu'à l'automne précédent. Ils touchent essentiellement

... au fil des jours. Face aux tensions d'adolescents qui réclament de l'argent et des moyens pour étudier, le gouvernement Rocard renoue avec les aspects les plus négatifs de sa première « méthode ». Pris entre les impératifs de rigueur budgétaire et les préoccupations sociales affichées par le président, le premier ministre « tient », puis « lâche », peu de chose d'abord, beaucoup plus ensuite.

L'auteur a réussi mieux qu'un biographe. Il a su échapper aux images codées.

FAYARD

LA DÉMISSION DE M. ROCARD

La petite histoire d'une démission présumée

M. Michel Rocard, qui était mardi après-midi 14 mai l'hôte des sénateurs socialistes, a fait mine d'ignorer les rumeurs annonçant sa démission. « Notre gouvernement agit sur la longue durée et c'est avec elle que l'on peut résoudre les problèmes qui préoccupent les Français », a-t-il déclaré, en soulignant que la situation économique de la France était meilleure que celle des pays voisins. La perspective du remplacement du premier ministre continuait toutefois, mercredi matin, d'alimenter les rumeurs alors que le conseil des ministres, réuni à 10 heures à l'Élysée, devait notamment adopter un projet de loi relatif aux recherches sur l'élimination des déchets radioactifs et examiner une communication sur les biens d'équipement.

Les rumeurs politiques s'apparentent aux bulles de savon. Certaines présentent l'élément d'incertitude qu'elles s'évaporent, d'autres, au contraire, se font plus longues et plus épaisses. D'autres font illusion sur longtemps parce qu'elles reflètent des parcelles de vérité qui parviennent à camoufler leur caractère artificiel. Enfin, il existe des rumeurs plus subtiles, savamment distillées par des hommes de l'art, qui mêlent dans leur course ondulante les indiscrétions calculées aux potins ordinaires mais qui finissent, à force d'être grosses, par éclater sur une authentique réalité.

Il était difficile de savoir, mercredi 15 mai au matin, à quelle catégorie appartenait celle qui courait depuis la veille en annonçant l'imminence d'un changement de premier ministre. Mais quoi qu'il dût s'ensuivre pour son destin personnel, M. Michel Rocard pouvait déjà se flatter d'une chose : cette rumeur-là constituait une bulle magistrale, un chef-d'œuvre d'enlure microscopique, digne, en tout cas, de figurer dans une anthologie des raffolements politiques contemporains.

Les salles de presse étant à la bulle politique ce que les baignoires sont à la bulle de savon, la petite histoire retiendra peut-être, par commodité chronologique, que tout commença, mardi matin, sur Europe 1, par quelques petites phrases ambiguës, lâchées, d'un ton badin, par M. Jacques Séguéla. Le célèbre publicitaire, considéré depuis longtemps comme un proche de M. François Mitterrand, fit en effet état, au micro et hors micro, de l'existence de « graves désaccords » — sans plus de précisions — entre l'Élysée et l'Hôtel Matignon.

Puis il affirma que le premier ministre serait bien inspiré de se démettre de ses fonctions pour se livrer à une introspection dans une salubre « traversée du désert », agrémentée au besoin de la rédaction d'un livre, histoire de préparer de monnaie façon la future campagne présidentielle. Comme on lui demandait de préciser quelle date il conseillerait éventuellement à M. Rocard de choisir pour remettre sa démission à M. Mitterrand, cet expert en communication lâcha avec assurance : « Avant le 15 juin... »

Or, le ministre de l'Intérieur, M. Philippe Marchand, était lui aussi, ce mardi matin, l'invité d'Europe 1. Et il se fit un devoir de faire observer, en écho à ce que venait de dire M. Séguéla, comme s'il voulait enfoncer le clou, qu'aucun obstacle technique ne pouvait éventuellement empêcher le président de la République de changer de premier ministre en cours de session parlementaire, même si cela ne s'était encore jamais produit sous la V^e République.

Il n'en fallait pas davantage pour que cette bulle médiatique commençât à flotter. Mais elle s'enfla d'autant plus vite que l'air parisien bruissait, depuis quelques heures, de cent autres rumeurs convergentes. Dès vendredi après-midi, on avait entendu l'un des plus intimes conseillers du ministre de l'Éducation nationale dire à la cantonade : « A Matignon, ils font les carottes ! » d'ailleurs, ne lisait-on pas, dans la nouvelle livraison du Point, sous une plume généralement bien informée, que M. Mitterrand voulait provoquer « un électrochoc pour sauver son deuxième septennat d'une nouvelle cohabitation avec la droite en 1993 » ?

De cabinets ministériels en salles de rédaction on rapportait surtout la dernière « confidence » en date : plusieurs témoins directs assuraient qu'au cours du dîner qu'il avait offert à l'Élysée à une centaine de ses fidèles, vendredi soir 11 mai, M. Mitterrand, passant de table en table, avait fait la même réponse à tous ceux qui lui recommandaient d'indéfinir sa politique pour gagner les prochaines élections : l'opinion publique n'aurait pas compris qu'un change-

ment de premier ministre fut décidé au sortir de la guerre du Golfe... La conclusion s'imposait donc : ce changement était pour maintenant. Il ne fallait pas suivre le raisonnement de l'Élysée qui se foudrait, dans son édition du week-end, sur la présence à ce dîner de M. Rocard et de son épouse, pour y voir, au contraire, « le signe » que le président de la République avait fait « le choix de garder pour un moment encore son premier ministre ».

Echanges
sages-doux

Les premières indications fournies de sources socialistes sur la tenue du petit-déjeuner hebdomadaire réunissant à l'Hôtel Matignon les « éléphants » du PS, en présence de M. Rocard, n'étaient pas de nature à calmer le jeu.

M. Pierre Mauroy venait de faire sensation en déclarant qu'il sortait du bureau de M. Mitterrand et qu'il venait d'obtenir du président de la République le feu vert pour le dépôt d'une proposition de loi tendant à réformer le mode de scrutin des élections régionales et incluant la création de circonscriptions régionales avant l'échéance de 1992, autrement dit une spectaculaire volte-face présidentielle sur un projet apparemment voté aux oubliettes faute de majorité pour le voter au Palais-Bourbon. Bien que cette démarche ait été gratuite, le premier secrétaire du PS ayant aussitôt ajouté qu'il n'avait, de toute façon, pas l'intention de donner suite à son idée car il n'avait pas « envie de prendre un gadin » à l'Assemblée nationale, les échanges de vues entre MM. Mauroy, Laurent Fabius et Lionel Jospin avaient été sages-doux. Dans l'entourage du porte-parole du gouvernement, M. Louis Le Penec, on confirmait que l'ambiance avait été « mauvaise ». Le temps avait visiblement à l'orage.

A partir de 10 heures du matin, la plupart des cabinets ministériels se mirent aux abonnés absents, parlant presque la machine de l'État. On vit fleurir dans ses couloirs les noms des successeurs potentiels de M. Rocard.

Le secrétaire général de l'Élysée, M. Jean-Louis Bianco, souvent cité et très demandé au téléphone, fit répondre à tout le monde qu'il serait « en audience » pour toute la journée. En revanche, si l'on en juge par un aimable « lecteur » anonyme qui a alors téléphoné de Châtelleraut à la rédaction du Monde, l'entourage de M. Edith Cresson tenait à faire savoir que l'ancien ministre du com-

merce extérieur possédait déjà l'assurance d'être nommé à la tête du gouvernement « samedi à midi ». Au ministère de l'Équipement et des transports, le secrétaire d'un conseiller technique de M. Louis Besson, excédée, résuma parfaitement la situation en trois mots : « C'est le cirque ! »

La bulle devint quasi palpable lorsqu'on apprit, au cabinet du ministre des affaires sociales et de la solidarité, le très rocardien M. Claude Evin, en fin de matinée, à l'issue d'un comité interministériel consacré aux dépenses de santé, que M. Rocard avait avancé de vagues considérations techniques pour justifier son refus de prendre des décisions attendues et lourdes de conséquences budgétaires. N'était-ce pas la preuve que le premier ministre ne se sentait plus habilité à arbitrer ?

Au Palais Brongniart, les valeurs françaises commencent à fléchir. A l'Hôtel Matignon, les rares conseillers du premier ministre qui acceptaient encore d'exprimer leurs états d'âme commencent à admettre, en début d'après-midi, que jamais, depuis mai 1988, rumeur de démission n'avait atteint pareille « consistance ». Le précédent « événementiel » d'octobre 1989 — où la certitude de l'imminent remplacement du chef du gouvernement était née des tirs croisés déchaînés contre la politique rocardienne par le ouï-dire des PS, à l'époque M. Henri Emmanuelli, et, surtout, par M. Louis Mermaz, en voyage officiel avec M. Mitterrand à Caracas — était, à leurs yeux, « dépassé ». Il se trouva même un secrétaire d'État pour évaluer à « 60 % » le taux de probabilité de la démission du premier ministre.

Un « sacré
comédien » ?

Évoquant « le contexte », plusieurs services de presse officiels informèrent leurs correspondants habitués du report de certaines réunions convoquées de longue date. Prévue pour lundi prochain, celle du « comité de suivi » de la « réforme Durafour », du nom de l'ancien ministre de la fonction publique, fut reportée sine die. Et visite à La Rochelle, le ministre délégué au tourisme, M. Jean-Michel Baylet, annula une conférence de presse en disant que des impératifs l'obligeaient à précéder son retour à Paris et en précisant aux journalistes locaux que ses propos étaient « les derniers d'un ministre en exercice ».

Au milieu de l'après-midi, la rumeur clama que le premier ministre s'entretenait à l'Élysée avec le président de la République. Il était en

vérité au palais du Luxembourg. M. Rocard, depuis 15 heures, répondait longuement aux questions des membres du groupe socialiste du Sénat. « Je suis un acharné de l'anti-sinistre, leur dit-il. Il ne faut ni entretenir (dans nos propres rangs, NDLR) ni contribuer à la sinistrose ».

Aucun des sénateurs présents n'eut l'impression d'entendre un discours testamentaire. « S'il démissionne demain, c'est un sacré comédien », déclara M. Fernand Tardy, élu des Alpes-de-Haute-Provence. Le ministre de la justice, M. Georges Kiejman, ne voulait candidater en sirotant un Coca Cola à la buvette. « Un changement de gouvernement ? Quelle idée ! En tout cas, s'il n'est pas un bon sibilin, le président ne se repose pas, voilà une information ! » Et pendant ce temps, à l'Assemblée nationale, les députés glosaient sur l'absence de M. Rocard au banc du gouvernement dans le débat sur le régime des retraites. C'était l'heure des vœux-fleurs « troyens » : on parlait toujours de la venue de M^{me} Cresson ou de M. Bianco à Matignon, mais M. Michel Delebarre avait ses partisans. M. Lionel Jospin était promis aux affaires étrangères, M. Jack Lang à l'éducation nationale et M. Robert Badinter annonçait de retour aux affaires pour s'occuper de la culture. Il y eut un long frémissement, dans les couloirs de l'Hôtel Matignon, quand on sut que le directeur de cabinet du premier ministre, M. Jean-Paul Hubon, venait de convoquer tout son petit monde dans son bureau, sur le coup de 18 h 30, avant de courir vers le ministère de l'Éducation nationale pour assister à la remise de la Légion d'honneur à son vieil instituteur de père, mais il fallut se rendre à l'évidence : le gâteau et le champagne inopinément offerts aux membres du cabinet n'avaient pas pour but de célébrer quelque dépôt de bilan. Il s'agissait de fêter tout simplement le conseiller du premier ministre pour les affaires parlementaires, M. Guy Carcassonne, né un 14 mai, qui avait mardi quarante ans.

Au rez-de-chaussée, dans la grande salle du conseil, M. Rocard faisait son métier. Président son deuxième comité interministériel de la journée, il entrait dans le nouveau schéma directeur du TGV, M. Carcassonne était d'humeur badine : « Changer de premier ministre ? Si le président a mieux, pourquoi pas ? » Il ne savait pas, apparemment, que M^{me} Cresson venait d'être reçue, quelques heures auparavant, pour la deuxième fois en quatre jours, à l'Élysée (la première, c'était samedi) par M. Mitterrand. La bulle était toujours vivante.

ALAIN ROLLAT

Préparer
les échéances électorales

Suite de la première page

Mais il ne lui avait donné comme contenu que le bilan de sa politique et ce qu'il était en train d'accomplir. Les socialistes attendaient plus, même s'ils savaient que leurs marges de manœuvre sont réduites. Ils attendaient, selon une formule de M. Pierre Mauroy, au moins « quelques lois sociales qui ne coltent pas cher ». Ils souhaitent aussi le « défi social » dont la gestion de M. Rocard était tenue pour prioritaire responsable. Et ils ne virent rien venir. Puisque M. Rocard ne paraissait pas décidé à donner un autre souffle à sa politique, et qu'il préférait en venter la « grisaille », il fallait donc qu'il propose son départ.

Le chef de l'État avait, lui, le choix entre deux attitudes. L'une consistait à donner à un nouveau chef de gouvernement le temps de préparer, avec l'« élan » suffisant, des échéances électorales (cantonales et régionales en 1992, législatives en 1993) qui s'annoncent difficiles pour les socialistes. L'autre revenait à considérer — pure spéculation — peu satisfaisante pour le moment — le chef de l'État — que les élections perdues d'avance, il serait du meilleur goût de garder M. Rocard pour l'évoquer, plutôt qu'un autre, au massacre. Il n'a pas dit en tout cas comment le successeur de M. Rocard devrait s'y prendre pour trouver à l'Assemblée nationale les majorités qui lui donneront les moyens de gouverner.

L'exercice s'annonce extrêmement compliqué. M. Rocard, homme de gauche perdu comme un symbole d'ouverture politique, avait été habilement la majorité relative dont il

disposait et qu'il élargissait selon les cas aux communistes ou aux centristes. A l'approche des échéances électorales, les centristes ont rejoint le camp de la droite et se prêtent de moins en moins à ce jeu. Quant aux communistes, ils ont tout de même d'autres exigences que « quelques lois sociales » à bon marché.

Ces dernières semaines, M. Rocard, sachant que l'on annoncerait à court terme sa fin prochaine, affirmait qu'il entendait bien rester à Matignon jusqu'aux élections législatives de 1993. Mais au fond de lui-même il savait que ce n'était pas forcément pour lui la meilleure hypothèse. Elle présentait de hauts risques. Le mieux placé, aujourd'hui, des présidents socialistes, comment aurait-il pu conserver cet avantage s'il avait été tenu pour responsable d'un échec de son camp aux législatives de 1993 ? Partir aujourd'hui lui laisse en revanche, toutes ses chances.

Certes, M. Rocard avait surpris son monde pendant le voyage qu'il a effectué du 29 avril au 3 mai en Nouvelle-Zélande et en Corée du Sud. Il était apparu goilletter, détendu, sûr de lui et de son avenir. Bieco que le cas de figure ne soit pas le même, cela faisait innaquablement penser à un précédent voyage de chef du gouvernement, celui de M. Jacques Chirac au Japon en juillet 1976. M. Chirac aussi était d'humeur badine. Il plaisantait avec son ministre du commerce extérieur, M. Raymond Barre, sur l'art et la manière de mener à la baguette un conseil des ministres. Le 25 août, il quittait Matignon, rendant ainsi publique une démission qu'il avait remise au président de la République, M. Giscard d'Estaing, avant son voyage au Japon, et que le chef

« Alors, c'est vrai ? »

A 10 heures du matin, mardi 14 mai, tout était calme à l'Assemblée nationale. Une poignée de députés, dans l'hémicycle, se penchaient sur le sort de la future commission d'enquête sur le financement des partis. Deux heures plus tard, la « rumeur » faisait une discrète entrée : M. Michel Rocard serait sur la départ ! A 15 h 30, au Palais-Bourbon il n'était bruit de rien d'autre. L'absence d'informations précises ne pouvait qu'enfler la rumeur. Répercutée d'un mur à l'autre de la salle des Quatre-Colonnes, elle prenait, minute après minute, une densité évidente pour les uns, artificielle pour les autres.

« Alors, c'est vrai ? » La question, posée de député en journaliste et de journaliste en député, semblait susciter un intérêt plus vif que celui porté au débat sur l'avenir des retraites. D'ailleurs, le ton quelque peu éteint avec lequel le ministre, M. Claude Evin, avait lu son intervention à la tribune était versé comme pièce à conviction au dossier de cette étrange rumeur sur le départ de M. Rocard.

Son absence d'un débat sur un thème qui lui tient à cœur était, aussi, à l'évidence, commentée. Chaque indice était disséqué dans un sens ou dans l'autre, tandis que, sur les visages, se lisait l'étonnement, l'assurance ou l'ironie. « Je ne suis pas au courant ! », lâchait M. Jacques Chirac, le visage bronzé et le pas rapide. « Ce n'est pas la première fois que ce départ est annoncé, mais c'est vrai que, cette fois, cela prend de l'ampleur », notait M. François Hollande (PS), qui estimait que le choix de M^{me} Edith Cresson pour succéder à M. Rocard pouvait présenter quelques avantages. « Elle n'appartient à aucun courant, observe-t-il. Ce n'est pas mauvais, en ce moment... »

La porte-parole du groupe socialiste, M. Jean Le Garrec, restait un instant sans voix, le visage un peu consterné. Le salive lui revenant, il constatait : « Cela crée un climat complètement fou ! Nous ne parvenons même plus à réagir aussi vite que la propagation des rumeurs : on se prépare à accueillir M. Jean-Louis Bianco, puis le nom de M^{me} Cresson apparaît, et, demain, ce sera quelqu'un d'autre ! »

Autour, les caméras butinaient un à un les députés qui passaient à leur portée. M. Fran-

çois d'Aubert (UDF) s'amusait du petit jeu des pronostics. « Quelle est la question ? », interrogeait-il ingénument. Est-ce de savoir si M. Edmond Alphandery (UDC) va remplacer ou gouverner M. Bruno Durieux (ex-UDC) ? « Notez bien que je le dis en souriant », ajoutait-il immédiatement pour atténuer la perfidie du propos.

Les voitures
japonaises

Après avoir bataillé ferme, ces dernières semaines, contre M. Rocard, le député de la Mayenne semblait presque triste à l'idée de le voir quitter l'Hôtel Matignon. « On aurait plutôt intérêt à ce qu'il reste. Il s'use, alors qu'un autre premier ministre sera tout frais. M^{me} Cresson, ce n'est pas mal, surtout contre la souveraineté, alors, attention, ce serait, en quelque sorte, le groupe Schneider au pouvoir... », ironisait-il en faisant allusion aux responsabilités présumées de l'ancien ministre des affaires européennes. « L'actuel gouvernement pratique une politique de droite. Il faut revenir à une politique de gauche », insistait, de son côté, le président du groupe communiste, M. André Lajoinie.

En bon connaisseur des institutions de la V^e République, M. Pierre Méhaignerie, président du groupe centriste, expliquait : « La cour du roi a parlé, mais seul le souverain décide, alors, attention, ce serait, en quelque sorte, le groupe Schneider au pouvoir... », ironisait-il en faisant allusion aux responsabilités présumées de l'ancien ministre des affaires européennes. « L'actuel gouvernement pratique une politique de droite. Il faut revenir à une politique de gauche », insistait, de son côté, le président du groupe communiste, M. André Lajoinie.

Quant à M. Alphandery, les raisons de cette « précipitation », si elle se confirmait, lui échappaient complètement. « Je crois cette rumeur plutôt farfelue », expliquait-il, avant de se raviser : « C'est étonnant, tout de même, que M. Rocard ne soit pas aujourd'hui à l'Assemblée nationale pour le débat sur les retraites... » On n'échappe pas à la rumeur.

PIERRE SERVENT

de l'État lui a demandé de tenir secrète. M. Barre prit le relais.

L'humeur primesautière de M. Rocard contrastait en tout cas avec quelques-unes des déclarations qu'il avait faites à Radio 1 avant de partir en voyage. « Le président, avait-il dit, a fini par découvrir que j'étais capable de lâcher et je m'astreins à obéir à ses injonctions. » Il y avait tout de même d'autres manières de signifier que le premier ministre respecte loyalement la logique des institutions de la V^e République selon laquelle, lorsqu'ils appartiennent au même camp, le président donne l'impulsion, définit les grandes orientations, et le chef du gouvernement exécute, ce qui relève alors de l'« intéendance », comme disait le général de Gaulle.

JEAN-YVES LHOMEAU

MODE :
**ELLES NE PENSENT
QUE "TISSUS"
ELLES NE JURENT
QUE PAR "RODIN"**

Elles disent : « Une robe à des milliers de francs, c'est de la folie, un budget entier pour un unique vêtement, non et non ! » Elles disent : « Quand on a fait le tour de Paris et qu'on a pris la peine de comparer le style et les prix, alors on se rend compte que Rodin est vraiment le "numero 1". » Sans commentaires : des tissus sublimes depuis 30 F le mètre.

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

Le Monde
L'ÉDUCATION
MAI 1991
BAC
**CONSEILS
POUR L'HISTOIRE-GÉO
ET LES LANGUES**
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde
ÉDITIONS
GOLFE
**clefs pour une
guerre annoncée**
Alain Gresh, Dominique Vidal

Le meilleur livre paru sur le Golfe.
Écrit pour la circonstance dans un but avoué de pédagogie, il atteint son but sans faux pas. Les rappels historiques n'étouffent jamais l'action. L'enjeu économique, omniprésent, apparaît limpide. La stratégie de chaque État éclaire sans cesse le jeu politique.

Télérama

En vente chez votre libraire

صلى الله عليه وسلم

سكان الامل

LE NOUVEAU PREMIER MINISTRE

Mme Edith Cresson, une fidèle du président

« Battante », « courageuse », « active », « fougueuse », « persévérante »... Tous les portraits disent la même chose d'action : Mme Edith Cresson aime aller au feu. La trajectoire de cette fidèle militante, proche de M. François Mitterrand, au sein du Parti socialiste comme au gouvernement, laisse une trace profonde, heureuse, mais tenace. Les débats l'ennuient ; les confrontations théoriques, qu'elles soient politiques ou économiques, la dépassent ; les intrigues d'appareil l'énervent. Les dossiers, les études, les compromis ne sont pas son genre. Elle s'empare de la tâche et envoie les fonctionnaires cloportés aux pelotes. Mme Cresson n'est pas intellectuelle, subtile, pédagogue. Elle est en marche, d'une pièce, emportée.

Entrée au secrétariat national du PS au congrès de Pau, en février 1975, sur le choix personnel du premier secrétaire, M. Mitterrand, Mme Cresson est une fidèle du député de la Nièvre M. Edith Campion est pour elle née d'une famille bourgeoise : père inspecteur des finances, mère au riche foyer, nées anglaises. Ancienne élève d'HEC jeunes filles, elle épouse M. Jacques Cresson, cadre supérieur du groupe Peugeot, commence par s'engager à droite, mais, fidèle à la tendance paternelle — son père est membre de la SFIO —, rejoint la gauche en 1965 à travers la Convention des institutions républicaines de M. Mitterrand.

En octobre 1975, lorsqu'il faut, à l'impromptu, monter à l'assaut de la circonscription de Châteauroux, face à Pierre Abelin, ministre de M. Valéry Giscard d'Estaing, M. Michel Rocard, sollicité par d'autres, refuse. Mme Cresson n'hésite pas. L'élection partielle est un test national pour la gauche. Malgré le renfort de tout le PS, qui descend dans la Vienne, ce sera un échec, mais Mme Cresson a dépassé la PCF. Elle s'est fait un nom. Et une attache. La circonscription sera conquise en juin 1981, lors de la « vague rose », et, aux élections municipales de mars 1983, Châteauroux sera la seule grande ville à passer de la droite à la gauche, quand tant d'autres feront le chemin inverse. Depuis huit ans, madame le maire y déploie, en fin de semaine, sa passion pour les solutions « concrètes ».

En 1981, lorsqu'il faut affronter le paysan de la FNSEA au ministère de l'Agriculture, tous les caducées du PS se réunissent. A nouveau, Mme Cresson accepte. Ministre « de gauche », elle a le culot de contester le monopole de la FNSEA, provoquant le premier accroc à l'état de grâce. Au conservatisme et à la misogynie des cadres paysans, elle s'oppose avec une brutalité qui lui sera largement rendue par ses interlocuteurs. Elle ne réussit pas à trouver le ton juste, et, en 1983, il faut, pour penser les prochaines campagnes, envoyer... M. Rocard.

A la bonne heure ! Mme Cresson est ministre du commerce extérieur, poste qui convient à son tempérament. Exporter, n'est-ce pas, un peu, débiter ? A grand renfort de voyages, la « médiane des PME » débarque dans les Etats-Unis ou au Japon, avec force patronne dans ses épaules. Son action sera, là aussi, contestée. En fait, Mme Cresson découvre, quel Branly, le vrai fonctionnement de la France étatique. Son ministère n'a pas de fonctionnaires : il dépend du ministère des finances, haut lieu du pouvoir économique. Les « services » se méfient et se plaignent d'une ministre qu'ils accusent de confondre l'exportation avec l'exportation. Mme Cresson en nourrit un dédain croissant pour les fonctionnaires, le ministère des finances et, plus largement, pour l'Etat.

Une idéologie libérale

En 1984, dans le gouvernement de M. Laurent Fabius, le ministère du commerce extérieur est rattaché au ministère de l'Industrie. Voilà au moins de quoi faire le poids face aux finances, croit-elle. Et voilà, enfin, une réforme ministérielle faite pour coller au modèle du fameux MITI japonais. L'action sera, là, plus posée : l'industrie nécessite du temps. Mme Cresson peut mettre nombre de décisions à son actif, comme l'arrivée de Georges Besse chez Renault ou une dotation pluriannuelle à Bull. Cependant, « rigueur » oblige, ses crédits diminuent. Sous la direction de M. Fabius, le volontarisme n'est pas « moderne ». La politique industrielle est une peau de chagrin. L'action consiste à sauver morceau par morceau les entreprises qui coulent. Rien de

gloireux, mais Mme Cresson se forge une assez bonne image dans le milieu des affaires. Elle heurte toujours par ses déclarations à l'exportation — les partenaires sociaux sont « coincés », déclare-t-elle —, mais ses positions critiques contre le Japon ou pour les privatisations — « Je n'ai pas la religion du secteur public » — sont saluées. Malgré sa façon de donner des ordres, Mme Cresson partage, en fait, une idéologie libérale.

Choquée par le comportement de M. Fabius lors de l'affaire Greenpeace et de la visite en France du général Jaruzelski, Mme Cresson en conçoit une solide inimitié envers le premier ministre. Lorsque, en mai 1988, M. Mitterrand souhaite l'accession de M. Fabius au poste de premier secrétaire du PS, Mme Cresson est, avec M. Roland Dumas, l'un des deux compagnons du chef de l'Etat qui ne peuvent se résoudre à respecter sa volonté. Deux ans plus tard, lors du congrès de Rennes, M. Mitterrand les empêchera, l'un et l'autre, de rejoindre le courant de M. Lionel Jospin contre M. Fabius, ce qui fait de Mme Cresson, aujourd'hui, une socialiste formellement sans courant.

En 1988, le ministère des affaires européennes est taillé sur mesure. Sa tâche est de préparer puis de gérer la présidence française de la Communauté de juillet 1989 au 1^{er} janvier 1990, moment important, notamment, pour l'union monétaire européenne. De nouveau, le ministère se heurte aux « services » : ceux

du quel d'Orsay, ceux du premier ministre, ceux de l'industrie et bien entendu ceux des finances. Les dédales administratifs ne sont décidément pas son fort. Son ministère, encore une fois, n'a pas de fonctionnaire propre. Contrariée, Mme Cresson bute toujours sur cette irréductible réalité : l'action gouvernementale passe par la machine d'Etat. Rien ne se fait sans ces « services » honnis.

D'où l'idée qu'il faut réformer le dispositif gouvernemental-administratif français : casser le ministère de l'économie et des finances pour en isoler les finances et rattacher l'économie à l'industrie, le commerce extérieur avec la recherche et fonder le tout dans un grand ministère « de la guerre économique ». L'idée est ancienne — M. Giraud, ministre de l'Industrie, l'avait eue avant 1981 — et beaucoup la partagent parmi ceux, industriels, fonctionnaires ou hommes politiques, qui croient que l'action du gouvernement n'est pas assez tournée vers l'industrie, « cœur de la compétitivité et de la souveraineté des Nations ». Cette critique vise directement M. Rocard et ses proches, comme M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie. Elle constitue l'un des thèmes favoris d'une partie des mitterrandistes et sert de prétexte, à l'été 1990, à une offensive concertée contre le premier ministre. Toutefois, le président de la République, après y avoir prêté l'oreille, met fin au complot. « Ce n'est pas le moment », répond-il à sa fidèle ministre, qui, du coup, annule la publication d'une interview rageuse qu'elle avait accordée au Monde. Trois mois plus tard, à l'automne, elle donnera sa démission du gouvernement.

Cat immobilisme conveint Mme Cresson qu'il est désormais d'aller dans le privé. Et qu'il importe que cela soit chez Schneider, groupe propriétaire de Crausot-Loire, qui demeure la plus grosse faillite du capitalisme privé français et qui a coûté cher au contribuable. Schneider, où Mme Cresson était responsable de certaines actions internationales, vient de remporter une belle victoire en achetant l'entreprise d'électricité américaine Square D. Voilà comment l'on exporte aujourd'hui !

PATRICK JARREAU ET ERIC LE BOUCHER



Comment atterrir à Singapour sans avoir les traits tirés et le visage défilé après une nuit de vol ?



A l'Assemblée nationale Le gouvernement n'a pas voulu laisser le dossier des retraites « en legs à ses successeurs »

Comment assurer le financement des retraites, dans vingt ans et au-delà, compte tenu de la réduction du temps de travail et du vieillissement de la population ? Après la présentation, le 24 avril dernier, par le conseil des ministres, d'un Livre blanc sur les retraites, l'Assemblée nationale a consacré, mardi 14 mai, un long débat d'orientation à cette importante question que le gouvernement entend soumettre également à l'ensemble de l'opinion publique.

« La retraite, c'est pour beaucoup le temps libre, la possibilité d'un nouvel épanouissement, des activités librement choisies... » Le ministre des affaires sociales et de la solidarité, M. Claude Eviot, n'avait pas commencé depuis plus de quelques minutes, mardi 14 mai, son discours d'introduction au débat d'orientation de l'Assemblée nationale sur l'avenir des retraites, que déjà un député, d'ordinaire fort discret, M. Raymond Barre, lui-même ancien premier ministre de la V^e République, commençait à se gausser ouvertement de l'évocation de cette perspective qui finit, un jour, par toucher tout le monde : la retraite. Il n'y avait, en effet, qu'un seul membre du gouvernement, M. Hélène Dorziac, secrétaire d'Etat à la famille et aux personnes âgées, pour écouter M. Eviot sur un sujet capital pour la France de demain.

Pour le premier rendez-vous sur ce sujet à l'Assemblée nationale, le ministre (rocardien) des affaires sociales a singulièrement manqué de tonus pour exposer la méthode retenue par M. Rocard : le gouvernement n'a pas de propositions à faire ; il préfère, pour l'heure, susciter un débat,

voire « une controverse ». « Il est des alternances qui trahissent une faiblesse de la volonté », a expliqué M. Eviot. Mais il est des impatiences qui reflètent une piètre estime de notre démocratie. Le gouvernement aurait pu reporter ce débat et en faire legs à ses successeurs. Il a estimé de sa responsabilité de l'ouvrir dès à présent, car notre pays sera plus fort et plus solidaire s'il sait éviter, en ce domaine, les incompréhensions et les traumatismes sociaux. Aussi, je le dis avec une tranquille assurance : nous donnerons à la discussion le temps nécessaire.

« Remise en cause de la retraite à 60 ans »

« Nous ne vous avons pas trouvé très convaincant, ni même convaincu », a remarqué le porte-parole du groupe RPR, M. Chamard. Il y a dix ans, vous avez offert aux Français une brasse de roses : la retraite à soixante ans. Mais les pétales n'ont pas germé, car les lois de la nature sont inangéables. Estimant que le Livre blanc conduit, par l'allongement du temps de cotisation (de trente-sept ans et demi à quarante ou quarante-deux ans), à une remise en cause subreptice et sournoise de la retraite à soixante ans, le député de la Vienne a jugé que ce dossier constitue une bonne illustration de ce que serait le socialisme : « Promettre, accorder, reprendre. »

Sur un ton moins polémique, M. Jacques Barrot (UDC, Haute-Loire) ne s'est pas montré moins sévère. « Voulez-vous vous dispenser de prendre vos responsabilités ? s'est-il ainsi interrogé, en constatant que le gouvernement n'avait pas ses propres propositions. Pourquoi ne pas avoir commencé à prendre des mesures en 1989 et 1990, années de croissance économique ? Et pourquoi, aujourd'hui, annoncer un nouveau délai, en renvoyant les solutions à 1992 ou 1993, selon la durée de vie que Dieu prêtera à votre gouvernement ? » Sur le fond du débat, le député centriste a proposé de s'engager dans la voie de la capitalisation, ou épargne-retraite, « non pas pour remplacer la répartition, mais pour la compléter ». « Je crois, a-t-il ajouté, que le pays est capable de comprendre les efforts à fournir. Encore faut-il qu'il n'ait pas le sentiment qu'on le trompe de commission en Livre blanc et de Livre blanc en grand débat. Il est temps de passer aux actes. »

Tout au long de la discussion, les orateurs de l'opposition n'ont cessé ainsi de mettre en doute — et, bien sûr, sans jamais recevoir de réponse — la capacité du gouvernement de M. Rocard à conduire une politique volontariste pour faire face à ce que l'on a appelé « le baby-boom » et tenter de garantir, dans vingt ans, le financement des retraites de la génération qui travaille aujourd'hui.

Au nom du groupe socialiste,

M. Jean Auroux (Loire) a paru, lui-même, rendre hommage à un autre premier ministre, M. Pierre Mauroy, en célébrant, « parmi les nombreux acquis sociaux qui font l'honneur de cette décennie », la retraite à soixante ans. Au nom des grands principes, M. Auroux a encore ajouté : « A ceux qui pensent profit, nous disons projet de société », un projet fondé tout à la fois sur la solidarité, la sécurité des retraites, l'équité et la progressivité de l'application des mesures d'actualisation qui seront retenues. « Au moment où l'on constate des catastrophes financières d'entreprises à dimension planétaire, on ne saurait se porter garant, d'ici ou trente ans de distance, de la bonne santé économique d'une compagnie d'assurance à laquelle vous auriez confié votre épargne et vos vieux jours », a-t-il surtout répliqué à ceux qui pourraient rêver à un système de retraite fondé sur la capitalisation volontaire et individuelle.

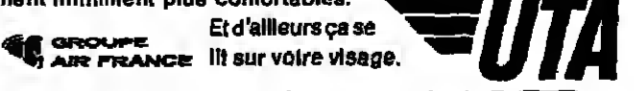
Cet argument n'a cependant pas suffi à rassurer le porte-parole du groupe communiste, M. Jean-Claude Geyssot (Seine-Saint-Denis), sur les intentions finales des socialistes. « Le pouvoir s'attaque à tous les acquis sociaux et démocratiques, parmi lesquels le droit à la retraite à soixante ans, a assuré M. Geyssot. »

Le ministre des affaires sociales et de la solidarité, dans sa réponse aux députés, a préféré décaler les lignes de consensus qu'il avait pu relever. « Personne n'a contesté le droit à la retraite à soixante ans. Personne n'a suggéré la substitution du système actuel de répartition par celui de la capitalisation. Celle-ci n'a été proposée que comme un produit de complément, et non de remplacement », a-t-il notamment affirmé, en estimant avec confiance qu'il n'y avait donc « pas de guerre à ce sujet ».

JEAN-LOUIS SAUX

Paris - Singapour non-stop

Il est bon de savoir qu'UTA assure la liaison Paris - Singapour 3 fois par semaine, dont 2 en vol non-stop, et l'assurera 4 fois en vol non-stop à partir du 29 août. Non-stop, n'importe quel habitué vous dira à quel point c'est appréciable. Finis les réveils en pleine nuit, finis les changements d'avion. Nos passagers bénéficient d'une nuit complète à bord. Ce n'est pas tout : avec l'arrivée au tout nouveau terminal Airtropolis Cheng 2, vos voyages deviennent infiniment plus confortables.



Aller très loin pour être plus proche de vous.

Des prix à vous faire partir !

FARO	1490*
LISBONNE	1350*
PORTO	1260*

Prix à partir de + taxes

Tél. : 40 53 07 11 • 181, bd Pereire, 75017 PARIS

SOCIÉTÉ

Le texte du gouvernement soumis au Conseil d'Etat

Les écoutes téléphoniques feront l'objet d'une loi d'ensemble

Les écoutes téléphoniques vont être dotées d'un cadre légal : le gouvernement a soumis au Conseil d'Etat un projet de loi relatif au secret des correspondances émises par la voie des télécommunications. Ce texte prévoit notamment l'institution d'une Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité, qui pourra être saisie par tout citoyen s'estimant victime d'écoutes administratives, et la prohibition des écoutes sauvages.

Un tabou va tomber. Jamais l'Etat n'avait osé, depuis la seconde guerre mondiale, légiférer en matière d'écoutes téléphoniques. Droite et gauche confondues, tous les gouvernements préservaient jalousement leurs « grandes oreilles ». Profitant du tabou, les écoutes ont prospéré dans l'illégalité la plus totale, méritant à mal les libertés individuelles et la vie privée des citoyens.

La sensibilité des hommes politiques sur le sujet a suscité autant de condamnations vertueuses que de sermons hypocrites. Entre 1973 et 1990, on ne recense pas moins de cinq propositions de loi. Aucune n'a abouti.

Quand le premier ministre, Michel Rocard s'est dit prêt à présenter un projet le 11 avril devant l'Assemblée nationale, il ne raisonnait que scepticisme. Le texte du gouvernement doit néanmoins être examiné par l'Assemblée générale du Conseil d'Etat jeudi 16 mai avant d'être soumis à un prochain conseil des ministres. Pour l'essentiel, il s'inspire du rapport remis en 1982 par la commission d'études présidée par M. Robert Schmelck, premier président de la Cour de Cassation, rapport qui n'avait jamais été diffusé.

La pièce maîtresse du projet concerne les écoutes administratives, appelées interceptions de sécurité. Qu'elles émanent des services de l'armée ou de la police, ces écoutes sont les plus controversées (lire l'encadré ci-contre). M. Rocard est intéressé au premier chef : l'organisme chargé de leur coordination sur l'ensemble de l'Hexagone – le Groupement interministériel de contrôle (GIC) – est, en effet, placé sous la responsabilité directe du premier ministre. C'est lui qui doit actuellement signer chaque autorisation de « construction » d'une ligne téléphonique.

Le projet préconise de créer une Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité. Ressemblant à la Commission nationale informatique et libertés (CNIL), qui veille sur les fichiers, elle pourra être saisie par tout citoyen s'estimant victime d'une écoute. Cette autorité administrative indépendante procédera aux vérifications nécessaires pour s'assurer que les interceptions sont autorisées et réalisées dans le respect de la loi. La composition de cette commission fait la part belle aux pouvoirs exécutif et législatif : toute présence de représentants de la justice et de la « société civile » a été écartée. Le Conseil d'Etat devrait toutefois préconiser un élargissement de la composition de la commission nationale de contrôle (lire l'encadré ci-dessous).

Jusqu'à présent, la surveillance des « orions » (1) reposait exclusivement sur le pouvoir exécutif. La transparence du système d'écoutes va sensiblement progresser avec le projet de loi : la commission de contrôle pourra vérifier la légalité de chaque écoute, et elle aura à connaître du système des quotas, fixés par le premier ministre, qui limitent le nombre maximum de « zones » opérées par tel ou tel service. Sur ce plan aussi, le Conseil d'Etat est allé plus loin que le projet gouvernemental en demandant la saisie systématique de la commission de contrôle par le premier ministre, dès la phase d'autorisation des écoutes.

Demain, il y aura sans doute toujours un millier d'abonnés au téléphone qui seront touchés par une écoute administrative. Si ce chiffre relatif est limité, par contre, rendra possible un contrôle effectif par la commission, le volume d'écoutes auquel il correspond ne diminuera



des dix dernières années ? Aucune statistique des écoutes judiciaires n'est donnée par la chancellerie. On peut toutefois évaluer leur nombre à plus d'un million (ordonnées à un instant donné), à partir d'une extrapolation des pratiques observées dans plusieurs parquets.

S'inspirant des prescriptions de la Cour européenne et de la Cour de cassation, le projet de loi précise un cadre juridique qui sera aussi strict que, par exemple, celui des perquisitions. Les écoutes ne pourront viser que des infractions relativement graves (la peine encourue doit être égale ou supérieure à deux ans de prison). Déjà utilisée pour la détention provisoire, ce critère n'est pas un carcan étroit : peu de délits y échappent. Indépendance oblige, le contrôle de la régularité des écoutes continuera d'être assuré par l'autorité judiciaire.

Le projet a, sur certains points, laissé la porte ouverte aux initiatives parlementaires. Ainsi de la possibilité d'écoutes lors d'une enquête de flagrance (prise d'otages, notamment) conduite par un procureur de la République, ou de l'écoute des avocats en communication téléphonique avec leurs clients.

A l'ombre des « grandes oreilles » étatiques, les écoutes sauvages avaient pu proliférer. Les services spéciaux n'ont pas attendu, aujourd'hui, à ouvrir le courrier. Les professionnels de la DST partent de « faire une 711 », à perquisitionner hors de la présence des habitants (« une 713 ») ou à procéder à des écoutes sauvages (« une 712 »). C'est pourquoi des syndicalistes policiers trouvent qu'il est « totalement illusoire » de vouloir interdire celles-ci ; la mise en place de garde-fous aurait, selon eux, été préférable.

Pour limiter ces écoutes sauvages, un décret établissant la liste des appareils utilisés pour les écoutes devrait être rapidement pris par le ministre des postes et télécommunications, M. Paul Quilès, pressé d'en finir avec toute zone d'ombre. Continuerait à ce que prévoyait la loi du 17 juillet 1970 sur la protection de la vie privée, aucun texte allant dans ce sens n'avait été promulgué. Ainsi l'hypocrisie durait depuis vingt ans : la vente de matériel d'espionnage illégal restait libre.

ERICH NICIVAN
(1) Désigne les écoutes téléphoniques dans l'argot policier, au même titre que « orions », « grandes oreilles », « constructions », « zones ».

Un millier de « branchements » administratifs

Mille cent abonnés au téléphone sont actuellement surveillés par des écoutes administratives. Leurs conversations sont suivies par les fonctionnaires du groupement interministériel de contrôle (GIC), un organisme placé sous l'autorité du premier ministre. Ce groupement paramilitaire est installé dans les sous-sols de l'hôtel des Invalides. Créé, en 1960, par une circulaire classée secret-défense, le GIC est chargé de coordonner les demandes d'écoutes sur l'ensemble de la France, qu'elles émanent des services de l'armée (gendarmérie, direction générale de la sécurité extérieure – DGSE – direction de la protection sécurité défense – DPSD – ex-« sécurité militaire ») ou de la police (police judiciaire, renseignements généraux, direction de la surveillance du territoire-DST).

En 1982, M. Robert Schmelck, alors président de la Cour de cassation, avait été autorisé à pénétrer dans le sanctuaire du GIC. Dans son rapport, il avait révélé que le contingent global d'écoutes fixé au GIC par le premier ministre s'élevait, alors, à 930 lignes. L'augmentation du volume des écoutes observée depuis 1982 serait dû à l'accroissement du trafic de stupéfiants. La crise du Golfe a aussi été à l'origine d'un accroissement des « constructions », pendant plusieurs mois. Pour relativiser cette progression, il faut noter que le même personnel peut être touché par deux « branchements » (son

téléphone et son telerex). Le rapport Schmelck indiquait que le ministère de l'intérieur recourait aux quatre cinquièmes des écoutes (280 pour la PJ, 240 pour la DST, 210 pour les RG) ; le ministère de la défense se contentait, lui, de deux cents lignes (150 pour la DGSE, 50 pour le DPSD). A l'heure actuelle, les services de police sont à l'origine de quelque 800 « opérations HLM » – en jargon de métier, on dit « construire une ligne ».

Depuis dix ans ce sont les écoutes réalisées par la DST, surtout, puis par les RG, qui ont proportionnellement le plus augmenté. A l'inverse, les activités de la PJ et de la DPSD sont restées stables, tandis que la DGSE allait jusqu'à diminuer le nombre de ses branchements. Les écoutes effectuées par les douanes se comptent, elles, sur les doigts d'une main.

S'il n'est pas possible de savoir combien de personnes sont écoutées au cours d'une année, mais seulement le nombre d'abonnés surveillés à un moment donné, on sait que la durée moyenne des écoutes administratives est de deux mois et demi : autant dire que certaines lignes sont interceptées en permanence (ce sera le cas de telle ou telle ambassade), tandis que d'autres ne seront surveillées que pendant quelques semaines, avant d'être remplacées par d'autres abonnés.

E. In.

probablement guère avec la nouvelle loi. Le gouvernement et ses services d'entente ne se passent de ces méthodes d'enquête très efficaces, mais les limiter à des situations exceptionnelles. Les « espions » seront toujours déployés, à la recherche des renseignements intéressant la sécurité nationale (terrorisme, contre-espionnage) comme la prévention de la délinquance organisée (trafic d'armes ou de stupéfiants, grand banditisme et délinquance financière).

Mais les Renseignements généraux pourront-ils toujours placer sur écoutes la librairie et le domicile d'un pasteur Doué, culé et assassiné alors qu'il était surveillé par les RG parisiens ? Pour modifier les pratiques, le projet de loi insiste sur une disposition pénale souvent oubliée par les « orionneurs » : tout fonctionnaire qui, à l'occasion d'une écoute administrative, découvrirait un crime ou un délit aura obligation de dénoncer cette infraction aux magistrats. Avis aux services spéciaux, qui font volontiers la sourde oreille afin de mieux « tenir » leurs

clients. Au chapitre des écoutes judiciaires, la situation n'était plus tenable pour le pouvoir politique. L'Etat français avait été condamné par la Cour européenne des droits de l'homme (le Monde du 26 avril 1990) à cause de l'absence d'une base légale suffisante en la matière. La jurisprudence de la Cour de cassation avait cependant balisé le terrain, donnant un fondement légal aux écoutes ordonnées, sur commission rogatoire, par un juge d'instruction. Mais les remontrances de la Cour de Strasbourg, comme certaines « bavures » judiciaires, ont souligné la nécessité d'une loi et d'une réglementation d'ensemble.

Grand-mère sous surveillance

Faut-il admettre qu'un juge pour enfants ait pu, dernièrement, mettre sous surveillance la ligne d'une grand-mère, pendant dix-huit mois, dans une affaire de non-présentation d'enfant ? Pourquoi les juges d'instruction auraient-ils multiplié par huit le nombre des écoutes au cours

Les principales dispositions

En définissant les conditions dans lesquelles les autorités judiciaires et gouvernementales peuvent recourir aux écoutes téléphoniques, le projet de loi pose deux principes essentiels. Primo, seule l'autorité publique peut recourir aux écoutes ; toutes les autres formes d'écoutes sont illégales. Secundo, l'autorité publique ne peut procéder à l'interception des communications que dans les cas, limitativement prévus par la loi, qui correspondent à une « nécessité d'intérêt public ».

Le Conseil d'Etat entend amender la copie gouvernementale, dans le sens d'un plus grand contrôle des écoutes administratives. M. Rocard n'avait pas caché qu'il serait « prior favorable » à cet avis de la haute juridiction.

● **Les écoutes judiciaires.** Elles ne peuvent intervenir que dans le cadre d'une information judiciaire et elles ne sont autorisées que dans les cas d'infractions présentant « un certain degré de gravité », c'est-à-dire lorsque la peine encourue est égale ou supérieure à deux ans d'emprisonnement. La durée des écoutes (quatre mois, renouvelable) comme le délai au terme duquel les enregistrements doivent être détruits sont précisés.

● **Les écoutes administratives.** Les pouvoirs publics peuvent, « à titre exceptionnel », procéder à des écoutes administratives. Celles-ci, appelées « interceptions de sécurité », doivent être fondées par des « motifs légaux d'interception » qui sont définis de façon limitative : « la recherche de renseignements intéressant la sécurité nationale », « la prévention de la criminalité et de la délinquance organisée » (trafic d'armes ou de stupéfiants, grand banditisme, notamment), « la protection des intérêts économiques et scientifiques de la France », « le terrorisme ».

C'est le premier ministre qui a le pouvoir de décider d'une interception de sécurité, sur proposition écrite et motivée des ministres de la défense ou de l'intérieur, ou encore du ministre chargé des douanes.

● **La création d'une « commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité ».** Chargée de protéger les citoyens contre les abus, elle a mission de vérifier que les interceptions de sécurité sont autorisées et réalisées dans le respect de la loi. La commission agit de sa propre initiative ou « sur réclamation de toute personne y ayant un intérêt personnel et direct ».

Cette « autorité administrative indépendante » serait composée de trois membres : une personnalité désignée par le président de la République et président la commission, un député et un sénateur désignés par les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat. Elle pourra ordonner la cessation d'une écoute si elle considère que le premier ministre n'a pas suivi ses recommandations. Chaque année, son rapport d'activité sera rendu public.

Le Conseil d'Etat a préconisé, dans l'avis formulé par son rapporteur, M. Roger Errera, que cette commission comprenne cinq membres. Outre un conseiller à la Cour de cassation, nommé à la tête de la commission pour six ans par le président de la République, un député et un sénateur, il y aurait un conseiller à la cour de cassation et un conseiller d'Etat.

● **Limitation de la vente des matériels.** Une liste des appareils conçus pour réaliser des écoutes sera dressée par décret. Ces appareils « ne pourront être fabriqués, importés, détenus, offerts, loués ou vendus qu'en vertu d'une autorisation ministérielle ».

E. In.

SCIENCES
AVENIR
HORS-SERIELES MERVEILLES
DU MONDE

Des statues de l'île de Pâques, à la Cathédrale de Chartres en passant par la Grande Muraille de Chine, les meilleurs spécialistes présentent dans ce numéro exceptionnel, quatorze des sites les plus prestigieux de la planète et racontent les splendeurs des grandes civilisations.

A ceux qui souhaitent visiter ou revisiter ces lieux magiques, un guide original donne les conseils les plus judicieux. Un merveilleux voyage dans le temps et dans l'espace.

27F CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

SPORTS

FOOTBALL : Coupe de France

Marseille, Gueugnon et Rodez en demi-finales

L'Olympique de Marseille s'est qualifié pour les demi-finales de la Coupe de France en s'imposant, mardi 14 mai, à Nantes (2-1 après prolongations). Deux équipes de deuxième division se sont également qualifiées : Rodez, qui a battu Sochaux (2-1), et Gueugnon, face à Niort (1-0). Le dernier quart de finale, entre Cannes et Monaco, se jouera mardi 21 mai.

■ **BASKET-BALL :** Antibes détrône Limoges. Antibes est devenu champion de France de basket-ball, mardi 14 mai, dans sa salle, en battant Limoges (83-76) au match d'appui. Limoges, avait gagné (108-102) la première manche de la finale à Antibes, mais l'équipe de la Côte d'Azur s'était à son tour imposée (102-99) en finale retour à Limoges.

Le Monde

DOSSIERS ET DOCUMENTS

NUMERO SPECIAL

EUROPE : L'ENGRENAGE
DU MARCHÉ UNIQUE

116 pages

45 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

FAITS DIVERS

■ **Interpellations à Bayonne dans une affaire de blanchiment d'argent.** – L'office central de répression des délits financiers a lancé, mardi 14 mai, un coup de filet contre un réseau de blanchiment de capitaux illicites, s'étendant de l'Espagne à la Suisse. Les hommes du commissaire Wack ont interpellé le directeur d'un bureau de change de Bayonne, M. Xavier Guimont, cinquante ans, et son employé, M. Pierre Echeverry. M. Guimont avait été condamné en 1990 à trois ans de prison, dont deux avec sursis, pour avoir hébergé dans

sa villa d'Anglet (Pyrénées-Atlantiques) un dirigeant de l'ETA, M. Santiago Arrazola. – (Corresp.)

■ **Inculpation du meurtrier présumé de l'abbé Cahen.** – L'un des adolescents placés en garde à vue, dimanche 12 mai, dans le cadre de l'enquête sur le meurtre de l'abbé Jean-Luc Cahen, a été inculpé, mardi 14 mai, d'homicide volontaire aggravé. Le jeune homme, âgé de dix-sept ans, a avoué être l'auteur du meurtre de l'abbé de Tarbes, tué dans la nuit du vendredi 10 mai.

صلى الله عليه وسلم

SOCIÉTÉ

loi d'ensemble

POLICE

En conflit ouvert avec le ministère de l'intérieur

La FASP appelle les policiers à manifester le 22 mai à Paris

La Fédération autonome des syndicats de police (FASP) appelle les policiers à manifester leur mécontentement sur les rémunérations et les carrières le mercredi 22 mai sur le Champ-de-Mars à Paris, où seront également convoqués les habitants de la capitale.

Majoritaire chez les policiers en tenue, la Fédération autonome des syndicats de police (FASP) est désormais en conflit ouvert avec le ministère de l'intérieur. Les policiers n'ont pas apprécié l'action du gouvernement dans les deux dernières années, a déclaré M. Richard Gerbaudi, mardi 14 mai, lors d'une conférence de presse donnée une semaine avant la manifestation organisée à Paris, le 22 mai, pour réclamer « l'augmentation du pouvoir d'achat » et « la réforme des corps et carrières de la police nationale ».

« L'administration n'a pas compris, ou a mal compris, le phénomène de ras-le-bol des policiers », a poursuivi M. Gerbaudi, qui en « a assez de voir les chiffres [de la criminalité] augmenter sans que le ministère ne modifie les missions, ne stoppe les charges indues et ne réforme nos structures ».

Pour atténuer ce mécontentement, la FASP réclame notamment une « valorisation » indiciaire (600 F mensuels pour chaque fonctionnaire de police) « promise », selon elle, par le gouvernement en 1989 et 1990. En ce qui concerne la réforme de la police nationale, M. Gerbaudi a déploré une

« concertation furtive et une pseudo-négociation » et a invité le gouvernement à « nommer un véritable négociateur ».

Du côté de la place Beauvau, on répond qu'un processus de « conception en commun » a été préféré aux réformes « brutes » qu'avait jusqu'alors connues la police (en 1966, par exemple, l'unification de la police avait été décrétée à l'issue de l'affaire Ben Barka), que ce processus est engagé avec les syndicats depuis l'automne 1990, qu'il a donné lieu à plus de vingt réunions, et qu'il arrive aujourd'hui dans sa phase de maturation.

Au moment même où la FASP brocardait le ministère, les représentants de l'administration et des autres organisations syndicales se réunissent en comité technique paritaire pour discuter, précisément, de la réforme des corps et carrières. Devant les chaises vides des représentants fédéraux, le ministère a présenté son projet qui prévoit, notamment, le recrutement des gardiens de la paix au niveau du brevet, en l'assortissant d'un système d'équivalence scolaire et universitaire, et rejette donc le recrutement au niveau du baccalauréat préconisé par la FASP. Celle-ci se dit néanmoins « très attachée sur son propre projet » et réclame que « la réforme se fera forcément avec la FASP, car elle est incontournable ».

Afin d'accroître son influence syndicale, la FASP envisage d'ailleurs de créer une « confédération syndicale autonome sur le credo du syndicalisme majoritaire ».

E. H.

JUSTICE

Les fausses factures de l'immobilier

Une partie du dossier Cogedim transmise au parquet

Une partie du dossier Cogedim, une affaire de fausses factures immobilières portant sur plus de 500 millions de francs (le Monde du 13 décembre 1990), a été transmise au parquet par M. David Peyron, le juge d'instruction de Paris chargé de l'affaire. Parmi les cinquante-huit inculpés du dossier, deux dirigeants de la Cogedim sont aujourd'hui inculpés d'usage de faux et d'escroquerie : le PDG de la société, M. Michel Maurer, et le directeur des marchés, M. Gilbert Chapron. M. Maurer, qui est sous contrôle judiciaire depuis le 11 décembre, avait été écroué le 29 novembre à la suite des accusations portées contre lui par M. Carino Cesco, le patron de la CTMT, une entreprise spécialisée dans la démolition. Selon M. Cesco, la CTMT, qui a travaillé à plusieurs reprises comme sous-traitant de la Cogedim, aurait dérogé de l'argent « noir » au profit de la société immobilière en surfacturant ses travaux.

Les plus grands noms du bâtiment et des travaux publics sont impliqués dans le dossier : la SCREG, filiale de Bouygues, la SAE, déjà mentionnée dans l'affaire des fausses factures du Sud-Est, et les principales entreprises de démolition : la CTMT, la SMD, et la STC. Ce réseau de fausses factures impliquerait plusieurs dizaines d'entreprises, mais les enquêteurs n'ont pas encore remonté jusqu'au bout la filière des bénéficiaires : le dossier ne comporte à ce jour aucun nom d'homme politique.

Au tribunal de grande instance

M. Georges Boudarel débouté

M. Georges Boudarel a été débouté, mardi 14 mai, de l'instance en référé qu'il avait engagée au tribunal de grande instance de Paris contre M. Claude Baylé et les Editions Perrin, afin d'obtenir la suppression de certains passages de la préface et du sous-titre de l'ouvrage *Prisonnier au camp 113*, le camp de Boudarel et l'insertion d'un encart (le Monde du 12-13 mai).

Dans son ordonnance, le juge des référés, M. Patrice Maynial, constate : « L'existence du camp 113, où le Vietnam avait affecté Georges Boudarel pour y exercer des fonctions coercitives sur les militaires français prisonniers, est une réalité historique ».

« Incontestable ». Aussi, le magistrat relève : « Dans ces conditions, le lien entre le titre *Prisonnier au camp 113* (...) et le sous-titre le camp de Boudarel n'apparaît pas comme une démarche polémique ou politique de circonstance. » Concernant la préface, M. Maynial remarque : « En prenant le parti de demander non pas le retrait des imputations de l'auteur du livre (...), mais des propos du préfacier qui ne sont qu'un commentaire sur le rôle de Georges Boudarel dans ce camp et la force obsessionnelle du souvenir, le demandeur admet implicitement qu'il peut supporter un préjudice encore plus grand, sans pour autant saisir le juge ».

Après avoir souligné que M. Boudarel sollicite le retrait des passages concernant son attitude en tant qu'enseignant en rappelant la défense que ce dernier a cru devoir présenter sur son passé, le magistrat déclare : « Ces propos s'inscrivent dans le cadre d'une polémique née du fait que Georges Boudarel (...) n'a pas manifesté le vrai repentir que les anciens prisonniers des camps vietnamiens - parmi lesquels Jean-Jacques Beucher - et une partie de l'opinion publique attendaient de lui, la demande de retrait et celle de l'insertion d'un encart ne sont pas proportionnées au trouble subi par le demandeur. »

M. P.

BIBLIOGRAPHIE

Les prisonniers du camp 113

Le camp de prisonniers 113 au Vietnam est devenu tristement célèbre. C'est celui où officiait le commissaire politique adjoint Georges Boudarel. Le témoignage de Claude Baylé, préfacé par Jean-Jacques Beucher qui retrouva l'ancien transfuge devenu maître de conférences, est le premier qui décrive longuement le rôle qu'il joua auprès de ses compatriotes. L'auteur, d'une famille attachée au communisme, devenu agent en Indochine, fait prisonnier le 20 novembre 1953, a passé près de deux ans dans ce camp de sous-officiers et de simples soldats.

La précision est d'importance. Le faible niveau culturel, un milieu social d'origine très peu homogène, comme le souligne Baylé, rendent à peu près impossible toute résistance intellectuelle aux méthodes d'endoctrinement forcées pratiquées par le Vietnam, persuadé de détenir une vérité sans

faute. Et les effroyables conditions de vie - deux détenus sur trois sont morts au camp 113 - sont utilisées comme un moyen de pression permanent pour obtenir des conversions. « Faciliter le jeu des autocritiques, mettre en place un système de dénonciations et obliger les détenus eux-mêmes à approuver, toujours à l'unanimité, toutes les punitions infligées à leurs compagnons de malheur. »

Baylé lui-même a été pris dans le filet et il ne le cache nullement. Le commissaire politique adjoint a utilisé sa formation et ses connaissances, supérieures à celles de la plupart de ses camarades, pour lui faire écrire des articles de propagande dans le « journal » du camp et, avec l'accord de ses amis, pour l'amener à prendre la parole à un meeting dirigé contre l'impérialisme et les chefs militaires français. Aucun de ceux qui ont connu les

campes ne s'en étonnera, ni ne le lui reprochera. Le portrait que trace l'auteur de l'ancien professeur de philosophie est celui d'un idéologue forcené, tout entier attaché à la cause du communisme et à celle du Vietnam, usant de tous les moyens que lui donnait sa connaissance de la dialectique sur des hommes qui, de toute façon, étaient hors d'état, s'ils avaient été autorisés, de soulever la moindre contradiction. C'est aussi celui d'un homme qui accepte de vivre dans l'enfer du camp 113 sans faire jamais preuve - de chaleur humaine. Obsédé par une mission qui l'amené à une seule exception près - dans un coin de jungle pestilentielle, au milieu des moutons, il ne se soucie que de les endoctriner, indifférent à leurs souffrances.

L'ancien sous-officier, qui a rédigé ses souvenirs en 1971, donne de celles-ci un tableau terrifiant qui rappelle les récits des rescapés des camps de concentration nazis. Il ne semble pas qu'il ait réécrit son texte, même s'il l'a considérablement abrégé, en fonction de la récente intervention de Jean-Jacques Beucher. C'est l'œuvre d'un témoin avec ce que cela comporte d'aridité et de haine à l'égard de l'ancien commissaire politique adjoint.

Il éclaire un point dont on a beaucoup parlé : Boudarel a admis avoir renvoyé au camp 113, à la veille de sa libération, un prisonnier soupçonné d'avoir volé un œuf dans un village. Baylé assure que plus tard les « victimes » avouèrent s'être trompées et que le prisonnier injustement incriminé fut libéré plus tard.

► *Prisonnier au camp 113*, de Claude Baylé, Perrin, 125 F.

o Rédaction de la peine de Nadia Gomez en appel. - Nadia Gomez, quarante ans, fondatrice de l'association d'aide aux cancéreux La Ligne bleue, a obtenu, mardi 14 mai, devant la neuvième chambre de la cour d'appel de Paris, une réduction sensible de la condamnation qui lui avait été infligée le 29 novembre 1989 par le tribunal correctionnel. Reconnue coupable d'escroquerie au préjudice de l'association qu'elle avait créée en 1983, Nadia Gomez avait été condamnée, en première instance, à deux ans de prison, dont vingt-deux mois avec sursis et trois ans de mise à l'épreuve. La cour a ramené cette peine à un an de prison avec sursis et trois mois de mise à l'épreuve.

HENRI TINCQ

► *Catéchisme pour adultes*. Avec une préface de Mgr Duval, président de la Conférence épiscopale, 456 pages, 99 F. Editeurs associés (Centurion, Cerf, Desclée, Droguet-Ardant, Mame, etc.).

RELIGIONS

Six ans après la demande du Vatican

L'épiscopat français publie un catéchisme national pour adultes

Les évêques français ont rendu public, mercredi 15 mai, un catéchisme national pour adultes. A l'initiative de la commission épiscopale de l'enseignement religieux, la rédaction de cet épaïs document de plus de 450 pages a duré cinq ans.

« Catéchisme national pour adultes » : l'innovation est dans chacun de ces trois mots. L'ouvrage publié par les évêques de France est un « catéchisme ». Ce terme a été soulevé par le Vatican. Malgré sa connotation vieillotte, il traduit bien l'ambition de proposer un « exposé organique et complet de la foi chrétienne ».

Le premier « catéchisme national » avait vu le jour en 1937 et les plus âgés se souviennent des manuels d'instruction religieuse d'autant par questions-réponses. Depuis, les changements dans la société, l'Eglise, la pédagogie, ont libéré le carcan. S'il existe des documents de référence communs, comme en France Pierre Vivantes, les évêques ont localement le choix entre divers « parcours catéchétiques », adaptés au niveau et à la sensibilité des enfants.

Le renouveau du « catéchisme national » par questions-réponses a toujours suscité la barge des intégristes. Et c'est sous leur pression qu'au début des années 80, les autorités romaines ont contraint les évêques français à réécrire Pierre Vivantes et à en expurger toutes les audaces pédagogiques. Cet épisode a ouvert une crise entre le Vatican et l'Eglise de France, dont la publication d'aujourd'hui est un lointain rebondissement.

La publication est destinée aux « adultes ». C'est l'innovation majeure. Si les manuels de formation biblique, théologique et les ouvrages de vulgarisation religieuse abondent sur le marché de l'édition, il manquait une présentation systématique du christianisme, un texte de référence officiel pour tous ceux qui, baptisés ou non, pratiquants ou éloignés de l'Eglise, souhaitent approfondir leur connaissance de la foi chrétienne. Alors que les anciens catéchismes s'en tenaient à un découpage simple (la foi, les sacrements, les commandements), ce document destiné aux adultes a choisi pour fil conducteur le thème biblique de l'Alliance entre Dieu et les hommes. Le premier chapitre traite de l'« acte de croire », le deuxième du « Dieu de l'Alliance ».

le troisième de Jésus-Christ, le quatrième de l'Eglise (« peuple de la nouvelle alliance »), le cinquième des sacrements ; le sixième de la morale ; le septième, de l'espérance chrétienne (« la vie éternelle »), etc.

Derrière ses qualités de présentation et son souci de pédagogie, exprimé notamment par la typographie - qui distingue les entrées multiples de l'ouvrage, les niveaux de lecture, les citations de textes, la référence brute ou la note d'explication - ce *Catéchisme pour adultes* souffre parfois d'une confusion de genres, sans doute liée à l'ambition de l'entreprise et au « cahier des charges » imposé par Rome.

Un code de morale

A cet égard, la sixième partie consacrée à la morale suscitera un certain étonnement. Si tous les catéchismes traitent de morale, celui que publie aujourd'hui la hiérarchie

catholique française entre dans l'examen détaillé de chaque situation particulière, traduisant ainsi l'attitude défensive de l'Eglise sur des points vivement contestés, y compris dans ses rangs.

Sur un 100 parfois vif, qui n'est pas celui d'un catéchisme, les auteurs s'attardent sur les prises de position récentes de l'Eglise en matière de morale familiale et sexuelle. Condamnation sans appel de l'avortement, assortie d'une mise en cause des gouvernements qui, en légalisant l'IVG, auraient « cédé par faiblesse, devant une opinion publique déformée ». « Ce qui est légal n'est pas toujours moral », souligne le catéchisme des évêques de France.

Condamnation encore des techniques de procréation médicale assistée, dont « l'emploi ne peut pas être moralement justifié ». La cohabitation juvénile « s'oppose gravement au dessein de Dieu sur l'homme humain ». L'homosexualité est « une

déviante objective grave ». Si la sexualité est « source d'un instinct puissant de désir et de plaisir », son exercice est limité : « La connaissance et la maîtrise de soi, en respectant les rythmes naturels de périodes fécondes et infécondes, empêchent le désir de se dégrader en besoin ».

L'accent est également mis sur certains points disciplinaires contestés, par exemple l'interdiction faite aux divorcés remariés d'accéder à certains sacrements. Des préférences sont marquées. Un chapitre complet de huit pages est consacré à la Vierge Marie. Le dialogue œcuménique entre les confessions chrétiennes séparées est brièvement traité, et de manière un peu obscure : « Le dialogue manifeste la volonté de voir la communion réelle, mais encore partielle, devenir progressivement pleine communion ».

Si l'intérêt d'un ouvrage fondamental de formation chrétienne ne sera guère discuté, le livre des évêques de France n'échappera pas

à la critique d'une certaine incohérence. La distinction n'apparaît pas toujours nettement entre ce qui fait partie des vérités de foi dogmatiques, incontestables, ce qui relève de la discipline traditionnelle de l'Eglise et des prises de position plus récentes de son magistère. Les évêques français ont adopté une voie différente de celle de leurs voisins. Les évêques belges, par exemple, s'en sont tenus à un *Libre de la foi* de portée générale. Quant aux évêques allemands, ils ont eux aussi publié un catéchisme pour adultes, mais ils ont pris soin de reporter l'examen des questions morales à un deuxième tome, qui n'a toujours pas vu le jour.

7 jours de suite fin juin

L'Irlande d'été à un prix d'automne.

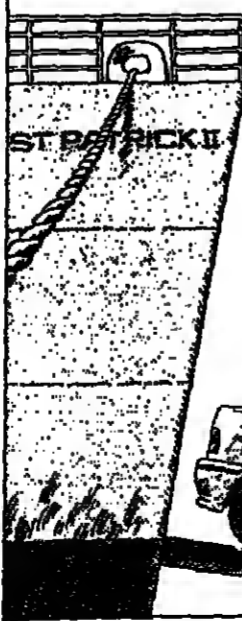
Pour fêter la première semaine de l'été - du 21 au 27 juin - Irish Ferries offre à tous ceux qui partiront cette semaine là en Irlande avec leur voiture, le tarif Hors-Saison. Et, bénédiction inespérée, ils pourront rester en Irlande jusqu'au 14 juillet.

Le résultat est absolument admirable : si vous êtes 4 à partir, chacun paiera 1085 F A/R, soit une économie globale de 1565 F. La voiture est bien sûr comprise ; les couchettes sont en supplément à partir de 90 F A/R.

Des tarifs aussi profondément émouvants appellent une action urgente, d'autant que l'été est dans un mois à peine. Aussi ne perdez pas une minute : réservez dès maintenant.

Et partez du Havre ou de Cherbourg dans une ambiance résolument irlandaise (nos 2 superbes car-ferries ne s'appellent pas *St-Patrick* et *St-Killian* pour rien) directement vers Rosslare ou Cork.

Contactez toute affaire cessante votre Agent de voyages ou Irish Ferries.



Irlande
Ecartez-vous du droit chemin.
Minut 36 15 IRLANDE

IRISH FERRIES
Le N°1 sur l'Irlande
Agent général : Transports et Voyages
8, rue Auber, 75009 Paris, Tél. (1) 42 66 91 91
Minut 36 15 IRISH FERRIES

Cannes 91

de nos envoyés spéciaux

Un souffle d'intelligence est passé sur la Croisette avec la projection de la *Belle Noiseuse*, de Jacques Rivette, admirablement servie par Emmanuelle Béart. Autre point fort : le débarquement massif des cinéastes noirs - des Etats-Unis comme d'Afrique. La première vague n'a guère convaincu en dépit (ou à cause) des bons sentiments qu'ils effichaient.

UN CERTAIN REGARD/LA QUINZAINE DES RÉALISATEURS

Blancs, Blacks, Noirs

Où il est vraiment difficile de dénoncer le racisme sans tomber dans les clichés

BOYZ IN THE HOOD
de John Singleton
PARIS TROUT
de Stephen Gyllenhal
LAAMI
de Pierre Yameogo

Il est devenu malséant de dire « nègre », le terme « Noir » s'applique de préférence aux Africains. Pour les Américains, tout à fait logiquement, on dit « black ». Dooc, les Blacks sont arrivés ce fanfare le 13 mai pour la projection, dans la section Un certain regard, de *Boyz in the hood*, premier long métrage de John Single-

ton, soutenu par nombre de stars parmi ses frères bien entendus, et même parmi les Blancs (*le Monde* du 9 mai). Quincy Jones, Eddie Murphy, Spike Lee, dont on attendait la compétition *Jungle Fever*, Bill Duke et Gregory Hines, réalisateur et acteur de *la Reine des pommes* également en compétition (*lire l'encadré ci-dessous*), ont assisté à la projection. Ils n'ont pas ramené autant de monde que Madonna le soir, mais les consignes de discipline et l'affolement des photographes auraient pu faire croire à un événement. Présentait le film et s'adressant aux jeunes invités à l'avance, enthousiasmés, le rappeur Ice Cube, acteur dans *Boyz in the hood*, a prévenu : « Tout ce qu'on va voir est vrai, et il faut espérer que les parents sauront désormais éviter pareil destin à leurs enfants. »

Le ton était donné. Au générique est indiquée la proportion de Blacks morts de mort violente, la plupart victimes d'un autre Black. *Boyz in the hood* est un film sur les effets pervers du racisme. Les personnages se sont pas des sous-prolétaires marginalisés, criminalisés, mais des petits-bourgeois qui, par les études et la prise de conscience, veulent accéder à un stade supérieur de responsabilité. Ils vivent dans un faubourg de Los Angeles, que John Singleton connaît parfaitement puisque c'est le sien, qu'il y a grandi, qu'il l'a vu changer. Comme l'histoire se passe en deux parties à sept ans d'intervalle, on peut constater la dégradation accélérée de l'ambiance, de la situation. Mais un homme est là, lucide et courageux, et athlétique - Larry Fishburne - porte-parole de la sagesse du peuple, tout au moins de l'idéologie du réalisateur.

Une mentalité de ghetto

Et là, on est un peu gêné, car cette idéologie prône une mentalité de ghetto - « Restons entre nous et prenons en mains l'avenir de notre quartier, comme le font les juifs, les Italiens, les Coréens », cela doit faire plaisir aux gens du Froot national pour qui « certaines ethnies » sont incapables de s'intégrer - et s'appuie sur une sorte de paranoïa - « Les Blacks veulent notre disparition, voilà pourquoi nous nous entre-tuons ».

John Singleton veut démontrer l'engrenage social de la violence, en démontrant les sources racistes,

et même apporter une ébauche de solution. C'est beaucoup pour un seul film, d'autant que le style en est plat, et que cela oblige le réalisateur-scénariste à camper des stéréotypes : le filic black sadique qui a choisi d'être filic parce qu'il aime faire peur ; la kyrielle de mères abandonnées dont certains se droguent, d'autres se érevent à la tâche, d'autres encore veulent se mêler à la société blanche, d'autres enfin manifestent trop clairement leur préférence pour un seul de leurs enfants ; et les enfants, ceux qui tombent dans la délinquance, ceux qui, au dépit de l'environnement, résistent à la tentation.

Tout est net, bien trop net pour être juste, même si les faits rapportés sont vrais. *Boyz in the hood* prouve que, si l'on peut avec bonheur traiter du racisme au cinéma - ou dans un roman ou au théâtre - hâter un film, une pièce, un roman sur le racisme est terriblement risqué.

Autre preuve : *Paris Trout*, de Stephen Gyllenhal (Quinzaine des réalisateurs). L'histoire se passe en Géorgie, à la fin des années 40, entre pauvres Blacks et petits Blancs, dont Dennis Hopper, un beauf de là-has, une brute idiote, qui descend nos fillettes black et sa mère à bout portant, viole sa femme avec une bouteille et s'étonne qu'elle ne veuille plus le voir. Son avocat, Ed Harris, en est tout ému et tombe amoureux de la malheureuse... Les clichés s'amoncellent dans une ambiance moite, une brume de chaleur insistante et artificielle. Les deux stars masculines n'ont pas une réputation de sobriété, ce n'est pas ce film qui leur donnera. Si le racisme, dans ses effets, était aussi simple, on saurait comment le contrer.

On aimerait saisir quelque chose du malaise, autre chose qu'un appel aux émotions immédiates. Le réalisateur africain Pierre Yameogo (un Noir, dooc, du Burkina-Faso), dans son film *Laofi* (Semaioe de la critique), a mieux réussi parce qu'il ne plaide pas, il raconte. Ce n'est pas spectaculaire, mais le parcours kafkaïen d'un bachelier à la recherche d'une université où faire sa médecine suffit pour rencontrer un mode d'existence. Après quoi, soit on est assez adulte pour réfléchir, soit rien ne sert à rien.

COLETTE GODARD



Ice Cube, interprète de « Boyz in the hood »

SÉLECTION OFFICIELLE

Les yeux d'or

Suite de la première page

Le spectateur également croit savoir quelque chose : le contenu du *Chef-d'œuvre inconnu* de Baz Luhrmann (à qui Rivette emprunte déjà l'histoire des treize pour *Out 100*), dont le film serait une adaptation. C'est un leurre. Le texte de Baz Luhrmann évoque une quête de l'impossible perfection, par un rajout constant de matière sur la toile. Le tableau du film, qui ira à son terme, cherche le trait exact, aussi précis que celui de l'archer zen touchant au cœur de la vérité. Et que ça saigne. C'est une cérémonie magique : « On dirait une église » dit Marianoe lorsqu'elle entre dans l'atelier.

Manipulée, distordue, éprouvée jusqu'à la douleur et l'humiliation par le peintre, Marianoe semble une victime expiatoire, parfois une mystique martyre comme ce peintre Michel-Ange. Pourtant elle exige et commande aussi, dans ce vertige de pouvoir qui fait partie du lien avec Frenhofer, puis tous les deux avec le tableau, et avec tous les autres, ceux qui sont restés dehors. Marianoe, Emmanuelle Béart, plus belle en hrane qu'elle ne le fut jamais en hlood, plus belle encore que qu'elle - ce qui est rare. Et puis au-delà de la beauté, livrée et maltraitée d'elle-même, d'une inconcevable présence.

Une expérience de possession

De l'autre côté du chevalier, Michel Piccoli, comme « un chat qui regarde un oiseau », souple, feutré, puissant. Mais un félin mcurtri, effrayé parfois, regardant veoir sa propre mort avec le sourire de ceux de sa race. Vestale du temple du maître, jalouse, victime aussi, Jane Birkin paraît d'abord dans l'emploi qu'on lui connaît, cette tendresse hrouillonne où l'entend se mêle au meler.

Au détour des couloirs peints comme ces fonds de Balthus qui inspire déjà Rivette pour *Hurler*, elle se révélera Lady Macbeth obsédée d'un crime resté mystérieux, elle qui se distrait en empa-

laot des cadavres d'oiseaux. Le mystère, bico sir. Le mystère de la création. Mais Jacques Rivette n'est pas de ces prestidigitateurs qui fabriquent du mystère avec des effets de manches, de ces cinéastes qui entretiennent des secrets d'artifice.

Le réalisateur de *Céline et Julie vont en bateau* est un vrai joueur, pas un tricheur. Tout ce qui peut être dit le sera : où, quand, pourquoi ? Et l'explication du nom, la belle noiseuse, mot ancien pour belle comédienne, surnom que s'était attribué une courtisane du dix-huitième siècle. Et tout ce qui peut être montré du « comment » le sera aussi. En temps réel, esquisse après esquisse, les mains (celles du peintre Bernard Dufour) traquent ce qui se cache dans le corps du modèle. Un suspence de grand polar pour une expérience de possession.

Et c'est eo disant tout ce qui peut être dit, en montrant tout ce qui peut être montré, que *la Belle Noiseuse* fait exister le mystère. Il est là sans qu'on puisse jamais le toucher, fantôme sublime, *décho du bruit facile de la naissance de l'univers*. Ce qui concerne la seule peinture, ce qui se rapporte au cinéma, à la création artistique en général et à bien d'autres domaines encore est du ressort de la glose. Pour après, quand les sortilèges du film seront retombés.

Dooc, Frenhofer peignait son tableau, son dernier, et puis encore un autre. Marianoe vit le tableau et elle devient une autre. Lis aussi le vit et trace une marque de mort. Nicolas songait à son couple et à sa carrière. Balthazar Forbus réalisait un boo investissement dans la peinture contemporaine. Cela dura six jours. Le septième, ils firent un repas de fruits et de vin, de confessions et de compassion. Ceux qui devaient partir s'en allèrent. Cela dura quatre heures, une seconde d'éternité - le souffle d'une intelligence enchantée est passé sur le Festival.

JEAN-MICHEL FRODON

Sortie nationale en juin.

FORMATIONS A LA TELEMATIQUE L'INSTITUT INTERNATIONAL DE TELEMATIQUE (I.N.I.T.)

vous propose le programme de ses formations 1991 - 1992

- ① Le Diplôme d'Etudes Supérieures d'Université de Télématique (D.E.S.U.), bac + 4, co-dispensé par l'Université de Paris VIII et I.N.I.T.
- ② Le Diplôme de Réalisateur Télématique (niveau bac + 2).

I.N.I.T. : (1) 60.17.17.58

Belle Imabelle

LA REINE DES POMMES
de Bill Duke

Il était une fois deux demi-frères, bien différents. L'un croque-mort, puceau confit en dévotion ; l'autre saecro à la petite semaine, avec ses habitudes chez Kathy, treveuil et maquillage d'un luter de Harlem. Un Harlem de la fin des années 60, reconstitué en studio dans une ambiance de comédie musicale pour le film de Bill Duke le *Reine des pommes*, d'après Chester Himes.

Le sujet reste le même que celui du roman : un trésor en or, vnié dans la Missalpaipi, convoyé par le très belle Imabelle - Robin Givens - aboutit à New-York et va provoquer une tuerie envenimée. Le film est produit par Forest Whitaker, qui s'est réservé le rôle du croque-mort, l'a développé et e confié celui du demi-frère à une star, Gregory Hines. Du coup, les vrais héros du roman, les deux filles magnifiques et pleines Ed Carcuel et Fossoyeur Junes sont réduits à des sartes de Dupont et

Dupond guignolesques, sans personnalité et presque sans visage. Ce qui change tout car ils sont en principe au centre d'un enchevêtrement d'intrigues ahurissantes, font le filan, donnent le ton aux personnages hautement folkloriques de ce Harlem saecro et burlesque, ennoient et symbolisent la flamboyante déniion de Chester Himes.

On ne retrouve par moments un écho édulcoré, mais encore efficace. Quelques scènes restent bien réjouissantes - Forest Whitaker perdant sa virginité dans les bras de Robin Givens, la strip-tease chez Kathy, le moment où le erusi gangstar craque perece qu'an mencee son patit ehien... Mele ce sont des moresux mel éjuatés. Entre-temps le film evenes poussivement, d'autant que les sateurs s'installent une faie pour toutes dans un type de comportement. Sans doute le cinéma ne peut-il pas retranscrire la violence de Chester Himes et son humour farouche, mais on pourrait rire davantage.

C. G.

l'Institut de France : le parquet de Paris ouvre deux informations judiciaires. - A la suite du rapport de la Cour des comptes, révélé par l'Express, qui mettait gravement en cause la gestion de l'Institut de France (voir *le Monde* du 12 avril), le parquet de Paris a ouvert vendredi deux informations judiciaires contre des personnes dont les identités ne sont pas formellement connues. D'après des sources sûres, l'une de ces informations viserait M. Frédéric Gérard,

conseil technique et homme de confiance du chancelier de l'Institut, M. Edouard Bonnefous. M. Gérard, qui a démissionné pendant l'été 1990, est aujourd'hui introuvable. L'autre information concernerait une personne liée au musée Jacquemart-André dont la « gestion chaotique » avait été particulièrement épinglée par la Cour des comptes. Le dossier a été confié au juge d'instruction parisien Jacques Clavière-Schle.

La leçon de Rosi

Désormais le festival accueillera chaque année une « leçon de cinéma » organisée - et corrigée - par la FEMIS (Fondation coépénée des métiers de l'image et du son) sous l'impulsion de Jean-Claude Carrière. Chaque année cette leçon sera donnée par un cinéaste riche de son œuvre. Le premier a été Francesco Rosi, qui de *Salvatore Giuliano* à *Carmen* est demeuré fidèle à ce principe que « le cinéma n'est pas réaliste, il témoigne du réel ».

Comment peut-on donner une « leçon de cinéma » dans une salle de conférences sans qu'aucun extrait de film puisse être projeté ? On parle. Entouré de Jean-Claude Carrière et de Dominique Wallon, directeur du CNC, Francesco Rosi a parlé, a répondu aux questions. Le public était nombreux, avec des professionnels, des animateurs de ciné-clubs, et une majorité d'adolescents, roquets sur l'aveoir du bac A3 et de l'option cinéma.

Francesco Rosi a raconté quelques souvenirs, mais il s'agissait

surtout d'un débat sur l'enseignement du cinéma, avec en arrière-plan toutes les angoisses connues sur l'avenir d'un art qui perdant plus d'un demi-siècle s'assemble « la totalité des images en mouvement et n'en représente plus actuellement que 10 % », a précisé Jean-Claude Carrière.

Il a plaidé avec ferveur la cause des scénaristes, pour qu'on leur enseigne non seulement l'écriture, mais la façon de faire un film, la pratique, la technique. « Le travail littéraire n'est pas un but, c'est un commencement ». Francesco Rosi se préoccuperait plutôt du public, de son éducation. Il réclame des salles consacrées à l'histoire du cinéma, il réinvente en somme les ciné-clubs, mais avec des projets pédagogiques précis. Tous deux ont raison : le déversement de films de toute sorte à la télévision embrouille l'esprit plus qu'il ne le forme ; la grande faiblesse des films tient souvent au scénario, c'est terriblement évident au cours d'un festival.

C. G.

MUSIQUES

D'ombre et de lumière

Rostropovitch et Ozawa créent le « Concerto pour violoncelle » de Maurice Ohana

ÉVIAN

de notre envoyé spécial

Lundi 13 mai, les Rencontres musicales d'Évian étaient Seiji Ozawa, venu diriger l'Orchestre symphonique de la Toho Gakuen Music School (1), grand ensemble composé à 80 % de jeunes ou petites filles, où surgissent seulement quelques flots de garçons. Assez pâle et amorphe la semaine passée, voici que cet orchestre, tout à coup, s'est éveillé miraculeusement à la vie sous la main du sculpteur de sons, venu lui aussi du Soleil-Levant.

Le corps d'Ozawa, en complète harmonie avec son esprit, invente sans cesse le geste qui crée la pulsation, l'accent, le fluide de cette musique, elle aussi corps et âme, soudain transfigurée, telle l'Ouverture du *Directeur de théâtre* de Mozart, ou bien cette « Élégie » de la *Sérénade pour cordes* de Tchikovsky, devenu un moment inouïable, comme la contemplation de Bruchilde endormie au troisième acte de *Siegfried*.

Ozawa et Rostropovitch (président des Rencontres) ne manquaient pas d'audace en offrant, en retransmission directe pour quatorze pays de l'Union européenne de radiodiffusion, la première mondiale du *Concerto pour violoncelle*.

celle de Maurice Ohana. Mais ce jeune orchestre, électricité par la présence de deux aussi grands maîtres, s'est montré sous son meilleur jour dans cette aventure d'ombre et d'azur, selon le compositeur, qui lui confie un beau rôle.

C'est en effet une suite d'atmosphères sonores assez diverses - vagues, marées, au début, comme un hommage à Debussy, larges taches de cuivre pour un ciel empourpré, sous filtres, plaintes de clarinette basse, percussions très ouvragées ou allages neufs - à travers lesquelles le violoncelle rêve ou chevauche en vaste cadence virtuose, trémolos déchirés, glissandos, etc., reprenant souffle sur une belle mélodie avant de repartir bravement. Une sorte de kaléidoscope, dont on a quelque mal à saisir d'emblic le développement, la logique, ou la cohérence. Même si Rostropovitch y déchaine, comme à l'accoutumée, des raz de marée lyriques à travers les scintillements magiques d'Ozawa.

JACQUES LONCHAMPT

(1) Cette célèbre école de musique privée accueille les enfants dès l'âge de cinq ans et peut les mener jusqu'à l'université. Elle a émis dans neuf villes du Japon et compte quelque trois cent cinquante professeurs.

صلى الله عليه وسلم

Le Monde

EDUCATION • CAMPUS

L'éveil tourmenté de l'école calédonienne

La mise en place des accords de Matignon s'accélère, mais s'accommode mal du « temps océanien »

NOUMÉA
de notre envoyé spécial

S'il n'était que le titre sur la couverture froissée, les *Echos du lagon*, on se prendrait à rêver. Bleus du ciel et de la mer confondus, palmiers et cocotiers, coraux, coquillages et crustacés. Mais en deçà du lagon limpide de l'île d'Ouvéa et de la carte postale, au-delà des pages ronçonnées de ce premier numéro « artisanal » de la revue du collège protestant Eben-Ezer, le regard ne peut quitter la large cour détrempée : l'internet minuscule et croulant a été fermé *in extremis* pour cause de vétusté et la brousse fait toujours office de toilettes. Même si un puits a été récemment creusé, les citernes de récupération des pluies se transforment, au lever du jour, en gigantesques abreuvoirs, où les enfants entonnent d'anciens chants missionnaires viennent puiser l'eau de la douche quotidienne. Plus « richement » dotés sans doute, le collège catholique voisin exhibe ses w.-c. flamboyants, sans pouvoir les utiliser, faute d'eau.

Situation identique à Houailou, sur la Grande Terre, au collège privé Deneva, l'éco en plus. Et même à Nouméa, au lycée protestant Dokemo, où un professeur avoue se méfier des interrupteurs électriques tant les murs sont humides. Mais, pour solder de toute incertitude sur l'avenir politique du territoire, le temps, ici à Ouvéa, s'est arrêté, après les événements de 1988. Au bas mot dix-huit mois.

Des parpaings en attente de ciment témoignent de la lenteur du territoire et de la Caisse des dépôts à s'acquiescer des subventions promises. Si l'internet des files s'achève, celui des garçons et une demi-douzaine de salles neuves s'effraient lentement de la lourdeur administrative. Sur l'île, le seul véritable témoignage visible du « réveil » éducatif, ce sont deux cases « poubelles », perçues en brousse, élevées par les parents d'élèves eux-mêmes : une annexe de lycée professionnel, qui n'est autre que le premier établissement secondaire à s'implanter à Ouvéa.

De Nouméa à Pouébo, de Houailou à Bourail, d'Ouvéa à Maré, le privé, qui scolaire, de la maternelle au lycée, presque exclusivement des Mélanésiens (et un tiers des 57 000 élèves du territoire), est exsangue. Bâtiments ruinés, hygiène précaire, mais mural d'acier. A l'image du secteur public, en brousse, mieux loti certes, mais dont les

élèves, levés à quatre heures, somnolent tout aussi incurablement dès onze heures du matin. Le ramassage scolaire déficient repose sans cesse la question (coûteuse) de l'internet.

C'est un fait, aux antipodes, à force de lenteur, le temps s'est arrêté. Dix, vingt ou trente ans de retard, selon les degrés de pessimisme et les secteurs éducatifs concernés. Quand, en métropole, on parle de la mise en place des cycles en primaire, sur le territoire on commence juste à s'interroger sur la pédagogie... en monde mélanésien. Vingt ans après la métropole, la Nouvelle-Calédonie vient juste de tirer un trait, à la dernière rentrée de mars 1991, sur les antiques classes de fin d'études.

Conscient de l'effort à porter sur la formation dans l'optique du scrutin d'autodétermination de 1998, le gouvernement Rocard avait inclus dans les accords de Matignon d'août 1988 un certain nombre de mesures à prendre d'urgence. Elles avaient été classées haut et fort dans MM. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, et Robert Chapuis, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, lors d'un voyage en décembre 1988 (1).

Le français, « langue seconde »

Force est de constater qu'au haut lieu ce n'est pas la boussole double. Provincialisation oblige depuis la loi référendaire de novembre 1988, les compétences ont été nouvellement réparties, et les trois provinces (du Sud, du Nord et des Îles Loyauté) ont obtenu tout à la fois argent et maîtrise de la carte scolaire pour l'enseignement primaire. De son côté, l'Etat a mis le paquet : de 1989 à 1991, 181 postes d'enseignants ont été créés (112 pour les cinq années précédentes) et les crédits d'investissements en équipements mobiliers, construction et rénovation, en chute libre après 1984, ont été multipliés par cinq depuis 1988.

Prendant la balle au bond, le nouveau vice-recteur, M. Jean Lombard, a lancé tous azimuts, dès 1989, les files du renouveau qualitatif, multipliant celles de rénovation et groupement de travail. Au risque de voir se multiplier « devant ses grilles » les protestations de parents ou d'enseignants farouchement conservateurs. Le premier, il évoque le terme « révolutionnaire » en Nouvelle-Calédonie : de français « langue seconde », entraînant de fait l'existence des vingt-huit langues vernaculaires mélanésiennes, jusqu'aux délibérations nées par la volonté républicaine. Il crée pé-

nielle des zones d'éducation primaire (ZEP), un groupe d'aide psychopédagogique (GAPP) dans la province des Îles Loyauté et un service d'éducation populaire pour tenter d'« entrer en contact avec les parents d'élèves démotivés ».

Il met sur pied, entre autres, la rénovation des collèges, rassemble les projets d'école et les gère « en réseau ». Il lance enfin quelques « vieilles » structures bien métropolitaines, adaptées au territoire : une télévision scolaire, une antenne du CNEP, un service télématique et le Dispositif d'insertion des jeunes de l'éducation nationale (DIJEN) pour développer les formations en alter-

est) pourra, dès la session 1992, être présenté en option au baccalauréat et au brevet des collèges. En outre, en mars dernier, les élèves de cours moyen ont pu se procurer, via l'actif Centre territorial de recherche et de développement pédagogique (CTRD), un solide manuel de géographie centré... sur la Nouvelle-Calédonie et son environnement dans le Pacifique sud (qui redynamise, en fait, un vieux manuel, le « Leborge », des années 60). Suivront un livre d'histoire calédonienne et un manuel d'éducation civique prenant en compte la spécificité territoriale. Enfin, un manuel de sciences naturelles « océaniques ».



nance. Dans le même temps, un mot d'ordre a été lancé : adaptation pédagogique des programmes, grâce à 5 heures hebdomadaires d'enseignement en langue vernaculaire (1 heure d'expression orale, 2 heures d'éducation physique, 1 heure d'éducation artistique et 1 heure de géographie d'histoire ou de sciences). En outre, depuis 1989, l'accueil en maternelle est autorisé « en langue » (ce qui était déjà effectif depuis longtemps dans le privé). Une Mission aux langues et cultures régionales a été mise sur pied et tente de structurer l'enseignement de langues essentiellement orales. Le bonatou (parlé sur la côte

est prévu pour 1993. Les ancêtres calédoniens se seront plus occasionnellement gaulois.

Par ailleurs, l'accent a été mis sur la formation, l'amélioration des qualifications des enseignants, surtout mélanésiens, et la réorption de l'auxiliaire. En attendant l'hypothétique mise en place d'un institut universitaire de formation des maîtres (IUFM), souhaitée pour 1992, en liaison avec la toute fraîche Université du Pacifique, l'Institut territorial de la formation des maîtres (ITFM) dispense ses cours - pour l'ensemble des provinces - au personnel enseignant du premier degré. 30 % des

élèves-enseignants du premier degré sont actuellement mélanésiens. Quant à l'essentiel des professeurs du second degré, il reste essentiellement composé d'enseignants « importés » de métropole (200 à 240 mouvements sont enregistrés en moyenne chaque année).

Pour relever le niveau de qualification des instituteurs dans les provinces du Nord et des Îles à majorité mélanésienne, deux centres de développements pédagogiques (CDP) ont été implantés : l'un sur la côte est, à Tounho, et l'autre sur l'île de Lifou, à Mnu. Avec les moyens du bord. A Tounho, par exemple, le CDP a investi les bungalows d'un ex-complexe hôtelier - le Coco Beach... -, jadis « squatté » par un régiment parachutiste. Cinquante instituteurs y suivent actuellement, sur deux ans, des cours de mise à niveau afin d'obtenir leur CAP de maître. L'objectif, clairement annoncé, est d'interrompre à terme tout recrutement d'instituteurs au-dessous du baccalauréat.

Une gestion à deux vitesses

Mais la multitude des décisions et des réalisations ne saurait cacher les réalités calédoniennes. Au pays « où le temps prend son temps », des années-lumière séparent encore Nouméa (où se tient le vice-rectorat) du reste du territoire. Ainsi les moyens d'information font souvent défaut en brousse ou dans les îles. De même, certains enseignants se plaignent d'être livrés à eux-mêmes et de n'avoir eu aucune consigne précise pour « cadrer » les cinq heures dites d'adaptation pédagogique.

Vue du Nord, de la côte est ou des îles, la fébrilité rectoriale (et donc républicaine) émergeant étonnante qu'elle irrite. Elle serait « démesurée » par rapport aux moyens disponibles et génératrice de frustrations. Mais surtout, une fois de plus, nait ce fort sentiment que les idées viennent toujours « de la ville », alors qu'au yeux des enseignants elles devraient, avec la décentralisation, émaner naturellement des provinces.

JEAN-MICHEL DUMAY
Lire la suite page 20

(1) En visite en Nouvelle-Calédonie du 24 au 30 avril dernier, M. Chapuis a ainsi pu juger, deux ans après, des efforts accomplis, notamment dans le domaine de l'enseignement technique, qui concerne plus de tiers des élèves de l'enseignement secondaire et auquel nous consacrerons un second article.

Jeux de cartes

Depuis un an, la préparation du schéma de développement de l'enseignement supérieur, « Universités 2000 », ressemble à une vaste partie de poker. Le Monde du 11 avril. Mais à force de multiplier effets d'annonce et ballons d'essai, le gouvernement finit par brouiller les cartes. Ainsi la communication de M. Jospin au conseil des ministres, le 7 mai dernier, soulève trois questions.

Tout d'abord le ministre de l'éducation nationale, en consacrant l'essentiel de son propos à la création de sept universités nouvelles et au fort développement des instituts universitaires de technologie (IUT), a passé sous silence bon nombre d'opérations d'extension des campus existants. Etonnant « enubi » puisque, à entendre aujourd'hui M. Claude Allègre, conseiller spécial du ministre, ces opérations représenteraient, dans les cinq ans à venir, des dizaines de milliers de mètres carrés supplémentaires, qui seront bien intégrés au plan « Universités 2000 ».

Deuxième incertitude : la carte d'implémentation des nouveaux IUT (le Monde du 8 mai) est-elle définitive ? Oui, pour l'essentiel, assure-t-on dans les couloirs ministériels. Tout en précisant, cependant, qu'il s'agit plutôt de propositions. Il serait bien malade, ajoute-t-on, d'entamer maintenant les discussions formelles avec les collectivités territoriales, dont l'Etat attend un solide coup de main financier, sans se ménager une marge de négociation. Autrement dit, certaines « villes », aujourd'hui absentes de la carte, pourraient y faire leur apparition d'ici au mois de juillet. D'autres, actuellement retenues, pourraient d'ici là perdre quelques illusions...

Enfin quelle garantie financière les uns et les autres peuvent-ils espérer ? Ici, on assure que les engagements du gouvernement (16,2 milliards de francs entre 1991 et 1995) ont été réaffirmés à l'occasion des arbitrages récents. Là, au contraire, on craint un rabaillage dans le cadre du projet de budget 1992 et une bégayement permanente, les années suivantes, pour maintenir le niveau de financement nécessaire. Ici, les élus locaux se font tirer l'oreille pour partager le poids des investissements. Ailleurs, les recteurs sont conduits à freiner l'enthousiasme des élus pour éviter que la participation de l'Etat n'apparaisse trop minoritaire. La parole, on le voit, est loin d'être terminée.

G. C.

Un entretien avec M. Vopenka, ministre tchèque de l'éducation

« Notre système scolaire est menacé d'effondrement »

M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, qui s'est rendu à Prague et à Bratislava, du 24 au 26 avril, pour conforter et développer la coopération entre la France et la Tchécoslovaquie, aura pu mesurer auprès de ses homologues tchèques, M. Petr Vopenka, et slovaques, M. Jan Písl, l'ampleur des difficultés que rencontre actuellement ce pays, notamment en matière d'éducation. Des difficultés que M. Vopenka, mathématicien de cinquante-six ans et ministre de l'éducation, à Prague, depuis juin dernier, décrit sans fard.

« Dix-huit mois après le renversement du régime communiste, quelle est la situation du système éducatif tchécoslovaque ? »

« Au moment de la révolution de 1989 nous savions que la nouvelle politique aurait pour tâche prioritaire de diversifier l'enseignement pour casser le moule d'un système d'éducation dirigé jusqu'au moindre détail par le gouvernement et dont l'objectif était de couler le peuple dans une masse uniforme. Nous savions que nous devrions trouver des solutions pour réparer les quarante années de dégâts causés par ce système totalitaire sur une grande partie de la société et sur plusieurs générations d'enseignants. »

« Mais ce que nous n'avions pas bien évalué c'est le désastre monumental du fonctionnement du sys-

tème. Quand j'ai accepté ce poste je croyais que j'allais améliorer l'éducation et que je réjouissais de mettre en chantier les maquettes de nouveaux manuels et de nouveaux programmes. En réalité, je suis enjoint d'être obligé de faire face à une situation critique. Nous sommes au bord de l'abîme. Notre système scolaire est menacé d'effondrement et il nous faut d'abord assurer sa survie. »

« Quelles difficultés concrètes rencontrez-vous ? »

« L'économie du pays est dévastée. Or la priorité numéro un du gouvernement est de commencer à régler la catastrophe écologique qui menace les zones industrielles et en particulier le nord de la Bohême où l'air est empoisonné par la pollution et où les enfants sont parfois obligés de se protéger avec des masques à gaz. »

« Cette priorité va peser lourd dans le budget. Dès fait le gouvernement ne peut que maintenir à son niveau constant le budget de l'éducation. Or, la libération des prix a déclenché depuis le début de l'année une inflation de l'ordre de 30 % des coûts supportés par le système éducatif : le prix de l'eau a été multiplié par huit, celui du chauffage par quatre, celui des manuels par trois. Dans le même temps les salaires des enseignants ont augmenté de 30 % en moyenne. »

« A ce rythme-là nous pouvons tenir jusqu'à la prochaine rentrée. Mais au-delà du mois de septembre, le ministre n'aura plus les moyens d'entretenir le système éducatif. D'autant que l'ancien régime a vécu

aux dépens de l'avenir et a laissé se dégrader les bâtiments scolaires. »

« Comment sortirez-vous de cette impasse ? »

« Nous ne pourrions pas échapper à des mesures draconiennes. Trois solutions sont envisageables : obtenir davantage de crédits de l'Etat, faire des économies en réduisant les coûts du système, trouver de nouvelles ressources en demandant aux citoyens - aux parents - de prendre en charge une partie des frais d'éducation de leurs enfants. »

« Rien de tout cela n'est très agréable ni très facile. Si nous augmentons le budget nous risquons de trop charger la banque et d'alimenter encore davantage l'inflation. Faire payer les parents ? Les familles semblent prêtes à faire des sacrifices. Encore faut-il que leur niveau de vie le leur permette. En outre la Constitution garantit la gratuité du matériel scolaire. Si cet obstacle était levé et si les manuels étaient vendus, il faudrait alors qu'ils soient de bonne qualité. Or tous les manuels doivent être refaits et ce n'est pas réalisable en un jour. »

« Quant aux économies sur le fonctionnement, nous n'avons pas beaucoup de souplesse compte tenu de l'état lamentable des établissements. La seule marge de manœuvre consiste à supprimer des postes d'enseignants et de personnel technique et administratif. On souhaite éviter le pire et des mesures trop drastiques, comme en Pologne. Mais on ne pourra pas se rien faire. »

« La coopération internationale

et l'aide occidentale peuvent-elles apporter des solutions aux problèmes que vous rencontrez ? »

« Il faut briser ce qui est resté de l'ancien rideau de fer. Le plus important dans l'immédiat est de faire tomber la barrière de l'information. D'autre part, nous sommes reconnaissants de toutes les négociations et de tous les accords qui se nouent avec les pays européens, dont la France. Tous les échanges d'experts, d'enseignants, d'étudiants, tous les jumelages d'université à université et d'établissement à établissement sont les bienvenus. Cette coopération est essentielle pour nous aider à trouver des solutions aux problèmes les plus aigus que nous rencontrons. Cela constitue une aide précieuse mais qui ne règlera pas tout. »

« La situation que vous décrivez est très critique. Ne craignez-vous pas que la société tchécoslovaque, passée l'euphorie initiale de la « révolution de velours », ne fasse porter au gouvernement du président Havel la responsabilité de la dégradation actuelle ? »

« Le moment le plus critique est encore à venir. La population finira peut-être par se révolter contre le gouvernement. Mais n'importe quel gouvernement serait confronté aux mêmes difficultés et contraint d'appliquer le même type de réformes. Il nous faut tenir le plus longtemps possible. »

Propos recueillis par GÉRARD COURTOIS

CURSUS

L'ESSENTIEL EN ECONOMIE

- Introduction à l'analyse économique
- La comptabilité nationale • Comprendre les probabilités • Comprendre la statistique descriptive • Introduction à l'économie du développement • Problèmes monétaires internationaux • Le commerce international • Economie industrielle • Analyse économique de l'Etat.



38 TITRES DE 59 A 69 F

ARMAND COLIN

EDUCATION • CAMPUS

REPÈRES

ANGE. Une nouvelle association nationale d'étudiants vient d'être créée. Baptisée ANGE (Association nationale générale des étudiants), elle regroupe une vingtaine d'associations locales ou régionales. Résumant à la fois les syndicats étudiants, politisés, et la récente FAGE (Fédération des associations générales des étudiants), trop « corporative », cette association entend impulser une réflexion sur le rôle des étudiants dans la société et agir pour leur insertion, selon ses présidents, M^{rs} Bénédicte Mutschele, étudiante en licence d'histoire à Strasbourg II. La construction de l'Europe, la collaboration avec les pays de l'Est et l'ouverture du monde étudiant à celui des entreprises devraient être ses principaux chevaux de bataille.

EFFECTIFS. 5 583 000 élèves sont scolarisés, cette année, dans l'ensemble des établissements français du second degré (collèges et lycées), soit 15 700 de plus que l'an dernier. 1 153 000 d'entre eux, soit un peu plus d'un sur cinq (21,1 %), fréquentent des établissements privés. L'évolution des effectifs du secteur privé sous contrat est très proche de celle du secteur public, tandis que les établissements hors contrat (53 500 élèves) perdent, cette année encore, près de 10 % de leurs effectifs. (Ministère de l'éducation nationale, note d'information n° 91-18.)

INFORMATIQUE. Le recteur de Clermont-Ferrand va se doter, dès la rentrée 1991, d'une véritable société de services informatiques des logiciels pour l'éducation nationale qui est l'une des administrations les plus informatisées du monde. Ce centre national informatique sera chargé de fournir l'ensemble des logiciels de France en logiciels aussi bien pour la gestion financière que pour la gestion des personnels et des élèves. Jusqu'à présent, le ministère de l'éducation s'adressait, pour la conception de ses logiciels, à l'un ou l'autre des centres informatiques existant dans chaque rectorat.

LIMOGES. Jean-Claude Verelle, professeur de littérature française, vient d'être élu président de l'université de Limoges, par 79 voix sur 137 suffrages exprimés. Il succède à M. Pierre Pouthier dont le mandat arrivait à son terme.

Né le 30 mars 1935 à Saint-Gence (Haute-Vienne), Jean-Claude Verelle est agrégé de lettres classiques (1960). Enseignant dans le secondaire pendant une dizaine d'années, il est nommé assistant à l'université de Limoges en 1973. Docteur ès lettres (1979), il est professeur des universités depuis 1983 et codirecteur, depuis 1982, d'un centre de recherche sur les littératures populaires.

RAVEL. La procédure de pré-inscription obligatoire par minitel dans les universités d'Ile-de-France (code 3B 15 RAVEL), qui se terminait en principe le 12 mai, est prolongée jusqu'au jeudi 18 mai à minuit. Avis aux retardataires.

RENNES. L'Institut d'études politiques de Rennes ouvre ses portes, comme son homologue de Lille, à la rentrée 1991, et non à la rentrée 1992, comme nous l'avons écrit par erreur (le Monde du 25 avril). Les dossiers d'inscription peuvent être retirés à la faculté de droit et de sciences politiques de Rennes et retournés avant le 10 juin pour les titulaires du bac 1990, et le 12 juillet pour les bacheliers 1991.

THÉÂTRE LYCÉEN. L'association régionale des œuvres éducatives et de vacances de l'éducation nationale (AROEVEN) organise chaque année un festival de théâtre, « Les lycéens brillent les planches », qui présente le résultat du travail que des élèves de l'Ile-de-France effectuent tout au long de l'année avec des enseignants et des professionnels. Pour l'édition 1991, une vingtaine d'établissements scolaires représentent 250 jeunes acteurs, danseurs et musiciens se succéderont les 15, 16 et 17 mai sur la scène du Théâtre Romain-Rolland à Villejuif. Le festival réserve une journée particulière aux collégiens et il recevra trois troupes de jeunes amateurs, en particulier une troupe de Saint-Jean-sur-Richelieu, au Québec, avec laquelle la lycée Léon-Blum de Créteil a mis en place un échange. (De notre correspondant.)

Théâtre Romain-Rolland, 18, rue Eugène-Vincent, 94800 Villejuif. Tél. : 47-28-15-02.
AROEVEN de Créteil, 60, rue Étienne-Dolot, 94140 Alfortville. Tél. : 43-78-20-19.

ETUDES EN SUISSE

- Baccalauréat français, séries A, B, C, D
- Diplôme suisse
- Diplôme de commerce, secrétaire, de texte
- Cours d'anglais tous niveaux
- Cours de français pour étrangers
- Aussi en Internet
- Cours de vacances fin juin - septembre

Ecole Lémania - 3, ch. de Préville - CH 1001 Lausanne
Tél. 01-41 21 20 10 - Fax 01-41 21 20 12 - Tél. 430 800

Waterhouse
INSTITUT INTERNATIONAL

Nous assurons l'épanouissement et la réussite grâce à un soutien continu et stimulant.

- De la 6^e à la terminale
- Baccalauréat français
- Maturité fédérale suisse
- Internat - Externat

Ch. Isabelle-de-Montolieu 26
CH-1010 Lausanne - (01-41 21) 852 10 36
Fax (01-41 21) 853 67 29

Le Monde EDITIONS

LE GUIDE DE VOS ÉTUDES JUSQU'À BAC + ... x

De plus en plus, les études, notamment universitaires, se professionnalisent, les guides aussi... Sous la direction de Frédéric Gausson, la collection "Vos études" met à la disposition de tous le savoir accumulé des spécialistes du Monde.

Déjà parus :
La gestion
L'informatique

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Le désarroi de l'élève Freinet

Dialogue de sourds entre le ministère et les héritiers du pédagogue

ON la croyait sauvée. Appelé à son chevet en juin dernier, le ministre de l'éducation nationale avait accepté de prendre sous son aile la petite école bâtie par Célestin Freinet sur le calvaire du Pioullet, à Vence (Alpes-Maritimes). Grâce à ces promesses ministérielles et à une aide de 100 000 francs, elle avait pu ouvrir ses portes pour une nouvelle année scolaire, en septembre dernier (le Monde du 15-16 juillet 1990).

Après des années de marasme financier, l'annonce du rapatriement de l'école dans le giron de l'éducation nationale sonnait, finalement, comme un bon espoir. Mais, comme un bon espoir tardif, elle n'a pas été suivie de l'attente d'un franc-tireur de la pédagogie. Le véritable inventeur de l'ouverture sur la vie, mise depuis à toutes les sauces, n'avait-il pas, après tout, commencé sa carrière dans l'enseigne-

ment public avant d'être contraint, en 1933, de faire bande à part pour fonder « son » école et former ses disciples ? Mais le « happy end » annoncé semble tourner court. Cette année scolaire pourrait être la dernière pour l'école, ses quatre-vingts enfants et ses trois institutrices. C'est du moins ce qu'affirme M^{me} Madeleine Bens-Freinet, fille de Célestin Freinet, et son mari, qui veulent jalousement sur ce morceau de patrimoine, visité chaque année par des centaines de professionnels et de spécialistes, pour la plupart étrangers.

Après dix mois d'étude du dossier et un rapport de l'inspection générale, le ministre de l'éducation nationale vient en effet de proposer aux époux Bens-Freinet un scénario qu'ils jugent « inacceptable ». Accord avait été trouvé, l'an dernier, sur l'idée d'intégrer « dans le patrimoine national » cette école privée, qui bénéficie actuellement,

dans la plus parfaite illégalité, de trois postes d'enseignants, et de la transformer en « école publique à caractère expérimental ». En échange, les héritiers de Célestin Freinet acceptaient de céder à l'État, à bon prix - 3 millions de francs - les dix mille mètres carrés de garrigue et les bâtiments de l'école.

Mais le dialogue de sourds se poursuit sur le statut de l'école. Dans une lettre adressée à la fille du pédagogue le 17 avril, le ministre de l'éducation nationale a finalement rendu son verdict. Plus question d'inventer, pour cette école hors norme, un statut différent. Expérimentale ou pas - mais le mot n'est plus prononcé - si elle devient publique, l'école du Pioullet devra se plier à la loi commune, laisse entendre la lettre. Autrement dit rentrer dans le rang. « La responsabilité pédagogique et administrative de l'école, précise

Lionel Jospin dans sa lettre, sera assumée par l'inspecteur d'académie des Alpes-Maritimes, qui veillera à son bon fonctionnement pédagogique et à la pérennité de l'enseignement fondé sur les méthodes élaborées par Célestin Freinet ». Or les trois institutrices de l'école, que le ministre s'est engagé à maintenir sur les lieux, travaillent actuellement en complète autonomie. Une liberté que les responsables de l'école entendent à tout prix préserver, mais qui est absolument incompatible avec un statut public.

C'est pour fuir les tracasseries administratives, la monotonie du monde unique et le carcan de la hiérarchie qu'en 1933 Célestin Freinet avait quitté l'école publique... Un demi-siècle plus tard, l'éducation nationale tient une belle occasion de relever le défi et de lui prouver qu'il avait tort.

CHRISTINE GARIN

L'éveil tourmenté de l'école calédonienne

Suite de la page 19

« A trop en faire, indiquent certains, le fust se creuse entre le Sud et le reste du territoire. » Tout se passe comme si l'ardeur gouvernementale (relayée par le vice-rectorat), activée par la bêtise de l'auto-détermination en 1998, souhaitait à tout prix tirer le système par le haut. C'est vouloir appliquer l'heure parisienne, quand, en brousse notamment, la base demeure au temps infini de l'heure

locale. Quand les problèmes politiques et coutumiers ne viennent pas s'y greffer pour apesantir un peu plus le système.

Ainsi, deux ans après les accords de Matignon, les lycées du secteur public restent-ils tous concentrés sur Nouméa. Un an à peine a suffi pour agrandir le lycée Lapérouse. A peine a-t-il fallu plus de temps pour construire un lycée professionnel industriel et un internat dans le complexe Jules-Garnier. Quand, de leur côté, au Nord,

Touho et Poindimié attendent toujours leur lycée professionnel et ne peuvent enrayer l'exode naturel de leurs élèves vers Nouméa et quand, pour les mêmes raisons, les lycées réclament aujourd'hui un lycée.

Ironie du sort, le déséquilibre qualitatif semble accentué par la provincialisation elle-même et la nouvelle répartition des compétences. Manifestement, entre le vice-rectorat et les provinces, deux vitesses de gestion s'affrontent. Quand ne naissent pas des problèmes inter-provinciales : c'est aujourd'hui la province Sud qui refuse de débloquer des fonds, sous prétexte qu'elle accueille en milieu scolaire... trop d'élèves venus du Nord et des îles ! Ainsi, de toutes parts, les données démographiques, liées également à la volonté de hausser les niveaux de formation,

inquiètent. Le seul lycée Lapérouse a vu, en deux ans, ses effectifs passer de 1 200 à 1 600 élèves.

S'ils sont moins spectaculaires, que les évolutions quantitatives, c'est peut-être encore dans les têtes que, depuis deux ans, les changements ont été les plus importants. Certes, les effectifs mélanésiens ont presque doublé pendant cette période à Lapérouse (atteignant aujourd'hui 25 % à 30 % des élèves). Certes, on observe une hausse sensible des bacheliers mélanésiens (une centaine à la dernière session). Mais pour ce professeur de français, les changements sont surtout là, indicibles, dans ces doigts canaques plus fréquemment levés en cours et ces petits groupes mélanésiens, passés du fond de la classe au devant de l'estrade.

JEAN-MICHEL DUMAY

POINT DE VUE

Une chance à saisir

par Jean-Michel Boullier et Patrick Fridenson

« **R**EN n'est pire que l'immobilisme. » Cette observation de portée générale dans la société française s'applique à merveille aux procédures de recrutement et de promotion des enseignants-chercheurs en France. Celles-ci ont deux sortes de défauts. Les uns datent de quelques années : la faible rôle donné aux universités dans le choix des personnes, et en contrepartie le rôle excessif de l'instance nationale, souvent très jacobine ; l'importance excessive des phénomènes d'école, de mode, de clan, de chapelle ; une mobilité insuffisante des universitaires. Les autres sont tout à fait nouveaux : en raison de l'accroissement du nombre de postes à pourvoir (lui-même dû à la fois à l'expansion du nombre des étudiants et à l'augmentation du nombre de départs à la retraite des universitaires) et du nombre de candidatures sur ces postes, le système actuel tend vers l'engorgement.

Que le gouvernement ait enfin pris conscience de la nécessité absolue d'une réforme est donc une bonne chose. Que certaines organisations universitaires, animées par le désir de conserver leurs positions de pouvoir, s'y opposent n'est pas pour surprendre, mais céder à la tentation de conserver le statu quo serait mortel pour les universités qui ont à faire face à tant de changements en même temps.

Les principes de base du projet gouvernemental, qui rejoignent nos propositions, ne peuvent que rencontrer un large accord.

Tout en maintenant les universitaires dans le statut national de la fonction publique, le projet accroît la part de l'autonomie des universités et déconcentre par zones géographiques l'instance nationale de contrôle. Il permet la présence d'universitaires étrangers et de professionnels qualifiés dans les commissions de recrutement. Il ouvre aux universitaires qui ont investi dans la pédagogie ou dans la gestion de meilleures chances de promotion. Enfin il distingue opportunément des postes ouverts sur les candidatures extérieures et des postes de promotion interne.

Il n'y a donc là ni « dénationalisation » ni « privatisation » des carrières universitaires, mais recherche d'un meilleur équilibre entre le niveau local et le niveau national, entre les différents domaines de fonction des universitaires, entre le recrutement et la promotion au cours de la carrière. Le gouvernement a, au cours d'une récente table ronde, corrigé les faiblesses de son projet. Celles-ci portaient entre autres sur le nombre de candidats sélectionnés ou sur le découpage des spécialités d'enseignement et de recherche en disciplines et en groupes de disciplines. Ne pas reconnaître ces évolutions serait, au mieux, de l'aveuglement, au pire, de la désinformation.

Un scrutin pluraliste

Il reste encore au gouvernement à faire quelques pas de plus : par exemple éviter le saupoudrage des différentes commissions chargées du recrutement d'une quantité excessive de personnalités nommées par lui ; par exemple, choisir pour la désignation de leurs membres élus un mode de scrutin pluraliste.

Mais, d'ores et déjà, on peut dire que le projet de réforme évite le maintien ou la constitution de profanes commissions de recrutement et apporte de la sérénité dans un système trop figé (en 1990, 82 % des professeurs recrutés étaient déjà enseignants sur place). Si l'on veut éviter le maintien pour une année de plus de l'instance nationale désignée en 1987 (qu'il a déjà fallu prolonger d'un an), il n'y a pas à tergiverser. Même si l'on conteste - et c'est notre cas - d'autres aspects de la politique universitaire du gouvernement, on ne peut douter que ce projet, compte tenu des modifications en cours, représente pour les universitaires une chance à saisir absolument.

► Jean-Michel Boullier est secrétaire général du SGEN-CFDT ; Patrick Fridenson est élu SGEN-CFDT au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNER).

La coutume sur les bancs républicains

« Quand un instituteur canaque franchit le seuil de sa classe, est-il, dans sa tête, instituteur ou canaque ? » Jacques Celle a le doute et le soufre sur le bout des lèvres. Ancien instituteur en brousse, conseiller pédagogique, il est aujourd'hui responsable du Centre de développement pédagogique de Touho.

Depuis dix-huit ans, sa vie est faite d'observation et d'apprentissage de la vie mélanésienne. « Il ne faut pas s'y fier, explique-t-il, l'école républicaine glisse sur la coutume. Il y a dans chaque geste ce que l'on voit et ce qui n'est pas dit. »

Dans l'ordre coutumier par exemple, il y a ceux qui parlent et ceux qui ne parlent pas. « Alors qu'advient-il en classe si un enseignant apprend à la deuxième catégorie ? » Et que font les enfants, habitués à ne pas regarder les adultes en face (par respect) et à ne pas parler ? Comment réagissent-ils en milieu scolaire ? Avec un groupe d'enseignants calédoniens, de chercheurs à l'université de Bordeaux II et la participation d'un certain nombre de chefs coutumiers, il a mené une intéressante (et inédite) enquête sur l'environnement familial et scolaire de l'enfant mélanésien de quatre à huit ans (1) afin de souligner le décalage qui existe entre les deux mondes aux codes fondamentalement différents.

« Adapter le contenu des cours à l'environnement culturel est certes une bonne chose, mais attention aux pièges, prévient Jacques Celle. Si l'on dit qu'on va étudier aujourd'hui le banian (l'arbre des chefs) et non plus le platane (inexistent en Calédonie), ce peut être un plus, un retour bénéfique à la terre. Mais quelle peut être la réaction d'un jeune élève pour qui le banian est sacré, « intouchable », donc indicible ? Qu'en

est-il de même si l'on étudie le kagou, oiseau fétiche, et non plus le lapin ? »

En somme, quelle adaptation prôner dans un univers où la ligne droite n'est pas nécessairement vecteur d'apesanteur, mais où la courbe des cercles concentriques, surtout de la case prédomine ? Quel contenu donner aux cours quand la problématique même de la pédagogie n'est pas perçue ? Car, pour l'enfant, « la langue, essentielle, ment appris par nécessité, sert à agir sur la situation et non à la décrire, comme c'est le cas très souvent à l'école dans les activités de lecture ». Autant d'interrogations qui soulignent l'importance de la participation des chefs coutumiers aux travaux de recherche pédagogique.

Nées dans les années 70 et instrumentalisées pour la lutte politique en février 1985, les écoles populaires canaques (EPK) vivent, elles, par nature, intégrées à la coutume dans leurs cours. Installées un temps dans quelque toutes les tribus, elles se comptent aujourd'hui sur les doigts d'une main. Les élèves, plus ou moins facilement, ont réintégré l'école publique ou, surtout, privée. « Les enfants issus des EPK restent craintifs, constatent Hugues, Chantal et Jean-François, enseignants en collège protestant, mais ils sont plus proches de la nature et ont un sens plus aigu du travail en équipe. Quant aux difficultés à parler français ou à effectuer des opérations, elles sont les mêmes. Coutume ou pas... »

J.-M. Dy

(1) Sous la direction de Pierre Clanché, professeur à l'université Bordeaux II.

JEUNES-ÉTUDIANTS
SEJOURS EN FAMILLE

UN MOIS AUX U.S.A : 4900 FRANCS

TRANSPORT FACULTATIF - TARIF DE GROUPE - CALIFORNIE OU VIRGINIE
STAGES ANALOGUES EN CAMPUS AUX U.S.A OU A OXFORD EN ANGLETERRE.

Pour recevoir gratuitement une brochure contactez :
BRITISH EUROPEAN CENTRE
5, RUE RICHELIEU - 75008 PARIS
TEL. : (1) 42.60.35.57

صلى الله عليه وسلم

صلى الله عليه وسلم

EDUCATION • CAMPUS

COURRIER

La maladie de « langueur » de Strasbourg II

Dans un article publié le 11 avril dernier sous la plume de son correspondant à Strasbourg, le Monde reprend des extraits de la conclusion du rapport que le Comité national d'évaluation a consacré à l'université des sciences humaines de Strasbourg. L'actuel président de l'université tient à apporter les précisions suivantes.

Contrairement à ce que fait apparaître l'article, ce n'est pas la situation actuelle que décrit le rapport, mais une approche de celle d'il y a plusieurs années. En effet, « l'essentiel de l'évaluation s'est déroulé entre mars 1988 et mai 1989 » (page 4 du rapport). (...)

Sur la langueur. Quelle est la langueur (généralisée) que celle qui coconnerait un établissement aux structures décrites comme complexes, alors qu'un tiers des personnels a participé aux opérations de contractualisation, où les projets foisonnent, où des propositions de professionnalisation du DEUG retiennent l'attention du ministère, où la recherche pédagogique est en pointe, qui développe ses pôles spécifiques (première université de France pour le nombre de langues enseignées) ? Curieuse langueur, alors que les responsabilités sont largement déléguées, que de nombreux chargés de mission ont été désignés, dont certains aux fonctions originales (observatoire de la population étudiante, accueil des handicapés, formation des élus et, originaux pour une université largement littéraire, cellule université-entreprises en voie de création) !

Langueur des services administratifs, alors ? Ceux de la scolarité (un des plus performants de France), d'informatique de gestion ou encore cellule d'orientation (ralphie à travers la cité, en partenariat, à l'occasion de la rentrée, auprès de la population étudiante et son devoir, dont le Monde read compte à l'occasion). Il n'y a d'ailleurs pas un mot sur l'accueil des étudiants dans la conclusion du rapport. Bizarre, tout de même !

Sur l'équipe présidentielle. Elle existe et est fournie (portée à deux membres en 1989 et en cours d'élargissement).

Sur les querelles intestines. Il en subsiste ici comme ailleurs. La répartition des moyens fait l'objet de concertations poussées. Il est utile de préciser que le budget de l'université est généralement voté à l'unanimité par le conseil. Quant aux demandes de postes d'enseignants, c'est le président de l'université qui fait des propositions qui sont généralement votées à l'unanimité par le conseil. Aucune UFR n'est « déshabillée », même si, à l'occasion de telle ou telle création, des réajustements sont nécessaires. Quant au département de langues étrangères appliquées, évoqué dans l'article, il a été doté depuis 1989 de plusieurs postes. De nombreux enseignants, chercheurs, autres personnels, étudiants, ont en juin au sommet du mont Biaze, en grande cohabitation.

Sur la recherche. Les moyens ne sont pas ceux qu'ils devraient être, comme dans toute université à forte présence de littéraires. De grandes opérations touchant à la valorisation de la recherche, aux regroupements d'équipes, à la création de jeunes équipes, à l'aide aux conseils scientifiques des UFR, sont en cours.

Quant aux collaborations internationales (dont la conclusion on dit mot, c'est un comble à Strasbourg), elles sont en plein développement (ciblé), notamment avec l'Europe centrale et orientale, mais aussi avec l'Europe du Sud (Institut de traducteurs et d'interprètes, structure originale dont le développement est en cours, structure importante pour Strasbourg) ou l'Extrême-Orient (Chine). Il peut être signalé au passage que l'université a été primée pour un de ses nombreux programmes ERASMUS. La collaboration est de plus en plus large avec de nom-

breuses universités allemandes et avec les universités sœurs de la Confédération européenne des universités du Rhin supérieur (principalement avec Fribourg et Bâle). L'université prend une part très significative dans la constitution du Centre des cultures européennes du pôle universitaire européen, qui autorisera le développement de recherches largement pluridisciplinaires. Quant aux publications, il y a lieu de relever une politique s'appuyant surtout sur le dynamisme de nos presses universitaires de Strasbourg et sur notre imprimerie intégrée.

Sur les bibliothèques. Ça bouge ! L'actuel président a eu grand plaisir à accueillir monsieur le recteur, chancelier des universités, aux côtés des doyens concernés, à l'occasion de l'inauguration de l'extension de la bibliothèque des facultés de théologie. L'extension de la bibliothèque d'histoire de l'art est en chantier. Une bibliothèque d'usuels va être mise à la rentrée à la disposition de l'ensemble des étudiants d'histoire, le regroupement des bibliothèques de trois UFR est programmé dans l'extension de l'université, de même que, dans des locaux libérés, celui des bibliothèques de départements de langues, que le rapport recommande bizarrement de séparer !

Qu'il soit permis de revenir sur la langueur. Quelle langueur de nos facultés de théologie, de notre UFR sciences et techniques des activités sportives, dont les résultats aux concours sont exceptionnels et qui réussit à diversifier l'insertion professionnelle de ses étudiants ! Quelle langueur que celle de notre département de langues étrangères appliquées, reconnu comme l'un des meilleurs de France (enquête « Nouvel Observateur », avec son association des anciens, sa junior-entreprise, ses contacts avec les milieux professionnels) ! Quelle langueur de notre Centre d'études et de recherche sur l'intervention sociale, travaillant en étroite collaboration avec les écoles, développant des propositions originales de poursuites d'études, jouant un rôle de conseil technique pour diverses associations ! Quelle langueur de notre grande UFR de langues et civilisations avec le développement soutenu par le ministère, d'un pôle « langues rares » ? Quelle langueur de notre UFR de philosophie, en corps enseignant d'une qualité exceptionnelle, en relation avec les plus grandes institutions françaises et étrangères ! Quelle langueur des sociologues, démographes, ethnologues : il n'est qu'à lire le rapport, de même que pour l'UFR des arts !

L'UFR des lettres travaille à l'insertion professionnelle de ses étudiants et porte assez largement l'opération de rénovation des premiers cycles. Quant aux sciences historiques, on peut rappeler que cette formation a été classée parmi les premières de l'Europe des Douze par une enquête (Libération) auprès des correspondants du réseau ERASMUS. L'information, enfin, offre pour notre maison des opportunités qui sont exploitées en relation avec la région (informatique, informatique et linguistique). Des demandes d'habilitation sont présentées au ministère.

Sur les rapports avec la cité. La conclusion du rapport du CNE est bizarrement muette sur les rapports entre l'université et la cité. L'actuel président, démographe, et nombre de ses collègues, en contact, souvent de travail, avec de nombreuses institutions, ne peuvent que le déplorer. L'université des sciences humaines entend bien développer encore son rôle d'acteur culturel. Par ailleurs, peut-on passer sous silence le fait que notre université accueille chaque année entre 700 et 800 manifestations ouvertes à des publics diversifiés ?

Beaucoup de progrès restent à faire. Une politique de promotion de la culture d'établissement est en cours (trombolescope, annuaire des chercheurs, journal, meilleure circulation de l'information).

Mais, malade, souffrant d'une langueur généralisée, à la traîne ? La révolte gronde, à l'intérieur et à l'extérieur.

CLAUDE RÉGNIER
président de l'université
des sciences humaines,
porte-parole de la conférence
des présidents des universités
de Strasbourg

SOURCES

Des études aux métiers

Du lycée au troisième cycle universitaire, la printemps est la saison des choix. Choix de section pour le baccalauréat, choix de filière d'enseignement supérieur ensuite, choix de plus en plus précis, sophistiqués, élitaires parfois, au fur et à mesure que s'effectue la transition entre les études et l'entrée dans la vie active.

C'est pour éclairer ces choix que Le Monde Éditions vient de lancer une collection de guides des formations supérieures à débouchés professionnels. Les deux premiers, parus au mois d'avril, portent sur la gestion et l'informatique. Les deux suivants traiteront, dès l'automne prochain, du droit et du secteur santé-biologie. L'ambition est simple : offrir, dans chacun de ces domaines, un panorama précis, pratique et aussi exhaustif que possible des métiers et des formations qui y conduisent.

Ainsi de l'informatique. Quelle est la différence entre un ingénieur système et un ingénieur d'études ? Vaut-il mieux, pour y parvenir, viser des formations longues ou courtes ? L'université ou une grande école ? Une MIAGE ou un DESS ? En France ou à l'étranger ? De même pour la gestion, où l'évolution des métiers et des appellations peut sembler la confusion. Comment choisir dans l'éventail très large

des formations qui conduisent à des fonctions aussi diversifiées ?

Au-delà de la cartographie précise des formations et de leurs débouchés, les deux premiers guides du Monde Éditions offrent des éclairages originaux ou critiques et des témoignages de responsables de filières ou de responsables de recrutement qui permettent de dépasser une approche purement descriptive. Quels sont les atouts et les faiblesses de telle ou telle formation aux yeux des responsables de ces secteurs économiques ? Quelles sont, ici ou là, les perspectives de l'emploi ? Comment fonctionnent, dans ces

domaines, les systèmes universitaires étrangers ? Et quels types d'échanges, voire d'équivalences, peut-on espérer obtenir outre-Rhin ou outre-Atlantique ?

Enfin, des annexes copieuses offrent autant d'outils pour s'orienter dans le dédale des diplômes et des cursus à tous les niveaux de l'enseignement supérieur. Adresses, téléphones, noms des responsables, effectifs, spécialités... il n'y a plus qu'à faire son choix !

G. C.
► Le Monde Éditions, coll. « Vos études » : la Gestion, par Antoine Masson, 216 p., 79 F ; l'Informatique, par Christine Bréillon-Lehriz, 176 p., 79 F.

► Sites universitaires. Dans le même ordre d'idées, la Mission campus vient de publier un état des lieux et une ville universitaires françaises. Pour chaque site sont présentées une carte en couleurs très précise de l'agglomération et un plan des principaux campus.

► Étude des sites universitaires. Mission aménagement des sites universitaires, 61-65, rue Dutot, 75015 Paris. Tél. : 40-66-89-35.

► L'Enseignement supérieur en France. La direction de la programmation et du développe-

ment universitaire du ministère de l'éducation nationale vient de réaliser un état de l'enseignement supérieur français qui présente en une bonne centaine de pages, une série de cartes fournissant, pour chaque région, la localisation précise des formations supérieures (classes préparatoires, IUT, STS, universités, écoles d'ingénieurs et facultés privées) et leurs effectifs d'étudiants. Un instrument de travail remarquable.

► L'Enseignement supérieur en France. OPDU, ministère de l'éducation nationale, 61-65, rue Dutot, 75015 Paris.

Transmettre sa comptabilité dans les délais,
ce n'est pas si stressant ...

Si le coursier ne crève pas un pneu ...

Si la voiture veut bien démarrer ...

Si l'expert accepte de se déplacer ...

Si le dossier arrive au complet ...

NUMERIS aujourd'hui.

Votre comptabilité transmise à coup sûr. L'un des avantages de Numéris, c'est la possibilité de transférer votre comptabilité informatisée à votre expert comptable, directement de micro à micro, instantanément et en toute sécurité. Numéris aujourd'hui, c'est un seul et même réseau pour transmettre la voix, les données, les images, rapidement et avec la qualité numérique. Partout en France, quelle que soit la taille de votre entreprise, Numéris est disponible. Parce qu'il est un standard international, il vous garantit la pérennité de votre investissement. Pour découvrir tous les avantages de Numéris, consultez votre agence FRANCE TELECOM ou appelez le **NEVERT 05 28 16 18**

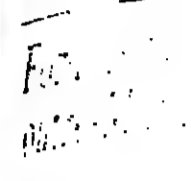
NUMERIS. TOUT COMMUNIQUER PLUS SIMPLEMENT.

FRANCE
TELECOM
UN AVENIR D'AVANCE

UNIVERSITÉ PARIS-I
PANTHÉON
SORBONNE

FORMATION 3^e CYCLE
EN TRANSPORT
DES TRANSPORTS
INTERNATIONAUX
(Transports maritimes
et aériens)

Enseignement en 2 ans, un
semestre par semaine, pour les
professionnels.
Renseignements : 49-60-40-16
Inscriptions du 10 au 21 juin
1991. Centre Mandat-France
90, rue de Tolbiac 75013 Paris
bureau B15.10

[illegible]

FIN 2000
de 1999

**INSTITUT
D'ETUDES
POLITIQUES
DE PARIS**

صبرنا من الازل

صدا من الامم

36 Le congrès des syndicats européens à Luxembourg
- Le déficit des dépenses de santé

37 La France et les émigrants des pays de l'Est
42 Programme d'économies pour Daimler-Benz

42 Marchés financiers
43 Bourse de Paris

BILLET

Ford dérape
outre-Manche

La filiale britannique de Ford a perdu avant impôts 274 millions de livres en 1990 (2,7 milliards de francs). Le chiffre, qui peut sembler sans importance étant donné la conjoncture déplorables dans l'industrie automobile européenne et les médiocres performances d'autres constructeurs comme Renault, est en réalité tout un symbole pour le constructeur américain d'une part, pour l'industrie de Sa Majesté d'autre part.

La perte reflète, sans doute, la prise en compte de l'achat de Jaguar (15,6 milliards de francs). La maison-mère américaine, qui voulait cette marque prestigieuse pour redorer son blason, mais qui fait face elle-même à des difficultés, n'a pas financé cette acquisition par de l'argent frais apporté à sa filiale et a préféré lui en faire supporter les frais. Mais hors Jaguar, la marge bénéficiaire de Ford UK a tout de même été réduite de 87 %, à 61 millions de livres.

Cette chute traduit un dérapage global de Ford. Le recul en 1990 des ventes aux États-Unis du numéro deux américain (perte de 0,6 point de part de marché) n'est plus compensé par un regain en Europe. Les graves l'échec dernier, les difficultés du modèle Escort ont pesé. Pénalisés par l'effondrement du marché automobile britannique, Ford-Europe a vu sa part de marché en Europe reculer au cours du premier trimestre 1991 de 12,4 % à 11,4 %. Ford, qui avait bien traversé les années 80 et résisté aux Japonais au point d'être présent en modèle à suivre, semble perdre la main... au moment où General Motors, le rival de toujours, retrouve la sienne aussi bien aux États-Unis qu'en Europe.

Ford a engagé une vaste restructuration mondiale, qui lui fera couper sévèrement dans ses dépenses et ses emplois. Mais au-delà, les interrogations de fond apparaissent sur l'organisation de la compagnie. L'une d'elles concerne l'implantation en Grande-Bretagne, héricœur européen depuis 1931. GM, sous le nom d'Opel, a choisi la RFA comme siège et il s'en félicite aujourd'hui.

Ford n'en est pas à quitter la Grande-Bretagne pour renforcer ses autres implantations sur le continent en Belgique, Allemagne ou Espagne. Pour les industriels britanniques, les décisions de Ford servent d'indicateurs de compétitivité comparée pour la survie des industries de main-d'œuvre outre-Manche. Les Japonais, qui ont tous décidé d'investir l'Europe à partir des îles Britanniques, font de même. Le clignotant est donc important. Le moins que l'on puisse dire est qu'il est passé au rouge.

ERIC LE BOUCHER

Un programme de 210 milliards de francs

Le schéma directeur TGV prévoit la construction de seize lignes ferroviaires à grande vitesse

Un décret fixera dans les prochaines semaines le schéma directeur national des trains à grande vitesse arrêté le 14 mai par un comité interministériel d'aménagement du territoire, présidé par le premier ministre. Seize lignes de TGV représentant 4 700 kilomètres devraient être en service vers 2015-2025, pour un coût évalué à 210 milliards de francs (valeur 1989).

Fort d'une technologie de la grande vitesse ferroviaire qui possède une confortable avance sur ses concurrents allemands et japonais, le gouvernement choisit de faire de la France le pivot des futurs TGV européens grâce à la publication d'un schéma directeur national dont les esquisses avaient été publiées en juin 1990 (le Monde du 14 juin 1990) et qui a fait l'objet d'une consultation des collectivités concernées. Au terme de ce schéma, les grandes métropoles régionales telles que Marseille, Toulouse, Bordeaux, Brest, Lille et Strasbourg se trouveront toutes à des temps de parcours compris entre 1 heure et 3 h 14 à partir de Paris.

Nice
à 4 heures de Paris

En plus des 700 kilomètres de lignes à grande vitesse en service (Sud-Est et Atlantique), des 560 kilomètres en cours de construction (Nord, lotier-connexion est de Paris, contournement de Lyon jusqu'à Valence), seize lignes de TGV ont été arrêtées :

- l'interconnexion sud de Paris (49 kilomètres à la hauteur d'Arpion entre les TGV Atlantique et Sud-Est) ;

- la liaison transalpine (261 kilomètres entre Lyon et Turin par un tunnel de 25 kilomètres sous les Alpes, accessible aux trains de marchandises et mettant Turin à 1 h 25 de Lyon) ;

- le TGV Côte d'Azur (132 kilomètres d'Als-en-Provence à Fréjus mettant Nice à 4 heures de Paris) ;

- le TGV Pays-de-la-Loire (78 kilomètres de prolongement entre Le Mans et Angers mettant Nantes à 1 h 46 de Paris) ;

- le TGV Aquitaine (480 kilomètres de Tours à Bordeaux ainsi qu'un prolongement vers Toulouse et Dax, mettant Bordeaux à 3 h 40 de Paris) ;

- le TGV Rhin-Rhône (425 kilomètres reliant le sud de l'Alsace au TGV Sud-Est par Dole et Mâcon et mettant Besançon à 2 h 10 de Paris) ;

- le TGV Auvergne (130 kilomètres de Tours à Clermont-Ferrand et des aménagements de lignes actuelles raccourcis) ;

- le TGV Languedoc-Roussillon (290 kilomètres de la vallée du Rhône et la frontière espagnole mettant Perpignan à 4 h 30 de Lille) ;

- le TGV Provence (219 kilomètres, reliant Valence à Marseille et

mettant cette cité à 3 h de Paris) ;

- le TGV Limousin (174 kilomètres de lignes nouvelles et des aménagements mettant Limoges à 2 h 01 de Paris) ;

- le TGV Est (460 kilomètres entre Strasbourg et Paris mettant les deux cités à 1 h 50 l'une de l'autre) ;

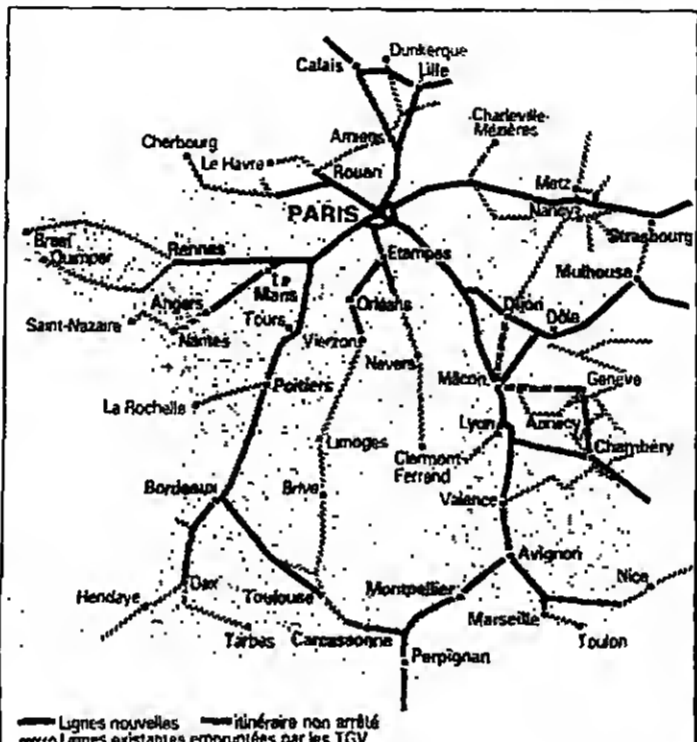
- le TGV Bretagne (156 kilomètres entre Le Mans et Rennes mettant Rennes à 1 h 26 de Paris et à 4 h 20 de Marseille) ;

- le TGV Midi-Pyrénées (184 kilomètres entre Toulouse et Bordeaux mettant les deux cités à 1 heure l'une de l'autre) ;

- le TGV Normandie (169 kilomètres entre Paris-Nanterre préfec-

plus de 5 milliards de francs par an et le ministre de l'aménagement du territoire - qui vaudrait une enveloppe annuelle de 10 milliards. Le premier ministre a parlé d'une fourchette de 6 à 8 milliards, ce qui permettrait d'envisager un achèvement du réseau entre 2015 et 2025.

Il restera à trouver les financements de ces infrastructures ferroviaires, qui viendront en concurrence avec les routes et les autoroutes sur le marché financier comme dans le budget de l'Etat. Le gouvernement a jusqu'en 1994, date à laquelle le fardeau grande vitesse de la SNCF deviendra très



ture, Rouen et Caen, mettant Rouen à 40 minutes de la capitale) ;

- le TGV Picardie (165 kilomètres entre le TGV Nord et le tunnel sous la Manche, mettant Amiens à 0 h 40 de Paris) ;

- le TGV Grand Sud (70 kilomètres entre Carcassonne et Narbonne et des aménagements mettant Toulouse à 2 h de Marseille).

2015
ou 2025

Les nouveautés de la version définitive du schéma national des TGV tiennent aux 300 kilomètres de voies à grande vitesse rajoutées par le gouvernement. Ce qui portera l'addition finale de 190 à 210 milliards de francs, dont 30 milliards pour le matériel roulant. Le comité interministériel a choisi en effet de prolonger les voies nouvelles entre Le Mans et Angers, entre Bordeaux et Dax, ainsi que de Chambéry à Genève. Il a opté pour un tronçon en tunnel jusqu'à Etampes du TGV, qui desservira ensuite Orléans et Limoges d'un côté et Clermont-Ferrand de l'autre. Il a mal arbitré en décidant que le TGV Rhin-Rhône passerait par Dole... mais s'ignorerait pas Dijon.

Des négociations seront menées avec les Allemands, les Suisses, les Espagnols et les Italiens pour la réalisation de lignes internationales. On omettra toutefois, ce qui laissait aux Suisses le soin de financer une ligne Mâcon-Genève et en lançant un Chambéry-Genève, le gouvernement veut éviter que la Confédération helvétique n'ait vers le tunnel du Simplon le trafic « noble » de provenance d'Europe du Nord à destination de l'Italie.

Enfin, le comité interministériel a décidé de lancer les études préliminaires aux déclarations d'utilité publique du TGV Est et du TGV Languedoc-Roussillon, la procédure ayant été engagée en janvier dernier pour le tronçon Valence-Marseille.

Le schéma directeur des trains à grande vitesse ne comporte aucun échec, et les discussions se poursuivront encore longtemps entre le ministre de l'économie - qui ne souhaite pas lui consacrer

lourd, pour trouver des solutions. Les régions et les départements seront sollicités pour apporter leur contribution à des trais qui les relèveront au cœur de l'Europe. M. Louis Besson, ministre de l'équipement, n'exclut pas que soit fait appel à des capitaux privés, comme cela a été pratiqué pour le tunnel sous la Manche. On s'attend aussi à une augmentation des dépenses outonnaires, qui permettrait à l'Etat de réserver les crédits budgétaires aux voies à grande vitesse, voire d'affecter à celles-ci une partie des recettes de ces péages. Le premier ministre a chargé M. Besson d'étudier une nouvelle répartition éventuelle des financements entre la route et le fer.

ALAIN FAUJAS

Fusion de la Banque centrale
et de la Banque hispano-américaine

Un nouveau géant
de la finance en Espagne

La fièvre des regroupements a saisi le monde espagnol de la finance. Onze jours à peine après l'annonce de la constitution de la Corporation bancaire espagnole, un grand holding regroupant toutes les entités financières publiques (le Monde du 7 mai), c'est au tour du secteur privé de suivre l'exemple : la Banque centrale et la Banque hispano-américaine, respectivement le troisième et le cinquième du pays, ont annoncé mardi 14 mai leur fusion.

MADRID
de notre correspondant

La fusion entre la Banque centrale et la Banque hispano-américaine, qui doit encore être formellement ratifiée par les actionnaires, prendra techniquement la forme d'une absorption de la seconde par la première, et donnera naissance à la Banque centrale hispano-américaine. Avec quelque 8 800 milliards de pesetas d'actifs (environ 475 milliards de francs), soit à peu près 11 % du total des actifs du marché financier espagnol, et 5 800 milliards de dépôts, ce sera le premier établissement financier privé du pays, devant la Banque de Bilbao-Biscaye, fruit elle aussi d'une spectaculaire fusion en 1988.

Le premier président du nouvel établissement sera M. Alfonso Escamez, qui dirigeait jusqu'ici la Banque centrale. Celui-ci, à soixante-cinq ans, met ainsi fin sur un coup d'éclat à une carrière de plus d'un demi-siècle, commencée tout au bas de l'échelle (il débuta comme coursier !). Il cède dès l'an prochain le témoin au président de la Banque hispano-américaine, M. José María Amusat, de seize ans son cadet, qui est d'ores et déjà chargé de la gestion quotidienne de la nouvelle entité.

L'histoire de cette fusion est plutôt mouvementée. A trois reprises déjà (la première fois... en 1963), les responsables des deux établissements avaient entamé, sans succès, des négociations destinées à unir leurs sorts. Face à ces échecs répétés, M. Escamez s'était retourné, en 1988, vers un autre des « grands » de la finance espagnole, la Banque espagnole de crédit (Banesto), avec laquelle un accord de fusion avait été pratiquement atteint, avant d'échouer in extremis en février 1989. La Banque centrale, entre-temps, avait été victime d'une tentative de prise de contrôle hostile de la part de deux agresseurs financiers, MM. Alberto Alcocer et Alberto Cortina, « les Alberos » comme on les appelle à Madrid. Depuis, M. Escamez semblait plus que jamais décidé à accroître la taille de son établissement afin de rendre plus ententeuse, et donc plus diffi-

Des problèmes sociaux
en perspective

MM. Escamez et Amusat ont justifié leur opération de fusion par la nécessité, pour les banques espagnoles, d'acquiescer une dimension leur permettant de mieux affronter le marché financier unique européen de 1993. Ils ont assuré que l'opération se présenterait sous les meilleurs auspices étant donné la complémentarité entre leurs deux établissements : tandis que la Banque hispano-américaine est davantage spécialisée dans les opérations commerciales classiques et internationales, la Banque centrale (dans laquelle le groupe français Bouygues détient 3,5 %) bénéficie d'un large réseau et détient de multiples participations industrielles, notamment dans les secteurs du pétrole, de la construction et de l'énergie électrique.

Il n'en reste pas moins que ce nouveau « géant » espagnol de la finance pourrait faire face à quelques difficultés, dont la moindre n'est pas son excédent de main-d'œuvre : quelque trente-neuf mille salariés au total, soit près de 30 % de plus que son principal concurrent, la Banque de Bilbao-Biscaye. Les syndicats ont déjà fait savoir qu'ils s'opposeraient à ce que la fusion se traduise par une réduction de personnel et qu'ils exigeraient un engagement écrit en ce sens dans le protocole de fusion. D'autre part, les taux de rentabilité des deux banques ne figurent pas précisément parmi les plus élevés du marché espagnol.

Ces difficultés potentielles n'ont pas empêché le ministre espagnol de l'économie, M. Carlos Solchaga, un militant déclaré des regroupements, d'exprimer immédiatement sa grande satisfaction face à l'opération. M. Solchaga a rappelé qu'en créant le 3 mai dernier la Corporation bancaire espagnole il visait, précisément, à donner l'exemple et à ranimer la flamme, quelque peu éteinte, des fusions au sein du monde espagnol de la finance. Sans doute n'espérait-il pas obtenir si vite gain de cause.

THIERRY MALINIAK

Au conseil des ministres

M. Roger Fauroux précise sa politique
en faveur des biens d'équipement

Souvent éclipsés sur le devant de la scène par des secteurs comme l'électronique ou l'automobile, l'industrie des biens d'équipement n'en est pas pour autant délaissée par les pouvoirs publics. Le ministre de l'industrie, M. Roger Fauroux, a tenu à le réaffirmer lors du conseil des ministres de ce mercredi 15 mai.

Ce secteur, qui englobe l'électrotechnique, la mécanique et le secteur des machines et emploie 660 000 personnes (le double de l'industrie automobile), souffre d'un déficit chronique : 8,4 milliards de francs en 1990, soit 2 % du chiffre d'affaires. Pour remédier à cette situation, le ministre de l'industrie va poursuivre sa politique d'aide déjà engagée. Une politique diversifiée à l'image d'un secteur qui compte aussi bien de très grands groupes industriels (dans l'électrotechnique avec GEC-Alsthom, Schneider, Framatome, Alcatel Cables et Legrand), que des entreprises de très petite taille.

Dans le secteur de l'électrotechnique, qui a la différence des deux autres se porte plutôt bien (il a dégagé en 1990 un excédent com-

mercial de 8 milliards de francs), l'Etat va continuer de soutenir la recherche : une enveloppe de 100 millions de francs a été allouée à cet effet en 1990. Mais pour accompagner ce secteur - qui vit essentiellement de grands marchés publics (EDF) - il va aussi poursuivre son action auprès de la CEE pour veiller au bon respect de la directive visant à ouvrir les marchés publics à la concurrence. A cet effet, le ministre de l'industrie a créé un observatoire des marchés publics européens et organisera en décembre 1991 une conférence internationale sur les marchés publics.

Le secteur de la mécanique, qui se redresse depuis trois ans, reste vulnérable en raison de la faible taille de ses entreprises (des effectifs de cent personnes en moyenne par firme, soit deux fois moins que leurs homologues d'outre-Rhin), mais aussi du manque de personnels qualifiés. Outre des aides financières (1,1 milliard de francs en 1990, comprenant l'aide au titre du crédit d'impôt recherche), l'Etat prend des mesures en matière de formation ; des conventions signées avec

l'Union des industries métallurgiques et minières a ainsi fait passer l'effort de formation dans ce secteur de 1,6 % à 3,8 %.

Enfin, encore mal remise de la crise qui les a secoués au début des années 80, les entreprises de machines-outils n'ont pas été en mesure depuis 1989 de mettre en place des capacités de production suffisantes pour répondre à la demande des industriels. Ce secteur a accusé en 1990 un déficit commercial de près de 20 milliards de francs. Le ministre de l'industrie a donc décidé de débloquer des aides à la recherche coopérative visant à accélérer le partenariat : entre firmes : 100 millions de francs pour la mise au point de nouvelles machines et 200 millions de francs sur cinq ans pour les systèmes de production destinés aux automobiles. En outre, un grand programme de recherche sur « l'usine du futur » sera lancé prochainement. Il associera fabricants de machines, d'informaticiens industriels et de systèmes logistiques pour développer des systèmes « juste à temps ».

SCIENCES-PO
FORMATION
Le diplôme de formation continue en
FINANCE D'ENTREPRISE
de l'INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE PARIS

• Destinée à des cadres expérimentés des entreprises et des administrations qui souhaitent étendre leurs connaissances aux acquis les plus récents de la finance.
• Ce programme est réparti sur deux années, à raison de vingt semaines par an.
• L'encadrement de cette formation de haut niveau est assuré par les meilleurs spécialistes français et étrangers, sous la direction de Jean-Jacques ROSA, Professeur des Universités à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris.
• Les demandes doivent être parrainées par les entreprises qui financent également les frais d'inscription.

Programme détaillé et informations :
I.E.P. de Paris - Service de Formation Continue
215 bd Saint Germain 75007 PARIS
Tél : 45.49.51.16 - 45.49.50.97 - 45.49.50.99
Fax : 42.22.60.79

INSTITUT
D'ETUDES
POLITIQUES
DE PARIS

ÉCONOMIE

Le 7^e congrès de la Confédération européenne des syndicats à LuxembourgM. Delors plaide pour un « contrat de confiance »
entre la Commission européenne et les partenaires sociaux

Intervenant mardi 14 mai à Luxembourg devant le 7^e congrès de la Confédération européenne des syndicats (CES), M. Jacques Delors a fait l'éloge du « modèle européen », qui « veut concilier l'efficacité économique et la justice sociale ». Mais le président de la Commission européenne a surtout dénoncé le « déséquilibre intolérable entre l'économie et le social » en se gardant de minimiser, devant les cinq cents délégués, « les sérieuses difficultés » auxquelles se heurte la mise en place de l'Europe sociale.

LUXEMBOURG

de notre envoyé spécial

Rappelant que les engagements qu'il avait pris en 1988, lors du précédent congrès de la CES à Stockholm, avaient été tenus, M. Jacques Delors y a vu « l'esquisse d'un

contrat de confiance » entre la Commission et les partenaires sociaux, même si la charte sociale, adoptée en décembre 1989, « n'a pas provoqué le défilé attendu ». « Pour faire face aux enjeux de l'après-1992, la Communauté doit être socialement mieux armée », a assuré le président de la Commission européenne. Ainsi, une proposition de directive-cadre sur le droit à la formation sera présentée par la Commission dans quelques mois, « au vu des résultats du dialogue social ».

Le dialogue social, il en est justement beaucoup question à Luxembourg, la Confédération européenne des syndicats (CES) cherchant à se doter, par de réels transferts de compétences des confédérations nationales, d'un véritable pouvoir de négocier des accords-cadres européens. M. Delors y a fait allusion en invitant les partenaires sociaux à « assumer leurs responsabilités ». Le président de la Commission a ainsi livré sa propre conception de la subsidiarité : « La Communauté ne peut, ni ne doit, se substituer ni aux États

membres, ni aux partenaires sociaux. Chaque fois qu'une action peut être menée avec plus de chances de réussite au niveau national ou dans le cadre de la négociation collective européenne ou nationale ».

FO contre une structure
à vocation mondiale

Si M. Jean Lapeyre, secrétaire de la CES, a invité le patronat européen, l'UNICE — représenté à Luxembourg par son secrétaire général, M. Zygmunt Tyzkiwicz — à négocier sur le droit à la formation et la mise en place de structures de consultation et d'information dans les sociétés transnationales, différentes conceptions continuent à s'opposer sur la manière de rendre la CES « plus performante ». Les Français en ont déjà donné une bonne illustration. M. Jean Kasper a plaidé en faveur d'une « réorganisation de l'action de la CES en faveur de la voie contractuelle ». L'ambition du secrétaire général de la CFDT est de faire de la CES « une confédération authentique, légitime par des man-

dat clairs et larges, capable de négocier avec les employeurs et d'influencer la législation communautaire ».

M. Marc Blondel est intervenu sur un registre un peu différent. Citant Jean Jaurès, le secrétaire général de FO a regretté que la CES n'ait pas réussi à s'opposer, tant à « la dérive économique de la construction européenne » qu'aux « mouvements de désocialisation ». M. Blondel a surtout adressé plusieurs mises en garde à la CES. « Il s'agit de ne pas tendre à se transformer en structure internationale à vocation quasi mondiale ». Il a ainsi fermement rappelé son opposition à une adhésion de la CGT, demandée de nouveau par M. Henri Krasinski le 7 mai, en parlant d'une « CGT communiste », qui « a perverti le mouvement syndical français ». Jugant le concept de subsidiarité « incompatible avec la notion de socialisme au sens propre du terme », M. Blondel a conclu en proclamant : « Nous devons être révolutionnaires sur nos méthodes ».

MICHEL NOBLECOURT

EN BREF

□ Coopération industrielle franco-britannique sur l'armement terrestre.

Le groupe français GIAT-Industries et la société britannique GKN-Defence sont convenus d'étudier la possibilité de proposer aux armées de terre de leurs pays respectifs une gamme commune de blindés de moyen tonnage, dont elles songent à s'équiper. Dans le cas de la France, il s'agit du projet VBM (véhicule blindé modulaire). L'accord prévoit la création à terme d'une société conjointe pour développer ces matériels, à laquelle d'autres partenaires européens pourraient s'associer.

□ Elf autorisé à racheter Bianco et CPO. — Le groupe Elf Aquitaine a reçu le feu vert du conseil de la concurrence pour racheter deux importants distributeurs indépendants de produits pétroliers Les Fils

de Jules Bianco et la « Compagnie Commerciale et pétrolière de l'Ouest » (CPO). Ces acquisitions permettront à Elf de devenir le numéro un de la distribution en France, avec une part du marché français de 25 %, contre 18 % jusqu'ici.

□ La Fédération nationale de la mutualité française s'inquiète des risques de fermeture des centres de santé. — M. René Teulade, président de la Fédération nationale de la mutualité française (FNMF), a indiqué, mardi 14 mai au cours d'une conférence de presse, qu'il avait demandé aux parlementaires de s'opposer à la fermeture des centres de santé mutualistes. Rappelant « les nombreuses fermetures déjà intervenues », M. Teulade a précisé que les difficultés financières rencontrées par ces centres allaient « en s'aggravant ».

REPÈRES

CHOMAGE

Stabilité
dans la CEE en mars

Avec un taux de 8,5 % de demandeurs d'emploi par rapport à la population active, le chômage est resté stable au mois de mars dans la CEE, selon les dernières estimations, diffusées mardi 14 mai à Luxembourg par Eurostat, l'office statistique de la Communauté. Si globalement ce taux n'a progressé que de 0,2 point sur un an, les évolutions apparaissent très contrastées selon les pays. Tandis que le Royaume-Uni connaît la plus forte hausse en un an (+20,5 %) de son nombre de chômeurs, l'Allemagne occidentale voit son taux diminuer de 15 % sur la même période. Ces derniers résultats ne tiennent toutefois pas compte des chômeurs des cinq nouveaux Länder de l'ex-RDA, où 800 000 personnes étaient, en mars, inscrites dans les bureaux de placement (au lieu de 537 000 en octobre).

Hors la Grèce — qui ne communique pas de données — et les Pays-Bas — qui les présentent avec un mois de retard — les taux de chômage sont les suivants : Irlande, 16,7 % ; Espagne, 16,8 % ; Italie, 9,7 % ; France, 9,3 % ; Belgique, 8,4 % ; Danemark, 8,1 % ; Royaume-Uni, 7,8 % ; Allemagne de l'Ouest, 4,5 % ; Portugal, 4,3 % ; Luxembourg, 1,6 %.

CONJONCTURE

Les ventes au détail
sont restées faibles
aux Etats-Unis en avril

Le montant des ventes au détail a diminué de 0,1 % en avril aux Etats-Unis, selon les statistiques publiées à Washington mardi 14 mai. En revanche, le département du commerce a révisé en hausse les résultats du mois

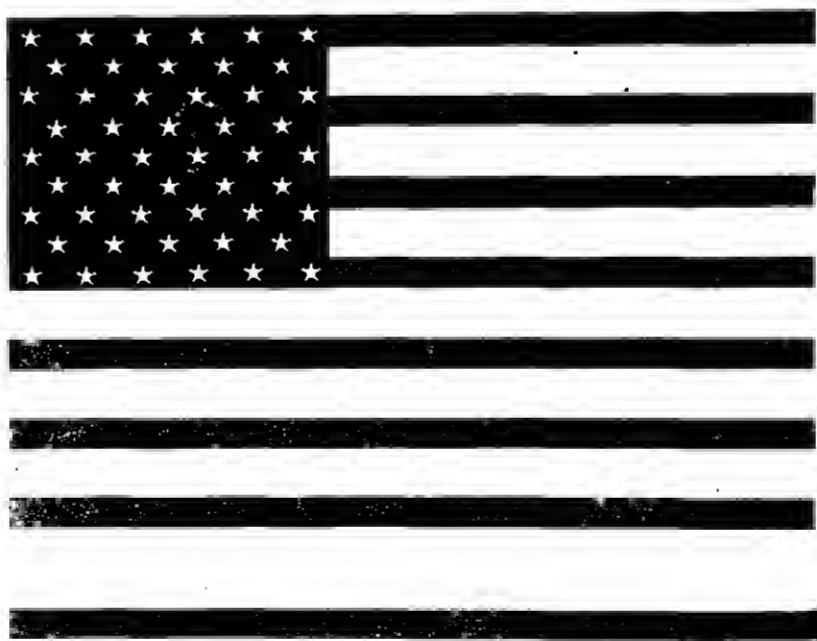
de mars, estimant que ces ventes avaient progressé de 0,4 %, et non diminué de 0,8 %, comme il l'avait annoncé le mois dernier. Les ventes d'automobiles ont augmenté de 1,8 % en mars, et de 0,3 % en avril. Les analystes prêtent à l'heure actuelle beaucoup d'attention à l'évolution des ventes au détail, susceptible de donner des indications sur un éventuel rebond de l'activité.

Hausse de 0,2 %
des prix de détail
américains en avril

En avril, l'inflation est restée modérée aux Etats-Unis, les prix de détail augmentant de 0,2 % (ils avaient diminué de 0,1 % en mars). Les hausses ont été modestes dans les principaux secteurs, à l'exception de celui de l'alimentation, où les prix ont augmenté de 0,7 %, leur plus forte hausse depuis janvier 1990. Les prix de l'énergie ont diminué de 0,7 %. Au cours des quatre premiers mois de l'année, le taux d'inflation en rythme annuel s'est élevé à 2,5 %, contre 6,1 % au cours de la même période de 1990.

Hausse de 1,2 %
des prix de gros
en Grande-Bretagne
au mois d'avril

Les prix de gros ont augmenté de 1,2 % en avril en Grande-Bretagne par rapport à mars et de 6,4 % sur un an, en données provisoires corrigées des variations saisonnières, a annoncé mardi 14 mai l'Office central de statistique (CSO). Cette forte hausse provient sans doute du relèvement des droits d'accises (taxe sur le tabac et l'alcool) le 1^{er} avril, début de la nouvelle année fiscale, qui a eu pour effet de majorer l'indice de 0,7 point.

Monsieur le Président,
vous avez Washington en ligne directe.

Oui, Monsieur le Président Directeur Général, à partir du 19 mai, chaque jour à 12h35, vous pourrez entrer en communication directe avec Washington en prenant le nouveau vol direct de United Airlines, venu s'ajouter à notre Paris-Chicago. Et en plus, Monsieur le Président, étant donné que la grande compagnie américaine a la volonté de faire décoller les affaires internationales, United Airlines peut vous emmener également vers plus de 200 destinations aux Etats-Unis dont Seattle, Los Angeles, San Francisco, New York et Miami... Alors, dès que vos affaires vous appellent dans nos Etats, pensez United ! Avec encore 2 lignes : numéro téléphone Paris : 48.97.82.82, numéro vert : 05.01.91.38, appel gratuit.

UNITED AIRLINES
PARIS CDG 1 - WASHINGTON TOUS LES JOURS EN VOL DIRECT.

صلى الله عليه وسلم

صكنا من الامل

ÉCONOMIE

**La France est « trop frileuse »
à l'égard des émigrants des pays de l'Est**
nous déclare le démographe Jean-Claude Chesnais

Doit-on redouter l'arrivée en Europe occidentale et notamment en France d'une vague d'immigrants en provenance des pays de l'Est? L'afflux de visiteurs polonais en Allemagne (200 000 par semaine) depuis la suppression des visas d'entrée, au début d'avril, accroît les craintes. M. Jean-Claude Chesnais, chercheur à l'Institut national d'études démographiques, invite à plus de prudence.

« Avec les difficultés économiques dans les pays de l'Est, notamment en URSS, doit-on s'attendre à une forte émigration vers l'ouest? »

« L'émigration dépend à la fois de la pression démographique, de la situation économique et de l'évolution politique, sans parler de l'attitude des pays « récepteurs ». Or les situations sont très différentes selon les pays. En Tchécoslovaquie et en Hongrie, depuis la guerre, l'émigration n'a atteint une certaine importance qu'à l'occasion de périodes de crise historique : le départ de Tchécoslovaquie de 1,5 million d'Allemands des Sudètes après la deuxième guerre mondiale, celui de 200 000 Tchèques après l'intervention soviétique de 1968 dans ce pays, ou l'exil de 200 000 Hongrois après la révolution de 1956 et sa répression. Aujourd'hui, ces deux pays, avec les plus bas taux de fécondité à l'Est, n'ont pas de « surplus » démographique. La Bulgarie n'a pas non plus de tradition d'émigration : les seuls départs importants depuis la guerre ont concerné la minorité d'origine turque.

« Ce n'est pas le cas de la Roumanie ni de la Pologne... »

« En effet, ce sont les deux pays les plus peuplés de l'Europe orientale (23 et 38 millions d'habitants respectivement) et ceux dont la population augmente le plus vite. En Roumanie, les incertitudes – le changement politique n'a pas donné les effets escomptés – peuvent faire apparaître l'émigration comme une solution pour certains individus, en particulier les intellectuels. On peut s'attendre à plusieurs dizaines de milliers de départs par an dans les prochaines années : il y en a eu près de 200 000 en 1990 – contre 300 000 au total de 1966 à 1989. En Roumanie, les incertitudes – le changement politique n'a pas donné les effets escomptés – peuvent faire apparaître l'émigration comme une solution pour certains individus, en particulier les intellectuels. On peut s'attendre à plusieurs dizaines de milliers de départs par an dans les prochaines années : il y en a eu près de 200 000 en 1990 – contre 300 000 au total de 1966 à 1989.

« En Pologne, les migrations ont été plus fortes encore. On a pu évaluer le nombre de départs à plus de 700 000 entre 1950 et 1974 et à plus de 1 million de 1980 à 1989. On trouve une « diaspora » polonaise importante en France, certes, mais aussi en Allemagne, en Grande-Bretagne, aux États-Unis. Or la Pologne a conservé une forte fécondité et se trouve aujourd'hui avec une population agricole excédentaire. Déjà, on a vu apparaître une émigration plus ou moins clandestine dans les pays voisins : Allemagne orientale, Tchécoslovaquie. Un chiffre de 100 000 départs par an, voire davantage, selon l'évolution intérieure, pendant la prochaine décennie – soit autant qu'au cours des années 80 – ne paraît pas invraisemblable.

En URSS, les minorités seulement

« Qu'en est-il de l'URSS? Les Soviétiques n'ont pas hésité à exercer un chantage à l'émigration si on ne les aidait pas.

« Ce chantage est-il crédible? On a lancé des chiffres fous – 700 000, voire 1,5 million ou 2 millions d'émigrants par an, en multipliant les départs d'année en année, sans aucune base sérieuse. En fait, les responsables soviétiques sont divisés. Certains ont clairement dit qu'ils ne prendraient pas le risque de laisser partir les personnes qualifiées. Contrairement aux autres pays, l'URSS maintient une stricte surveillance de ses frontières par le KGB et les visas de sortie restent toujours chèrement accordés. Les seules exceptions, aujourd'hui, comme par le passé, sont négociées pour des raisons de politique étrangère, concernant – outre des cas particuliers d'intellectuels – des

minorités : juifs, Arméniens, Allemands... C'est aussi parmi ces populations que l'on trouvera à la fois une tradition de mobilité et des candidats au départ.

« La plus importante de ces minorités est formée par les Allemands : 1,8 million. Cent mille ont déjà regagné l'Allemagne en 1989, 145 000 en 1990. Viennent ensuite les juifs : 1,2 million environ, mais ce chiffre aussi va diminuer rapidement avec les accords conclus entre Israël et l'URSS permettant la sortie de 200 000 juifs par an. Pour les Arméniens, le problème de l'émigration peut se poser surtout pour ceux qui vivent en Azerbaïdjan ou en Géorgie, mais la République d'Arménie voisine peut en attirer beaucoup. Mais il y a aussi 300 000 Grecs Pontiens susceptibles de partir en Grèce.

« On peut certes y ajouter les Baltes, voire les Ukrainiens, les Moldaves. Mais cela relève largement de scénarios catastrophes envisageant une véritable implosion de l'Union soviétique. On peut s'attendre plutôt à une redistribution de la population à l'intérieur de l'URSS qu'à une fuite vers l'extérieur. Le territoire soviétique est immense et ne manque pas de ressources.

Utiliser les quotas

« Cela fait déjà un total important d'émigrants potentiels vers l'ouest... »

« Sans doute, mais il faut voir à la fois les nombres et les destinations probables. Les émigrants d'origine allemande, en Europe de l'Est comme en URSS, vont sans doute continuer à se diriger vers l'Allemagne, qui en a déjà accueilli 2 millions entre 1950 et 1989, dont près de la moitié au cours des années 80. Passées les difficultés actuelles de l'unification, l'Allemagne continuera à les accueillir, car aujourd'hui ce sont des « classes creuses » qui y arrivent sur le marché du travail.

« Au rythme actuel, la « diaspora » allemande en Pologne pourrait en trois à cinq ans être regroupée sur la terre de ses ancêtres, et celle d'Union soviétique en une dizaine d'années. Les juifs soviétiques vont presque tous vers Israël et les États-Unis. Quant aux Polonais, ils iront partout : en Afrique du Sud, en Australie, au Canada – toujours demandeurs de main-d'œuvre – ou aux États-Unis, qui accueillent les candidats en fonction de leur qualification ou de leurs attaches familiales sur place, aussi bien qu'en Europe occidentale. Les Roumains aussi se disperseront. Les 50 000 Arméniens partis en 1990 se sont installés surtout aux États-Unis (Californie). On peut le regretter.

« Vous souhaitez qu'il y ait davantage d'immigrants de l'Est en France? »

« Certainement. La France a une politique trop frileuse, préoccupée uniquement de bloquer les frontières, dans la mesure où c'est possible. Elle subit l'immigration, elle ne cherche pas à l'orienter. En 1990, 5 000 juifs russes se sont installés en Allemagne, aucun en France. C'est dommage : il s'agit de gens ayant souvent un niveau de formation élevé. Il n'y a pas de raison de laisser le monopole de l'accueil à deux ou trois pays : Israël, États-Unis, Allemagne. La position française est particulièrement étrange dans le cas des Arméniens, car la première communauté arménienne hors d'URSS se trouve en France, au pour les Roumains, qui parlent une langue romane et sont souvent francophones.

« On ne peut pas commander les migrations, mais on peut adresser des signaux. La politique des quotas, souvent critiquée, peut servir à cela. On peut dire qu'on accepte d'accueillir, à quelles conditions et combien, et pas seulement dans les cas d'urgence, comme on l'a fait jusqu'ici pour les boat people ou les Libanais. Cela finit par avoir un effet. Il faut avoir une politique active d'immigration, plutôt que de laisser fonctionner seuls les réseaux clandestins, ou les demandes d'asile, et d'accueillir les plus chanceux ou les plus débrouillards... »

Propos recueillis par GUY HERZLICH

o L'Albanie s'intéresse à la BERD. — M. Jacques Attali, président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), a rencontré lundi 13 mai à Londres le premier ministre albanais, M. Fatos Nano, et le ministre des affaires étrangères, M. Muhamet Kapllani, afin de discuter d'une adhésion éventuelle de la République d'Albanie à la BERD.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LA CONFIANCE PARTAGÉE

1^{re} vague de notation de SICAV en France
par Standard & Poor's - ADEF:

14 SICAV ont obtenu un AAA,
meilleure note qui certifie la qualité de gestion de ces SICAV
et la sécurité apportée par le dépositaire.

Pour 5 de ces SICAV, la Caisse des dépôts et consignations,
ou l'une de ses filiales, exerce la fonction de dépositaire.

	Gestionnaire	Dépôt	Performance ¹ depuis le 27 04 90	Indicateur de risque	Notation
FONSIACAV	CDG Titres	Caisse des dépôts et consignations	+9,97	0,09 ²	AAA m
HELM MONETAIRE	CDG Titres		+9,69	0,09 ²	AAA m
LATITUDE	SOGEPOSTE		+9,39	0,08 ²	AAA m
POSTE GESTION	SOGEPOSTE		+9,83	0,09 ²	AAA m
TRESOR-REAL	TGF	CFSA Finance Caisse des dépôts et consignations	+9,49	0,09 ²	AAA m

Source EUROPERFORMANCE

(1) au 26 04 91 (2) sur 1 an



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La qualité de la signature

SOUHAITANT ÉLARGIR LA DIFFUSION DU TITRE ELF AQUITAINE.
■ LA SNEA PROJETTE UNE AUGMENTATION DE CAPITAL
FRANÇAISE ET INTERNATIONALE
■ ET A DEMANDÉ SON ADMISSION À LA COTE DU
NEW YORK STOCK EXCHANGE

LA SOCIÉTÉ NATIONALE ELF AQUITAINE a demandé son admission à la Cote du New York Stock Exchange, et envisage de procéder simultanément à une augmentation de capital portant sur environ 7,5 millions d'actions nouvelles.

Cette opération vise à développer la diffusion du titre ELF AQUITAINE en lui ouvrant un nouveau marché significatif aux États-Unis. Elle s'adressera également aux actionnaires traditionnels d'ELF AQUITAINE, en France et en Europe. Les fonds ainsi obtenus compléteront le financement d'un programme d'investissement soutenu.

Afin d'assurer un placement simultané des actions nouvelles sur les marchés américain, français et international, cette émission ne comportera pas de droit préférentiel de souscription ni de délai de priorité. Elle sera précédée d'une campagne d'information, qui commence aujourd'hui.

Les caractéristiques définitives des actions nouvelles, et en particulier le prix d'émission, seront arrêtées par le Conseil d'Administration de la S.N.E.A. qui devrait se réunir à cet effet le 10 juin prochain. La période de souscription se déroulera du 11 juin au 13 juin inclus, sur les trois marchés et ne pourra être close par anticipation. Les actions nouvelles seront créées avec jouissance du 1^{er} janvier 1991.

La date de lancement de l'émission étant fonction des conditions générales du marché, le calendrier ci-dessus pourra, le cas échéant, être décalé.

Le placement sera assuré simultanément dans les trois zones par des groupes de banques respectivement dirigés par :

- La BANQUE NATIONALE DE PARIS pour la tranche française,
- PARIBAS Limited pour la tranche internationale,
- GOLDMAN SACHS INTERNATIONAL Limited pour la tranche américaine.

Le nom des banques composant le syndicat de placement de la tranche française, sous la direction de la BANQUE NATIONALE DE PARIS, chef de file, et de la BANQUE PARIBAS, co-chef de file, sera porté à la connaissance du public ultérieurement.

La coordination globale du placement sera assurée par PARIBAS et GOLDMAN SACHS.

Le prix d'émission des actions nouvelles dépendra des conditions de marché au moment du lancement de l'émission et sera en tout état de cause, conformément à la Loi, au moins égal à la moyenne des cours de l'action constatés pendant 20 jours consécutifs choisis parmi les 40 précédant le jour du début de l'émission, après correction de cette moyenne pour tenir compte de la différence des dates de jouissance.

Ces actions seront admises à la Cote Officielle de la Bourse de Paris après la réalisation de l'opération, étant précisé qu'elles feront l'objet de négociations sous forme de promesses d'actions dès la clôture du placement. Elles feront également l'objet d'une demande d'admission aux Bourses de Bruxelles, Luxembourg, Düsseldorf, Francfort, Bâle, Genève et Zurich.

Les actions de la société réservées aux placements français et internationaux ne sont pas offertes et ne pourront pas être offertes ou vendues aux États-Unis sous réserve de certaines exceptions.

Un document de référence, comprenant notamment le rapport d'activité et les renseignements financiers, a été enregistré sous le numéro R 91-003 auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 16 avril 1991 et est tenu à la disposition du public.

Préalablement à l'ouverture du placement, une note d'information sera soumise au visa de la Commission des Opérations de Bourse; cette note sera publiée dans la presse.

Pour toute information sur la Société

N° VERT: 05.01.10.11

MINITEL: 30 10 CLIFF

elf aquitaine

La Commission des Opérations de Bourse attire l'attention du public sur le fait qu'aucune souscription ou réservation de souscription ne pourra être effectuée tant que les modalités précises de cette émission n'auront pas fait l'objet d'une note d'opération complémentaire, visée par la Commission et publiée dans la presse.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

Le Monde de l'International

Dans un monde de télécommunications, évoluez à la pointe de la finance.

Dans le cadre de son développement international, Alcatel CIT crée des Joint Venture avec des groupes industriels en Asie, en Amérique du Sud, en Afrique, en Europe de l'Est... Ces filiales ont pour activités la production, l'ingénierie, la formation et l'installation de centraux téléphoniques de la gamme E10. Assurant le mandat de gestion, Alcatel CIT recherche pour chacune de ces filiales un :

RESPONSABLE FINANCIER

Diplômé d'une grande école de commerce (HEC, ESSEC...) ou d'une école d'ingénieur, vous avez acquis une expérience similaire de plusieurs années. Responsable et autonome, vous mènerez à bien la mise en place des services financiers, des procédures comptables (comptabilité analytique), du contrôle de gestion, du service paye, de la gestion de la trésorerie, de la gestion financière des contrats. Pour ces postes, l'anglais est indispensable, l'espagnol souhaitable. D'autres langues seront appréciées.



Merci d'adresser votre candidature sous référence RFM5 à
Christine CAPELEGRENE, Alcatel CIT - 10, rue Latécoère - 78141 VELIZY Cedex.

WE ARE OCE GRAPHICS, DIVISION OF THE OCE GROUP. A WORLDWIDE LEADER IN COPYING AND PRINTING TECHNOLOGIES. OUR BUSINESS: COMPUTER GRAPHICS PERIPHERALS. FOR OVER 30 YEARS, FIRST UNDER THE BENSON NAME, WE HAVE DEVELOPED AND PRODUCED A COMPLETE RANGE OF PLOTTERS, PRINTERS AND DIGITISERS. OUR ORGANIZATION: 950 PEOPLE, 15 SUBSIDIARIES WORLDWIDE, 2 ENGINEERING CENTERS IN BOTH PARIS AND THE SILICON VALLEY. A MODERN "CLASS A" FACTORY IN GUERANDE - LA BAULE. OUR STYLE: ACTIVE AND DIRECT. IN A FAST GROWING MARKET, WE BELIEVE IN CHALLENGING OBJECTIVES, "OPEN DOOR" MANAGEMENT, INTEGRATION, MOBILITY AND PROMOTION FROM WITHIN. IN FRANCE, EUROPE AND THE U.S., YOU WILL FIND A FUTURE THAT FITS YOUR TALENTS.

Corporate and Press Communications

Main responsibilities include building our press relations at the international level, generating and monitoring press releases and articles in our fast technological environment, organising press events and public relations.

You will implement our corporate image managing the employees' internal publications and assist our foreign subsidiaries.

Bilingual in french and english, good writing skills and knowledge of desktop publishing on the Macintosh are a must.

A Grande Ecole degree with Marketing background, completed if possible by an experience of communication in a B. to B. environment, will make you the perfect match for this energetic, creative and hands-on position. Réf. CPC/MI



YOU WILL HAVE A PROMISING FUTURE WITH US. SEND YOUR RESUME, IN BOTH ENGLISH AND FRENCH, TO FRANCIS CAIRE, OCE GRAPHICS, 1, RUE JEAN LEMOINE, 94003 CRETEIL CEDEX



Plot your future with us

Océ Graphics

CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • Le Monde • Süddeutsche Zeitung
• BERLINGSKE TIDENDE • THE IRISH TIMES
• CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT

**Jeunes Diplômés, Acquérir
Un Savoir
Faire
International
Dans Les
Services
Financiers.**

La COMPAGNIE BANCAIRE est le premier groupe européen spécialisé dans les services financiers. La direction internationale de sa filiale CETELEM, établissement de crédit destiné aux particuliers, crée une équipe multinationale de jeunes cadres pour accompagner son expansion dans différents pays européens (Belgique, Italie, Espagne, Pays-Bas, France). Si vous êtes Espagnol ou Belge parlant Flamand, afin de bien appréhender notre culture, nos produits et nos projets, vous travaillerez d'abord en France pendant 18 mois environ. Durant cette période, vous apprendrez à connaître nos réseaux de distribution, réaliserez des études marketing, approfondirez vos connaissances techniques. Par ailleurs, vous vous formerez à la planification et au contrôle de gestion ; en un mot, vous aurez la possibilité d'acquies un véritable savoir-faire. Vous évoluerez ensuite en prenant des responsabilités d'encadrement dans une filiale de votre pays d'origine. Bien entendu, un état d'esprit "européen" et la maîtrise de la langue française sont indispensables pour réussir dans ces fonctions. Merci d'adresser votre lettre de candidature accompagnée d'un CV sous référence 940 Béatrice PLANTUREUX - Service Recrutement - COMPAGNIE BANCAIRE 5 Avenue Kléber - 75116 PARIS - FRANCE

COMPAGNIE BANCAIRE
1^{er} GROUPE EUROPÉEN SPÉCIALISÉ DANS LES SERVICES FINANCIERS

Travailler pour les droits de l'homme

Chef du Département de la Presse et des Publications

Traitement annuel: 22,290 livres sterling

Amnesty International (AI) est un mouvement bénévole composé de plus d'un million de personnes dans le monde entier qui font campagne pour obtenir la libération des prisonniers d'opinion, un jugement équitable pour les prisonniers politiques et l'abolition de la torture et de la peine de mort.

Vous serez chargé(e) de veiller à ce qu'AI garde sa réputation de mouvement indépendant et impartial qui fournit des informations exactes sur les violations des droits de l'homme partout dans le monde et fait campagne pour y mettre fin. A la tête d'un département de 30 employés au Secrétariat international à Londres, vous dirigerez le programme d'information, publié en plusieurs langues, et coordonnerez un réseau international de spécialistes de la presse et de la publication.

Vous devez avoir acquis une expérience considérable des relations publiques en tant que cadre, et avoir travaillé avec des personnes de différentes cultures et au sein d'organisations bénévoles. Vous devez être capable d'élaborer et de donner suite à une stratégie d'information internationale, multiculturelle et plurilingue et de fournir les éléments de base et de soutien aux campagnes auxquelles participeront les membres d'AI. Vous devez faire preuve de diplomatie et être capable de communiquer à tous les niveaux. Il est essentiel que vous ayez une connaissance de la gestion d'entreprise et des compétences en la matière. Vous devez parler couramment l'anglais et être disponible pour voyager. La connaissance de l'arabe, de l'espagnol ou du français est souhaitable.

Date limite pour la réception des candidatures: 24 juin 1991.



amnesty international

Pour de plus amples renseignements et pour obtenir une formule de candidature, s'adresser à: Service du personnel, Secrétariat international, Amnesty International, 1 Easton Street, Londres WC1X 2GD (Grande-Bretagne). Téléphone: 037 0515 1241. Prière de citer la référence NP2.

Le Gouvernement de Madagascar, dans le cadre d'un projet de restructuration de la formation professionnelle, financé partiellement par la Banque Mondiale, cherche un **CONSEILLER TECHNIQUE PRINCIPAL** au Conseil National de Formation Technique et Professionnelle (CNFTP).

Le CNFTP orientera la politique sectorielle, promouvra et financera des activités de formation. Placé auprès du Directeur-Exécutif du CNFTP, le conseiller aidera à: orienter la stratégie, animer et promouvoir les activités du CNFTP, et au fonctionnement du secrétariat-exécutif.

Lieu d'affectation: Antananarivo, au CNFTP. Engagement de deux ans renouvelables, dès septembre 1991.

Qualifications et expérience: Diplôme universitaire de haut niveau (ingénieur, économie, gestion). Expérience professionnelle d'au moins 15 ans dans la formation et de son administration, ainsi en gestion (de préférence dans l'entreprise), organisation, développement économique. Maîtrise excellente du français. Expérience professionnelle en Afrique souhaitable. Information: Mr. Luis Olivares, Chief Recruitment, World Bank, 66 Avenue d'Iéna 75116, Paris, France, ou Directeur, Bureau Projet Education, BP 331, Antananarivo, Fax 292-13. Candidatures devraient parvenir au Bureau Projet Education au plus tard le 28 juin, 1991.



World Bank

صندوق الامم المتحدة

صكا من الامل

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
75 PARIS			18^e ARRONDISSEMENT			2 PIÈCES		
4^e ARRONDISSEMENT			2 PIÈCES			30 m²		
3 PIÈCES	6-8, rue des Guillemites	7 200	49 m², 6 ^e étage	40, av. de Saint-Ouen	4 200	3 ^e étage	39, rue Rivesy	3 000
72 m², 2 ^e étage	SAGGEL - 48-00-89-89	+ 730	parking	SAGGEL - 42-66-81-05	+ 850		CIGIMO - 48-00-89-89	+ 300
possib. parking	Honoraires de location	5 454		Frais de commission	2 989		Honoraires de location	2 430
7^e ARRONDISSEMENT			19^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES		
STUDIO	169, rue de Grenelle	3 850	3 PIÈCES			104 m²		
31 m², 1 ^{er} étage	AGF - 49-24-45-45	+ 500	77 m², 3 ^e étage	46 bis, rue Mouzalla	6 079	5 ^e étage	4, av. Nungesser-et-Coll	10 241
	Frais de commission	2 740	parking	SAGGEL - 42-66-81-05	+ 693		AGIFRANCE - 49-03-43-01	+ 1 995
9^e ARRONDISSEMENT				Frais de commission	4 326		Frais de commission	6 114
4 PIÈCES	74, rue d'Amsterdam	10 450	20^e ARRONDISSEMENT			STUDIO		
100 m², 4 ^e étage	Frais de commission	7 438	3 PIÈCES			62 m²		
10^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES			Rez-de-chaussée		
3 PIÈCES	68, quai de Jemmapes	5 777	95 m², 2 ^e étage	52-58, rue des Haies	5 880		9, boulevard d'Auteuil	4 700
81 m², 5 ^e étage	SAGGEL - 42-66-81-05	+ 563	parking, balcon	CIGIMO - 48-00-89-89	+ 1 100		AGIFRANCE - 49-03-43-01	+ 1 100
20 m² sur jardin	Frais de commission	4 111		Honoraires de location	4 575		Frais de commission	3 102
2 PIÈCES MEUBLÉ	HOME PLAZZA NATION	5 500	92 - HAUTS-DE-SEINE			5 PIÈCES		
50 m² sur jardin	HOME PLAZZA 40-09-40-00	+ 825	2 PIÈCES			Imm. neuf		
	HOME PLAZZA BASTILLE	8 500	56 m², 2^e étage			68, rue de la République		
	HOME PLAZZA 40-21-22-23	+ 1 275	parking	BOULOGNE	7 500		SAGGEL - 47-42-44-44	+ 1 500
15^e ARRONDISSEMENT				33-37, rue Pasteur	+ 740		Frais de commission	5 906
2 PIÈCES	88, rue de la Fédération	5 500		SOLVEG - 40-87-06-99	6 100	STUDIO		
58 m², 6 ^e étage	AGF - 49-24-45-45	+ 990		Frais de commission	8 850	27 m²		
	Frais de commission	3 914				5^e ét.		
16^e ARRONDISSEMENT						CHAMBRE		
4/5 PIÈCES	6-10, rue Mirabeau	12 400				11 m²		
103 m², 4 ^e étage	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 2 188				4^e ét.		
possib. parking	Frais de commission	6 824				3 PIÈCES		
2 PIÈCES	51, avenue Bugaud	7 371				53 m², 3^e ét.		
54 m², 5 ^e étage	AGIFRANCE - 49-03-43-01	+ 788				parking		
	Frais de commission	4 422				4 PIÈCES		
17^e ARRONDISSEMENT						88 m², 2^e ét.		
STUDIO	87, avenue Mial	4 405				parking		
39 m², 2 ^e étage	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 705				94 - VAL-DE-MARNE		
	Frais de commission	3 135				5 PIÈCES		
4 PIÈCES	19, rue Roger-Bacon	10 100				111 m², 6^e ét.		
87 m², 5 ^e étage	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 1 667				parking		
possib. parking	Frais de commission	7 187				2 PIÈCES		
4 PIÈCES	19-21, rue Salmagne	10 285				52 m², 2^e étage		
91 m², 5 ^e étage	LOC INTER - 47-45-16-09	+ 1 000				parking		
2 park., balcon						3 PIÈCES		
5 PIÈCES	19-21, rue Salmagne	12 528				70 m², 5^e ét.		
123 m², 1 ^{er} étage	LOC INTER - 47-45-16-09	+ 1 100				terrassé, parking		
parking, balcon						4 PIÈCES		
						88 m², 3^e ét.		
						parking		
						95 - VAL D'OISE		
						3 PIÈCES		
						88 m², 1^{er} étage		
						parking		

Le Monde
CHAQUE MERCREDI
numéro daté jeudi

RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS
LES BELLES PROPRIÉTÉS
L'AGENDA IMMOBILIER
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 609 000 Français dont 898 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Ile-de-France. (Source : CESP 1989.)

Pour tous renseignements 45-55-91-82 poste 42.96

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE

**PHENIX
GESTION**
AGF GROUPE DES
ASSURANCES
GÉNÉRALES
DE FRANCE

CIGIMO
GROUPE GTF

**RESIDENCES HOTELIÈRES
HOME PLAZZA**

ISTIER

GENERALI

SAGGEL
GROUPE VENTÔME

SOLVEG
LOCATION, VENTE ET GESTION D'IMMOBILIERES

MARCHÉS FINANCIERS

Pour endiguer la montée de ses coûts Daimler-Benz annonce un programme d'économies draconien

Malgré une année 1990 difficile, le président du directoire de Daimler-Benz AG, M. Edzard Reuter, s'est déclaré « satisfait » mardi 14 mai, lors de la présentation de bilan du premier groupe industriel allemand à Stuttgart, estimant que le « fin du tunnel » était désormais en vue. Le patron de Daimler-Benz a toutefois annoncé un programme « draconien » devant permettre au consortium de réaliser 4 milliards de deutschemarks (environ 13,5 milliards de francs) d'économies par an d'ici à 1995. Aucun licenciement massif n'est prévu pour l'instant, mais les créations d'emploi seront rares en Allemagne en raison d'une délocalisation systématique des implantations du groupe à l'étranger.

FRANCFORT

correspondance

Depuis le rachat du géant aéronautique MBB (Messerschmitt-Bölkow-Blohm) en 1989, Daimler-Benz est le premier groupe industriel en Allemagne fédérale avec, en 1990, un chiffre d'affaires consolidé de 85,5 milliards de deutschemarks (290 milliards de francs), en augmen-

tation de 5,2 % sur 1989. Les fluctuations de change, défavorables, se sont traduites par un manque à gagner de 2 milliards de DM et ont affecté les résultats d'exploitation en baisse de 10 %. Un taux d'imposition plus faible en 1990 a toutefois permis une légère augmentation du bénéfice net consolidé du groupe, qui a atteint 1,8 milliard de DM (contre 1,7 milliard en 1989).

L'activité automobile de Mercedes-Benz a représenté 72 % du volume des affaires du groupe : le recul des ventes à l'étranger a été compensé par la forte demande sur le marché allemand. Deutsche Aerospace (DASA) — dans lequel MBB, Dornier, Telefunken Systemtechnik et MTU (propulsion) ont été regroupés — pèse 9 % du groupe. Daimler-Benz InterService, la dernière filiale créée, dont l'activité porte sur les services, représente 4 % des ventes totales.

Worms et Cie regroupe ses actifs dans un seul holding coté

Le groupe Worms et Cie a annoncé mardi 14 mai une vaste restructuration, visant à simplifier ses structures en réunissant au sein d'une grande société cotée les différentes activités exercées dans le groupe, représentées notamment par Simer et Pechelbronn. La société Simer, détenue à hauteur de 95 % par Worms et Cie, fusionne avec Pechelbronn, son principal actif, et prendra le nom de Worms et Cie, la société-mère devenant Maison Worms et Cie.

Simer sera aussi renforcé par l'apport par Worms et Cie de 26,3 % du capital de Pechelbronn et le contrôle de deux sociétés intermédiaires détenues ensemble 3,2 % du capital de Pechelbronn, 41,7 % de la Compagnie nationale de navigation et 36,6 % de Demachy Worms et Cie holding.

Pour rémunérer Worms et Cie, 1 125 000 actions nouvelles Simer seront créées. Cet ensemble d'opérations « n'entraînera pas de dilution, souligne le groupe Worms et Cie, l'annulation de titres Pechelbronn dans la fusion faisant plus que compenser la création de titres Simer résultant des apports. » Au contraire, l'opération devrait provoquer une réduction de 7 % du nombre des actions composant actuellement le capital de Pechelbronn.

Ch. HOLZBAUER-MADISON

VILLE DE PARIS RECONSTRUCTION DE L'ÎLOT MOLITOR (16) CONSULTATION DE PROMOTEURS

La Ville de Paris lance une consultation en vue de la cession des droits de construire attachés à l'îlot municipal d'une surface de 5 000 m² environ, actuellement occupé par des bâtiments désaffectés qui constituaient la piscine MOLITOR à PARIS XVI.

Il sera réalisé un ensemble immobilier intégrant deux bassins de natation dont l'un, principalement à vocation scolaire, sera propriété municipale. Les droits de construire non utilisés pour la réalisation des équipements sportifs seront affectés librement dans le strict respect de la réglementation.

Cette consultation ouverte à l'adresse des promoteurs, qui devront s'adresser à un architecte de leur choix dont ils assureront la rémunération. Les propositions devront comporter une offre de charge foncière et une esquisse architecturale.

Les dossiers de consultation pourront être retirés à partir du 3 juin 1991 par les promoteurs contre des justifications concernant la qualité et les capacités juridiques techniques et financières.

Les offres seront remises le 30 septembre 1991.

Les promoteurs intéressés devront prendre contact avec la Direction de la Construction et du Logement, Bureau 5 163 - 17, boulevard Morland - 75004 Paris. Tél. : 42-76-35-20.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Deutsche Bank

Aktienmanagement

En vertu de l'autorisation qui lui avait été donnée lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 14 mai 1987, le Directoire de la Deutsche Bank AG a décidé en date du 26 mars 1991, avec l'accord du Conseil d'Administration, de relever le capital social de DM 3.500.000. pour le porter à DM 2.210.173.750. par l'émission de 70.000 actions nouvelles de DM 50. avec droit au dividende pour l'exercice 1991 (coupon no 55 attaché) et au prix de DM 595. par action. Ces actions ont été exclusivement réparties entre les employés et filiales allemandes de la Deutsche Bank qui avaient accepté l'offre d'achat d'actions de mars 1991.

Les nouvelles actions sont cotées en Bourse de Luxembourg depuis le 7 mai 1991.

La notice légale ainsi que les statuts ont été déposés au Greffe du Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg.

Le Directoire

NEW-YORK, 14 mai

Sous la barre des 2900 points

Une vive remontée des taux d'intérêt à long terme après la publication d'indices économiques a pesé mardi sur Wall Street. L'indice Dow Jones rebondissant sous la barre des 2900 points. A la clôture, est en hausse de 12 points à 2898,85. L'indice S&P 500, quant à lui, a gagné 12 points à 2898,85. Les investisseurs ont été rassurés par la confirmation que le marché ne s'écarterait pas de son mouvement baissier. Le nombre de valeurs en baisse a largement dépassé celui des hausses : 1184 contre 388. Le cours de 604 titres est resté inchangé.

Sur le marché du crédit, le taux des bons du Trésor à trente ans est monté à 8,35 % contre 8,25 % lundi soir après l'annonce d'une baisse de 0,1 % des ventes de détail en avril. Pour mars, le chiffre des ventes a par ailleurs été révisé à la hausse (+0,4 %), contre une baisse de 0,8 % précédemment indiquée.

Cette surévaluation des dépenses de consommation en période de récession n'encourageait pas, selon les experts, le Réserve fédérale à assouplir une nouvelle fois sa politique monétaire malgré les statistiques positives sur le front de l'inflation. Les prix de détail n'ont progressé que de 0,2 % en avril, soit un rythme de taux annuel d'inflation depuis le début de l'année de 2,5 %, contre 6,1 % pour l'ensemble de 1990.

VALEURS	Cours du 13 mai	Cours du 14 mai
Alcoa	89 1/4	87 7/8
AT&T	112 1/2	112 1/2
Bell	48 7/8	48 3/4
Boeing	42 1/2	42 1/2
Chemical Bank	17 3/8	17 3/8
Eastman Kodak	41 1/8	40 5/8
Exxon	32 1/2	31 7/8
GenCorp	21 5/8	20 7/8
General Motors	21 1/8	20 7/8
IBM	105 7/8	105 3/4
ITT	67 1/8	66 1/2
Johnson & Johnson	58 3/4	58 3/4
Merck	52 1/2	52 1/2
Pfizer	58 1/8	57 3/4
Schering-Plough	52 1/2	52 1/2
Union Carbide	153 7/8	153 3/4
USX	17 1/8	17 1/8
Westinghouse	27 1/8	26 7/8
Xerox Corp.	55 3/4	54 7/8

LONDRES, 14 mai

Poursuite du repli

Après avoir évolué en dents de scie tout au long de la journée, les valeurs ont plongé en fin de séance, mardi 14 mai, au Stock Exchange. L'indice Financial Times 100 a perdu 12 points, pour atteindre 25 822,47 points, soit un repli de 0,8 %. Le volume des transactions a été de 1,4 milliard de titres, contre 363,3 millions lundi.

Une hausse plus importante que prévu des prix de gros et plusieurs autres indicateurs économiques n'ont pas beaucoup influencé la cote. En revanche, les valeurs ont plongé en fin de séance avec l'ouverture d'un nouveau record de Wall Street. Le Bourse a, malgré tout, connu un regain d'enthousiasme en milieu de séance lorsque la valeur barométrique du marché, l'indice Financial Times 100, a fait l'objet d'un raid des courtiers Smith New Court sur près de 2,5 % du capital pour le compte d'un client inconnu, qui pourrait être, selon les rumeurs, un chimiste allemand.

FAITS ET RÉSULTATS

2,47 % du capital du chimiste britannique ICI change de mains. Le courtier britannique Smith New Court s'est porté acquéreur mardi 14 mai de 2,47 % du capital d'Imperial Chemical Industries (ICI), à la Bourse de Londres, déclenchant une réaction de panique sur le marché britannique. Les actions ICI ont bondi de plus de 60 pence (5,4 %) à la suite de l'acquisition de 17,5 millions d'actions ICI. Le nom de l'acquéreur pour lequel a opéré Smith New Court n'a pas été révélé, entraînant une série de rumeurs toutes démenties successivement. ICI a indiqué suivre la situation de près et ignorer l'identité de l'acheteur.

Cables : Pirelli reprend ses divisions de STC (Northern Telecom). Le groupe italien Pirelli vient de racheter la division « Câbles terrestres » de la société britannique Standard Telephone Cable (STC), filiale du groupe canadien Northern Telecom, annonce mardi 14 mai un communiqué de Pirelli à Milan. L'acquisition sera effective le 20 mai prochain. La transaction opérationnelle n'a pas été divulguée. La division « Câbles terrestres » (Land-cable division) de STC domine le marché britannique des câbles en fibre optique et en cuivre pour les télécommunications. Elle emploie 750 salariés pour un chiffre d'affaires de l'ordre de 800 millions de francs en 1990. Le groupe STC a été repris au début de l'année 1990 par le Canadien Northern Telecom.

Nouvelles Galeries : cotation tonneaux suspendue. La cotation des actions Nouvelles Galeries, qui devait reprendre mardi 14 mai, a été suspendue jusqu'à nouvel avis en raison de l'appel d'argent devant la cour d'appel de Paris par le groupe textile Denyval concernant l'OPA des Galeries Lafayette sur les Nouvelles Galeries (Le Monde du 11 mai).

Gravograph : crainte des milieux boursiers sur le REES. La suspension de la cotation de Gravograph, une des filiales que le groupe textile VEV entend céder pour réduire son important endettement, fait craindre aux milieux boursiers une remise en cause de l'opération de

PARIS, 15 mai

Attente dans le calme

La place française a été une nouvelle fois dominée par les préoccupations politiques françaises avec les rumeurs puis la confirmation de la démission de M. Michel Rocard de son poste de premier ministre. Sans un marché très calme, l'indice CAC 40, après avoir ouvert son cours à 0,87 %, perdait 0,57 % vers 13 heures au moment de la sortie du conseil des ministres. Ce n'est alors que le CAC 40 effaçant même une partie de ses pertes pour s'inscrire à -0,25 % vers 14 heures. Les intervenants attendaient alors de connaître le nom du futur chef de gouvernement. « Le marché français est dans l'attente, un peu plus lourd que les autres », affirmait un intervenant éminent d'ajoutant : « Les investisseurs internationaux ne comprennent pas l'utilité d'un tel changement. Ils préfèrent rester dans l'attente. » Et d'autres d'évoquer le nom de divers ministres possibles, la plus redoutée étant Edith Cresson. Ce changement de gouvernement, qui occupait nombre de gestionnaires, n'était pas leur seul souci. Le repli de Wall Street la veille, séance durant laquelle l'indice Dow Jones a perdu plus de 37 points, et les tensions sur le marché obligataire aux États-Unis ont également pesé sur le nombre des inquiétudes. Sans oublier outre-Rhin la perspective d'une démission du président de la Bundesbank, M. Carl Otto Poehl, annoncée de toutes parts sans être confirmée. Dans ce climat, les plus forts haussiers étaient emmenés par Salva, CMC et BIP avec des volumes extrêmement élevés. Du côté des baissiers, on relevait celles de La Rochette, Hachette et CSEE.

TOKYO, 15 mai

Baisse sensible

Impressionnée par la chute de Wall Street quelques heures auparavant, la Bourse de Tokyo a cédé un terrain appréciable mercredi. L'indice Dow Jones est tombé sous la barre des 28 000 points pour atteindre 27 822,47 points, soit un recul de 207,61 points (-0,8 %).

En fin de matinée, le volume des transactions a été de 1,4 milliard d'actions contre 140 millions mardi matin et 270 millions sur l'ensemble de la séance. Le marché obligataire était aussi déprimé.

Le décès, mercredi matin, de l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Shintaro Abe, a été perçu par certains observateurs comme un facteur négatif. M. Abe apparaissait comme le successeur le plus probable du premier ministre, M. Toshiki Kaifu.

VALEURS	Cours du 14 mai	Cours du 15 mai
Akt	1 050	1 040
Bridgepoint	1 050	1 100
Canon	1 050	1 050
Fuji	2 750	2 800
Honda Motor	1 350	1 350
Hitachi	1 350	1 350
Hitachi Electric	700	700
Hitachi Heavy	6 000	6 010
Sony Corp.	1 850	1 810
Toyota Motor	1 850	1 810

PARIS :

Second marché (sélections)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cables	3745	3720	LCI	250 13	250
Amalut Assocs.	287		ODA	365	355 20
BAC	155	150	Idemco	135	138
Banque Paribas	875	875	Indust. Hôpital	231	272
Banque Paribas	372	371 10	IPB M.	100	100
Banque Paribas	211		Loca Invest	285	280
CAL-de-Fr. (CCI)	1088	1100	Loca Invest	91 50	91 50
Calson	405	403	Mara Coma	129 60	
Cerif	669	672	Molier	139	137
CEGEF	171 90	172	Preboug	85	
C.F.P.I.	310	300	Preboug	330	350 20
C.N.I.M.	939		Rand	631	632
Codisur	260	260	Rhone-Alp Eau Cy	301	301
Conforama	830	850	St-H. Magdon	183	183
Credia	244 80	240	Select Invest (S)	97	89 50
Dagblat	442		Serbia	452	458
Delmas	956	965	S.M.T. Group	130	115
Demachy Worms	402		Seyr	275	
Demachy et Cie	265	276	TFI	276 10	284
Develco	1188	1200	Thermody H (S)	285	285
Dewille	400	390	Unilog	225 10	225
Dolans	144	139 70	Vel et Ce	103 50	102
Edison Bedford	225	234	Y. St-Laurent Group	788	779
Europ. Population	339	332			
Francia	129	128 80			
Francia	135	134			
GFF (group fin.)	237 50	230			
Grand Luxe	389				
Gravograph	216				
Groupe Oxygène	748	726			
Gumot	1065				

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 14 mai 1991

Nombre de contrats : 89 884

COURS	Jun 91	Sept. 91	Déc. 91
Dernier	106,40	106,44	106,80
Précédent	107	106,99	106,92

Options sur notional	Options d'achat	Options de vente
PRIX D'EXERCICE	Jun 91	Sept. 91
105	1,56	2,07

Options sur notional	Options d'achat	Options de vente
PRIX D'EXERCICE	Jun 91	Sept. 91
105	1,56	2,07

CAC 40 A TERME (MATIF)

Volume : 6 405

COURS	Mai	Juin	Juillet
Dernier	1 809	1 803	1 824
Précédent	1 803,5	1 804,5	1 835

CHANGES

Dollar : 5,7530

A Paris, mercredi 15 mai, le dollar a confirmé sa baisse à 5,75 F, contre 5,81 F au fixing de mardi.

Les opérateurs continuent leurs prises de bénéfices, et le dollar est repassé au-dessous de la barre de 1,70 mark. En raison du remaniement ministériel en France, le franc s'est légèrement affaibli, et le mark cotait 3,3940 F contre 3,3874 F la veille à la cotation officielle.

FRANCFORT 14 mai 15 mai

Dollar (en DM) 1,7175 1,6950

Tokyo 14 mai 15 mai

Dollar (en yen) 139,83 137,89

Marché monétaire (taux privés)

Paris (15 mai) 9 1/2 - 9/8 %

New-York (14 mai) 5 13/16 %

BOURSES

PARIS (NSEE, base 100 : 28-12-90)

13 mai 14 mai

Valeurs françaises 119,50 117,70

Valeurs étrangères 113,90 110,30

(SBF, base 100 : 31-12-91)

Indice général CAC 487,65 488,09

(SBF, base 1000 : 31-12-87)

Indice CAC 40 1834,45 1805,57

NEW-YORK (indice Dow Jones)

13 mai 14 mai

Industriel 2924,42 2886,85

LONDRES (indice Financial Times)

13 mai 14 mai

100 valeurs 2486,60 2463,70

30 valeurs 1942,60 1925,30

Mines d'or 144,20 144,50

Fonds d'Etat 84,78 84,33

FRANCFORT

13 mai 14 mai

Dax 1618,90 1598,50

TOKYO

14 mai 15 mai

Nikkei Dow Jones 26 630,08 25 622,47

Indice général 1973,06 1965,60

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ base	+ base	Rep.	+ ou dép.	Rep.	+ ou dép.	Rep.	+ ou dép.
E.-U.	5,7520	5,7540	+ 158	+ 168	+ 295	+ 315	+ 860	+ 900
can.	4,9960	5,0020	- 60	- 38	- 72	- 42	- 158	- 181
Yen (100) ..	1,1720	1,1770	+ 42	+ 52	+ 80	+ 100	+ 313	+ 348
DM	3,3930	3,3950	- 5	+ 11	- 6	+ 16	- 22	+ 20
Florin	3,0100	3,0130	- 5	+ 3	- 9	+ 6	- 14	+ 16
FB (100) ..	16,4950	16,5020	+ 50	+ 30	+ 70	+ 60	+ 190	+ 190
PS	4,0180	4,0220	+ 31	+ 47	+ 57	+ 79	+ 171	+ 217
L (1 000) ..	4,5630	4,5700	- 78	- 56	- 153	- 123	- 475	- 438
2	10,4950	10,5020	- 260	- 230	- 430	- 390	- 960	- 870

TAUX DES EUROMONNAIES

\$ E.U.	6 1/16	6 1/16	6 1/16	6 1/16	6 1/16	6 1/16
Yen	15 1/16	8 1/16	13 1/16	15 1/16	7 3/8	7 9/16
DM	8 3/4	8 7/8	8 13/16	8 15/16	9 1/16	9 1/16
Franc	8 1/2	9 1/16	8 15/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16
FB (100)	8 3/4	9 1/16	8 7/8	9 1/16	9 1/16	9 1/16
PS	6 3/8	6 5/8	7 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16
L (1 000)	12 3/8	12 5/8	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4
2	9 1/16	9 3/16	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde - RTL

ENTREPRISES
à 22h15 sur RTLMercredi 15 mai
Philippe de Hedin,
PDG de Kookat.Jeudi 16 mai
Jean Michel Charpin,
directeur des études
économiques de la BNP.
« Le Monde Affaires » publie une enquête
sur les profits des entreprises françaises.

سكيا في الامال

BOURSE DU 15 MAI

Cours relevés à 13 h 48

[illegible]

COMPTANT

{sélection}

[illegible]**SICAV**

(sélection

VALEURS	Emission Francs incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Francs incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Francs incl.	Rachet net
A.A.A.	9055 27	1029 53	Franchise	852 89	832 08	Potsi Gestion	55900 03	56990 93
Activis	223 64	215 85	Franchim	29 77	29 04	Primabio Oils	10567 88	10647 33
Agrepoint	788 30	776 65	Franch-Premier	11608 86	11397 89	Purvey, Econtrol	1065 25	108 27
AMER-GAM	7338 51	7057 22	Franchise	4951 41	4939 06	Pro Associations	26776 56	26776 56
Amplitude	634 69	616 20	Futabio	1313 26	1281 17	Profract	10873 52	1077 28
Arhingen Court V.	8643 29	8530 22	Genatim	13603 29	13436 41	Quartz	131 71	128 50
Assotec	1985 97	1897 37	GSC Associations	167 52	163 83	Raidway	533 74	808 54
Autos Fair	265 17	265 17	Levy Landings	122 81	1172 81	Rebelle	439 78	157 43
Avant Airline	1263 96	1226 76	H.M. Montparn	12629 81	12629 81	Revenue Transit	5298 58	5246 12
Avant Africa	1851 61	1882 46	Interpact	105654 40	106373 20	Reveco Viro	1146 20	1128 29
Avant C.D.	106 79	106 58	Innovabiz	13181 64	12883 12	St-Honori-Bon D.	538 54	985 96
Avs Capital	159 93	157 37	Interaction For	527 88	512 32	St-Honori-Bon D.	10235 94	10184 92
Avs Court Terme	1778 01	1778 01	Japocit	172 84	167 81	St-Honori Global	244 11	233 04
Avs Temp	131 14	126 49	Jungmaque	286 20	262 24	St-Honori Hotel	754 30	720 12
Avs Tere	123 12	112 32	Levy Landings	223 81	223 81	St-Honori Hite Park	159 13	151 12
Avs IRL	113 73	108 03	Laffine Camp	252 07	241 79	St-Honori Parkes	818 87	580 82
Avs Prandis	108 14	118 06	Laffine Capin	264 12	243 78	St-Honori P&S	624 50	500 41
Avs Valeres P&R	123 36	118 06	Laffine Capin	231 64	205 66	St-Honori Park	13819 94	13962 88
Cyphindes	5751 76	5746 01	Laffine Immobil	232 92	223 42	St-Honori Services	511 80	492 29
Cyphindes	5629 78	5542 16	Laffine Japocit	147 38	143 23	Skinatic	1593 48	1593 48
Cyphindes	1281 21	1182 48	Laffine Oils	41 17	135 51	Skin-Gan	12775 78	12524 80
Cashin Paris	200 49	200 49	Laffine Oils	183 89	183 89	Skin-Gan	658 23	648 40
Compensat	1219 70	1190 02	Laffine Tokyo	388 95	373 97	Skin-Gan	707 34	696 86
Compensat	9150 12	9185 32	Lafidate	2054 74	2061 69	Slow Associations	1687 83	1685 10
Convergim	388 97	372 06	Lawni C.T.	11463 03	11463 03	SUP-AP Assoc	689 72	650 21
Convider	483 18	469 08	Lawni L.T.	6494 78	6305 81	Slow E.U.O.	413 45	402 38
Credit Mutual Capital	1126 21	1162 95	Law Association	17189 07	17189 07	S.Z. Est	4447 04	1384 72
Credit Mutuel	1287 99	1188 12	Law Association	25846 43	25846 43	Silence	658 23	648 40
Credit Mutuel	487 18	469 08	Licence	1189 57	1189 57	Silence	422 89	411 38
Droit Alcantara	1015 21	971 45	Law T.O.	2098 80	2077 82	Silence	229 38	219 80
Droit Alcantara	250 21	248 48	Law 20.000	2482 30	2402 32	Silence	459 87	447 68
Droit Alcantara	152 04	145 49	Lawni Paris	532 82	517 40	Silence	1185 63	1163 72
Droit	1052 42	1036 87	Lawni Paris	704 74	684 21	Silence	327 14	315 32
Droit	128 28	127 12	Midland	150 89	152 87	Silence	1073 94	1024 57
East Capital	2554 39	2331 57	Midland	5078 54	5078 54	Silence	1354 29	1292 86
East Capital	2161 53	2058 57	Monet	5706 50	5706 50	Silence	572 18	550 17
East Capital	357 80	357 80	Monet	61552 34	61552 34	Silence	2149 28	2143 20
East Capital	60744 46	60744 45	Mare J.	62929 82	62929 82	Strategic Action	843 12	791 46
East Capital	35828 32	35828 32	Mondadori	74316 45	74316 45	Strategic Assessment	1263 88	1252 18
East Capital	1260 21	1201 21	Mondadori	12432 81	12432 81	Technotec	1086 35	10

Cote des Changes

Marché libre de l'

MARCHE OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS		L'Agence de la Monnaie	125
	préc.	15/5	au compt.	à villets		préc.	15/5		
Esp.-Uns (1 unit.)	5 810	5 793	5 900	6				126	
Edo.	3 071	3 071						126	
£ Stergine (100 dm.)	338 740	339 480	328	318	Or fin (en barre)	66850	66850	126	
£ Stergine (100 fl.)	16 481	16 510	16 360	340	Or fin (en lingot)	66850	66850	126	
Pays-Bas (100 fl.)	300	301	320	310	950	380	377	126	
Denmark (100 kr.)	4 569	4 567	4	2	Pièce Fr (10 f.)	405		126	
Denmark (100 kr.)	88 520	88 750	84	80	Place Suisse (20 fl.)	381	384	126	
£ Stergine (1 l.)	1 046		9 650	10 450	Place Suisse (20 f.)	380	383	126	
Grèce (100 dr.)	3 093		380	410	Souverain	485	483	126	
Grèce (100 dr.)	402 400		90	98	Place 20 dollars	1005	1070	126	
Grèce (100 dr.)	3 093		90	98	Place 5 dollars	900		126	
Suède (100 kr.)	87 090		83	91	Place 50 pes.	2470	2480	126	
Norvège (100 kr.)	48 121		48 800	49 800	Place 10 florins	393	391	126	
Autriche (100 sch.)	3 478		3 478	3 750				126	
Espagne (100 pes.)	3 550		3 500	4 300				126	
Portugal (100 pes.)	3 550		4 300	6 300				126	
Portugal (100 pes.)	6 051							126	

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ● : prix précédent - ■ : marché continu

AUTOMOBILE

Jaguar XJS : toujours plus



Rien de ce qui arrive à Jaguar ne peut laisser indifférent un amoureux de l'automobile. Ainsi le marque britannique — « reprise » depuis deux ans par Ford et qui n'a pas perdu, pour autant, l'habitude de moderniser ses modèles de temps à autre — vient-elle de modifier sa gamme des XJS dans ses versions coupé et cabriolet.

Pour l'essentiel, le 3,6 litres passe dans la série des 4 litres (3 980 cm³, très exactement) et le V12, qui ne change pas de cylindrée (5 345 cm³) réalise de faibles gains de performances (3/10^e de seconde de 0 à 100 km/h, avec une consommation moyenne inférieure d'un demi-litre aux 100... et une vitesse maximale finalement inférieure de 2 km par rapport à l'ancienne version soit 230 km/h contre 232...).

Ces chiffres ne donnent pas la véritable raison de la mise en chantier de ces modèles qui ont su, tout de même, pour résultats de sensibilité améliorée tant extérieures qu'intérieures. La réalité est que le relatif multiplicité des « gros cubes » dans les gammes de prestige et les autres, notamment japonaises, exige de la part des fabricants de véhicules de luxe, une vigilance de tous instants. Ainsi doit-on préserver une silhouette sans abandonner l'ancienne ligne ;

ainsi doit-on suivre l'évolution de l'électronique dans la gestion du moteur. Dans ce dernier domaine, les nouvelles « Jags » ont fait des progrès significatifs qui se traduisent par un silence et une régularité... encore plus satisfaisantes.

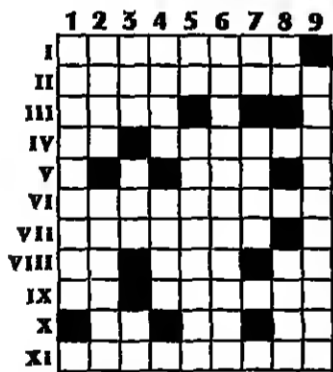
Toutes ces considérations pourraient laisser croire que rien de vraiment fondamental ne différencie les nouveaux modèles des anciens. Erreur ! A mettre côte à côte, une XJS coupé ou cabriolet — 6 ou 12 cylindres, — les connaisseurs y verront d'énormes évolutions qui néanmoins n'ont pas jusqu'à les choquer. Calandre, ailes, capot, adoptent des dessins et des lignes qui ne cèdent rien à la tradition mais s'inspirent de tendances contemporaines flatteuses. Poste de conduite amélioré et utilisation du bois encore plus raffinée. Et les deux principaux cadres restent... ronds. Ouf !

Dernier détail : toutes les versions ont été livrées avec des catalyseurs à faibles pertes. Cela permet au moteur et à qui s'en préoccupe, de maintenir, sans modifications graves, la puissance des engins.

CLAUDE LAMOTTE
► Prix : de 385 000 francs à 509 000 francs ; livrables à la fin de l'été. Pour mémoire, la XJS berlina, 3,2 litres reste à 273 000 francs.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5520



HORIZONTALEMENT
1. N'est pas dans nos petits papiers... — II. Une coupure dans la roche... — III. Femme de chœur... — IV. Adverbe. Pour faire la bombe... — V. Tombé... — VI. Qui peut servir de crèche... — VII. Donne des couleurs... — VIII. Dépression. D'un autre... — IX. Métal léger... — X. Rigole parfois. Agrément étranger. Apparu... — XI. Utiles pour ceux qui veulent faire leur trou en ce bas monde.

Solution du problème n° 5518
Horizontalement
I. Escalator... — II. Barman. Go... — III. Évê... — IV. Noire. Les... — V. Insectes. VI. Hissé. VII. Thésée. En... — VIII. Euro. R8... — IX. Répêcher. X. Do. Ir. T8... — XI. Encas. Tea.

Verticalement
1. Ebéniste. D8... — 2. Savon. Huron... — 3. Croisière... — 4. Amère. Sapia... — 5. La. Eche. Era... — 6. Ana. Tiercé... — 7. Clée. Ah... — 8. Ogresse. Eté... — 9. Roue. Entrée.

GUY BROUTY

PARIS EN VISITES

JEUDI 16 MAI
« L'hôtel de Lessey » (carte d'identité), 14 heures, 35, quai d'Orsay (P. Fernandez).
« Les Invalides insolites. Du cimetière des gouverneurs à l'ophtalmologie. Souvenir de l'Empereur », 14 h 30, première volée, côté Seine (Tourisme culturel).
« Du boulevard du crime au faubourg Saint-Martin », 14 h 30, métro Filles-du-Calvaire (Paris pittoresques et insolites).
« Splendeurs du Pérou : l'art de cour des Incas et des Incas », 14 h 30, salle du Musée de l'Homme (Le cavalier bleu).
« Le jardin du Luxembourg : histoire d'un jardin et d'un palais », 14 h 30, métro Luxembourg, à l'entrée du jardin (Commissariat de Paris).
« 06 la place des Victoires au Palais-Royal », 14 h 30, 10, place des Victoires (Art et Histoire).
« Hôtels célèbres du Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul-le Marais (L'Ince-Vieilles).
« L'hôtel de Launay et ses lambris dorés » (la visite peut être annulée, téléphoner le matin : 45-74-13-11), 14 h 30, 17, quai d'Anjou (E. Romani).

« Les appartements rocaillés du palais Soubise », 14 h 30, 60, rue des Francs-Bourgeois (Paris historique).
« La similitude architecturale de Picpus », 14 h 30, 36, rue de Picpus (S. Rojon-Kern).
« Les franc-maçons de l'ère laïque », 14 h 45, porte principale, à l'élévation de Mémorial (V. de Langlade).
« La maison de Marie Touchet et le cimetière gothique de l'abbaye d'Orsac », 15 heures, 22 bis, rue de Port-Louis-Philippe (D. Bouchard).
« Cité d'artistes et jardins secrets de Montmartre », 15 heures, métro Abbesses (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

CONFÉRENCES
18, boulevard Haussmann, 14 h 15 et 18 heures : « L'occupation allemande dans le Nord-Pas-de-Calais », par Y. Le Marter (Maison de la région Nord-Pas-de-Calais).
Ecole européenne des affaires, 108, boulevard Malesherbes, 18 h 30 : point mensuel, suivi d'une table ronde, « La Chine en 1991 », par S.E. M. Cai Fangbo, ambassadeur de la République populaire de Chine (Institut du Pacifique).

Mairie du 13^e arrondissement (salle des mariages), 1, place d'Italie, 17 h 45 : « La course de la Bièvre », par M. Stockburger (Société d'histoire et d'archéologie du 13^e arrondissement).
23, rue de Sévigné, 18 h 15 : « Les grandes abbayes du Moyen Âge et l'évolution du tissu urbain », par J.-P. Villeneuve (Maison Carnavalet).
Centre Georges-Pompidou (salle Jean-Prouvé), 18 h 30 : « Mai du livre d'art. Cycle L'engendrement de l'œuvre : la temporalité picturale », avec J. Petitot et H. Maucheroni. Débat animé par J.-P. Klein et I. Darroult.
AFSJM, 38, rue des Amendeurs, 20 heures : « Les étrangers dans la Résistance », débat animé par P. Jarrault, journaliste du Monde, avec la participation de M. Charzat, député, MM. S. Courtois, Dano Maffini, R. Kojouhar, A. Reyrol, Vos Genétion, et la participation de MM. H. Bulawko et R. Fichtenberg (association Identité-Egalité).

CARNET DU Monde

Naissances

— Paul et Isabelle MENNECIER, partagent avec Marie-Angélique la joie d'annoncer la naissance de sa petite-sœur.

Cécile,

le 26 avril 1991.

— M. et M^{me} Michel GATTEGNO, M. et M^{me} Victor SEROUSSI, Joseph, Nathanaël et Jérôme, Céline et Vincent, Julien, sont heureux d'annoncer la naissance de

Hanna SEROUSSI,

leur petite-fille, fille, sœur et cousine.

8, boulevard Julien-Potin, 92200 Neuilly-sur-Seine, 76, quai de la Loire, 75019 Paris.

Mariages

— M. et M^{me} Jean-Yves L'HOMME, M. et M^{me} Guy-Alain THOLLIER, sont heureux de faire part du mariage de

Cristina et Stéphane,

célébré dans l'intimité, le 7 mai 1991.

Vasco de Gama 4800, Les Cordes, Santiago, Chili. Ambassade de France, BP 6, Vientiane, Laos. 38, rue Guersant, 75017 Paris. 154, avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.

Décès

— M^{me} Jeanne Barou, son épouse, Anne-Marie et Charles Amiel, ses enfants, Marie-Laure et Sides Amiel, ses petits-enfants, Les familles Arcangeli, Rivière, L6, Delmas, Ses parents Et amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre BARON, maire de Mauléon-Barousse, ancien conseiller général des Hautes-Pyrénées,

survenu le 8 mai 1991, à l'âge de quatre-vingt ans.

Les obsèques ont eu lieu à Mauléon-Barousse, le 11 mai.

[M^{me} le 16 juin 1911 à Paris. Pierre Baron était maire de Mauléon-Barousse (Hautes-Pyrénées) depuis 1971. Il avait été conseiller général (PS) du canton de Mauléon-Barousse de 1973 à 1979.]

— La Sauvegarde de l'art français, la Société des amis de l'île d'Aix et ses amis de la résidence Saint-Monique d'Aubenas ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Simone Jeanne Armande BOURDRI, en son vivant demeurant à Aubenas (Ardèche), quartier de Lazel, résidence Saint-Monique, cheville de l'Ordre des Arts et Lettres, dévouée secrétaire puis conseillère de ces associations, pieusement décédée à Aubenas (Ardèche) le 13 avril 1991.

Société des amis de l'île d'Aix, 22, rue de Douai, 75009 Paris. Résidence Saint-Monique, quartier de Lazel, BP 216, 07204 Aubenas.

— Anne Delarbre, son épouse, Et Guillaume (?), son fils, ont la douleur de faire part de la mort accidentelle de

Jean DELARBRE, 38, rue des Amendeurs, le dimanche 5 mai 1991, à l'âge de trente-cinq ans.

Il a combattu pour la justice, les opprimés et la France.

— M. et M^{me} Alain Fruchard, M. et M^{me} Yves Fruchard, M^{me} Gilles Fruchard, M. et M^{me} Pascal Debecker, M. et M^{me} Denis Fruchard, M. et M^{me} Marc Fruchard, M. et M^{me} Jean-Luc Fruchard, ses enfants, M. et M^{me} Hugues Fruchard, M. et M^{me} Pascal Mennecier, M. et M^{me} Clément Fruchard, M. et M^{me} Mathieu Fruchard, M. et M^{me} Jean Champetier, M. et M^{me} Augustin Fruchard, M. et M^{me} Bruno Fruchard, Isabelle, Etienne, Martin, Magali, Christian, Sophie, Olivier, Christophe, Noëlle, Nicolas, Luc, Jean-Baptiste, Marin-Amélie, Pierre, Aotoise, Violaine, Damien, Rémy, Simon, ses petits-enfants, Virginie, Amandine, Charlotte, Arthur, Charles, Florent, Sébastien, Margot, Kim, Cécile, Vivien, ses arrière-petits-enfants, M. Pierre Fruchard, M. et M^{me} Louis Fruchard, ses témoins, Les familles Hédé-Helly, Tison, Colin, Fruchard,

font part du décès de

M. Henri FRUCHARD,

endormi dans l'espérance du bonheur éternel, le 12 mai 1991, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques auront lieu le jeudi 16 mai, à 15 heures, en l'église de Saint-Martin (Vendée).

Une messe sera célébrée en l'église Saint-Pierre de Neuilly, sa paroisse, le samedi 25 mai, à 11 heures.

111, rue de Fontenay, 94130 Nogent-sur-Marne. 43120 Montisrol, 23, rue Franklin-Roosevelt, 94130 Nogent-sur-Marne. 10, rue Malesherbes, 69006 Lyon. 15, rue de la Mèche, 27800 Brionne. 9, square Camillelart, 94800 Villejuif. 8, rue Nationale, 32700 Lectoure. Lézard, 85700 Saint-Mesmin.

— M. et M^{me} François Wolff, Marianne, Nicole et André, M. et M^{me} Philippe Jacob, Jean-Pierre et Hélène, M. François Jacob, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} André JACOB, née Lehmann,

survenu le 9 mai 1991, à Paris, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

— Nous apprenons le décès, survenu le samedi 11 mai 1991 à Paris, du

général Albert MOULLET,

dont les obsèques seront célébrées vendredi 17 mai, à 10 h 30, en l'église Saint-Louis des Invalides, à Paris, et l'inhumation, samedi 18 mai, à 11 heures, à Chers (Var).

[M^{me} le 15 août 1908 à Marseille et ancien élève de Saint-Cyr, Albert Moullet a servi en Indochine pendant la seconde guerre mondiale. Il est ensuite affecté en Afrique, notamment au Cameroun, et à Madagascar. En 1960, il commande le secteur d'Alger-Sabla. Entre février 1962 et mai 1964, il est chef du cabinet militaire de M. Pierre Messmer, ministre des armées, durant le septennat du général de Gaulle. Il sert à Dakar, avant d'être versé en deuxième section (réservé) avec le statut d'officier de corps d'armée. Albert Moullet était grand officier de la Légion d'honneur.]

— M^{me} Sylvie Poli, M. et M^{me} Jacques Poli et leurs enfants, Les docteurs Colette et Daniel Poli et leurs enfants, Les docteurs Marie-Sylvie Coves-Poli et Jacques Coves, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Baptiste POLI, directeur administratif boissière FPA.

Les obsèques auront lieu le jeudi 16 mai 1991, à 10 h 30, en l'église Saint-Louis de Séte.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiaires d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

— Ses amis, Ses collègues des ordres du biologie moléculaire du génie, d'immunoparasitologie, de parasitologie expérimentale et des régulations immunitaires, à l'Institut Pasteur, ont la profonde tristesse de faire part du décès de

docteur Fernando PLATA, directeur de recherche à l'INSERM, survenu à Paris, le 5 mai 1991.

[Né le 7 avril 1946 à Bogotá (Colombie), M. Plata était directeur de recherche à l'INSERM. Il était entré en 1981 dans l'Institut d'immunoparasitologie de l'Institut Pasteur de Paris. Nommé en 1986 correspondant, avec Simon Wain-Holmes, du laboratoire de biologie et d'immunologie moléculaire des rétrovirus, il était devenu par la suite responsable du laboratoire d'immunoparasitologie des rétrovirus de la section du nouveau département de séro et des rétrovirus. Ses recherches, qui ont valu une renommée internationale, ont essentiellement porté sur divers aspects de la réponse immunitaire et de l'immunopathologie. Il a été en particulier le premier chercheur à démontrer la présence de cellules T cytotoxiques spécifiques du VIH chez les malades atteints de SIDA.]

— Claude Raoul-Duval, Nadine Nimier, Francis et Marie-Paule Raoul-Duval, leurs enfants et petits-enfants, ont la tristesse d'annoncer le décès de

Renée VAUTIER-AMOT, sculpteur,

survenu le 6 mai 1991.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité.

— M^{me} Charles Yence, née Michelle Delattre, son épouse, Françoise et Fabou Yence, Marie-Thérèse et Alain Tzant, ses enfants, Stéphanie, Aotoise, Charlotte et Mathilde Yence, Bruno et Emmanuel de Lescure, Jeanne Tzant, ses petits-enfants, Ainsi que ses parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M. Charles YENCE, administrateur en chef de la classe des affaires maritimes (EP), capitaine au long cours, diplômé d'études supérieures de droit, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, commandeur de Mérite maritime, ancien auditeur de l'Institut des hautes études de la défense nationale, président d'honneur de l'Association amicale des administrateurs des affaires maritimes,

survenu en son domicile le jeudi 9 mai 1991.

La cérémonie religieuse a eu lieu en l'église de Gagnac (Aveyron).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Château de Gagnac, 12310 Laisac, Domaine de la Ronce, les Eclats, 92410 Ville-d'Avray. Post de la Croix, 30120 Le Vigau.

Remerciements

— Les familles Zerah et Levy-Corcos, remercient vivement les personnes qui leur ont témoigné amitié et sympathie à l'occasion du décès de

M. Charles ZÉRAH.

Les prières de mois auront lieu le jeudi 16 mai 1991 à 19 h 30 et le samedi 18 mai à 10 h 30, à la Maison de la communauté.

17, avenue Paul-Langevin, 92260 Fontenay-aux-Roses.

Messes anniversaires

— Le 6 mai 1987, disparaissait

M^{me} Julien CARNET.

A tous ceux qui l'ont apprécié, Jean Carnet, son fils, et toute la famille, demandent de se souvenir.

Une messe anniversaire sera dite le 19 mai 1991, à 11 h 15, au presbytère, Saint-James (Manche).

— Tous ceux qui ont connu et aimé

Cino del DUCA

sont priés d'assister ou de s'unir d'intention à la messe qui sera célébrée pour le vingt-quatrième anniversaire de son décès le vendredi 24 mai 1991, à 10 h 30, en l'église de la Madeleine, place de la Madeleine, à Paris-8.

Anniversaires

— A l'occasion du septième anniversaire de décès de

André BLONDEAU,

il est demandé à tous ceux qui se souviennent une prière et particulière pensée.

— Il y a trois ans, le 16 mai 1988,

Michel COTTÉ

quittait ceux qui l'aimaient et qu'il aimait.

Communications diverses

— Le Prix des arts, des lettres et des sciences de la Fondation du judaïsme français pour 1991, décerné à Charles Mopsik, docteur d'Etat en philosophie, lui sera remis le mercredi 22 mai 1991, à 17 h 30, salle Gaveau, Paris-8. Les invitations peuvent être demandées par téléphone au 42-94-15-44.

— Congrès international : « Darwinisme et société », Paris, 4, 5 et 6 juin 1991. Renseignements et inscriptions : Patrick Tort, BP 70, 93230 Romainville ; tél. : 48-43-76-08.

— Journée d'étude : « Le métier d'éducateur : enjeux d'une redéfinition et d'une sélection sociale », 25 mai, à Evry (91), 14, place des Termes-de-l'Agona. Cette journée d'étude s'adresse aux enseignants, éducateurs, animateurs, travailleurs sociaux, étudiants. Il s'agit d'analyser le sens et les enjeux de la redéfinition du métier d'éducateur spécialisé à laquelle participe la réforme du diplôme d'Etat d'éducateur spécialisé de 1990. Informations, inscriptions : Association des amis de CFE, 6, rue du Moulin-de-Saquet, 94800 Villejuif, tél. : 46-78-21-34.

— SOFALINE, l'espace d'un salon. Ouverture, 174, boulevard de Havre, RN 14, 95220 Herblay.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-29-94

Tarif : la ligne HT.

Toutes rubriques : 92 F

Abonnés et actionnaires : 80 F

Communications diverses : 95 F

Thèmes étudiants : 50 F

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 15 mai :

UN DÉCRET

— N° 91-433 du 13 mai 1991 modifiant le décret n° 86-248 du 24 février 1986 relatif à l'attribution d'une indemnité forfaitaire mensuelle à certains élèves et anciens élèves de l'Ecole nationale d'administration.

DES ARRÊTÉS

— Du 24 avril 1991 relatif aux pièces d'état civil requises pour la délivrance de la carte nationale d'identité.

— Du 2 mai 1991 modifiant l'arrêté du 14 décembre 1990 relatif à l'apprentissage anticipé de la conduite.

STERN

GRAVEUR depuis 1840

Chevalières armoriées

Cartes de visite

le prestige de la gravure

47, Passage des Panoramas

75002 PARIS

Tél. : 42-36-94-38 - 45-98-56-45

EUROP ASSISTANCE VIE QUOTIDIENNE

Je n'ai pas d'auto, j'ai mal au dos, je dois passer une radio.

si j'appelais Europ Assistance ?



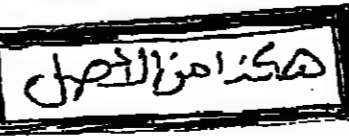
Si vous avez à domicile le moindre problème de santé, ou même vous n'avez pas de problème d'indisposition. Trouver un médecin, envoyer une ambulance, faire venir un proche, prendre en charge vos enfants ou même vos animaux (familiers),

EUROP ASSISTANCE avec le nouvel abonnement VIE QUOTIDIENNE, s'occupe de tout, sur simple appel téléphonique, 24 h. sur 24. Après être allé au bout du monde, EUROP ASSISTANCE vient maintenant à votre aide jusqu'à chez vous.

europ assistance

Notre grande idée c'est vous.

BANQUES, AGENCES DE VOYAGES, ASSURURES. 345 EUROP ASSISTANCE.



Un projet de loi du ministre de l'industrie

Deux laboratoires souterrains seront construits pour étudier le stockage des déchets radioactifs

Le ministre de l'industrie, M. Roger Fauroux, a présenté, mercredi 15 mai au conseil des ministres, un projet de loi sur le stockage des déchets radioactifs que les parlementaires discuteront au début du mois de juin.

Le projet, qui s'inspire des recommandations du rapport de M. Christian Bataille (le Monde du 14 décembre 1990), précise le contenu du texte arrêté à la mi-février par le ministre de l'industrie. On y retrouve le souci du gouvernement de se donner tous les moyens nécessaires pour prendre une décision, dans quinze ans. Ce n'est en effet pas avant cette date que l'on pourra décider du site de stockage définitif de ces déchets à vie longue et fortement radioactifs dont

le volume en l'an 2 000 approchera les 85 000 m³.

D'ici là, le ministère souhaite accroître les moyens de recherche dans trois domaines : le conditionnement des déchets ; leur retraitement poussé, notamment en ce qui concerne les déchets à vie longue dits « alpha » ; leur enfouissement et leur stockage. Mais, il n'est pas possible d'inscrire des actions de recherche aussi ponctuelles dans un texte législatif. Aussi, le ministre de l'industrie, qui souhaite que le Parlement ait son mot à dire sur un sujet aussi délicat, a-t-il décidé qu'un rapport public sur l'évolution de ces études lui serait transmis chaque année.

De même, à l'issue d'une période qui ne dépassera pas quinze ans, un bilan global des résultats de ces recherches sera dressé pour que l'exécutif puisse proposer au législatif la

solution qu'il envisage sur le stockage définitif des déchets. A cette fin, deux laboratoires souterrains d'une valeur unitaire de 2 à 3 milliards de francs seront construits (1).

Bâton de pèlerin

Aucun déchet radioactif n'y entrera, mais des sources radioactives contrôlées pourront y être placées pour étudier notamment, comme cela s'est fait en Allemagne dans des mines de sel de Asse (Basse-Saxe), le comportement des formations géologiques profondes. La date de mise en service de ces laboratoires n'est nullement précisée, pas plus que ne le sont les sites où ils seront implantés.

Sur ce dernier point, le ministre paraît souhaiter qu'une personnalité

incontestable prenne son bâton de pèlerin, déballe le terrain, informe et recueille les éventuelles candidatures des municipalités. Etant bien entendu que des mesures d'accompagnement financières, analogues à celles qu'EDF verse pour ses centrales nucléaires pourraient être consenties aux communes et aux départements d'accueil (2).

Dernier point enfin, le statut de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA). Beaucoup se sont émus de son appartenance au Commissariat à l'énergie atomique, soulignant que l'ANDRA était de ce fait jugée et partie. Une situation qui pourrait rapidement changer, le ministère souhaitant donner plus d'autonomie à cette agence qui passerait alors ses propres commandes de programmes de recherche aux laboratoires et instituts compétents.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Dont 1 à 1,5 milliard de francs d'investissement, le solde étant destiné au fonctionnement de l'installation qui créera 150 emplois.
(2) De l'ordre de 50 à 60 millions de francs par an.

La grève de la CGT

Le trafic banlieue devait s'améliorer dans le courant de la journée de mercredi

Des perturbations subsistent, mercredi 15 mai en milieu de matinée, sur le réseau banlieue de la SNCF, à la suite du mot d'ordre de grève lancé, pour le deuxième jour consécutif, par la CGT. La FGAAC (Fédération générale autonome des agents de conduite), qui avait elle aussi appelé à la grève la veille, n'avait pas renouvelé son mot d'ordre.

Tandis que le trafic est redevenu normal mercredi, selon la SNCF, sur les réseaux grandes lignes et TGV ainsi qu'au départ de la gare Saint-Lazare, quelques difficultés subsistent toujours en région parisienne ainsi que dans la banlieue de Marseille, où seul un quart du trafic régional était assuré.

Selon la SNCF, trois trains sur quatre circulaient sur le banlieue Est, deux sur trois au départ de Paris-Nord et un sur deux sur le réseau Paris-Lyon. Le trafic devait toutefois s'améliorer en cours de journée sur ces réseaux. En

revanche, le trafic au départ de Paris-Montparnasse (où 60 % des trains circulaient) et sur la ligne C du RER (une rame sur deux en activité) devait rester perturbé dans la soirée. Le trafic sur l'ensemble du réseau devait redevenir « pratiquement normal » jeudi matin, prévoit la SNCF.

En ce qui concerne la journée de mardi, la direction de la société nationale a relevé 30 % de grévistes parmi les 18 000 agents de la conduite en poste. Par ce mouvement, les cheminots entendent s'opposer aux propositions du Livre blanc sur les retraites et notamment à une remise en cause de leurs avantages spécifiques (le Monde du 15 mai).

La Fédération nationale des associations d'usagers des transports (FNAUT) a, pour sa part, « protesté énergiquement » contre ce mouvement dont, estime-t-elle, « les usagers n'ont pas à faire les frais ».

URSS

Trois bergers arméniens tués par des Azéris

Trois bergers arméniens ont été tués mercredi 15 mai vers 11 heures du matin par des Azéris à Hartaschen, un village proche de Goris, non loin de la frontière avec l'Azerbaïdjan, selon des informations recueillies par notre envoyé spécial Dominique Dombrows à Erevan auprès du ministre de l'intérieur de la République d'Arménie. Les responsables arméniens estiment à environ cinquante le nombre de tués dans des villages arméniens depuis deux semaines.

(Publicité)

Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les chengent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ces fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Davis gratuit. Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (10^e) - M^o Gare-du-Nord. Tél. 48-97-18-16.

Le Monde
DE
L'EDUCATION

BAC

CONSEILS POUR L'HISTOIRE-GÉO ET LES LANGUES

Egalement au sommaire :

- Enquête : la vie des lycéens
- École : L'ordinateur nouveau est annoncé
- Carrières : L'hôtellerie-restauration

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Aux petits soins

VOUS avez vu, dans Newsweek, cet article sur les progrès de la médecine aux États-Unis ? Non ? Bon, alors, je vais vous raconter ça à ma façon. C'est un couple américain, jeune encore, le trentaine, très bons jobs, jolie maison dans une banlieue résidentielle. Ils petit-déjeunent vite fait :

— Tu déposes Jim chez sa nourrice, et je le reprends cet après-midi. Feut que je le conduise chez le dentiste, j'ai l'impression qu'il a une carie.

— Rien d'étonnant, avec toutes les sucres que tu... Ah ! Rita, le téléphone... Allô ! ... C'est Debby. Ça a pas l'air d'aller... Allô, oui ? Une tumeur ? Rita ? Je comprends pas, elle date de quand, sa dernière mammographie ? Et on avait rien vu ? ... Ah bon ! Il l'a fait passer au scanner... Tu es sûre du diagnostic ? Faudrait peut-être demander un deuxième avis. J'ai un collègue au bureau, ça lui a fait pareil pour sa... Non, il a consulté un cancérologue, une sommité, et tout était OK, alors tu vois... Ecoute, je me renseigne et je te rappelle.

— Mon Dieu, quelle cata ! Je la connais, elle lui survivra pas, à Rita. Curieux, c'est fréquent, le cancer chez les dobermans, ça doit être héréditaire.

— Allez, on y va, Jim... Tu viens, chéri ?

Le chéri remue les oreilles. Il comprend tout, mais il parle pas. Normal, il a jamais que dix-huit mois, et c'est un caniche nain.

— Qui c'est qui va faire joujou avec son nonos chez sa nounou, hein ? Dis donc, c'est cette pauvre Rita qui m'y fait penser, faut absolument laisser le numéro de téléphone du professeur Ouchimol à la doggy-sitter, avant de sortir ce soir. S'il arrive quoi que ce soit, elle est capable d'appeler n'importe quel véto de quartier.

— Remarque, eux, au moins, ils se déplacent, alors que tous ces grands spécialistes... Tu sais, quand Jim a eu l'aboiement enroué, l'autre nut, et que je me suis tellement affolée, l'oto-rhino s'est contenté de me conseiller un sirop ! Tiens, regarde, ça m'inquiète, il arrête pas de se gratter. Si je demandais à Debby, l'adresse de son dermatologue ? Parait qu'il est super, un peu cher, 180 dollars la consultation, mais bon, tu vois qu'il me fasse un bouton !

Le développement de la presse française à l'étranger

L'Etat augmente de 20 % l'aide à l'exportation des journaux

En 1990, la presse écrite française a exporté plus de 142 millions d'exemplaires, dont 51 millions en dehors des pays de la CEE et de la Suisse. Pour le ministre délégué à la communication, M^{me} Catherine Tasca, « la diffusion la plus large possible de la presse française à l'étranger constitue un objectif de la politique de rayonnement culturel de la France qu'entend promouvoir le gouvernement ».

Pour atteindre cet objectif, M^{me} Tasca a mis en œuvre une réforme des mécanismes du Fonds d'aide à l'exportation de la presse française, l'une des aides directes de l'Etat à la presse.

En 1991, la dotation est de 39,3 millions de francs, soit une augmentation de 20,5 % par rapport à 1990.

Cette aide financière est attribuée, sous la forme d'allègement des coûts de transport par exemple, à une cinquantaine d'éditeurs de journaux représentant plus de cent titres ainsi qu'aux Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP), qui assurent la distribution de la presse française à l'étranger, et à Unipresse, une coopérative d'éditeurs qui épaula cette diffusion à l'étranger grâce à sa

présence dans les Salons internationaux et à une politique d'abonnement attractive. Les NMPP et Unipresse diffusent annuellement plus d'un million de journaux à l'étranger. En outre, le ministre a signé des conventions avec les NMPP et Unipresse pour 1991. Les deux organismes mèneront des études, notamment en Europe de l'Est, afin de renforcer la présence durable de la presse française.

« Le Journal de Toulouse » licencie ses salariés

Le Journal de Toulouse, premier quotidien gratuit d'information, va suspendre sa parution fin juin et procéder à un licenciement collectif de ses quarante-huit salariés, dont quinze journalistes. La société éditrice de ce quotidien gratuit lancé en mars 1988, la Société pour la promotion de la presse régionale (SPPR), a été mise en redressement judiciaire en avril, après que l'URSSAF l'eût assignée pour des impayés de 2 millions de francs. Toutefois, le quotidien devrait réapparaître en septembre, avec une vingtaine de journalistes.

(Publicité)

VILLE DE PARIS SO.P.A.R.E.M.A.

APPEL D'OFFRES PROMOTEURS OU INVESTISSEURS

La SO.P.A.R.E.M.A., Société parisienne d'économie mixte d'aménagement lance un appel d'offres auprès de tous promoteurs ou investisseurs en vue de la cession des droits de construire un immeuble d'habitation dans la ZAC FLANDRE-SUD, à Paris 19^e, destiné à l'accession libre.

OBJET :

Le terrain d'emprise, nu et libre, d'une superficie de 851 m² est situé 2 à 8, rue du Maroc, 27 à 33, rue de Flandre, à l'angle de ces deux voies. Le programme de l'opération porte sur une superficie H.O.N. de 4100 m² environ de planchers destinés à 40 logements environ et à des commerces, sur deux niveaux de parking.

L'architecte qui assurera la maîtrise d'œuvre de l'opération sera choisi par le titulaire sur une liste de concepteurs qui lui sera présentée par la SO.P.A.R.E.M.A.

DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION : Les dossiers pourront être retirés à partir du 21 mai 1991 auprès de l'imprimerie BEUTIER, 91, rue de la Roquette, à Paris-11^e, contre remise d'un chèque de 1 200 F à l'ordre de la SO.P.A.R.E.M.A.

Les offres seront adressées avant le 21 juin 1991, à 17 heures, au plus tard, à l'adresse suivante :

SO.P.A.R.E.M.A.

66-68, rue du Dessous-des-Berges, 75013 PARIS. Elles seront accompagnées d'une présentation de la société, de ses moyens et de ses références.

Tous renseignements complémentaires pourront être obtenus en téléphonant au 45-84-14-25, poste 16-28, de 15 heures à 16 heures.

TOUT POUR REUSSIR en MÉDECINE ou PHARMACIE

Classe préparatoire d'un an après le Bac D ou C. Renforcement scientifique approfondi et étude du programme de 1^{ère} année « à blanc ». 70% à 80% de réussite au 1^{er} concours !

CEPES 57, rue Charles Laffitte 92200 Neuilly 47 45 09 19

EN BREF

□ Dix-huit ans de réclusion pour viol et meurtre. — La cour d'assises du Gard a condamné, mardi 14 mai, les caporaux-chefs Dominique André et Christophe Maillet, âgés de vingt-trois ans, à dix-huit ans de réclusion criminelle assortis d'une période de sûreté de douze ans. Ils étaient accusés du viol et du meurtre, en avril 1989, d'une jeune fille de vingt ans. Le ministère public avait requis la réclusion criminelle à perpétuité non assortie de période de sûreté.

□ Le corps ligoté d'un lycéen retrouvé dans un bassin en Seine-Saint-Denis. — La tête enfoncée dans un sac plastique, les mains attachées aux jambes par deux paires de menottes, bâillonné, le corps d'un lycéen de vingt ans a été retrouvé, mercredi 14 mai, dans le bassin du lycée Albert Schweitzer au Raincy (Seine-Saint-Denis). La facture d'achat des menottes avait été trouvée au domicile du jeune homme.

□ Le canal 17 du satellite TDF2 remis en service. — Le canal 17 du satellite de télévision directe TDF2, attribué à Antenne 2 et Radio France Internationale, a été remis en service mardi 14 mai. A la suite d'un incident — qui ne s'est pas reproduit depuis — les émissions d'Antenne 2 avaient été transférées fin mars sur un canal de secours (le Monde du 29 mars).

Les experts se poursuivent pour déterminer la cause des anomalies. Après cette remise en service et les multiples incidents qui ont perturbé son fonctionnement, le système des deux satellites jumeaux TDF 1 - TD 2 diffuse encore quatre chaînes (A2, le SEPT, Euro-musique, Canal Plus) et dispose à nouveau d'un canal de secours.

POUR EVITER LA DEPRIME, LA "MODE PSYCHO"

« Le DELIRE des Créateurs me donne des COMPLEXES quand, amoureuse de la Mode, je dois REFOULER mes désirs, à cause des prix. »
« Si jamais le dépense comme une folle, je CULPABILISE alors que les achats de mes amies me rendent PARANO ou HYSTERIQUE ! »
« Alors l'interprète mes REVES de Mode et je SUBLIME mes PULSIONS esthétiques grâce aux tissus »
Les "anti-déprime" depuis 30 F le mètre.

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

P
rc
n
—
du
le
ré
ge
qu
m
—
P

Jir
IP

de
Sc
pu

bo
Fill
ins

coi
14
(le
e
toi
14
tré
Pen
e
Phi
des
a
14
(Lut
e
dort
16)
14
(L)

سكنا من الامال

صحنه من الراحل

ARTS • SPECTACLES



Les danseuses de Karine Saporta dans *Prospero's Books*, de Peter Greenaway.

PETER GREENAWAY, INVITÉ DU 44^e FESTIVAL DE CANNES Au cœur battant du cinéma

La première image est une goutte d'eau qui tombe. Cette goutte d'eau contient toute la magie d'un film, *Prospero's Books*, de Peter Greenaway, comme une seule cellule porte l'empreinte d'un homme tout entier. Cette goutte d'eau si belle a entraîné le Festival assez loin des lois, des règles habituelles. Le 17 mai, à 17 heures, seront projetées dans la grande salle de l'auditorium Lumière quarante minutes de *Prospero's Books*, quarante minutes d'un film inachevé qui est, selon le délégué général Gilles Jacob, « un chef-d'œuvre en gestation ».

Greenaway, esthète méticuleux, amoureux de chiffres et d'estampes, est reconnu comme un « grand » du cinéma mondial depuis son très gracieux et cruel *Meurtre dans un jardin anglais*, que suivirent *Zoo*, le *Ventre de l'architecte*, *Drowning by Numbers* — ces deux derniers présentés à Cannes — et le *Cuisinier, le Voleur, sa Femme et son Amant*.

Prospero's Books (le texte est signé Shakespeare, c'est celui, intégral, de la *Tempête*) est en chantier depuis plus de deux ans, et avait été donné partant

pour le Festival... de l'année dernière. Mais il n'était pas prêt. Cela, alors, n'étonna personne, de très décats et nombreux effets spéciaux, sonores et visuels, devant y être inclus. Ainsi, pour ce qui est du son, Sir John Gielgud, quatre-vingt-six ans, puissance tutélaire et infiniment shakespearienne de l'entreprise, a-t-il enregistré tous les rôles, sa voix ayant été ensuite modifiée par l'électronique pour servir chacun des personnages.

Pour plus de sécurité, Peter Greenaway, bien décidé à être présent au Festival 91, confie la fabrication des effets spéciaux à trois laboratoires différents, ceux de la NHK au Japon, un labo néerlandais, un troisième américain. Tout semble parfait. Sauf que la livraison américaine se révèle désastreuse, il faut recommencer. Le film ne pourrait dans le meilleur des cas être projeté que... le lendemain de la clôture. Peter Greenaway envoie une lettre navrée à Gilles Jacob, où « il osait espérer que son cinéma était en train de progresser grâce à des innovations techniques » et que « nulle part mieux qu'à Cannes il n'aurait pu en avoir

la preuve. Cannes ayant toujours privilégié la pluralité du cinéma au-delà de la tradition dominante, et ayant été le témoin et l'appui de tant d'innovations cinématographiques ».

C'est alors que naît l'idée de montrer un « morceau choisi » important de *Prospero's Books*, avec l'accord courageux de l'auteur. Gilles Jacob précise : « Ce n'est pas un pis-aller. C'est un cadeau offert au public professionnel de Cannes, la preuve étonnante que le cinéma est vivant, sans cesse en action, et qu'on peut le saisir aussi dans cet état d'éruption qui est celui de la création. Il est d'ailleurs dans mon intention de réserver désormais chaque année une case à une œuvre « in progress », une œuvre en train de se faire. Je termine en principe ma sélection le 15 mars. Ce jour-là, le cœur du cinéma international ne s'arrête pas de battre. »

Gilles Jacob ajoute : « Tel qu'il est, *Prospero's Books* est déjà un spectacle magnifique. » Un fragment de bonheur, en quelque sorte. (Lire nos articles consacrés à l'actualité du Festival de Cannes pages 24 à 27.)

DANIELE HEYMANN

THÉÂTRE 28 et 29 De Nanterre à Dijon, Les chemins de la découverte



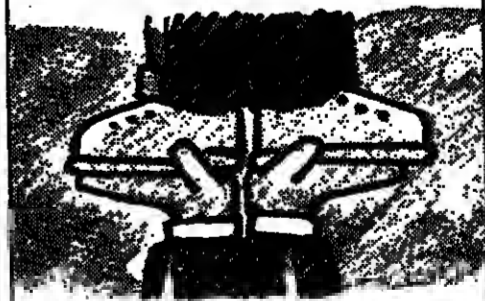
Pendant un mois, le Théâtre des Amandiers de Nanterre s'ouvre à l'Algérie : Jean-Pierre Vincent met en scène *Princesses*, de Fatima Gallaire, et reçoit *Fatma*, de M'Hamed Benguettaf dans une mise en scène de Ziani Cherif Aynd (*et-dessus*). De nombreuses manifestations (expositions, récitals, spectacles) donneront à cet événement son caractère exceptionnel. Au même moment, les travaux des metteurs en scène parmi les plus intéressants du moment seront présentés dans le cadre de Théâtre en mai, à Dijon. Là, comme à Nanterre, le théâtre est prétexte à la rencontre, à la comparaison, à la contradiction, à la réunion.

MUSIQUES 34 Steelbands et calypso à la FERIA de Nîmes



De la rencontre entre le calypso et l'industrie pétrolière sont nés les steelbands, grands orchestres rassemblant jusqu'à soixante-dix musiciens qui jouent la musique de Trinidad-et-Tobago sur des barils de pétrole élevés à la dignité d'instruments de musique. A Nîmes, on découvre une musique sans équivalent au monde.

Sélection Officielle Festival de Cannes 1991



UN FILM DE DANIELE LUZZETTI

Le Porteur de Serviette.

SILVIO ORLANDO HANNI MORETTI
PARADISE

CINÉMA/CANNES 91

RENCONTRE AVEC KRZYSZTOF KIESLOWSKI,

Les portes s'ouvrent

On aurait pu penser que Krzysztof Kieslowski resterait longtemps l'œuf – celui qui est dans la tombe et regarde Cain – du cinéma mondial. Tu ne tueras point, suivi des neuf autres épisodes d'un *Décroquis* étourdissant de noire lucidité et d'humanisme désespéré, avait étonné, conquis. Effrayé un peu aussi. Dominé par le hasard, dieu ricanneur, l'homme, chez Kieslowski, n'avait pas grand-chose de bon à attendre de la vie, sinon sa propre mort. Et le verdict implacable de la fatalité. Et voilà que le metteur en scène polonais est à Cannes avec son nouveau film tourné en partie en France, *La Double Vie de Véronique*. Et que son regard s'est chargé de tendresse et son cœur de musique pour raconter l'histoire de deux petites filles, l'une née en Pologne, l'autre née ici. Toutes deux ont une voix d'ange et le cœur fragile, toutes deux auront le même destin, à moins que... Le hasard est encore là, mais il a appris à sourire.



« Dans *La Double Vie de Véronique*, on retrouve les thèmes récurrents de votre œuvre mais, pour la première fois, on s'échappe vers une sorte d'espérance qui fait mentir votre réputation de « pessimiste professionnel ».

– J'espère que je ne l'ai pas trahie tout à fait. Comment est né ce film, le premier de votre exil ?

– Dans une confusion assez étrange. Je ne saurais pas le décrire et le comprendre moi-même. Je savais qu'après ces dix films, ce *Décroquis*, il fallait faire quelque chose de simple, de facile à maîtriser. La possibilité complètement inattendue de travailler en dehors de la Pologne m'est soudain apparue. Et puis, il y avait ce sujet qui traînait dans ma tête depuis de nombreuses années. Un thème très pessimiste ; au stade de l'écriture, il ne s'est pas vérifié. Je n'arrivais pas à l'écrire, tout simplement. Je ne trouvais pas les solutions et je l'ai transposé en quelque sorte dans le film que vous avez vu.

– Quelle était la donnée de base qui n'a pas pu s'exprimer ?

– C'était une idée très simple. On voyait le premier type qui décide de revenir de là-haut, ici. Mais je n'ai pas trouvé de raison pour laquelle il pourrait revenir. De toute façon, dans ce film, là-haut c'était aussi affreux qu'ici. Là résidait toute la difficulté, le point de départ insoluble. Il n'y a aucune raison pour revenir ici, comme il n'y a pas vraiment beaucoup de raison pour y demeurer. Mais on reste encore un moment. J'espère pas trop longtemps.

– Dans *La Double Vie de Véronique*, vous jouez sur la sensation du déjà vécu, vous ouvrez tout grand cette porte et vous dites que ce n'est peut-être pas le hasard.

– Je le dis parce que je le pense. Je pense que dans des circonstances comme celles-là, on ne doit surtout pas reculer. Seules en sont capables les personnes qui ont suffisamment d'attention, de sensibilité pour s'intéresser à autre chose qu'à la marque d'une voiture, la forme des chiottes, la qualité du café

ou la nouvelle génération des ordinateurs. Est-ce qu'il existe encore des personnes comme ça, je ne sais pas. Je crois que oui et qu'elles ont un peu honte d'être comme elles sont... parce qu'elles considèrent que c'est une preuve de faiblesse, d'inadaptation à la vie.

– Pour vivre ce que vit Véronique, pour ouvrir ces portes, il faut que Véronique souffre...

– Il y a toujours quelqu'un qui paie. Ce qui finalement est le plus intéressant, c'est que nous ne savons jamais qui. Je parle bien sûr de la sphère des sentiments, pas de la sphère des ventes de café. Je crois profondément qu'il existe une certaine quantité de biens au monde, de sentiments. Il n'est pas possible que tout le monde soit heureux. Les uns sont heureux, les autres sont malheureux. Justement parce que les premiers sont heureux. Que ça concerne la liberté, l'amour, peu importe, le bien est limité, il n'existe pas en quantité.

– Votre film est à cheval entre deux titres, qui sont le même être, et entre deux pays, qui sont peut-être un seul pays, celui de la création. Comment s'est passé ce partage ? Pas seulement en termes de production ?

– Il ne s'agissait pas du tout d'argent. J'ai travaillé à l'Ouest, sans problèmes d'argent. Le film aurait pu être produit sans la Pologne. La Pologne est là parce que c'est mon pays et que c'est là-bas que je vis. Si j'avais vécu dans un autre pays, la deuxième fille aurait vécu également dans cet autre pays. J'avais besoin de cette idée qu'il y avait plusieurs frontières qui les séparaient. Ce n'est pas si simple que ça de se rencontrer...

– Pourquoi avoir choisi Clermont-Ferrand ?

– C'est gris, comme Cracovie. Beaucoup de choses dépendent de l'endroit où nous grandissons... Les couleurs des murs autour de nous, ce n'est pas innocent.

– Le *Décroquis* avait une mission pédagogique, il n'y a aucune trace de pédagogie dans *La Double Vie de Véronique*, le sentiment recouvre tout. A ce niveau, il y a des virtuosités, par exemple la dernière scène à Cracovie, la scène de l'astuce, de la photo de l'inspecteur du car. C'est fulgurant. La rencontre de ces deux filles à travers l'objectif, c'est à la fois le moral de l'histoire et au chant d'amour au cinéma.

– Disons un petit sentiment.

– Sur le plan technique, comment une scène comme ça se construit-elle ?

LE QUARANTIÈME ANNIVERSAIRE
DU MENSUEL DE LA NOUVELLE VAGUE

Mes chers « Cahiers »

Le 18 mai, le Festival de Cannes fête le quarantième anniversaire des *Cahiers du cinéma*, une revue née peu après lui à l'initiative de journalistes qui deviendront bientôt, pour la plupart, les cinéastes de la nouvelle vague.

Un jour de 1955, un jeune homme rejoignant l'équipe rassemblée par André Bazin et débute dans la carrière de critique. Il se souvient ici de son entrée en cinéphilie.

par Jacques Siclier

S'il fallait écrire un scénario pour l'histoire des *Cahiers du cinéma*, il commencerait le vendredi 26 avril 1991, en fin d'après-midi. Dans ses locaux passagers de la Boule-Blanche, au cœur du faubourg Saint-Antoine, la revue fête ses quarante ans, autour d'un buffet et d'un gros gâteau d'anniversaire recouvert d'une crème glacée jaune – emblématique de la couleur qu'elle eut à sa naissance. Il y a du monde mais on se sent là dans une certaine intimité, en attendant la soirée – qui devrait être prestigieuse – le 18 mai au Palm Beach de Cannes, les émissions spéciales des radios et des télévisions, et deux numéros spéciaux qui coïncideront avec le Festival (1).

Dès le 26 avril, le premier tome d'*Histoire d'une revue*, écrit par Antoine de Baecque, est paru (2). Son sous-titre, *L'assaut du cinéma (1951-1959)*, tient bien ses promesses. Un jeune critique de la dernière généra-

tion des *Cahiers* a refait, tous numéros en main et en rassemblant de nombreux témoignages, le parcours des débuts du magazine, des prémices de la nouvelle vague au triomphe de Truffaut et de ses *Quatre cents coups*.

L'ouvrage fait le tour de l'assistance, où toutes les générations des journalistes des *Cahiers* sont représentées : Janine Bazin, Eric Rohmer, André S. Labarthe, Madeleine Morgenstern accompagnée de sa fille, Eva Truffaut, Jean Narboni, Serge Le Péron, Danièle Dubroux, Sylvie Pierre, Serge Daney, Pascal Bonitzer, Serge Toubiana, Olivier Assayas, Thierry Jousse, Frédéric Sabouraud, Frédéric Strauss, Ghislaine Jegou, et d'autres, beaucoup d'autres encore... Les visages se mêlent et se confondent, et, comme à la lecture du livre d'Antoine de Baecque, on prend conscience du « phénomène » *Cahiers*, de ce lien qui, à travers les orages, les querelles idéologiques, les disparitions, s'est tissé entre toutes celles, tous ceux qui, de près ou de loin, ont participé à la création et à l'histoire de la revue.

Lorsque Madeleine Morgenstern fait part de son admiration pour l'habileté d'Antoine de Baecque – un garçon d'aujourd'hui qui ne cultive aucune nostalgie, – qui a su, si bien, retrouver dans sa démarche ce qui fut un esprit, une passion, une lutte ayant dépassé l'âge d'or cinématographique des années 50, je m'entends lui confier : « Antoine de Baecque a posé les bonnes questions et nous avons eu, tous, l'envie de lui répondre. Peut-être bien que nous n'attendions que cela ».

Flash-back. Avril 1951. Troyes. Je viens d'avoir vingt-quatre ans, et l'amour du cinéma, la fréquentation de toutes les salles de la ville, mes activités au ciné-club local dont je suis devenu deux ans plus tôt le « fort en thème », me consolent d'une existence et d'un métier morose. Je vais régulièrement fouiller à l'étalage du kiosque à journaux, dans le hall de la gare, pour y acheter toutes les publications ayant trait au cinéma. Ce jour-là, la jeune femme qui tient la boutique et qui, désormais, me connaît bien, me dit : « Une nouvelle

revue vient de paraître. Je crois qu'elle pourra vous intéresser. » Et j'emporte, comme un trésor, le numéro 1 des *Cahiers du cinéma* dont la couverture – jaune – est illustrée par une photo de Gloria Swanson dans *Sunset Boulevard*.

Coup de foudre. Et, sans exagération, ce coup de foudre s'est répété un peu partout en France. En un moment où la guerre froide a brutalement succédé à l'après-guerre, les cinéphilas ont faim d'informations qui ne soient pas orientées, comme dans *L'Ecran français*, l'hebdomadaire des années 45-49, dont les premières équipes rédactionnelles ont déjà divorcé et pour lequel tout ce qui est cinéma américain est forcément mauvais.

Lorsque paraissent les *Cahiers*, dont Lo Duca et Jacques Doniol-Valcroze sont rédacteurs en chef (André Bazin les rejoindra le mois suivant), les cinéphilas connaissent ceux qui y écrivent. Ils les ont lus dans *L'Ecran français* première manière, dans la *Revue du cinéma*, dont la nouvelle formule lancée en 1946 est dirigée par Jean George Aurio. Ils connaissent aussi ces petites revues qui se sont envolées de Saint-Germain-des-Près en 1949 et 1950, comme la *Gazette du cinéma* ou *Raccords*. Et les hebdomadaires populaires comme *Cinéma*, et les critiques des quotidiens, et les critiques des journaux littéraires.

Il y a alors dans la presse un intense foisonnement qui va bientôt se canaliser aux *Cahiers*. D'emblée, ils réussissent la fusion entre le ton semi-confidentiel de la *Revue du cinéma* et le ton grand public du premier *Ecran français*. Tous ceux qui sont à l'avant-garde de la critique cinématographique vont y publier leurs articles. Même si la revue ne touche pas toutes les couches de la société – le point d'équilibre de la revue est d'environ 5000 exemplaires vendus chaque mois, – elle répond à un besoin véritable et va très vite devenir indispensable.

La seule publication susceptible de concurrencer sérieusement les *Cahiers* est *Positif*, créée à Lyon en 1952 par une équipe animée par Bernard Chardère. Mais si les *Cahiers*, d'abord organisés autour de la pensée théorique et critique d'André Bazin, trouvent leur ton définitif en janvier 1954, numéro 31, avec l'article fracassant de François Truffaut « Une certaine tendance du cinéma français », *Positif*, qui, sous Chardère, défendait également le cinéma d'auteur, va, avec Ado Kyrou et quelques autres, fuser de marxisme et de surréalisme,



Aux Cahiers, il y avait...

se poser en adversaire résolu de la politique des auteurs prônée par les *Cahiers*, qui, par ailleurs, vont sérieusement revaloriser le cinéma américain.

Très vite après la parution du numéro 1, événement exceptionnel dans l'histoire du cinéma, les *Cahiers* – à couverture jaune, – installés dans un petit bureau heureusement contigu à une grande salle d'attente où se tiendront tant de rendez-vous, vont faire la pluie et le beau temps dans le cinéma français et mondial. La société des Editions de l'Etoile, créée grâce à l'appui financier de Léonide Keigel, gère la revue où Eric Rohmer – qui remplace Lo Duca à la rédaction en chef, – André Bazin et ceux qu'on appelle les « jeunes turcs » (Claude Chabrol, Jean-Luc Godard, Jacques Rivette et François Truffaut) pensent leur travail en cinéastes comme leur ami Alexandre Astruc, l'auteur d'un retentissant manifeste sur la « caméra-stylo ».

Il arrive que l'on ne soit pas toujours d'accord dans cette vraie « famille », réalité dont Antoine de Baecque rend parfaitement compte dans le tome I d'*Histoire d'une revue*. La richesse de pensée des *Cahiers* et leur influence tiennent justement dans cette diversité des goûts, des tendances et des modes d'écriture.

Au début de 1955, le cinéphilie troyen que je suis vient s'installer à Paris avec la collection exhaustive

صكنا من الامل

CINÉMA/CANNES 91

RÉALISATEUR DE « LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE »

sur un sourire d'exil

- Il faut avoir un bon chef opérateur.
- Très importante dans le film, le rôle physique de la musique.

- Là, en revanche, il faut avoir un bon compositeur. L'important est d'avoir des gens compétents autour de soi.

- La musique est un personnage à part entière. Je dirai cela au compositeur, il sera très content.

- Vous souhaitez que la musique, écrite par Zbigniew Preisner, soit un peu en *deus ex machina*.

- C'était clair dès le début. Je savais pouvoir l'obtenir parce que j'aurais le compositeur capable de donner une musique qui paraît ancienne et contient aussi des éléments de modernité.

- Votre première expérience hors de la Pologne a entraîné votre première expérience avec des acteurs étrangers. Irène Jacob est éblouissante. C'est une révélation majeure. Comment l'avez-vous trouvée ? Véronique avait-elle déjà pour vous un visage ?

- Non, elle n'avait pas de visage. J'ai pensé à des comédiennes que je connaissais. Pour différentes raisons, ça n'a pas pu se faire... J'avais vu Irène Jacob dans le film de Louis Malle *Au revoir les enfants*, ni elle avait un tout petit rôle. Il devait y avoir une raison pour que je m'en souvienne. Cette raison, c'est évidemment sa personnalité. Indépendamment du fait qu'elle est une personne, elle a du talent. De plus, elle est travailleuse. Elle a appris tout son dialogue en polonais. On peut aussi bien la croiser dans la rue ici que dans la rue à Varsovie. Au premier coup d'œil, elle n'a rien de spécial. Mais plus on s'approche, plus il s'avère que c'est quelqu'un de tout à fait particulier.

- C'est quelqu'un qu'on aime, qui n'est pas simplement une bonne actrice.

- C'était la première condition que je m'étais posée. Il faut que ce soit une comédienne à laquelle nous, spectateurs, nous allons souhaiter du bonheur.

- Comment avez-vous vécu le succès étonnant de *Tu ne tueras point*, puis des autres épisodes du *Décalogue* ? Était-ce pour vous une reconnaissance qui arrivait à son heure ?

- C'était complètement inattendu. Je pensais : j'ai fait un petit film provincial polonais, personne ne le verra à l'étranger, parce qu'il est cruel, déprimant et triste. Il a coûté 3 francs 3 sous, donc il n'y a aucune raison pour qu'il passe. Et soudain, il passe. C'est une surprise agréable mais ça ne change rien à l'essence des choses.

- Après le succès international du *Décalogue*, à Cannes, à Venise, n'êtes-vous pas devenu un peu le commis voyageur de vos films ?

- C'est ce que j'ai dû faire pendant deux ans. C'était très très ennuyeux.

- Y a-t-il un pays qui ait résisté au *Décalogue* ?

- La Pologne, où on m'a toujours ramené très vite sur terre.

- Avez-vous encore des difficultés avec les journalistes polonais ?

- Ils ont déjà écrit que *La Double Vie de Véronique* est présenté à Cannes sous bannière polonaise parce que les Français, qui l'ont produit, l'ont refusé. J'étais sûr que ça se passerait comme ça.

- Les journalistes polonais, dans leur ensemble, n'aiment pas le cinéma de Kieślowski, ou n'aiment-ils pas Kieślowski lui-même ?

- Ils ne m'aiment pas moi, ils ne peuvent pas aimer mon cinéma. Il y a eu une émission très intéressante où s'exprimait un politicien haut placé des années 70 ; il racontait tout simplement ce que jour après jour il donnait comme instructions aux journalistes, ils devaient tous écrire la même chose, il n'y avait pas de différence d'un journal à l'autre. Aujourd'hui, presque rien n'a changé. Les journalistes écoutent seulement quelqu'un d'autre. De toute façon, le *Décalogue*, dans un pays comme la Pologne, catholique de façon complètement anachronique, ne pouvait pas être bien perçu.

- Un autre pays catholique comme l'Italie a bien accueilli le film.

- La différence est la suivante : ici, en France, et de la même façon en Italie, la foi est une possibilité. En Pologne, c'est une obligation.

- Vous avez réalisé beaucoup de documentaires. Avez-ils été aussi longtemps attachés à la réalité comme ceux-ci ?

- Certainement. Le documentaire est mort de nos jours. Il a cessé d'exister, complètement. Il y a encore quelques bisons qui survivent dans quelques pays... J'ai gardé deux choses de cette époque : la première, c'est le besoin de vraisemblance. Il faut que je croie ce que je montre est possible. La deuxième, c'est quelque chose d'indéfini, lié à la dramaturgie, c'est la façon de raconter. Le film documentaire que moi ou nous, à l'époque, nous faisons, avance à l'aide du développement d'une pensée et non pas à l'aide du développement d'une action. L'action, de par la nature

des choses, n'existe pas. Ce qu'on peut dire, on le dit un pas après l'autre, une scène après l'autre, jusqu'au montage. Je n'arrive pas à m'arracher à cette façon de penser. Je n'arrive pas à m'atteler à l'action comme à un moteur qui ferait avancer le film.

- Même dans mes films documentaires, ce que je cherchais avant tout, ce sont des gens. C'est pour ça d'ailleurs que j'ai arrêté d'explorer le genre. On ne peut pas, dans les documentaires, s'approcher trop près des gens, parce qu'ils ont droit à une intimité. Il y a une frontière morale qu'il est interdit de dépasser. J'ai commencé à errer sur cette frontière, j'ai essayé de tricher, mais ça n'était pas possible. J'ai donc commencé à introduire des éléments de fiction dans mes films documentaires, et c'était déjà le chemin naturel pour arriver à la fiction complète.

- Par exemple ?

- Un film d'une heure, *Biographie*. C'était un film sur la vie intérieure du Parti communiste. On m'a dit : « Mais vous ne pouvez pas faire un film sur la vie intérieure du PC, vous n'êtes pas au parti. » J'ai répondu : « Justement, si vous voulez que l'on montre à quel point vous êtes magnifiques, commandez le travail à l'un de vos membres, mais si vous voulez voir un peu de vérité, alors il faut me le demander à moi. » Je voulais donc raconter les rapports difficiles d'un type avec le parti. On l'acceptait tout le temps, on le rejetait tout le temps... En Pologne, ne pas être au parti posait beaucoup de problèmes. Pour des questions sociales, matérielles...

- Cet homme, je l'avais inventé de toutes pièces, je lui avais fait faire des papiers en règle, et il est arrivé devant la commission de contrôle du parti. La commission, elle, était authentique. Certains membres de la commission sont arrivés en retard. Jusqu'à la fin de la soirée, ils ont été convaincus que le type était l'un des leurs. J'ai fait plusieurs films comme ça.

- En poussant les choses, peut-on dire que l'Amateur est un film qui entre dans ce cadre-là ?

- C'est une fiction, mais il y a dedans des éléments complètement réels. Les films que l'auteur tourne en 8 millimètres, ce sont tous les films que l'on ne m'a pas permis de faire. Ce sont des scénarios que l'on m'a refusés. J'ai travaillé quinze ans dans le documentaire, il y a une chose fantastique qu'on ne peut jamais exploiter, des moments de silence, des moments où on ne parle de rien, ou alors des moments où les gens disent des bêtises, des choses magnifiques, et il

faut mutes les couper, parce qu'elles constituent des interruptions. Un documentaire, c'est quelque chose de concentré, de serré. J'ai toujours jeté tous ces moments-là bien qu'ils fussent très beaux.

- Et puis, j'ai inventé une fiction exprimée nû je pourrais utiliser ça. Le film s'appellerait *Personnel*. Il y avait un jeune homme qui arrivait au travail, il était tailleur. C'était un acteur. Il rejoignait d'autres tailleurs qui, eux, étaient des vrais tailleurs. Je me suis installé là avec ma caméra et on a écouté ce qu'ils racontaient comme conneries. Mais comme il y avait parmi eux le héros et puis une sorte d'action, un fil, cette scène de causerie apparemment vide, je pouvais l'utiliser puisque j'avais une construction. Voilà le vrai mélange des genres.

- Avez-vous pris goût au travail ici ? Avez-vous déjà un autre projet en France ?

- Un projet très concret. J'écris en ce moment des scénarios qui seront produits par MK2. Trois films tournés simultanément que je mettrai tous les trois en scène, en une seule fois. Sept mois de tournage. Le premier se déroule en France, le second commence en France mais se déroule pour sa plus grande partie en Pologne et le troisième commence en Pologne et se déroule entièrement en France, en Belgique ou en Suisse. On ne sait pas encore.

- Ont-ils un lien narratif ?

- Ce sont trois films complètement différents, excepté qu'ils ont pour titre les trois couleurs : *Bleu, Blanc, Rouge*. Les couleurs viennent directement du drapeau français. Liberté, Égalité, Fraternité, bien évidemment. Mais ce ne sont pas des films politiques. Ce sont des films simples, modestes. Ils posent une question. Des millions de gens ont donné leur vie pour ces mots ; que signifient-ils désormais dans notre vie à nous, dans la vie d'un individu ? Voulons-nous vraiment être égaux ? Peut-être pas. Et fibres ? Qu'est-ce que la liberté ? Si nous l'avons, ne la perdons-nous pas tout de suite ? On s'attache, avec des amitiés et des amours ; des liens sociaux et des liens matériels. On est dépendant de quelqu'un, de quelque chose. Et pourtant, la liberté, nous la voulons, tellement !

Propos recueillis par DANIELE HEYMANN

* Sous le titre « Kieślowski - dialogue », FR3 présentera le lundi 20 mai vers 23 h 10 un numéro spécial du magazine « Océaniques » consacré au réalisateur sur le tournage de *La Double Vie de Véronique*.



...des critiques qui voulaient être cinéastes comme Truffaut, à gauche, Rivette, à droite, ou Chebrol, au centre, aux côtés de Jacques Daniol-Valcroze et Virginie Vitry sur le tournage du *Coup du berger*, de Rivette, à Paris en 1957.



des *Cahiers du cinéma* dans ses bagages. Dans le numéro 43 du mois de janvier, il découvre, sous le titre « Le rossignol et l'alouette », une critique de *Roméo et Juliette*, de Renato Castellani, extrait d'un long papier sur le « cinéma shakespearien » qu'il avait envoyé quelques temps auparavant... sans grand espoir. Une lettre de François Truffaut l'attend - qui l'invite à passer au bureau - et des compliments de Jacques Becker. Niché alors dans un hôtel de la rue de Seine, j'ai découvert, et avec quelle émotion, le sériel des Champs-Élysées. S'il y avait aux *Cahiers* des critiques qui voulaient être cinéastes, il y en avait aussi qui voulaient être critiques et seulement critiques ! Cela, Truffaut l'avait compris. Je lui dois tout. Même, indirectement, d'avoir débuté au *Monde* comme critique de télévision pour appliquer à la télé des années 60 - la grande, celle de la vraie création ! - la fameuse politique des auteurs.

On entrait aux *Cahiers* librement. On en sortait, librement, pour aller vivre sa vie ailleurs mais on y gardait des amitiés, on y restait attaché. La mort d'André Bazin, en 1959, et le départ des jeunes turcs, devenus réalisateurs nouvelle vague, d'arrêtaient en rien un élan irrésistible. Avant même la publication du tome II d'Antoine de Baecque, on peut bien raconter la suite. Avec la parution du numéro 160, en novembre

1964, la présentation des *Cahiers* est radicalement transformée. La couverture - jaune - disparaît, le format change, et la rédaction s'installe rue Clément-Marot, de l'autre côté des Champs-Élysées.

Daniel Filipacchi, l'homme de la presse pour jeunes, remplace Léonide Keigel aux Éditions de l'Étoile et entre au comité de rédaction. Changement de look spectaculaire et attrayant en pleine société de consommation mais qui n'affecte pas la « doctrine » des *Cahiers* : entretiens, filmographies, défense des nouveaux auteurs, gasculation du cinéma mondial, reconsidération historique. Toujours le même travail d'abeilles passionnées.

La cassure se produit après mai 68. Si la présentation reste la même, un rude virage vers la gauche révolutionnaire surprend puis rebute, vite, les lecteurs. Pas de critique cinématographique sans lutte des classes, abandon de la notion esthétique d'auteur-réalisateur à laquelle on préfère l'analyse des structures filmiques sur les bases du marxisme... Fluctue dur à avaler. Il en résulte une vive tension, puis la rupture, en 1970, avec Daniel Filipacchi. Sans l'intervention de Truffaut qui, avec des amis, décide de renouer la SARL des Éditions de l'Étoile, les *Cahiers* disparaissent.

La rédaction emménage alors rue Coquillière, dans

le quartier des Halles. La présentation reste, elle, inchangée jusqu'au numéro de juillet-août 1972. La période la plus noire de la revue commence. Celle-ci n'intéresse plus que des intellectuels militants ou des lecteurs déjà politisés. Les autres ont déserté ; ils ne reconnaissent plus le cinéma dans ces *Cahiers* à la couverture austère, au papier rugueux, qui ressemblent à un assemblage de tracts.

Les difficultés économiques s'aggravent. La rédaction, maintenant logée rue des Petits-Champs, est agitée de remous intérieurs. En janvier 1971, les *Cahiers*, après un rapprochement avec le PCF (qui l'eût cru ?), signent un manifeste avec *Tel Quel* et *Cinétique*. Puis oseront le tandem marxiste-léniniste se fait jour et entame une critique du « révisionnisme ». La crise interne se traduit par une parution irrégulière. Le numéro 248, *Avignon 73*, porte sur la place publique un débat poignant, « Pour un front culturel révolutionnaire » et les malaises de la rédaction.

D'autres revues, comme *Ecran* et *Cinéma*, connaissent alors une large diffusion, et *Positif*, renoué après pas mal de mésaventures, est en train de prendre, avec sa propre politique des auteurs, la place des *Cahiers*. Même les collectionneurs se lassent. Serge Daney, Jean-René Huleu, Pascal Bonitzer et quelques autres luttent

pour que leur tendance - maniste - l'emporte sur le dogmatisme, le « politisme » et autres maux en « isme », conscients de la nécessité de se brancher à nouveau sur l'actualité et d'inventer un langage lisible pour les nouvelles théories du cinéma, pour l'association du phénomène filmique, de la sociologie et de la politique.

A l'été de 1974, Truffaut est prêt à renoncer aux *Cahiers*. Mais la rédaction a amorcé en mai de la même année une nouvelle étape de son histoire. Elle a besoin de le faire savoir. *Le Monde* s'en chargera ; cela, j'avoue que je l'avais oublié. Un article écrit après une rencontre que j'ai eue avec Serge Le Péron et deux de ses amis. « Les voies difficiles de l'avant-garde critique » (*Le Monde* du 8 août 1974), convainc Truffaut de changer d'avis.

Mais qui se serait résigné à voir les *Cahiers* disparaître ? Il fallait qu'ils se ressaisissent et se reconstruisent avec leur vocation initiale. Mais, pour une revue de cinéma qui a toujours précédé, épousé les transformations qui lui étaient contemporaines, la tentation des années 70 - marxisme-léninisme, maoïsme, structuralisme, sémiologie - fut sans doute une épreuve nécessaire. Ayant joué son rôle politico-culturel, la revue, relancée par Serge Daney et Serge Toubiana, allait repartir en flèche dans les années 80 depuis les bureaux du passage de la Boule-Blanche. Le trentième anniversaire fut célébré comme un succès. C'en était un. De retour : beau format, beau papier, belles couvertures et beau contenu. Depuis dix ans, les aménagements rédactionnels et une politique des auteurs entièrement reconsidérée ont répondu tant aux transformations du cinéma qu'aux phénomènes de société et aux nécessités économiques. Coups de cœur un pas, amitiés ou pas, une évidence : les *Cahiers* sont toujours le fief de la critique moderne.

Fin du flash-back. La petite fête est finie. On se dit qu'on va se retrouver à Cannes. Il s'est passé quelque chose que tout le monde a ressenti et dont personne n'a parlé : les « disparus » étaient là, vivaient eux aussi, ombres légères et attentives.

(1) Numéro spécial « Quarante ans » et numéro « Souvenir » hors numérotation sous emballage unique.

(2) Les *Cahiers du cinéma*. Histoire d'une revue. Tome I, *L'assaut du cinéma (1951-1959)*. Éditions Cahiers du cinéma, 318 pages illustrées, 149 F.

« INDIAN RUNNER », PREMIER FILM RÉALISÉ PAR SEAN PENN

La soudaine modestie d'un acteur enragé

Pour écrire et réaliser son premier film, l'acteur Sean Penn s'est inspiré d'une légende indienne des grandes plaines, un rite de passage à l'âge adulte qui consiste à poursuivre un cerf à pied jusqu'à ce que la bête tombe d'épuisement, puis à lui voler son dernier souffle. *Indian Runner* est un long métrage influencé en partie par Hal Ashby (à qui le film est dédié) et, assez étrangement, par John Cassavetes.

UNE petite ville du Nebraska. 1968. Au déchirement de l'Amérique face à la guerre du Vietnam correspond le déchirement des valeurs au sein d'une famille. Deux frères furent jadis très proches. L'un (Viggo Mortensen), un homme en colère, a fait le Vietnam, puis de la prison. L'autre (David Morse) est resté au pays. Il s'est marié (à Valeria Golino), il a un enfant. Fermier ayant perdu sa ferme, il est devenu shérif. Il incarne les valeurs traditionnelles : l'ordre, la famille, la communauté. Les retrouvailles familiales rouvrent de vieilles blessures, compliquées par l'instabilité émotionnelle de la mère (Sandy Dennis) et un sentiment d'échec dans lequel le père (Charles Bronson) sombre de plus en plus.

« Les histoires entre frères me touchent plus profondément que toutes les autres », dit Sean Penn dans le coffret shop de *Indian Runner* où nous l'avons rencontré. Chez les Penn, les rapports familiaux sont d'une extrême importance : le père est réalisateur, la mère actrice, l'un des frères est acteur et l'autre chanteur. Si Sean Penn s'est lancé dans la mise en scène, c'est en partie à cause de deux chansons qui traitent de rapports entre frères : *Daniel*, d'Elton John, et surtout *Highway Patrolman*, de Bruce Springsteen, de l'album *Nebraska*.

Un autre élément intervient, capital : « Il y a un peu plus de trois cents ans, dit Sean Penn, une course légendaire s'est tenue en Amérique du Nord : chaque tribu - à l'époque, les Indiens étaient esclaves des Espagnols - a dépêché d'un pueblo à l'autre ses coureurs les plus rapides, munis de cordes nouées en plusieurs endroits. Ces cordes étaient en fait des calendriers. Chaque jour, un nœud serait défilé. Le jour où les nœuds le seraient tous, les tribus, unies, se soulèveraient contre l'Espagnol. Ce qui fut fait : les Indiens tuèrent tous les prêtres et s'emparèrent de leur bétail.

Il y a environ quinze ans, l'anthropologue Peter Nabokov (neveu, je crois, de Vladimir, auteur de *Lojita*) est allé étudier les fêtes du tricentenaire de cette course. Intrigué, il s'est plongé dans l'histoire de cet événement, puis a étendu sa recherche à toutes les mythologies où figure la course. Frappé par le nombre exceptionnel de coureurs indiens dans les grandes compétitions sportives - Jim Thorpe, Billy Eaton, David Knowles, - il a réuni toutes ses recherches dans un livre sur la signification de la course dans la culture indienne.



Deux frères jadis très proches... Viggo Mortensen et David Morse.

« En couverture figurait un Indien courant droit sur le lecteur. Sur la photo, il était transparent : on devinait le désert à travers lui. Me fiant uniquement aux apparences - c'est un tort, je suis placé pour le savoir ! - j'ai acheté le livre.

« Quelque chose dans la pureté de cette image m'a touché. Lorsque j'ai commencé à écrire le scénario d'*Indian Runner*, je sentais que sa transposition dans l'époque moderne traduirait la rage qui anime l'un des frères et le sentiment de culpabilité qui ronge l'autre... Nous vivons dans un pays tiraillé entre la Grande Arnaque et la Grande Vertu : malgré nos principes, nous nous sommes installés sur des terres volées. Les Américains d'aujourd'hui sont encore affectés par ce qu'ils ont fait aux Indiens il y a des centaines d'années.

Sean Penn avoue s'être toujours intéressé à la mise en scène. C'est même par là qu'il entre dans la

carrière lorsque, adolescent, il met toute la famille à contribution pour de petits films en super-8. « J'ai commencé à jouer parce que je ne trouvais personne d'autre pour tenir certains rôles. Petit à petit, je me suis dit que j'étais fait pour ça et j'ai travaillé très dur.

Dix ans plus tard, Sean Penn se rend compte que « faire l'acteur » ne l'amuse plus. Il trouve un exutoire dans l'écriture, « mais un acteur qui écrit - surtout s'il trimballe un bagage personnel comme le mien - c'est difficile : le lecteur éventuel a du mal à se débarrasser des idées préconçues. » Bagage personnel ? « Il y a des années où j'ai eu plus mauvaise presse que Khadafi et Saddam Hussein réunis, s'écrit-il en riant. Et je l'ai parfois mérité ! »

Entre no mariage avec Madonna, des coups de poing avec les photographes et des incidents de plateau, sa réputation d'acteur difficile s'accroît autant que la violence de ses personnages à l'écran - en dépit

d'un talent pour la comédie qui s'est révélé à ses débuts, et que l'on perçoit encore parfois à la télévision où il fit récemment une étonnante parodie de Robert de Niro.

« Être acteur, c'est être payé un sou de salaire pour un sou d'enfer. Payé pour se mettre les entrailles sur la table tandis qu'un autre la dresse. Ma plus grande frustration venait de ce que certains sujets me paraissent traités avec trop de désinvolture par des réalisateurs qui restaient en deçà du but qu'ils s'étaient, par passion, assigné.

« Ayant réalisé un film, je commence à comprendre comment un réalisateur, soumis à de nombreuses influences extérieures, doit constamment parer les coups pour conserver l'intégrité de son projet. Il en néglige parfois d'autres problèmes, essentiels pour la facture même du film.

Et il est courant qu'il cède à la mégalo-manie : « Ça arrive. Souvent. Mais il y a une différence entre céder à la mégalo-manie et être vu comme un mégalo-mane. En Amérique, on passe trop de temps avec des gens qui essaient de modifier vos décisions dans le sens d'économies. Vous, vous avez une page blanche à remplir, et vous espérez y mettre quelque chose de pur. Ou vous cédez - et j'ai vu trop de gens s'aplatir devant les costumes trois pièces - ou vous persistez à faire les choses comme vous l'entendez et vous êtes vu comme un mégalo-mane.

« En me lançant dans *Indian Runner*, je pensais débouler dans la production sur le mode « Taisez-vous tous, je vais faire mon film à moi ». Mais j'ai très vite écouté des gens a priori talentueux - c'est pour leur talent qu'ils avaient été engagés - et, très vite, le film n'appartenait plus à une personne mais à un petit cercle comprenant les acteurs, le chef décorateur, le chef monteur, etc. Cette expérience n'a donc pas été une croisière en *Mégalo-manie* ; au contraire, j'en suis sorti très humble. »

Le moment le plus délicat ? « Le choix des acteurs. Je suis très instinctif là-dessus. L'engagement de Charles Bronson, que Sean Penn a convaincu de renouer avec le cinéma, fut assez complexe. « Je ne le connaissais que par ses films et par ce que je percevais de lui à travers son image publique. Mais j'ai été frappé par la manière dont il a assumé ses tragédies familiales... Voilà un homme qui a été la plus grande star au monde, qui continue de jouir d'une célébrité mondiale et qui a réussi à ne jamais perdre le contact avec le vrai Charles Bronson. Je savais qu'il était un bon acteur - il l'a prouvé dans ses premiers films - mais il y avait surtout, chez lui, une dignité qui me touchait profondément. »

Indian Runner sera présenté à Cannes en première mondiale. « Ça ne me fait pas peur de m'exposer pour une chose que j'ai faite comme ça. J'espère que les gens auront à l'égard du film un peu de patience : il est totalement américain, avec tout l'enfer que ça trimballe, de hauteur et de rage, mais aussi de cœur. J'espère. »

H. B.

VOTRE TABLE CE SOIR

DINERS

L'ALSACE AUX HALLES 16, rue Coquillière, 1 ^{er} 42-36-74-24 Jusqu'à 22 h 30. Cadre entièrement rénové. Salle climatisée. Cuisine française traditionnelle. Les RAVIOLES DU ROYAN. Soles aux courgettes. FILET À L'ESTRAGON. Gâteau du jour. RELAIS BILLMAN 37, rue François-1 ^{er} , 8 ^e 47-23-54-42 F. sam. dim. TY COZ 35, rue Saint-Georges, 9 ^e 46-78-42-99/34.61 17/Dim. Lundi soir LE COURMANO CANDIOL 6, pl. Marché-Juin, 17 ^e . Fermé sam. midi et dim. 43-80-01-41	DE NUIT COMME OE JOUR : Choucroutes, poissons, foie gras, fruits de mer toute l'année. Pour vos repas d'affaires, en famille, salons particuliers au 1 ^{er} étage. ARRIVAGE JOURNALIER DE POISSONS FRAIS, CRUSTACÉS, PLATEAU DE FRUITS DE MER. CARTE 300 F. LE SOIR « Menu de la mer » 150 F TTC. Jusqu'à 22 h 30. Cette maison a du succès et elle le mérite : avec son personnel féminin et la grande qualité de sa cuisine traditionnelle et inventive. Décor contemporain.
--	---

RIVE GAUCHE

NOS INVITES LES GUILDS 39, rue Saint-Louis-en-l'Île, 4 ^e 46-33-46-07 et 66-13 Climatisé LE MAHARAJAH GRILL. O'DR 56 de la gastr. indienne 43-54-26-07 POLLOOR 41, rue Monsieur-le-Prince, 6 ^e YUCARAJ (Salle climatisée) 14, rue Dauphine, 6 ^e 43-26-44-91 F. lundi RESTAURANT HOUHEUX 79, rue Saint-Dominique, 7 ^e 47-05-49-75	Unique au monde. Cadre 17^e. Ambiance exceptionnelle. Menu 6 plats : 175 F tout compris. Vin à discrétion. Tous les soirs. Dîner midi et soir. DÉCOUVREZ L'INDO au 72, bd Saint-Germain, 5 ^e , M ^o Maubert, 7 ^e , sur 7. NON-STOP de 12 heures à 23 h 30, ven. sam. accueil jusqu'à 1 h, CADRE LUXUEUX. Cuisine traditionnelle et grillades son bar-glacier, cocktail au 3 ^e « POL'NOR ». SPÉCIALITÉS INDIENNES . « De tous les indiens, celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. » Christian Millau (Gault-Millau). Spécialité de confit de canard et de cassoulet au confit de canard. Service jusqu'à 23 h 30. TOUS LES JOURS. Dim. service continu de 12 h à 23 h 30. SALONS CLIMATISÉS.
---	--

SOUPERS APRÈS MINUIT

LES GRANDES MARCHES

AU PIED DE L'OPÉRA-BASTILLE.
La bonne adresse du quartier. HUITRES toutes l'année. POISSON DU JOUR.
Plats traditionnels. Vins à découvrir.
OCCOR « Brasserie de l'Est »
1.1. de 11 h 30 à 2 heures du matin.
6, place de la Bastille, 43-42-90-32.

« UN PRISONNIER DE LA TERRE »,

L'Est et l'Ouest

Cinéma américain victime du maccarthysme, John Berry s'est réfugié en France dans les années 50. Il y vit depuis. Même s'il revient aux États-Unis en visite professionnelle (*The Honey Boy*, *Claudine*), c'est au sein de la production française qu'il a tourné de nombreux films, comme *Y a maldonne* ou *Voyage à Paimpol*. Son dernier film, *Un prisonnier de la terre*, clôt la section Un certain regard.

PREMIÈRE coproduction américano-soviétique aboutie depuis l'Oiseau bleu de Gaïgora Kukor en 1974, *Un prisonnier de la terre* est un conte moral en trois actes et deux personnages. Premier acte : l'équipage d'un avion américain découvre, dans la Grand Nord, l'épave d'un aéroplane. A côté, un survivant. Un Américain (Sam Waterston) décide de rester avec lui tandis que les autres iront chercher du

secours. Deuxième acte : le survivant est russe (Aleksander Potapov). Tandis que la tempête fait rage, c'est un « huis clos » entre les deux hommes. Affrontement de deux cultures, de deux morales. Troisième acte : les deux hommes, désespérant d'être jamais sauvés, prennent leur destin en main et tentent de traverser l'Arctique en direction de la civilisation.

En une langue parfumée d'argot de aéroport, John Berry raconte l'aventure : « Une partie du film a été tournée en studio. J'aimais bien la studio, ça permet de faire glisser les murs pour mieux placer une caméra. Notre décor pesait 29 tonnes, il menaçait de crever la planche, il fallait deux heures et vingt-quatre techniciens pour déplacer une paroi. Pour un film intimiste, impeccable ! »

« L'équipe était américano-franco-russe, le chef opérateur Pierre William Glenn. Tournage exceptionnellement dur. Parfois, au extérieurs, par manque d'abris, on s'installait dans des baraquements à trois par pièce, avec des murs de carton mince comme du papier à cigarette. Impossible de pisser, il fallait sortir et se les geler. Littéralement. C'est formidable, et ça se sent dans le film. La passion.

« Nous devions tourner à l'aéroport de Moscou, avec une vraie épave d'avion, en bout d'une

صلى الله عليه وسلم

CINÉMA/CANNES 91

RENCONTRE AVEC SUSAN SARANDON, HÉROÏNE DE «THELMA ET LOUISE», DE RIDLEY SCOTT

Les hardiesses d'une actrice affranchie

Comédienne culte depuis *Rocky Horror Picture Show*, star acconchant de Brooke Shields dans *la Petite*, Susan Sarandon a accédé au rang du mythe avec *Atlantic City*. Tandis que la *Fièvre d'aimer* se joue depuis une semaine à Paris, elle est présente à Cannes pour la clôture du Festival avec *Thelma et Louise*, un road-movie de Ridley Scott. Nouvelle consécration pour une actrice qui est aussi une femme agissante.

SUSAN SARANDON, douze ans après *Atlantic City*, est encore et toujours tourmentée par les citrons. Une scène mémorable, sur un air d'opéra et sous le regard dérobé de Burt Lancaster, où elle se frictionnait les seins avec son fruit préféré, n'en finit pas de la poursuivre. «Pendant longtemps, je ne pouvais aller au restaurant sans qu'on ne dépose à ma table un plateau de citrons. Aujourd'hui, on m'en parle encore, mais au moins ça s'arrête là. Que ne me suis-je baignée au champagne, ou avec des billets de cent dollars?»

Sarandon est inclassable. D'une beauté à tomber (même quand un metteur en scène s'évertue à l'enlaidir), elle a l'audace d'être furieusement intelligente. Loin du menuet diplomatique hollywoodien, elle garde son franc-parler.

Thelma et Louise par Susan Sarandon, version officielle : «C'est une sorte de road-movie existentiel. Peut-être un buddy-movie, pour lequel on a décidé de changer le sexe des protagonistes. Deux innocentes emportées dans la folle spirale d'un week-end d'adventure, deux personnages qui se découvrent et redéfinissent leur amitié. Louise (Sarandon) est serveuse; elle a pour meilleure amie Thelma (Geena Davis). Malheureuses toutes deux en amour (platitude benoîte pour l'une, violence à domicile pour l'autre), elles décident de s'offrir une randonnée le temps d'un week-end. Sur le point de se faire violer dans un parking, Thelma est sauvée par Louise, qui brandit, en experte, un revolver...»

Thelma et Louise par Susan Sarandon, version terrassée d'un café new-yorkais : «A partir de là, ça devient une sorte de *Drôle de couple* *Remini* au pays de Mad Max, très rigolo à tourner — une fois acceptée l'idée d'un film pour décapotable et camions. Mais Thelma et Louise est le premier film de Ridley Scott «pour acteurs» : Geena et moi étions très fiers. Au début. En cours de tournage, je me suis tournée vers elle : «Que nous sommes arrogantes! Après tout, c'est un film de Ridley Scott.» Je le disais souvent à Ridley : «Tu n'as pas ton pareil pour éclairer les vomissements.» L'environnement était très macho, mais je vais vous dire : après avoir passé six heures chaque jour au volant d'une *Thunderbird*, ma conduite a dramatiquement progressé...»

Une fois, Ridley ne nous a pas prévenues que, dans la scène que nous allions tourner, nous aurions affaire à deux semi-remorques. Et tout à coup, nous nous sommes mises à hurler — en deux prises maximum — coincées entre deux gigantesques poids lourds. Merveil-



Susan Sarandon, inlassable.

leuse leçon : quand les gens ont des méthodes de travail si différentes, on en trouve toujours une qui soit efficace pour tout le monde.

Sarandon rend cependant hommage à Ridley Scott : «Nous nous sommes affrontés de manière constructive. En toute honnêteté, il écoutait. Il y avait dans le scénario une scène d'amour qui me paraissait totalement inadaptée à Louise. Nous ne l'avons pas tournée. Certaines séquences viennent de Geena, d'autres — de moi. J'ai suggéré à un moment que Louise s'arrête et sorte enfin de la voiture, pour amener un moment de repos, de grâce, de calme, sans explication. Ce qui impliquait d'éclairer le désert tout entier! Un vrai défi comme Ridley les aime, certes, et il l'a fait, patiemment.

A certains moments, j'étais folle de rage : une fois, Geena et moi avions attendu toute la journée sans rien faire, la lumière tombait, il paraissait impossible de tourner un seul plan supplémentaire. Pourquoi ne nous relâchait-on pas? Je suis sortie de la caravane comme une furie et j'ai vu Ridley. L'équipe caméra trois pas derrière lui, courant escalader une colline pour tourner LE plan où la voiture passe devant le soleil couchant. Quel reproche opposer à une passion pareille?

On harcelait Ridley : «Ça finira en «travelogue» (1) et voix off? Avec des plans de camions sublimes et notre dialogue par en dessous? Tu ne mettras jamais la caméra sur nous?» «Ridley, si on court à l'échec, tu pourrais au moins nous rendre belles!»

Ayant vu plusieurs montages, je dois reconnaître qu'il a découpé ses rôles, ses «chairs», comme dit Louis Malle, pour mieux fouiller les personnages. Geena et moi étions parfaitement capables de rendre soin l'une de l'autre dans tout ce qui relève du travail psychologique.

Après avoir partagé autant d'épreuves physiques, et en raison du respect mutuel que nous nous portons, un réel rapport d'intimité entre les deux personnages est passé à l'image.

«Ce qu'il y a de plus fascinant — et de terrifiant — dans un «duo de femmes», c'est que vous abordez un territoire non balisé, surtout si leur relation n'est pas sexuelle. Dans les histoires d'amour entre homme et femme — terrain connu — toutes les permutations possibles et imaginables ont été explorées. Ma crainte au départ était que Thelma et Louise devienne un western avec pour thème la vengeance, la célébration sanguinaire du meurtre en série d'hommes trop chargés de bijoux...»

«Je ne pouvais pas permettre à mon personnage, ne serait-ce qu'un seul instant, de verser dans le «mignon». C'est très dur alors, quand vous assistez aux projections des premiers rushes, de penser qu'il finira par toucher le public. Louise, cela me paraissait évident, n'est pas immédiatement «populaire». Mon job était donc de «piloter» le film, aux sens littéral et figuré, de travailler la matière, de préparer le terrain pour la transformation, plus évidente, de Geena, et l'humour qui en résulte.

Devant une telle audace, si constante, on enrage que Hollywood ne fasse pas plus souvent appel à Susan Sarandon.

Rien ne nous pousse à nous montrer courageux. C'est pourquoi les acteurs jouent le même personnage de film en film — sauf peut-être Meryl Streep... «Diversité» est devenu un mot obscène. Les gens veulent «acheter» une chose qu'ils connaissent déjà. Il serait intéressant de voir si, après *Danse avec les loups*, on verra beaucoup d'historiens sur les Amérindiens avec sous-titres. Quoi qu'on en pense, le fait que Kevin Costner se soit battu pour qu'une partie du dialogue reste en lakota est formidable, car la moitié de l'Amérique ne sait pas lire et les cadres supérieurs des studios ne lisent jamais.

Nous vivons dans un système où trois ou quatre films par an sont des succès, c'est-à-dire rapportent de quoi acheter une ville entière... Il y a aussi des choses curieuses. Dans *la Fièvre d'aimer*, je pesais dix kilos de plus, j'étais énorme. Choix personnel. Ensuite, je me suis mise à faire des abdominaux comme une forcenée : quand De Niro prend dix kilos pour *Jack La Motta*, on crie au génie; quand une actrice le fait, on s'indigne de sa laideur. Même poids, deux mesures.

Notre métier est essentiellement subjectif. Dans un match de football, la balle entre dans le but ou elle n'en-

tre pas... Dans le cinéma... Je choisis parmi les offres, comme tout le monde. Quand vous êtes comédienne, on vous demande de répéter ce que vous avez fait dans vos trois rôles précédents. Jennifer Jason Leigh, Tralala, la petite prostituée de *Dernière Sortie* pour Brooklyn, est une actrice formidable. Combien de prostituées a-t-elle jouées depuis? Y a-t-il encore un type de prostituée qu'elle n'ait pas exploré? Va-t-on permettre à cette malheureuse de faire autre chose? Probablement pas. Pute elle est, pute elle restera... Nous cherchons tous et toutes des personnages que nous n'avons pas encore abordés. Il est certain qu'après la *Fièvre d'aimer* et *Thelma et Louise*, où je porte quasiment le même costume, je refuserai tout autre rôle de serveuse pendant un bon bout de temps. Au moins, dans *Light Sleeper*, de Paul Schrader, que nous commencerons à tourner début juin avec Willem Dafoe, je serai habillée en Armani...»

Y a-t-il quelque chose que Susan Sarandon serait censée faire — mais ne fait pas — vis-à-vis de Hollywood? «Je n'y habite pas — aussi mes chances d'avoir un oscar sont-elles quasi nulles. Je ne «fréquente» pas, je ne suis pas particulièrement âpre au gain ni suffisamment ambitieuse pour faire deux ou trois films par an. Je pourrais, mais ça ne m'intéresse pas : j'ai d'autres centres d'intérêt dans la vie.»

Au premier chef : deux enfants et une famille. Et puis Sarandon se bat pour le droit à l'avortement, contre le nucléaire, pour la démocratie en Amérique centrale, contre toute contrainte à la liberté de parole et de pensée, pour la liberté de création artistique, pour la recherche contre le sida. Membre de MADRE, association internationale d'entraide aux mères de disparus en Amérique latine, elle fait également partie du conseil d'administration de l'hôpital new-yorkais du Mont-Sinaï, où elle anime un atelier de travail pour schizophrènes.

«Je ne suis experte dans aucun de ces domaines. Je peux simplement parler de mon expérience personnelle, pousser les gens à toujours remettre leurs points de vue en question, et leur communiquer toutes les informations que je peux recueillir. La célébrité a au moins cet avantage : elle peut faciliter l'accès à l'information...»

Propos recueillis par HENRI BEHAR

(1) Travelogue, mot difficilement traduisible qui emprunte à «travel», voyage, et «monologue», et qui veut donc évoquer un «récit de voyage» sur le ton du documentaire ethnologique.

DE JOHN BERRY

ont rendez-vous au Pôle

véritable piste. Finalement, ce n'est qu'après onze heures de vol à travers la Russie que nous avons trouvé le lieu idéal, une petite île sur la mer Blanche, à 350 kilomètres d'Arkhangelsk. Une heure de half-track sur la glace pour y accéder. On marquait notre chemin avec des branches, mais dès que le vent soufflait, ou à la première chute de neige, nous étions perdus. Le half-track était une aspière de vieux tank aménagé, sûrement inventé par un professionnel de la torture. A douze là-dedans, impossible de s'asseoir, ou de se tenir debout. C'était irrespirable.

Un de mes meilleurs amis, Lee Gold, à qui le film est dédié, a écrit le scénario d'après la première partie d'un livre de James Aldrich. A l'origine, le réalisateur devait être soviétique, mais j'ai eu immédiatement envie de le faire. Nous sommes allés en Union soviétique, nous avons signé un accord de coproduction, puis commencé à chercher des sous.

J'en ai parlé à Norbert Saada. Il a essayé, il n'y est pas arrivé. On a eu ensemble des conversations culturellement fascinantes, mais dès que ja lui ai parlé d'argent, il était irrémédiablement «en communication avec l'étranger». J'ai reçu plusieurs coups de fil des Etats-Unis, j'y suis retourné, j'ai réussi à intéresser Orion, mais ils voulaient absolument attendre que Kevin Costner

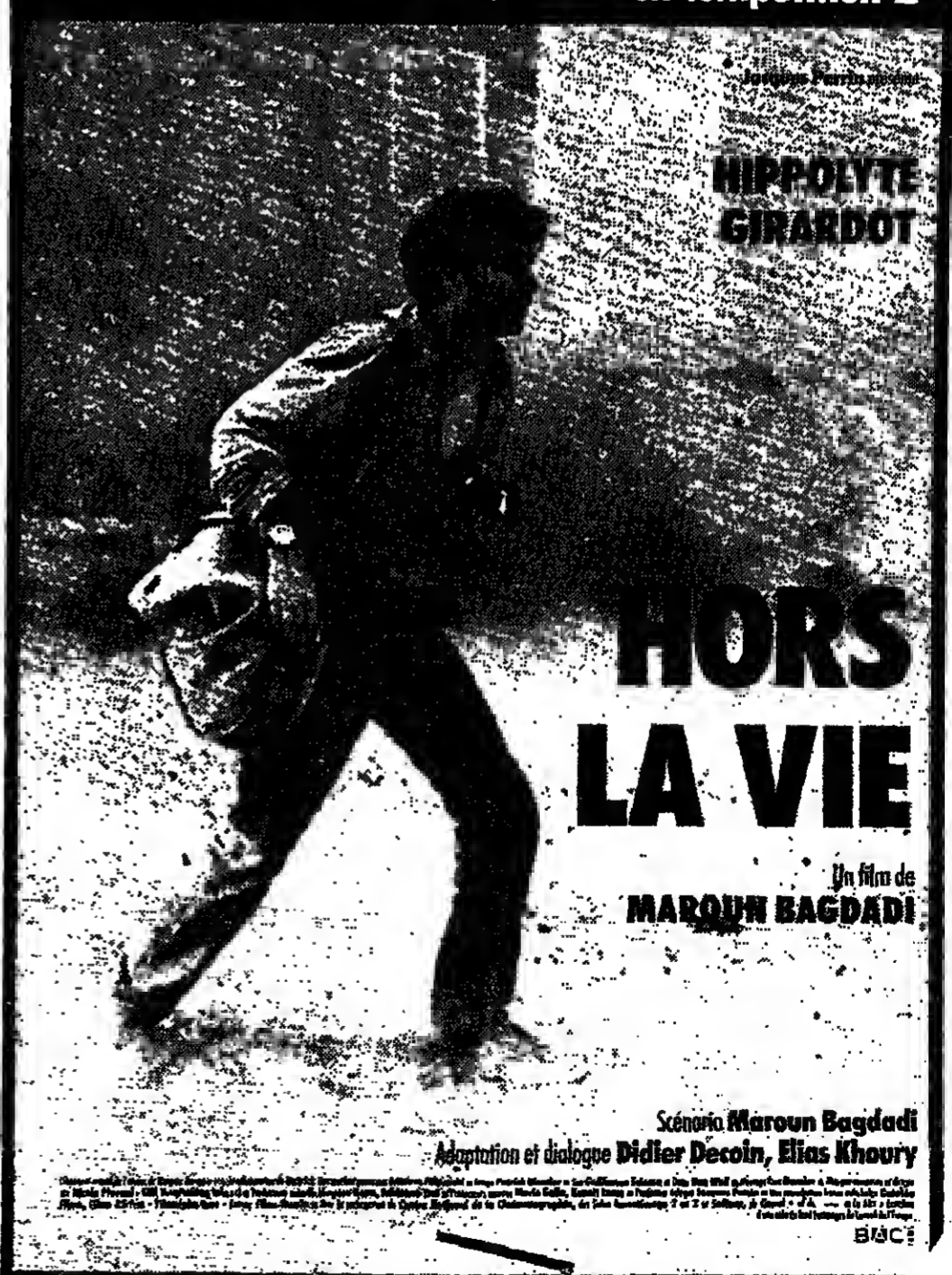
soit libre... Le premier acteur auquel j'ai passé le scénario est Sam Waterston. Le temps de trouver l'argent, il était pris sur un autre film. Panique. On a cherché frénétiquement parmi les plus grands noms. Rien. On est revenu à Sam, je me fouteis du temps qu'il faudrait attendre.

En 1980, Sam était un jeune Américain à Paris. Moi, je tenais une annexe de l'Actors' Studio et j'enseignais la «Méthode». Parmi les élèves, il y avait ce type qui me paraissait très prometteur... On ne s'était guère revus depuis. Lorsque nous avons commencé à travailler ensemble, le record s'est fait instantanément.

La Russie est un pays qui vous prend la tête. Il y a une qualité à la fois occulte et mystique introuvable ailleurs... Je tournais la dernière partie du film, c'était le 4 février, Aleksandar nous fait un infarctus. J'essaie quelques séquences sans lui, ça ne fonctionne pas, j'interromps le tournage. Trois mois plus tard, il revient, plus fort, et meilleur — si c'était possible. Il avait compris le cœur même du film : il faut parfois plus de cran pour vivre que pour mourir...»

H. B.

Sélection Officielle. Cannes 1991 ■ en compétition ■



THÉÂTRE

JEAN-PIERRE VINCENT INVITE LES FEMMES ALGÉRIENNES AU THÉÂTRE DES AMANDIERS

Comprendre et comparer

Il y a quelque chose entre l'Algérie et Nanterre. En 1983, Patrice Chéreau signait sa première mise en scène en tant que directeur du Théâtre des Amandiers avec les Paravents, de Jean Genet, dans un décor qui reconstituait l'ambiance de Barbès. En 1991, Jean-Pierre Vincent choisit un texte de Fatma Gallaire, jeune femme née en Algérie, qui a fait des études de lettres à Alger et de cinéma à l'université de Vincennes, puis à la Cinéma-thèque algérienne. *Princesses* (aux éditions des Quatre-Vents) a reçu le prix de la Société des auteurs en 1987, a été présenté sous forme de mise en espace au Petit-Odéon et créé sur France-Culture sous le titre *Vous êtes venus là où il y a quelques tombes*.

«*Princesses* est l'histoire d'un retour, et une tragédie de l'émancipation, dit Jean-Pierre Vincent. La pièce de Fatma Gallaire fait penser parfois à *Œdipe*, car elle traite de l'aveuglement. Des ruses, de la méfiance, d'un affrontement entre des consciences partielles dans le sens où chacun ne voit qu'un fragment de la réalité. J'essaie d'être à la fois critique et tolérant. Si une partie de l'humanité éprouve le besoin de se réfugier dans la religion, je veux savoir pourquoi. Je veux comprendre, ce qui ne veut pas dire que je suis prêt à tout accepter.

C'est également la position de Dominique Pitoiset, qui vient d'organiser une tournée du *Misanthrope* en Algérie et en Tunisie, où il n'y avait pas eu de specta-



Sonia dans le rôle de Fatma.

cles importants en français depuis des années. Il en est revenu avec le sentiment d'avoir subi un décentrement, et la certitude de n'avoir pas eu le temps de comprendre.

Comprendre. Comparer. Le spectacle de Jean-Pierre Vincent se donne dans la grande salle du 14 mai au 16 juin. Parallèlement, Serge Sobczynski (codirecteur du Théâtre des Amandiers, né en Algérie de père polonais et de mère sicilienne) a établi avec Ahmed Merghoub un programme algérien qui parle des femmes, et les laisse parler. Pendant tout le temps des représentations, une exposition de Hamide Chellali et d'Akida Mouhoubi. Du 21 au 23 mai, Houria Aichi, une chanteuse qui reprend la tradition de poésie populaire des Chaouïas, accompagnée par Saïd Nissia. Du 24 au 26 mai, les Meddahs, «les diseuses de louange» - un genre musical très ancien. Du 4 au 15 juin, Baya, d'Aziz Chouaki, mise en scène de Michèle Sigal, avec Yveline Ailhaud, une vie de femme et, au-delà de cette existence modeste, l'histoire.

Auparavant, du 29 mai au 2 juin, vient un spectacle qui a fait le tour de l'Algérie, *Fatma*, de M'Hamed Benguettaf, avec Sonia, dans la mise en scène de Ziani Cherif Ayad, histoire d'une femme sans importance, en arabe dialectal avec traduction simultanée.

* Renseignements et réservations : tél. : 47-21-18-81.

ENTRETIENS

« Fatma »

ZIANI CHERIF AYAD, quarante-trois ans, sérieux, nerveux, proclame qu'il veut «rectifier l'image de l'Algérie, réduite aux grosses barbes et aux tchadors» sans pour autant l'idéaliser. *Fatma*, terme générique employé par les Européens pour désigner leur femme de ménage, est le nom de l'héroïne, une femme de ménage justement, «être anonyme par excellence, interchangeable, insignifiant», dit Ziani Cherif Ayad.

«L'histoire se passe sur une de ces terrasses collectives que, depuis la nuit des temps, les familles se partagent, chacune un jour. Sur les hauteurs, devant le ciel, cette femme habituellement courbée retrouve sa dignité, et elle parle. Elle raconte comme il est difficile d'exister quand on est seule, sans mari, sans enfant et que l'on travaille. Elle raconte aussi comment les partis, pour la récupérer - car elle vote, - lui chantent leur chanson. Chacun avec sa propre langue de bois, sans jamais se préoccuper de lui donner son statut de personne à part entière...

«Le spectacle a été choisi pour être présenté au Festival de Carthage, où il a été primé. De là, il a été invité par Renata Scant, à Grenoble, au Festival du Théâtre européen - qui déborde les frontières géographiques de l'Europe, - et de là, à Nanterre. La compagnie que je représente est l'une des premières à se définir indépendante. Nous ne recevons aucune subvention, nous vivons uniquement sur les recettes. Mais la production se fait avec l'aide des institutions. Il n'est pas question de proposer une alternative aux troupes officielles. Nous pensons compléter leur action. Actuellement, nous n'avons pas de statut juridique, et d'ailleurs il n'en existe pas. Mais justement, nous avons préparé des projets...

«La tradition théâtrale algérienne est toute récente. Elle date, disons, du début du siècle. Étant donné la situation, c'était un théâtre purement militant. Il militait contre une éducation qui nous donnait des ancêtres gaulois et nous enseignait les Alpes plutôt que le Hoggar... Les intellectuels algériens ont constitué des associations qui ont favorisé l'expression théâtrale : elle est pratique, immédiate, mobile. Une agit'prop moralisante destinée à rassembler un maximum de sympathisants. La censure existait, il fallait faire viser les textes par l'administration française, mais les acteurs poussaient sur l'improvisation. Après quoi, il est devenu obligatoire de jouer uniquement ce qui était écrit, mais à ce moment-là, entre acteurs et spectateurs s'étaient développés un langage, un code... C'était pour les acteurs que le public venait, ils étaient formidablement populaires, tout tournait autour d'eux. Ensuite est apparue une forme épique, historique, assez barbare d'ailleurs. Pas tout à fait du théâtre : des récits didactiques.

«Le jeu du chat et de la souris avec la censure a continué après l'indépendance, avec l'administration du parti unique. Dans les premières années a été fondé à Alger le Théâtre National, comprenant une centaine d'acteurs, plus les ballets et une troupe de variétés. C'était multidisciplinaire, et fortement centralisé. Le grand problème était celui de la formation. Elle s'était faite en France ou en Tunisie, où le FLN était basé. Progressivement, d'autres villes se sont dotées d'institutions semblables. Actuellement, sur l'ensemble du territoire, nous en avons sept.

«Toutes les activités artistiques ont été regroupées d'abord sous la tutelle du ministère de l'Information. Puis on a créé un ministère de la culture, qui n'a pas duré bien longtemps, parce qu'il était trop bureaucratique. Il a été remplacé par le Conseil national de la culture, composé de professionnels. Des écrivains, des hommes de théâtre, des cinéastes ont en charge la politique culturelle.

«Aujourd'hui, le propos des artistes a évolué et, la démocratie aidant, le problème de l'expression ne va plus se poser de la même manière. Il n'empêche que notre tradition prend ses racines dans un théâtre qui intervient sur l'actualité. C'est en tout cas l'option de notre troupe. D'ailleurs, le public suit. Quand il vient voir un spectacle, ce n'est plus - ou c'est rarement - pour un acteur. Ni pour l'anecdote.

«C'est pour écouter ce qu'il dénonce. Aujourd'hui, nous devons dénoncer principalement des tabous de société. Nous n'avons pas, jusqu'à présent,

été dérangés par les intégristes. Je dirais même : au contraire. C'est vrai que, quand nous avons joué *Fatma*, dans le public, les femmes portant le foulard ont été certainement plus nombreuses que les autres, mais ça ne veut rien dire. Ça ne veut pas dire que toutes ces femmes soient islamistes. Bien souvent c'est la famille qui leur a imposé de le porter, sinon elles n'ont pas le droit de sortir.

«La démocratie ne s'apprend pas si vite. On doit avant tout régler le problème culturel, en premier lieu l'alphabetisation. Toutes ces contradictions plus la situation économique font que le rapport de forces semble pencher du côté des intégristes. Mais aucun institut de sondage ne serait capable de dire ce qui se passe aujourd'hui en Algérie, et personne ne peut, jusqu'à la dernière minute, prévoir ce qui va se passer.

«Pour les artistes, la situation s'est améliorée, mais pas du côté matériel. En Algérie comme partout,

AVEC ZIANI CHERIF AYAD...

à Nanterre

la culture est la première victime des crises économiques. A quoi sert de nous donner la liberté d'expression si on supprime les moyens de la réalisation ?

«Le manque d'argent et de matériel technique rend difficile tout développement artistique. Notre troupe a beaucoup tourné, dans le pays, dans l'ensemble du Maghreb, et jusque dans les pays arabes. Mais dans les festivals, pas dans les circuits normaux. Certains pays ne tolèrent pas notre discours.

«Il y a la question politique, et plus encore la bureaucratie. Dans les dix premières années de l'indépendance, nous avons reçu un grand nombre de spectacles, y compris des français, dans tout le pays et pas seulement dans la capitale, car les directeurs de salle avaient l'entière responsabilité de leur programmation et traitaient directement avec les tourneurs et les ambassadeurs. Mais, dans les années 70, il y a eu la minimisation du ministère sur tout ce qui touchait aux échanges avec l'étranger. Les fonctionnaires ont préféré faire venir des concerts, des ballets plutôt que du théâtre en français. Pour les échanges avec le Maghreb, nous nous sommes heurtés à des problèmes d'argent. Il faut payer les spectacles en devises...

«L'Algérie ne peut pas payer. De toute façon, pour nous, la question ne se pose pas puisque nous sommes indépendants. Le Théâtre de Nanterre nous a invités sans passer par aucun canal officiel, et nous n'avons eu à solliciter aucune autorisation. Ce n'était pas le cas avant 1988.

... ET DOMINIQUE PITOISET

Célimène à Alger

AU mois de décembre 1990, le spectacle de Dominique Pitoiset le *Misanthrope* (le Monde du 2 mars 1990) partait en tournée algérienne et tunisienne, non pas dans les centres culturels français, mais dans les théâtres nationaux. C'était un pari de l'AFAA - Association française d'action artistique. Un pari extrêmement risqué, même si la guerre du Golfe n'était pas encore effective et n'était pas prévisible lorsque l'affaire s'est négociée. Mais la langue de Molière n'était déjà plus admise dans l'enseignement, et la mise en scène de Dominique Pitoiset n'a rien de conventionnel.

«Dans leur prison dorée, Philinte et Alceste consacrent leur rupture, débattant sur l'obligation d'allégeance au prince ou la nécessité de l'exil, dit Dominique Pitoiset. Jamais mes fantasmes de mise en scène n'avaient, pour moi, pris une telle réalité. Quand on arrive dans un pays inconnu, on se cogne à certains détails, dont on a tendance à faire des vérités. Je ne me leurre pas, je ne dis pas que j'ai compris. C'est en Français, en Occidental que j'ai regardé.

«Nous avons eu beaucoup de rencontres intéressantes, mais ce qui est troublant, c'est la faible proportion de femmes dans le public, en soirée. On nous a dit que sortir après 18 heures fait mauvais genre. En matière, elles sont là. A Alger il y a eu presque une émeute. Les places avaient été massivement vendues, et à la

porte il y avait foule. Uniquement des femmes. Elles voulaient voir le spectacle, reprochaient à l'organisateur sa publicité mensongère, puisqu'il avait annoncé que des billets restaient disponibles. Nous étions en train de négocier avec la sécurité pour les faire entrer quand les portes se sont subitement ouvertes, tout le monde s'est précipité, la salle était plus que comble, il y avait un cordon de police, des gens ont désigné les «meneuses», les policiers ont voulu en embarquer une qui s'est réfugiée dans les loges, nous avons dû faire intervenir le centre culturel et l'ambassade pour qu'elle puisse retourner chez elle tranquillement...

«A Oran, à la fin de la représentation, une femme est montée sur scène et a offert des fleurs à Célimène en lui disant : «Continue, ne te laisse pas faire...» Le voile n'est apparu comme un refuge d'où les femmes peuvent observer un courant d'air de l'histoire. Un peu comme un répliquant de *Blade Runner* : une carapace, du vide, avec deux billes lumineuses, les yeux, qui prouvent la vie.

«Nous avons joué uniquement dans les villes, et avons voyagé de l'une à l'autre en car, nous avons traversé des rues où il y a des hommes, uniquement des hommes assis, immobiles, attendant, je ne sais pas, un boulot, une cause. Et dans les rues d'Alger, les gosses, la nuit, parce que c'est au tour de la petite sœur de dormir

et qu'il y a un lit pour trois. Et dans les théâtres, le matériel qui vient de Pologne, de Tchécoslovaquie, de n'importe quel pays de l'Est, et rien ne va avec rien... On bidouille, on règle les éclairages minimum.

«On prend des baffes sans arrêt, on est agressé par ce qui se passe ici. Par cette tension qui règne. En retour, on prend brutalement conscience de notre dépendance vis-à-vis de l'argent. On est envahi de culpabilité, puis on appréhende la réalité, à savoir l'existence quotidienne de ceux qui restent. Je suis devenu carrément agressif. La pauvreté, ma position, le fanatisme, je n'avais pas de raison d'accepter, là-bas plus qu'ailleurs...

«A Constantine, le théâtre se trouve à côté des minarets. A l'heure de la prière, pendant une scène entre Alceste et Philinte, la voix du muezzin s'est superposée au texte. A la fin, un acteur nous a dit que pour lui c'était une expérience fantastique d'entendre simultanément ces deux langages qu'il comprenait. Les acteurs pratiquent l'autocensure dans les régions où règnent les intégristes, qui tolèrent tout juste le théâtre... Nous n'avons pas eu le temps de voir leurs spectacles. Nous avons fait beaucoup d'efforts pour que cette tournée ait lieu, elle a eu lieu, mais nos moyens étaient trop faibles pour aller plus loin.

pr
rc
iv
-
de
les
lia
ré
ga
X.
ge
qu
mk
-
P.

tit
P.
«
des
Son
pre
cul
e
bou
File
nac
«
cou
14
i
(L
«
toir
14
i
trés
Paris
«
Pito
des
«
14
h
(Lun
«
L
dors
télép
14
h
(E.
Rc

صلى الله عليه وسلم

صكنا من الامل

ATRE DES AMATEURS

rer

... de la manifestation, croit en eux - et pas à la rumeur selon laquelle leur règne serait terminé.

à Nanterre

Alger

THÉÂTRE

LES METTEURS EN SCÈNE SE RETROUVENT A DIJON

Réunir et contredire

DU 21 mai au 2 juin, Dijon reçoit pour la seconde fois, sous le titre de Théâtre en mai, un ensemble de spectacles choisis en raison de la personnalité de leurs metteurs en scène. François Le Pillouer, organisateur de la manifestation, croit en eux - et pas à la rumeur selon laquelle leur règne serait terminé.

Il peut leur faire et se faire confiance : l'an dernier, le théâtre en mai a permis, entre autres, de connaître Dominique Pitoiset - dont le *Misanthrope* a tourné dans toute la France et en Algérie (lire page 6) - et Stéphane Braunschweig, sélectionné aux Molières comme « révélation » après son triple spectacle à Genève. Woyzeck, *Tambours dans la nuit*, *Don Juan revêtu de guerre*. Après quoi, le ministère de la culture a proposé à François Le Pillouer le centre dramatique d'Aubervilliers pour y coordonner le travail de quatre metteurs en scène. Le projet n'a pas abouti. On lui propose maintenant de reprendre les trois salles de la Cité internationale.

Stéphane Braunschweig revient à Dijon créer l'*Ajax* de Sophocle, du 21 au 26 mai. Par ailleurs, Bernard Meistar (Suisse) présente la *Conquête du pôle Sud* de Manfred Karge, les 25 et 26 ; Hindrik de Groot (Pays-Bas) *Bac à sable*, le 25 ; Giorgio Barberio (Italie) *Description d'une bataille*, de Kafka, le 26 ; Jacques Granville, *Quincalleries*, du 28 mai au 1^{er} juin ; Alain Margnat, directeur du Centre dramatique de Bourgogne, Vu du siècle, les 30 et 31 mai ; José Manuel de Olivera (Espagne) *Mirages*, le 1^{er} juin ; Philippe Cousin, *Passacaille* le

1^{er} juin ; le 1^{er} juin également, Dominique Pitoiset donne la toute dernière du *Misanthrope*, et le 2 juin, Eric Lacascade *Ivanov* de Tchekhov. Les 1^{er} et 2 juin, les metteurs en scène présents rencontreront des philosophes et d'autres metteurs en scène [1].

Théâtre en mai n'est pas un festival de plus, ni un avatar du Concours des jeunes compagnies. Dans cette dernière décennie du siècle, « chacun roule pour soi » mais prend la mesure des limites de cette attitude. Il s'agit encore et toujours de comprendre et de comparer, de comparer pour comprendre. Les « rencontres » se multiplient. Comme il y a vingt-cinq ans, les nouveaux venus cherchent leur place, mais ceux de l'époque forment un bloc plus ou moins solidaire, en tout cas solide, que ceux d'aujourd'hui, d'ailleurs, n'essaient pas d'investir. Ils n'ont pas grand-chose en commun avec leurs aînés, leur folie n'est pas la même. Ils n'appartiennent pas à la génération du « tout tout de suite », de l'éphémère. Ils veulent durer et trouver des utopies durables.

(1) Théâtre en mai est coproduit par Artemis, le Centre dramatique de Bourgogne, l'Association bourguignonne culturelle, avec le concours du ministère de la culture (DRAC de Bourgogne), du conseil régional de Bourgogne, de la ville de Dijon, de l'ONDA (Office national de diffusion artistique) et de l'AFAA (Association française d'action artistique).

* Renseignements et réservations : ABC, passage Darcy, 21000 Dijon. Tél. : 80-30-59-78.



Woyzeck, dans une mise en scène de Stéphane Braunschweig.

RENCONTRES AVEC STÉPHANE BRAUNSCHWEIG ...

Au-delà des incertitudes

- Vous allez mettre en scène le *Cerisaie* ?

- Probablement à Genève. J'avais la possibilité de le faire à l'Odéon, mais ce ne serait pas une bonne idée : une pièce sacrée du répertoire, dans un établissement sacré voué au répertoire, où Strehler a présenté une *Cerisaie* mémorable... Je ne suis pas intimidé, mais me cogner sur un tel passé risque de me retomber dessus. Parce que, justement, mon spectacle ne sera pas, ne peut pas être la « fameuse *Cerisaie* », et l'Odéon en appelle une interprétation classique. Je n'ai pas envie de me mettre cette pression sur le dos. La force formelle ne suffit pas à établir le lien avec les spectateurs, l'identité du lieu est fondamentale. Naturellement, l'Odéon me tente. Avec une autre pièce.

- Regrettez-vous que le projet de donner le centre dramatique d'Aubervilliers à François Le Pillouer, avec quatre troupes dont la vôtre, ait échoué ?

- J'étais pour, en tout cas. L'endroit est difficile, mais il y a un atelier de construction pour les décors, et l'expérience aurait peut-être permis de mettre en place des systèmes de production mieux adaptés... La compagnie a reçu 150 000 F de subvention, avec lesquels

je paie les décors et les costumes d'*Ajax*. Et j'ai dû payer 200 000 F de charges sociales. On fait avec. Nous ne sommes pas seuls, *Ajax* est coproduit par les Rencontres, la DRAC, le Mailho à Strasbourg.

- Vous sentez-vous des affinités avec la génération 68 ?

- Pas tellement. Je pense que Vitez était nettement en avance sur eux. J'aime leurs spectacles, mais, pour la plupart, ils s'enferment dans un système esthétique qu'ils ne mettent pas en cause. Vitez aussi utilisait un système, mais là où son rôle a été essentiel, c'est avec les comédiens, par la façon dont il les a vus, dont il a travaillé avec eux. Il a durablement modifié leur fonction. Le théâtre est un art qui se date. Pour moi, Strehler est un repère. Il me donne directement, non pas le reflet de son époque, mais son époque tout entière, et j'en ai besoin.

- Strehler m'apporte une permanence. Notre temps est profondément incertain. Les certitudes y apparaissent comme des mirages provisoires. Quand Bush parle d'un ordre nouveau pour cent ans, ça ne veut rien dire. Un siècle, c'est quoi ? La durée d'une

hégémonie ? Par rapport à cette instabilité universelle, le théâtre a un grand rôle à jouer. On ne lui demande pas d'inventer des solutions. Ni de se poser comme modèle. Il peut quand même aider à combattre la tentation de mettre partout de fausses solutions.

- Je ne vois pas le théâtre comme instrument à déchiffrer le réel. Je ne cherche pas une lecture interprétative et critique des textes, j'essaie d'établir un parallélisme entre le texte et ma manière de penser. C'est-à-dire que je joue les contradictions. C'était flagrant avec *Tambours dans la nuit*, par exemple, où j'ai donné un style expressionniste à une pièce qui se voulait une critique de l'expressionnisme. Je l'ai fait pour empêcher de s'installer une quelconque assurance.

- Je ne suis ni mystique ni catholique, mais j'aime beaucoup Pascal. Il défait les certitudes matérielles, pour atteindre une autre Certitude. Avec un grand C. L'acte de penser est constructif, constructeur, même s'il aboutit à une conclusion de néant, sans issue. Nous vivons, c'est vrai, un monde franchement désespérant. Au théâtre, je dois parler de cette désespérance, mais moi, je ne suis pas désespéré. »

... ET FRANÇOIS LE PILLOUER

Un local et des sous

FRANÇOIS LE PILLOUER est bourguignon, grand, massif, calme. Le théâtre est, avec la grande cuisine, sa passion. Il a fait ses classes comme comédien au Grenier de Bourgogne, et a rapidement préféré sortir du rang, regarder autour de lui, brouiller les cartes. Il s'est senti une vocation de fédérateur : réunir des gens qui ne se connaissent pas ou se connaissent mal, mais qui ont beaucoup à se dire, penser, il beaucoup à faire ensemble ou parallèlement, pour le théâtre. Il a su convaincre et les autorités, et les metteurs en scène. Ainsi est né le festival *Rencontres de Dijon*.

« J'ai centré ces Rencontres sur les metteurs en scène, explique François Le Pillouer, parce que je ne crois pas en la nativité de compagnie, qui recouvre tout et n'importe quoi. Les metteurs en scène sont présents, plus que les auteurs, qui pour la plupart déclinent - dans le sens de déclinaison - l'héritage de Joyce, Beckett, Ionesco. Et s'il en existe un qui possède un charisme particulier, il trouve forcément quelqu'un, voyez Bernard-Marie Koltès.

« C'est un parti pris : c'est au metteur en scène que je fais confiance, c'est à lui de décider de ce qu'il fait, à en prendre la responsabilité. Actuellement, les temps sont durs et il court un danger d'isolement, d'où les Rencontres entre des gens dont le seul point commun est de « ressentir » leur époque - sans chercher forcément à la modifier - et aussi de travailler pour un public de citoyens, pas pour payer les traites de leur résidence secondaire. Ils sont rarement d'accord les uns avec les autres : polémiques et paradoxes ne sont pas exclus, au contraire. Je cherche des gens qui cherchent, je les trouve en voyageant beaucoup, et

par cooptation. Les spectacles conçus par ordinateur ne m'intéressent pas du tout, même si l'ordinateur a bien fonctionné, et que le résultat puisse être estampillé « normes françaises » en haut à gauche, et la chanson au milieu.

« Aujourd'hui, dans la plupart des cas, quelle que soit la pièce, quelle que soit la qualité de la représentation, on a l'impression de voir la même chose, c'est lassant. La décentralisation administrative, qui accroit les pouvoirs régionaux et municipaux, a eu des effets pervers. Les gens des centres dramatiques avaient mis en mouvement une belle aventure, mais sont parvenus à une phase de stagnation. Les contraintes de rentabilité financière et électorale ont fini par les digérer. Ils ne peuvent plus être fous. Ils montent Molière et engagent une vedette pour passer à Paris. Quelques-uns font encore semblant de vouloir un théâtre pertinent, mais ce sont des Lorenzaccio, piégés à l'intérieur du système, et ils mourront dans des costumes qui ne sont pas les leurs... Les autres, en particulier les jeunes - mais ce n'est pas une affaire de générations - n'ont pas encore de contraintes structurelles et en ont tellement dans le domaine matériel qu'ils ne peuvent même plus en tenir compte.

« Par force, ils font de l'artisanat, sans essayer de reproduire le schéma que l'on connaît bien : la petite subvention, le montage de la coproduction, les deux mois de répétitions, la petite tournée vite interrompue parce que, finalement, ça coûte trop cher, et que mieux vaut calculer le nombre de cachets nécessaires pour toucher le maximum aux ASSÉDIC.

« Je trouve le ministère bien frileux. Il craint la troupe-champignon qu'il va devoir entretenir pendant des années et impose une sorte d'initiation : « Va et

souffre, à la quatorzième station on te procurera un centre dramatique. » Le terrain est occupé par les babas, et les nouveaux venus doivent inventer de nouvelles stratégies. Ce qui les intéresse ? Un local et des sous. Oui, on m'a proposé de reprendre la Cité internationale. Mais ce que l'on m'a proposé ne permet pas de créer les conditions de l'aventure. C'était juste comme si, au ministère, ils s'étaient dit : « Bon, on va lui donner un lieu difficile avec des moyens limités, la même chose que l'institution, mais en carton, en pauvre. Ce sera suffisant puisqu'il travaille avec des jeunes. » Je ne suis intéressé que si les metteurs en scène ont la possibilité de décider, entre eux, ce qu'ils doivent faire. Et ça, ça n'entre pas dans les schémas du ministère. Il n'y a pas seulement la question d'argent, une autre vision est nécessaire.

« Le monde du théâtre subit des cloisonnements de type féodal, au social. L'an dernier, aux Rencontres, les metteurs en scène ont commencé à se connaître et à discuter. Cette fois, je suis allé chercher des gens en Italie, en Espagne, en Suisse, aux Pays-Bas, pour comprendre comment ils fonctionnent, et comparer. J'invite des philosophes. Ces derniers temps, ils étaient restés en retrait, sauf pendant la guerre du Golfe, où on est allé leur demander un peu rapidement leur avis. Je ne veux pas d'un festival T-shirt avec le nom de la ville au pochoir, à vendre au syndicat d'initiative. Ce que nous essayons de faire est beaucoup plus ardu. Nous essayons de débloquent la situation. »

Dossier établi par
COLETTE GODARD

LA SÉLECTION

ARTS

Nouvelles expositions

Bordeaux

Buren

Bandes et miroirs pour déstabiliser, souligner, révéler les lieux : hall d'entrée du musée, couloirs, grande nef et galeries d'exposition, au second étage de l'entrepôt Laisé. A Bordeaux, pour l'été, le grand jeu de Daniel Buren. Il est accompagné d'un livre réunissant tous les textes de l'artiste depuis 1963. Musée d'art contemporain, 7, rue Ferrère, 33000. Tél. : 56-44-18-35. Tous les jours sauf lundi, de 11 heures à 18 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Du 17 mai au 29 septembre, 20 F.

Paris

André Breton

En grand, au cinquième étage du Centre Pompidou, le parcours esthétique d'André Breton, jalonné de plus de cinq cents œuvres, peintures, sculptures, dessins, objets d'art primitif, photographies... Sans oublier de nombreux manuscrits et les éditions originales de la plupart de ses livres. Où il s'avère que le poète-agitateur et penseur du surréalisme fut un grand collectionneur.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie - 5^e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 26 août.

De Corot

aux impressionnistes

Etienne Moreau-Nélaton fut tant à la fois peintre, graveur, céramiste, historien d'art et grand collectionneur comme son grand-père, Adolphe Moreau. De celui-ci il avait hérité une très importante collection de peintures romantiques et de l'école de Barbizon, qu'il enrichit notamment de chefs-d'œuvre impressionnistes, et qu'il donna au Louvre.

Grand Palais, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Eusebio, Paris 8^e. Tél. : 42-89-23-13. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 22 juillet, 37 F.

Dessins espagnols

Le Siècle d'or, de Berruguete à Velázquez ou Murillo. En cent trente-sept œuvres provenant du Louvre, de la Bibliothèque nationale de Madrid, du Prado et de l'Académie de San-Fernando.

Musée du Louvre, pavillon de Flora, porte Jaurès, côté jardin des Tuileries, Paris 1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 h 15. Visites-conférences à partir du 13 mai les lundis et samedis à 15 h 30. Rens. : 40-20-52-14. Jusqu'au 22 juillet, 30 F (prix d'entrée du musée).

Dessins néo-impressionnistes

Tandis qu'au Grand Palais on peut découvrir l'immensité des dessins de Seurat, le Musée d'Orsay se propose de présenter ceux de ses amis : Ernest Laurent, Auguste Cross, Lemmen, Luce, Pissarro, Van Rysselberghe. Et Signac, bien sûr.

Musée d'Orsay, quai Anatole-France, Paris 7^e. Tél. : 40-48-48-14. Mercredi, vendredi, samedi, mardi de 10 heures à 18 heures, jeudi de 10 heures à 21 h 45, dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 7 juillet, 27 F (billet d'entrée au musée).

Pino Pascali, Ettore Spalletti

Deux Italiens peu connus en France. L'un, Pino Pascali, représenté par une vingtaine de grandes pièces de la fin des années 60, est une figure d'Arte Povera. L'autre, Ettore Spalletti, qui est plus jeune, poursuit ce solitaire une œuvre abstraite propice à la méditation.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-81-27. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Le musée sera fermé le 20 mai. Jusqu'au 30 juin, 20 F (possibilité de billet de groupe : 35 F).

Repentirs

Quand l'artiste, de Léonard à Matisse, amené à corriger pour parfaire un geste, le mouvement d'un bras, d'une jambe, a balancé entre plusieurs alternatives, et ne s'est pas résolu à effacer tous les signes du tumulte de ses premières idées. Une exposition qui nous situe au plus près du travail en cours.

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la Pyramide, Paris 1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 22 heures, fermeture des caisses à 21 h 15. Visites-conférences les lundis à 19 heures, jeudis à 21 h 15. Tél. : 40-20-51-56. Jusqu'au 17 juin, 30 F (prix d'entrée du musée).

Seurat

Une grande rétrospective attendue, qui coïncide avec le centenaire de la mort du peintre, qu'il sera bon de revisiter. Ne faudrait-il pas, en effet, avancer quelque peu l'image de la froideur toute scientifique que les modernistes ont collée à l'auteur d'*Un dimanche à la Grande Jatte* ? L'exposition, qui réunit près d'une centaine de peintures et autant de dessins, après Paris, sera accueillie par le Metropolitan Museum of Art de New-York.

Grand Palais, galeries nationales, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Eusebio, Paris 8^e. Tél. : 42-89-23-13. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures (fermeture des caisses à 19 h 15, mercredi à 21 h 15). Jusqu'au 12 août, 37 F, sem. 24 F.



Buren à Reims en 1988, et à Bordeaux pour l'été.

Keiichi Tahara

Des fenêtres embuées enroulement proches de celles de Sudek aux recherches sur plaques de verre, les jeux de lumières et d'ombres, le cadre, la transparence, la texture des matières, animent l'univers de ce Japonais proche. A voir aussi pour ses portraits expressifs de Kantor, Masson, Beuys, Xenakis, Klossowski.

Espace photographique de Paris, nouveau forum des Halles, place Carpe, 4 à 8, grande galerie, Paris 1^{er}. Tél. : 40-28-87-12. Tous les jours sauf lundi de 13 heures à 18 heures, samedi, dimanche jusqu'à 19 heures. Jusqu'au 13 juin, 10 F.

Adolf Wölfli

Probablement le plus splendide des représentants de l'art brut, dont on peut voir habituellement les œuvres à Berne et à Lausanne. Des œuvres chargées, complexes comme des mandales, où il va de soi que l'art ne veut pas dire grossier.

Centre culturel suisse, 32-38, rue des France-Bourgeois, Paris 3^e. Tél. : 42-71-44-50. Tous les jours sauf lundi et mardi de 13 heures à 18 heures. Jusqu'au 26 mai.

Galleries

After Duchamp

Il ne suffit certes pas des deux mains pour compter les « héritiers de l'espace Duchamp ». A preuve cette exposition, qui en propose près de soixante, auteurs au moins une fois d'un hommage à l'inventeur du ready-made, au joueur d'échecs, au peintre du Nu descendant un escalier.

Galerie 1900-2000, 8, rue Bonaparte, Paris 6^e. Tél. : 43-25-84-20. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures, lundi de 14 heures à 18 h 30. Jusqu'au 1^{er} juin.

Dubuffet

Les œuvres inspirées des trois séjours au Sahara en 1947-1949. Pour fêter l'inauguration de la nouvelle galerie Baudouin Lebon, qui, dans ses caves, expose les étranges, urbaines et désertiques visages de l'Américain Charles Simonds.

Galerie Baudouin Lebon, 38, rue Sainte-Croix-de-la-Brettonnerie, Paris 4^e. Tél. : 42-72-09-10. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 25 mai.

Eva Hesse

Ses petites gouaches aux teintes brunes, grises et noires rehaussées d'encre, ou de crayon, ne diront peut-être pas grand-chose à ceux qui ne connaissent pas la sculpture d'Eva Hesse. Américaine d'origine allemande, morte trop tôt, à trente-cinq ans, en 1970. Mais à ceux qui ont vu ses étranges dispositifs, aujourd'hui conservés dans les plus grands musées d'art contemporain, ces papiers rappelleront le fond de son œuvre : une respiration.

Galerie Renos Xippas, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris 3^e. Tél. : 40-27-06-55. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 1^{er} juin.

Pascal Kern

A la fois tableaux, mises en scène, peintures de métal et surfaces pures, les allégories de la dureté conçues par Kern ont une présence peu commune. Ce rapport sensible à la matière se retrouve dans ses créations récentes - « nature » et « culture » - réalisées à partir de légumes, de moules de plâtre et d'objets trouvés.

Galerie Zabricka, 37, rue Quincampoix, Paris 4^e. Tél. : 42-72-35-47. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 23 mai.

Mimmo Rotella

Il commence par photographier, à Rome, toutes sortes de déchets et résidus de la vie urbaine, dont les murs couverts d'affiches lacérées. Puis ces

affiches lacérées, il les a décollées et les a fixées sur des supports de cinéma, au temps du Nouveau Réalisme. Une rétrospective.

Galerie Thorigny, 13, rue de Thorigny, Paris 3^e. Tél. : 40-87-00-85. Tous les jours sauf lundi de 11 heures à 19 heures, dimanche de 14 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 26 mai.

George Rousseau

Invité en Israël durant l'été 1990, cet archéologue israélien renoue avec sa propre histoire et poursuit, en un rituel intime et secret, sa mise en scène de la lumière blanche, incandescente, par la représentation d'espaces abandonnés ou délabrés situés au bord de la mer Morte, en plein désert ou à Jérusalem.

Galerie Thorigny, 13, rue de Thorigny, Paris 3^e. Tél. : 42-78-08-38. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 25 mai.

Régions

Caen

Images de la destinée

On connaît la grande spécialité du musée des beaux-arts de Caen : l'étude iconologique, en particulier du dix-septième siècle. Et celui-ci de proposer, dans la foule de la grande exposition de la Destinée, une centaine d'images de la Destinée, choisies dans les gravures de la collection Mancel, auxquelles s'ajoutent quelques feuilles exceptionnelles prêtées par la BN.

Musée des Beaux-Arts, Le Château, 14000. Tél. : 31-85-28-63. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 10 juin.

Grenoble

Marco Bagnoli, Remo Salvadori

Deux Italiens d'aujourd'hui qui, chacun à sa façon, traitent de la mesure de l'homme et de sa relation au monde. Bagnoli et Salvadori, qui inaugurent un programme de collaboration du Musée de Grenoble avec le Castello di Rivoli (Turin), ne sont pas toscans pour rien.

Centre national d'art contemporain, 155, cours Berriat, 38000. Tél. : 76-21-96-84. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 21 juillet.

François Morellet

L'exposition propose un choix de tableaux blancs des années 80, mais surtout la première rétrospective de l'œuvre graphique, fatalement importante chez l'artiste. Morellet, en effet, depuis quarante ans et plus, se sert du calcul et de la géométrie plane et dans l'espace, pour construire ses abstractions, dont la rigueur n'est pas tout à fait absolue.

Musée de Grenoble, place de Verdun, 38000. Tél. : 76-54-09-82. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 10 juin.

Lozère

Emmanuel Sautier

Dans les sculptures transparentes d'Emmanuel Sautier, les formes d'objets de laboratoire, colonnes et tubes de verre, éprouvettes et alambics, se sont pas à pas produites des images scientifiques. Organisées en équilibre instable, apparemment toutes prêtes à basculer, ces œuvres sont autant de signes fragiles d'une présence humaine entraperçue, rêvée, illusoire.

Dernière de Kerguelennec, Sigean, 66500. Tél. : 87-80-57-78. Tous les jours de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 23 juin.

Lyon

André Kertész

Portraits, ateliers d'artistes, reportages, publicités, scènes de genre, distorsions : en deux cents photographies, une approche synthétique de l'œuvre accomplie en France de 1925 à 1936, puis à l'époque contemporaine par un chanteur étonnant qui entendait rester amateur toute sa vie.

Institut Lumière, château Lumière, 25, rue du Premier-Film, 69008. Tél. : 78-00-86-88. Tous les jours sauf lundi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 20 juillet.

Marseille

Arshile Gorky

Les expositions consacrées à ce pionnier de l'expressionnisme américain, ami de De Kooning et proche des surréalistes, sont trop rares en France pour que l'on hésite à se rendre à Marseille. Une sélection abondante d'œuvres sur papier y retracera son histoire jusqu'à l'explosion abstraite finale.

Centre de la Vieille-Charité, 2, rue de la Charité, 13002. Tél. : 81-56-28-38. Tous les jours de 10 heures à 17 heures, samedi, dimanche de 12 heures à 15 heures. Jusqu'au 2 juin.

Rochechouart

Bernard Frize

Une rétrospective, en soixante-dix tableaux, de 1976 à 1990. Elle offre pour la première fois une vue d'ensemble de l'œuvre apparemment inconquise de l'artiste, qui est, à vrai dire, un surprenant commentateur de la peinture, et de la possibilité même de peindre aujourd'hui.

Musée départemental, château, 87600. Tél. : 55-45-10-10. Tous les jours sauf lundi et mardi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 8 juin, 8 F.

Straasbourg

Jean-Pierre Oberlin

Un pasteur humaniste des environs de Strasbourg au temps de Rousseau et de l'Encyclopédie. Fort actif, curieux de tout, spécialiste de progrès économique et social, il inventa le « poêle à tricoter » pour occuper et éduquer les jeunes filles, se plut à découper des portraits en silhouettes afin d'étudier la relation entre les traits d'un individu et son caractère, herbier, s'intéressa à la structure de la plante, à l'anatomie humaine comme au mouvement des planètes, collectionna avec passion les merveilles naturelles du monde, dont il voulait mettre l'ordre divin en évidence.

Musée d'art moderne, Ancienne Boucherie, 5, place du Château, 67000. Tél. : 88-32-48-95. Tous les jours sauf mardi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 juin.

Villeneuve-d'Ascq

Jean-Louis Faure, Jean-Michel Sanejouand

L'un, Jean-Michel Sanejouand, est peintre, mais on peut aussi le qualifier, à l'occasion, de calligraphe. L'autre, Jean-Louis Faure, réalise depuis fort longtemps d'étranges sculptures-objets qui échappent à la narration, bien qu'elles procèdent de récits historiques ou mythologiques. Leur rencontre, orchestrée par Michel Enrie, est placée sous le signe de la singularité.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59500. Tél. : 20-06-42-44. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 29 juillet.

La sélection « Arts » a été établie par Geneviève Brezette. Sélection « Photo » : Patrick Roegiers.

14 - 25 MAI 1991
Location : 60 00 20 00

DES OISEAUX ET DES HOMMES
C'est l'œuvre commune au sculpteur japonais
Ryūichi Kikuchi. Théâtre national de Strasbourg
Théâtre National de Strasbourg

La Ferme du Buisson
Centre d'Art et de Culture
de Marne-la-Vallée
Allée de la Ferme - 77437 Noisiel

XXXV^e SALON DE MONTROUGE - 15 MAI - 16 JUIN
ART CONTEMPORAIN
peinture, sculpture, dessin, travaux sur papier, photo, etc...
VICTOR BRAUNER
collection de l'abbaye Sainte-Croix
"REGARD SUR LA JEUNE CREATION ALLEMANDE"
2, av. E. Bouteux (face Mairie) - 32, r. G. Péri - 10118 h L.J.
Tél. : 46 55 79 31 - M^e Pie d'Orléans - bus 68 - 126 ou 128

GALERIE SCHMIT
396, rue Saint-Honoré 75001 PARIS - (1) 42.60.36.36

MAITRES FRANÇAIS
XIX^e - XX^e SIECLÉS

Exposition : 15 mai - 18 juillet

16 mai - 15 juin

Solano
Sculptures

Galerie Lelong
13, rue de Fehéran, Paris 8^e

16 mai - 15 juin

Janowich
Peintures

Galerie Lelong
12, rue de Fehéran, Paris 8^e

GALERIE
ART OF THIS
CENTURY
3, rue Visconti - Paris 6^e
Tél. : (1) 46 33 57 70

SOSNO
Sculptures murales

15 MAI - 15 JUIN 1991

Galerie Beaubourg
Louis Cane

c/o
Marianne & Pierre
Nahon
23 RUE DU RENARD 75004 PARIS
42 71 20 50

SAURA
ŒUVRES
1958-1964
14 mai - 29 juin

AIRCURIAL
4, rue de la Harpe - Paris 5^e
Tél. : 47 73 60 00

POL BURY
SOCLES ET
FONTAINES
18 avril - 8 juin

AIRCURIAL
4, rue de la Harpe - Paris 5^e
Tél. : 47 73 60 00

صحنه من الامل

DE LA SEMAINE

DISQUES

Classique

Mozart

Idoménée
Anthony Rolfe Johnson (Idoménée), Anne Sofie von Otter (Idoménée), Sylvia McNair (Idoménée), Peter Brown (Idoménée), Michael Chance (Idoménée), English Baroque Soloists, John Eliot Gardiner (direction).

Ah! la bonne surprise que cet *Idoménée* ramené à ses justes perspectives : l'orchestre d'abord, et pas pour le décor, dans la fosse, le vrai moteur du drame, tout un théâtre pour instrument, des coups de théâtre, tout l'indiscrutable des sentiments. Oui, l'orchestre omniprésent, maître absolu. Et, pour l'auditeur, la certitude que Mozart passait à l'orchestre d'abord en composant, à ces «stars» qu'étaient les instrumentistes de Mannheim, dont il répondait à l'époque, et dont les solistes anglais proposent la plus vraisemblable réplique moderne (jouant au demeurant sur boyaux et crins).

Gardiner, avec l'expérience stylistique, la science du piratage, l'amour de la nuance qu'on lui connaît, entame avec des pianissimos roversants - le déluge crépitant du deuxième acte - son intégrale des grands opéras mozartiens (double par leur présentation au Châtelet, où cet *Idoménée* fut donné l'an dernier). Si la distribution ne compte pas tout à fait, c'est peut-être que tout «distributeur» se heurte ici à l'impossible : rendre compte de l'ambiguïté de ces héros dont la sensibilité est préromantique, mais qui trahissent comme malgré eux leur virilité solennelle mythologique - et un peu de monstruosité dans le cas d'Electre. C'est d'ailleurs cette dernière qui cette fois satisfait le moins parce que Gardiner a joué de bout en bout la transparence, la légèreté, et qu'il a dû choisir une Electre allégée, dont le timbre se marie avec les voix délicieusement éthyérées, presque abstraites, de son Iphigénie et de son Idoménée. Anthony Rolfe Johnson a la sensibilité frissonnante d'Idoménée, pas la noblesse d'un grand roi blessé. Arctique d'a pas tout à fait la voix ni tout à fait le style d'un confident de tragédie.

Comme l'avait fait Harnocourt, le chef anglais a enregistré en annexe (mais pas sur un disque séparé) les fragments que Mozart s'était résigné à couper lors des productions successives de son premier grand opéra. Face aux passionnément bizarres de la version Harnocourt ou à l'italianisme exotique de l'Idoménée de Pavarotti (avec Pritchard chez Decca), cet enregistrement apparaît comme le plus cohérent stylistiquement que l'on puisse trouver sur le marché. Le meilleur, en somme.

Coffret de 3 CD, Archiv Produktion 431 674-2.

A. R.

Haydn

Sonates pour piano Hob. XVI 23, 24, 48 et 50, volume 2.
Catherine Collard (piano)

Les sonates pour piano de Haydn n'ont pas la renommée de celles de Mozart ou de Beethoven. Elles ont été moins souvent enregistrées (seuls McCabe chez Decca, Buchbinder chez Teldec, Badura-Skoda chez Astrée et Walid Akl chez Thésis les ont enregistrées intégralement), mais elles ont surtout pas trouvé un interprète de prédilection.

Il se pourrait que Catherine Collard, qui signe ici le second volume de ce qui sera peut-être une intégrale, soit en mesure de conférer à ces sonates une individualité d'approche que peu de ces confrères auront réussi à leur donner. Trop souvent, en effet, les pianistes qui abordent ces sonates en concert ou en disque balancent curieusement entre deux tendances. La première serait de jouer ces sonates comme si elles étaient de Scarlatti, en articulant à l'excès, en faisant jolir. La seconde serait d'enregistrer leur préromantisme, de les interpréter comme si elles étaient du jeune Beethoven.

Collard trouve une autre voie. Ses mouvements vifs, fermement conduits, avancent sans à-coup mais sans insistance. Ils gardent ce caractère allusif, ces effets de surprise que l'on admire dans les fantaisies pour clavier de Carl Philipp Emanuel Bach. Ses mouvements lents sont expressifs, douloureux parfois, sans pour autant être romantiques. Collard n'est pas du genre à appuyer. La litote est son domaine.

En fait, à part un enregistrement de la *Sonate Hob. XVI 52* par Horowitz avant la guerre, et un disque de Jean-Claude Peoclet (Harmonia Mundi), il se pourrait bien que Catherine Collard soit l'interprète que le piano de Haydn attendait.

1 CD Lyric LVR CD 108.

Saint-Saëns

La Fiancée du timbalier
Françoise Pollet, Nathalie Dessailly (soprano), Lucie Vignon (mezzo-soprano), Daniel Gabor (basse), Philippe Duvallet (baryton), Gérard Jarry (ténor), Chantal Vignati (basse), Michel Pignatelli (baryton), Orchestre national d'Ile-de-France, Jacques Maillard (direction).

On connaît le terrible compliment de Berlioz au jeune Saint-Saëns : « Ce jeune homme singulièrement d'exception ». On sait aussi que Saint-Saëns fut l'un des pianistes magiques d'une époque bien pourvue en croyeurs d'ivoire, un écrivain de talent, un savant écolier, un chef d'orchestre compétent, un organiste que Liszt considérait comme le premier de son époque, un musicien clairvoyant et généreux (il a fait écouter Rameau à ses freres chez Durand), un voyageur infatigable, un ami fidèle, courageux dans des prises de position qui ne lui ont pas toujours été favorables. Bref, Saint-Saëns fut un honnête homme dans la plus belle acception du terme. Et un grand compositeur à qui l'on doit une œuvre abondante qui compte très peu de ratés (exception faite, curieusement, de la majeure partie de sa musique pour piano seul).

Ce disque, qui regroupe trois raretés, est une nouvelle et étonnante preuve. Bach n'aurait pas refusé les fugues qui courent et résonnent le *Déluge*. Berlioz aurait aimé la grande ballade sur la *Fiancée du timbalier* composée, en 1887, sur un poème de Victor Hugo, et peut-être plus encore la *Nuit*, composée en 1900. Orchestrées avec subtilité, sveltes, transparentes, ces trois pièces virtuoses témoignent d'une science assez incroyable, d'une sensibilité frémissante.

Les musiciens réunis autour de Jacques Maillard leur rendent justice, malgré une prise de son qui, pour être naturelle, est tout de même trop réverbérée.

REF 1 CD Adès 551 251.

A. L.



Angélique Ionatos et Nena Venetsanou.

Jazz

Christian Escoudé et Pierre Michelot

Live at the Village Vanguard

Début novembre 90. Le programme étoilé du Vanguard est formel dans *Voix* : Pierre Michelot et Christian Escoudé, « *first time in USA* », sont à l'affiche. Le bassiste historique, fondateur, et le guitariste chanteur sont aussi musicaux, sensibles et connaisseurs l'un que l'autre. La rencontre en témoigne. Le répertoire choisi, également. Disques à repère d'urgence : au moins pour l'interprétation de *Cute* (composition de Neal Hefti), de *Confirmation* (de Charlie Parker) et *Pour la petite biguine* (d'Escoudé). Ah oui ! Les deux autres du quartet sont Keny Washington (drums) et Hank Jones. Hank Jones, oui, Hank Jones.

1 CD Emarcy 848 573-2.

Stéphane Kochoyan

Châli-châli de femmes

Quand on attaque son premier disque *Par un peu loco*, on veut dire plusieurs choses à la fois : que Bod Pwelle, le compositeur et interprète définitif du morceau, est là, pas loin ; qu'on va renouveler le genre ; qu'il y aura, enfin, un peu de folie dans l'air. Stéphane Kochoyan a vingt-quatre ans, la vie devant lui. Tout n'est pas parfait, sinon l'envie de jouer, ce qui est l'essentiel. Signe extrême de sagesse : il a choisi comme « rythmiques » Daniel Humair et Henri Texier, ce qui permet de les entendre à longueur de disque.

1 CD PA 001, distribué par OMD.

F. M.

Rock

Massive

Blue Lines

Blue Lines arrive pour ranimer les fois vacillantes, pour conforter les esprits dans le doute. En neuf titres, *Blue Lines* prouve neuf fois que la musique (ici, on choisira un modifiant

Wild Bunch/Circus WBRCD 1, distribué par Virgin.

The Black Crowes

Shake Your Money Maker

Au jour d'aujourd'hui, les Black Crowes ont vendu deux millions d'exemplaires de *Shake Your Money Maker* aux Etats-Unis. Du coup, le disque sort en France et l'on découvre les raisons de ce succès : les Stones étant, au mieux, capables de recycler leurs vieux titres et Rod Stewart ayant confirmé une bonne fois pour toutes son adhésion au jet-set, la place est à prendre. C'est un sale boulot, le rock'n'roll, mais il faut bien que quelqu'un le fasse.

Les Black Crowes sont jeunes, Chris Robinson peut prendre la voix de Rod Stewart et le groupe est capable de faire monter le genre de mayonnaise binaire dont les Faces s'étaient fait un spécialité au début des années 70. En plus les Black Crowes sont aussi sèches que pastilles. Pour tous ceux qui n'arrivent pas à se résoudre à écouter toujours les mêmes disques, *Shake Your Money Maker* arrive juste à temps pour donner l'illusion que la vie ne s'est pas arrêtée.

Def American 842 515-2 distribution Polygram.

T. S.

Musiques du monde

Angélique Ionatos et Nena Venetsanou

Sappho de Mytilène

Il y a deux ans, Odysseus Elytis, Prix Nobel de littérature, avait réussi à convaincre Angélique Ionatos, musicienne grecque qui vit en France depuis 1984, de la beauté des poèmes de Sappho de Mytilène, qu'il avait traduits en grec moderne. Munie de l'édition bilingue, la chanteuse entreprit de les mettre en musique. Un travail identique à celui effectué sur les textes d'Elytis en 1984 et 1987, et qui s'était traduit par deux albums publiés par Arvidis : *Marie des Brumes* et *le Monogramme*. L'effort discographique était prolongé ou précédé par des spectacles coproduits par le Théâtre de Sartrouville, dont Angélique Ionatos est artiste associée, et le Théâtre de la Ville à Paris.

Même et intéressante logique pour ce *Sappho de Mytilène* : un disque, une création à Paris, une reprise à Sartrouville dans la foulée.

Sappho est un mythe. Avec ses mystères, ses côtés surfaits ou sulfureux, Ionatos s'est attachée à en garder que la musicalité première, quitte à mêler le texte modeste à l'acoustique. Musique souvent aérienne, parfois chargée de lourdeurs gourmandes, orchestrée sans exagération lyrique par Christian Boissel, soutenue par le *voix cristalline et mélodique* d'Angélique Ionatos, qui, cette fois, s'a pas voulu faire cavalier seul. Copiée pour une œuvre à deux voix, l'exigant mezzo-soprano Nena Venetsanou a donné à l'ensemble une ampleur, tout en circonvolutions. A moins d'être réfractaire au genre - la poésie mise en musique - il est impossible de rester sourd aux voix superbes de ces deux femmes qui sont allées chercher leur inspiration chez la plus insolente des poétesses d'il y a vingt-cinq siècles.

1 CD Audéon A6168.

V. Mo.

Chanson

Roland Magdane

Sans restriction

Surprise. Roland Magdane, humoriste trop longtemps resté en panne dans les basses eaux du « Collaro Show », sort un disque. Avec le charme incontestable des entreprises déviantes, même dans une carrière qui n'allait pas tout à fait dans ce sens-là. *Ambiance « States »* - l'album a été réalisé entre Los Angeles et Paris, - rock soutenu sans dureté : *Sans restriction* aligne neuf titres bien ficelés, avec Patrick Roffé à la musique, Magdane aux paroles (avec de petits coups de pouce de Christian Borge et Yves Fajol), bien moins « tartes » que prévu.

Magdane a des angosses. Témoin la pochette où il apparaît mal rasé sur fond sépia, regard anxieux et lèvres pincées, veste en jean. Des angosses de tous les jours, dimanches mores, amours faies, chapitres clos, et monde à l'envers. « Quand un avion explose, la boîte noire est toujours intacte/Pourquoi ils fabriquent pas les avions dans le même métal/On m'angoisse et j'attends une réponse ». *Brother*, le tube en puissance, déjà lancé sur les ondes, un peu rock, un peu rap, met en scène un Noir de Louisiane perdu entre Harlem (« chaînes, peine ») et Manhattan. Ce n'est pas neuf, mais Roland Magdane a une voix traînante, un peu éraillée, qui, sans prétention à la performance, colle au sujet.

1 CD Flareanach CA 802-50101. Distribué par Carrère.

V. Mo.

JOE JACKSON
Le NOUVEL ALBUM

LAUGHTER & LUST

Turnée en JUIN :

- Le 6 à PARIS (ZENITH)
- Le 7 à ORANGE (Le Théâtre Antique)
- Le 23 à TOULOUSE (Palais des Sports)
- Le 24 à BORDEAUX (Salle de la Médocine)
- Le 26 à GRENOBLE (Summum)
- Le 28 à NICE (Théâtre de Verdure)
- Le 29 à BELFORT (Festival des Barochiennes)

(première partie "HUE and CRY")

franc

Stage

Télérama

COSTELLO, GOUROU DU ROCK OCCIDENTAL

Elvis, la fleur de l'âge

MIGHTY Like a Rose fait semblant de revendiquer son statut poétique, avec, dans le rôle du barde, Elvis Costello, gourou du rock occidental. Mais de la métaphore fleurie, on retiendra surtout les épinettes d'un disque sombre, à peine civilisé par la complexité des arrangements, la foule des invités, la variété des couleurs et des formats.

Il y a deux ans sortait *Spika*, Curriculum Vitae d'un artiste protéiforme, compendium presque indigeste à force d'excellence. En plus, Elvis Costello était à cette occasion la seule démonstration qu'il lui restait encore à accomplir : celle de sa capacité à vendre des disques par centaines de milliers. Pendant l'enregistrement de *Mighty Like a Rose*, la presse spécialisée britannique a relaté que Warner, le label de Costello depuis 1989, refusait d'investir avant dans le nouvel album que pour l'enregistrement de *Spika*.

Du coup, Costello aurait reconstruit les Attractions, le groupe qui l'a accompagné jusqu'à *Blood and Chocolate*. Si l'histoire est vraie, seul Pete Thomas, le batteur, n'a répondu présent. On retrouvera donc sur *Mighty Like a Rose*, les anciens musiciens de l'autre Elvis, James Burton à la guitare ou Jerry Scheff à la basse ; les pointures californiennes, Jim Keltner à la batterie ou Larry Knechtel au clavier ; et les piliers de la marge, Mark Ribot, le guitariste de Tom Waits ou les cuivres du Dirty Dozen Brass Band. Et puis un quintette à vent, un

grand orchestre à cordes. Le tout coproduit par Mitchell Froom, généralement associé à ce que la côte Ouest des Etats-Unis compte de moins décevant (Tom Petty et compagnie).

De quoi partir dans tous les sens, de la ballade exquise (*After the Fall*) à l'accès biliaire (*How to be dumb*), de la pop électrique (*Playboy to a Man*, dernier reste, avec *So Like Candy*, de la collaboration Costello-McCartney) au lamento celtique (*Broken*, écrit par Cait O'Riordan, épouse de l'artiste, ex-bassiste des Pogues). En guise de fil conducteur musical, on doit se contenter de réminiscences lennoniennes, la voix paroxystique coincée dans une chambre d'écho (*Harry Down Doozies*), l'intro de *Sweet Peas* empruntée à *Don't let me Down*. On peut aussi retrouver au fil du disque tous les souvenirs des quinze ans de carrière d'Elvis Costello.

Et, découvrir, sous les métaphores, le petit homme coincé entre mécanisme et compassion. *Mighty Like a Rose* est un disque « privé », sans les protestations celtiques et incendiaires que Costello avait dédiées à Margaret Thatcher sur *Spika*. Ici tout se passe entre quatre murs, entre deux draps, là où s'accomplissent les plus grands crimes, les pires trahisons. Et, pour Elvis Costello, que n'écrit les meilleures chansons.

THOMAS SOTINEL

* Elvis Costello : *Mighty Like a Rose*. Warner Bros/WEA 7599-26573-2.

MUSIQUES

STEELBANDS ET CARNAVAL, TRINITÉ-ET-TOBAGO A LA FERIA DE NIMES

Le pétrole et le calypso

Poursuivant son exploration des musiques tropicales, la FERIA de musique de rue de Nîmes fait venir cette année un steelband de Trinité-et-Tobago. A Port-of-Spain, née de la rencontre entre calypso et fûts de pétrole, vit une musique sans équivalent au monde. Nourrie de l'actualité la plus chaude, même quand elle prend des tours dramatiques - les îles se remettent à peine d'un coup d'Etat, - cette musique vivante réunit l'homme de la rue et l'homme du pouvoir, au grand dam des puritains hérités de la colonisation.

PORT-OF-SPAIN
de notre envoyé spécial

La nuit, quand on contemple la ville du haut d'une des collines qui l'entourent, la Savane fait un grand trou noir en son cœur. Le Queen's Park Savannah, prairie parsemée d'arbres, a été légué à la municipalité par un planteur français, à condition qu'on n'y construise aucun bâtiment. Depuis, la Savane fait office de parc public, de terrain de cricket (sport national de Trinité-et-Tobago), de champ de courses, et surtout de terminus du carnaval. Chaque année, en janvier, on construit une tribune provisoire en face de celle du champ de courses. Dans le canyon ainsi créé aboutissent tous les efforts des participants aux carnavals, les rois, les reines, les steelbands, les calypsoniens et les bands (groupes qui défilent en costumes) d'enfants et d'adultes.

La réputation du carnaval de Port-of-Spain, qui est aussi celui de Trinité-et-Tobago, a franchi depuis longtemps les frontières des Antilles. Mais la situation des îles, tout au sud de l'arc caraïbe, à une vingtaine de kilomètres des côtes vénézuéliennes, à l'écart des flots touristiques, fait que le carnaval reste essentiellement une affaire intérieure. Mais quelle affaire ! Tous les courants qui traversent la société des deux îles apparaissent, sous une forme ou une autre, pendant ces quelques jours de février. Ici, on ne dit pas carnaval mais *mas*, abréviation de « masquerade ». Introduite par les colons français établis dans ces îles espagnoles conquises par les anglais en 1791, reprise à leur compte par les esclaves africains (émancipés depuis 1837, soit avant les Africains des possessions brésiliennes, américaines ou françaises), la tradition a survécu à la colonisation anglaise. Mieux, elle a crû jusqu'à prendre une autonomie totale par rapport à ses équivalents européens, latino-américains ou caraïbes.

Aujourd'hui, la trinité du carnaval de Trinité s'énumère ainsi : calypso, steelband et Peter Minshall. Un genre musical, un instrument et un créateur qui ne pouvaient naître qu'ici. Le calypso est la plus ancienne des musiques antillaises à avoir perduré à ce

jour. Rythme de danse, le calypso est avant tout folk-song, commentaire à chaud de l'actualité et même format rhétorique. L'un des concours qui ont lieu sur la Savane met aux prises des calypsoniens qui ont juste le droit d'annoncer à un petit orchestre la tonalité dans laquelle ils veulent chanter. Ils tirent ensuite un sujet de dissertation au sort (économie, politique, société, culture) et doivent improviser un calypso sur-le-champ.

En février dernier, l'île se remettait à peine de la tentative de coup d'Etat du 27 juillet 1990. Un groupe d'intégristes islamiques, le Jamaat al Muslimien, avait réussi à prendre en otage M. Arthur Napoleon Ray Robinson, le premier ministre, et la quasi-totalité du gouvernement et du Parlement. Dans un pays où la décolonisation s'est passée paisiblement, où l'alternance entre partis est une réalité, le traumatisme a été profond. Cette année, au moment où toutes les télévisions du monde répètent à l'infini les images de Bagdad, Dharhan ou Tel-Aviv, la TTT (Trinidad and Tobago Television) ressassait celle des enfants déguisés en abeilles ou en tortues Ninja qui défilent devant la prison de Frederick Street où Abu Bakr et ses compagnons attendent leur procès sous la garde d'un half-track et d'une poignée de soldats en armes. Dans une île qui n'avait pas connu de violences graves depuis la révolte du black power en 1970, les vingt-quatre morts et les deux jours de pillages qui ont suivi les événements n'ont pas encore été assimilés, malgré les T-shirts « I survived the coup ».

La communauté indienne s'est mise au calypso : c'est le chutney

En 1991, la « road march » (chanson pour défilé) de l'année s'appelle *Get Something And Wave*, écrite et interprétée par Superblue. Superblue est, avec Tambu, David Radder et quelques autres, l'une des vedettes de la soca, forme contemporaine du calypso. *Get Something And Wave* est un titre frénétique et mélodique, un tube évident, c'est aussi une relation des événements de juillet 1990. A Trinité, la soca vit encore au rythme du carnaval. Même si David Radder est une grande conscience caraïbe, une espèce de Bob Marley de Trinité, même si Tambu se veut (et est) musicien à part entière, leurs disques sortent encore au début de l'hiver parce que le succès, pour un titre de soca, passe ici par le carnaval.

Les « road marches » de l'année sont également mises à contribution par les steelbands qui utilisent largement les thèmes musicaux de l'année lors du concours qui départage les meilleures formations des deux îles. Le steelband, c'est un art, une industrie et un mode de vie parfaitement autochtones. La tradition fait naître le steelband le 8 mai 1945. Pour célébrer la victoire des Alliés, les habitants de Port-of-Spain, sujets britanniques contraints au couvre-feu pendant la guerre, célèbrent le droit de faire du bruit en tapant sur des fûts de pétrole vidés. Les îles tiraient déjà une bonne partie de leurs revenus du

pétrole. C'est aujourd'hui, avec le gaz naturel, quasiment leur seule source de devises.

En quelques années, une gamme d'instruments de musique apparaît. Les fûts (« pans ») sont tronçonnés pour varier les registres. Leur fond est recouvert d'une plaque métallique concave sur laquelle des alvéoles délimitent les notes. Aujourd'hui les grands steelbands comprennent jusqu'à soixante-dix musiciens et une centaine de pans.

Longtemps après leur apparition, la distinction entre steelbands et bands est restée floue. En témoignent les noms qui portent encore quelques-unes des meilleures formations, Desperados, Renegades. Les concours les départageaient aussi au cours de grandes batailles de rue. La création de Pan Tribago, l'organisme officiel qui gère les concours, la codification très stricte des joutes musicales marquent donc à la fois la reconnaissance par l'Etat d'une culture populaire et une forme de contrôle social.

Aujourd'hui les steelbands les plus prestigieux ont chacun leurs sponsors. Le pétrolier Amoco pour les Renegades, les tabacs Witco pour les Desperados. On dit les premiers liés à la bourgeoisie noire et au PNM, le parti qui a exercé le pouvoir de 1962 à 1986. De plus ils ont été choisis par Jean-Michel Jarre quand celui-ci a décidé de s'intéresser au calypso lors de l'enregistrement de *En attendant Cousteau*. Les Renegades ont participé au spectacle organisé par le Français à la Défense en juillet dernier. Du coup, ils sont considérés comme le steelband de l'établissement.

Mais il y a des orchestres pour tous les goûts. Au siège du gouvernement, on fait fièrement observer que tout le monde s'est mis au pan, des cadres blancs des compagnies pétrolières à la communauté indienne. Cette dernière, aussi nombreuse que la communauté noire (40 % de la population chacune), pratique depuis quelques années un calypso légèrement coloré de musique populaire orientale, connu ici sous le nom évocateur de *chutney*.

Mais la base réelle de tous les steelbands reste le quartier. Tout au long de l'année, les musiciens se retrouvent de manière informelle sur le *yard*, le terrain où cette musique de plein air s'élabore. Chaque band travaille avec un chef, un arrangeur, un accordeur et un facteur. C'est d'abord dans la fabrication des instruments que chaque steelband se distingue : le son poli, cristallin, presque aérien des Renegades, la robustesse, l'énergie des Desperados ou les sonorités *roots* de Phase II finissent par se reconnaître facilement. D'ailleurs la disposition des notes n'est pas la même sur tous les pans et varie selon les groupes. Vient ensuite le rôle des arrangeurs. Pour la plupart, ils se partagent entre plusieurs steelbands. Les plus connus, Boogie, Jit Samaroo, ne cessent de faire progresser le steelband, cette bazarerie musicale qui réunit dans les dernières grandes formations de musique vivante (avec les orchestres symphoniques) les seuls instruments non électriques créés au vingtième siècle, selon le mot attribué à Pablo Casals.

Au tour du noyau permanent de chaque orchestre, les musiciens vont et viennent, admis dans chaque formation dès qu'ils font la preuve de leur compétence musicale et de leur compatibilité avec l'esprit du groupe. Mieux vaut être étudiant et anticonformiste si l'on veut faire partie de Phase II, par exemple. Mais, de toute façon, les steelbands mélangent les générations et, si leur direction est toujours assurée par des hommes, les femmes sont présentes à tous les pupitres, y compris les énormes *nine bass*, jeux de neuf fûts entiers.

Les Desperados se retrouvent sur un terrain vague, au pied de l'église

La veille de la finale, sur la colline de l'Aventille, les Desperados répétaient une dernière fois. Le *yard* des Desperados est à peine éclairé. Contrairement aux Renegades, installés en plein centre-ville, qui ont déjà compris l'essentiel de l'art du merchandising à l'intention des curieux et des supporters, les Desperados se retrouvent sur un terrain vague, au pied d'une église. Chaque section répète séparément mais simultanément. L'orchestre se divise en *nine bass*, six bass et *three bass*, les plus gros fûts, regroupés par trois, six ou neuf, en *second* et *double second* pour les registres intermédiaires. Le *tenor* est l'instrument qui donne la ligne mélodique, mais on a aussi créé des *cello* et des *guitars*, dont le nom suffit à expliquer la fonction.

Les pans et les musiciens sont disposés sur deux niveaux. La structure qui les supporte sera amenée le lendemain jusqu'à la Savane mais elle ne peut rouler quand les musiciens sont installés. Au centre, une section de percussions (batteries, congas, cloche de vache, cette dernière donnant le tempo). Au bout d'un moment, sans qu'on arrive à déterminer qui en a pris l'initiative, le steelband se met à jouer le thème qui sera présenté lors de la finale.

Le paradoxe du steelband, musique née dans la rue lors de défilés (il existe encore des steelbands mobiles dits *pans around the neck*), est qu'il n'existe pas de point d'écoute idéal. A chaque fois que l'on se

déplace, on découvre un nouvel aspect de l'arrangement. La puissance sonore, l'étendue du registre, la complexité des interactions entre les sections, portées par le rythme irrésistible du calypso, en font une expérience musicale sans équivalent. Les Desperados, qui ont déjà gagné cinq fois la finale, la gagneront encore en 1991, coiffant au poteau les Amoco Renegades. Pour l'instant, chaque musicien est perdu dans sa musique, emporté par une chorégraphie qui rappelle la frénésie du timbalier classique avec, en plus, le déhanchement caraïbe.

Sur la Savane, le samedi avant Mardi gras, douze steelbands s'affrontent. Ils étaient 294, venus des deux îles, au début du processus de sélection. Dans les tribunes, les spectateurs surchauffés saluent leur favori. La bonne société est là, la diaspora aussi avec son plus célèbre représentant, le basketballer Kareem Abdul Jabbar, natif de Trinité. Une équipe française essaie, à l'aide d'une batterie de magnétophones DAT et d'une forêt de micros, de résoudre l'épineux problème de l'enregistrement du steelband, un casse-tête avec la multiplication des résonances non harmoniques, les effets de réverbération et l'ampleur des effets. En fait, c'est là l'un des charmes irrédutibles de Trinité-et-Tobago, le steelband ne voyage jamais tout à fait en l'état et ne se conserve pas. Le poids des instruments, l'ampleur des effectifs interdisent aux organisateurs les mieux intentionnés d'inviter une formation au complet. Reste l'option, adoptée cette année par la FERIA de musique de rue de Nîmes, d'inviter un orchestre réduit (quarante musiciens quand même, parmi les meilleurs jeunes de l'île), de quoi donner un avant-goût caraïbe au public européen.

Le carnaval doit être terrifiant pour préserver la sauvagerie

Reste que la musique est là pour faire danser les costumes, ceux des rois et des reines des bands qui défilent dans la rue. De l'avis général, l'édition 1991 sera un échec, et ce à cause de la bouderie d'un seul homme, Peter Minshall. Minshall se définit comme un « *masman* ». D'origine anglaise, né en Guyane britannique, il a failli être costumier de théâtre dans le West End de Londres. Jusqu'au jour où il a découvert *mas* et s'est lancé à corps perdu dans la réalisation de costumes et la mise en œuvre de défilés. Il fait observer très raisonnablement que son travail n'est pas différent de celui de beaucoup de *performance artists*, à la différence qu'il dispose d'effectifs presque illimités et d'un public incomparablement plus nombreux et motivé que celui de l'avant-garde occidentale. Les défilés de Minshall ont rassemblé parfois plusieurs milliers de personnes et il travaille sur des bases économiques saines puisque le leader d'un band de carnaval vit grâce à la vente de ses costumes.

Pour son spectacle à la Défense, Jean-Michel Jarre avait fait venir plusieurs créations de Minshall, dont le monstrueux Crabman, roi du défilé Minshall (mais pas du carnaval) en 1983. Boudé par les jurys officiels, Minshall est régulièrement piétiné par la foule de Port-of-Spain. Ses rois et ses reines, créatures de 4 ou 5 mètres de haut animées par une seule personne (il les définit comme des « sculptures mobiles »), font maintenant partie du folklore de Trinité. Il met en scène des paraboles simples et puissantes pour ses défilés, comme *The River*, en 1988, où tous les participants vêtus de blanc avaient reçu une pochette remplie de colorant pour changer la nature même de la procession entre son départ et son arrivée.

Peter Minshall, qui ajoute à ses autres talents le génie de l'autopromotion, tient salon sous la véranda de sa villa, dans les hauteurs de Port-of-Spain. Il boycotte le carnaval 1990, il se dit étouffé par les règlements. A la suite du triomphe de Tan Tan et Saga Boy, le roi et la reine qu'il a dessinés et fait danser, front-collé, en 1989 - que l'on verra à Nîmes - les autorités ont décidé que les monarques devaient être présentés séparément. On peut y voir la marque des Eglises anglicane et catholique, très influentes sur l'île, ou, tout bêtement, le conservatisme de toutes les institutions. « C'est la dernière brimade », dit Minshall, mais l'essentiel est ailleurs. J'ai toujours été convaincu que *mas* devait être dangereux, terrifiant. Comme le voleur de minuit, venu prendre les âmes, qui me terrorisait quand j'étais enfant. Aujourd'hui, le carnaval est devenu un business, les marcheurs piétinent des heures avant de défilé quelques mètres entre deux tribunes sur la Savane. Comment pourrait-on préserver l'énergie, la sauvagerie ? »

Mais il serait étonnant que Minshall reste longtemps à l'écart. Caroleen de carnaval, le peuple ira le chercher, et *mas* rebondira une nouvelle fois.

THOMAS SOTINEL.

* La FERIA de musique de rue de Nîmes fait venir le jeune steelband de Trinité-et-Tobago qui jouera sur scène le 17 mai et dans la rue du 18 au 20. Les créations de Peter Minshall défilent le 18. Egalement au programme : Arrow (soca des Bahamas), Tabou Combo (kompa haïtien), FFF (funk français) et d'autres encore. Concerts gratuits le soir à partir de 21 h 30 dans les jardins de la Fontaine. Tél. : (16) 66-36-00-83.

ARGENTEUIL 1991
du 21 mai au 21 juin

FESTIVAL
autour de la

21.5 Katia Ricciarelli
22.5 *Voit du Monde* 23.5 *Polyphony Russes*
24.5 *Conspiration / Chorale Vittoria*
25.5 *Polyphony Russes* 26.5 *Haydn Alba*
27.5 *Abbey Lincoln* 28.5 *Schola Hungarica*
29.5 *Les Voix Bulgares* 30.5 *Trio Bird de Poul*
31.5 *Le Cirque Volant*
32.5 *Nuit Tango Bayon*

RÉSERVATIONS : 39 61 25 29 DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT
CULTUREL - FNAC - 3615 BILLETTEL - VIRGIN MEGASTORE

MAISON
Centre Culturel et Spectacles

TABLEAUX IMPOSSIBLES
Opéra Théâtre Tén

ALLAUD - ROWLANDS - MARTIN
MONNOT - TEVELO - VOISE
MONROY

au Palais des Festivals
Place du Châtelet - Paris 13
du 21 au 25 mai 8 h 30 à 10 h 30
Tél. 89 27 81 31

GUSTAV LEONHARDT
clavessin
J. S. BACH

VENDREDI 24 MAI 18H30
RADOVAN VLATKOVIC
cor
Philippe Hirschhorn violon
Philip Moll piano

BEETHOVEN - BRAHMS
SCHUMANN - RAVEL

65 F. LOC. 42 74 22 77
2 PL. DU CHATELET PARIS 4^e

مسكن من الاجل